



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 150 N° 086
Le jeudi 22 avril 2021

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 22 avril 2021

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Traduction]

LE COMMISSAIRE À L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président: Conformément au paragraphe 23(5) de la Loi sur le vérificateur général, je dois déposer les rapports du printemps 2021 du commissaire à l'environnement et au développement durable à la Chambre des communes.

[Français]

Conformément à l'article 32(5) du Règlement, ces rapports sont réputés renvoyés en permanence au Comité permanent de l'environnement et du développement durable.

* * *

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

Mme Marie-France Lalonde (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedDev Ontario et Langues officielles), Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36(8)a) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles et sous forme électronique, la réponse du gouvernement à 11 pétitions.

* * *

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À LA QUESTION N^o 461

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement à la première occasion qui m'est donnée de le faire pour soulever une préoccupation concernant la « réponse » déposée pour la question n^o 461 de mon collègue de Peace River—Westlock.

En bref, la question porte sur une motion adoptée le 19 juin 2019 par la Chambre en vue de demander aux Nations unies d'organiser la tenue d'une enquête internationale indépendante pour examiner les allégations relatives au génocide des Tamouls au Sri Lanka. Le député demande si le gouvernement soutient la motion, s'il a fait des représentations diplomatiques à ce sujet, et si le gouvernement

a l'intention de soulever, précisément, la question de l'enquête sur le génocide.

La réponse qui a été déposée pour cette question ne mentionne aucune enquête sur le génocide. En fait, elle ne répond pas du tout à la question. On y parle du Sri Lanka en général, mais rien ne se rapporte au fond de la question.

Je sais que la pratique veut que l'on ne demande pas au Président d'évaluer les détails ou la qualité des réponses fournies. Toutefois, dans ce cas-ci, étant donné que la prétendue réponse ne tient aucunement compte de la question et n'y répond pas, je soutiens que ce-la bafoue complètement les attentes concernant l'obligation du gouvernement de répondre aux questions conformément au Règlement.

Il doit y avoir des balises à respecter dans les réponses du gouvernement. Après tout, si le gouvernement présentait une réponse portant sur un tout autre sujet, je crois que le Président n'aurait d'autre choix que de signaler une violation du Règlement. Je vous demande d'examiner la réponse à cette question et d'informer la Chambre à savoir si la réponse fournie par le gouvernement satisfait à l'obligation de ce dernier aux termes du Règlement.

Le Président: D'après ce que j'ai entendu, le député a répondu à sa propre question. Ce n'est pas la responsabilité du Président de se prononcer sur les réponses qui sont données. Je vais prendre la question en délibéré et je reviendrai à la Chambre avec une décision, si nécessaire.

* * *

PÉTITIONS

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je présente trois pétitions ce matin.

La première pétition demande au gouvernement de reconnaître que les Ouïghours et d'autres musulmans d'origine turque sont victimes d'un génocide perpétré par le Parti communiste chinois. Je souligne que, en ce moment, le Parlement britannique débat d'une résolution sur la reconnaissance du génocide et je félicite tous les députés du Parlement britannique qui participent à cet important débat.

L'ÉTHIOPIE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition souligne la situation actuelle dans la région du Tigré, en Éthiopie, et demande au gouvernement du Canada de s'intéresser davantage à la situation et de s'attaquer aux problèmes humanitaires et aux problèmes de droits de la personne qui en découlent.

Le budget

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la troisième et dernière pétition est présentée en appui au projet de loi S-204, qui porte sur le prélèvement forcé et le trafic d'organes, qui vient de franchir l'étape de l'étude au comité sénatorial de la justice et des droits de la personne et qui en est maintenant à l'étape de la troisième lecture au Sénat, avant d'être renvoyé, je l'espère, à la Chambre très bientôt. Les pétitionnaires appuient le projet de loi S-204 et espèrent que c'est au cours de la présente législature qu'il sera enfin adopté.

LES POMPIERS VOLONTAIRES

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je me sens énormément privilégié et honoré aujourd'hui de présenter une pétition au nom d'habitants de Parksville qui demandent au gouvernement de faire passer l'exemption d'impôt de 3 000 \$ à 10 000 \$ afin d'aider les pompiers volontaires et les bénévoles en recherche et sauvetage, qui sont essentiels partout au pays.

Les pétitionnaires soulignent que les pompiers volontaires représentent 83 % des premiers répondants au Canada dans la lutte contre les incendies. De plus, environ 8000 bénévoles en recherche et sauvetage interviennent au cours de milliers d'incidents chaque année. Ils indiquent que non seulement ces bénévoles aident à sauver des vies, mais aussi qu'ils permettent à leurs villes et municipalités de garder leur impôt foncier à un niveau plus bas que si elles devaient recourir à des services rémunérés.

Nous devons aider ces bénévoles. Ils ont été là pendant la pandémie de COVID, entre autres. Il s'agit là d'une belle occasion d'aider les bénévoles qui ont travaillé plus de 200 heures par année à obtenir l'exemption fiscale qu'ils méritent.

• (1010)

L'ENVIRONNEMENT

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Je vous souhaite une bonne journée en ce Jour de la Terre, monsieur le Président. C'est un privilège de présenter la pétition électronique 3184, qui a été lancée par des habitants de Nanaimo—Ladysmith. Les pétitionnaires prient le gouvernement du Canada de prendre sans tarder des mesures fondées sur la science et des avis experts indépendants pour faire du projet de loi C-12 une loi sur les changements climatiques de niveau mondial en adoptant trois amendements avant la mise aux voix.

Le premier amendement consiste à fixer à 2025 le premier objectif de réduction des émissions, à renforcer le rôle de l'organisme consultatif et celui du commissaire à l'environnement et à exclure les cadres du secteur des combustibles fossiles de l'organisme consultatif.

Le deuxième amendement consiste à harmoniser le texte du projet de loi C-12 avec l'engagement du Canada envers la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, à accorder la priorité aux travailleurs et aux collectivités, sans exception, et à fixer des objectifs de création d'emplois durables afin de garantir une transition équitable pour tous les travailleurs.

Le troisième amendement consiste à créer une véritable responsabilité juridique pour le gouvernement en assujettissant le ministre de l'Environnement à des obligations bien définies et sans condition à l'égard de l'atteinte des objectifs, et non seulement de l'adoption de plans en vue de les atteindre.

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

Mme Marie-France Lalonde (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedDev Ontario et Langues officielles), Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

[Traduction]

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 21 avril, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de prendre la parole sur le projet de loi d'exécution du budget qui a été présenté à la Chambre. Je souhaite d'ailleurs joindre ma voix à celle de tous les députés qui ont félicité la première femme ministre des Finances à présenter un budget à la Chambre des communes. Il s'agit d'un budget très important.

Ce budget propose une approche très directe pour nous permettre de traverser ce qui reste de la pandémie. D'une certaine façon, il permettra au Canada de retrouver l'économie résiliente qu'il avait avant la pandémie, de même que son faible taux de chômage, le plus bas depuis des décennies. Il faut ramener notre économie au point où elle était avant la pandémie.

Je crois fermement que le contenu de ce budget constitue un pas dans cette direction. Je veux prendre le temps aujourd'hui de parler de ce que je considère comme la mesure phare de ce budget: la garde des jeunes enfants. Non seulement cette mesure changera la vie des parents canadiens, mais elle donnera un sérieux coup de pouce à notre économie.

Avant de parler de ce point, j'aimerais faire un bref survol des mesures du budget qui portent sur la pandémie et sur ce que nous devons faire pour passer au travers de celle-ci.

On me rappelle que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Mississauga—Erin Mills.

J'aimerais maintenant parler des mesures qui ont été énoncées dans le budget pour aider les petites entreprises et les Canadiens et faire en sorte qu'ils aient les outils requis pour passer au travers de cette crise. Il y a un an, nous avons dû faire un choix difficile, et le budget qui nous est présenté nous amène à faire de nouveau un choix difficile. En effet, nous devons choisir entre laisser les Canadiens se débrouiller seuls pour relever les défis de cette période très difficile qui dure depuis déjà un an ou unir nos forces en tant que nation pour partager l'énorme fardeau que cette pandémie a imposé à notre économie et, par le fait même, à l'ensemble de la société.

Le budget

Le gouvernement libéral a fait un choix très clair. Il a dit que nous assumerions cette responsabilité collectivement. Le gouvernement fédéral va intervenir au nom de la population, c'est-à-dire des contribuables canadiens, et soutenir, en particulier, les gens qui sont gravement touchés par la pandémie, qui possèdent de petites entreprises qui dépendent du va-et-vient quotidien des clients dans leur magasin, qui possèdent des restaurants et qui travaillent dans l'industrie du divertissement.

Je pense à un bon ami à moi qui n'a littéralement pas exercé sa profession depuis un an et qui ne le fera pas dans un avenir prévisible. Il est ingénieur du son. Il travaille sur des événements en direct. Il pourrait très bien être l'une des personnes qui dirigent les nombreuses conférences auxquelles nous assistons. Ces conférences dépendent du travail de milliers de personnes, tout comme les festivals et les événements organisés partout au Canada. Il parcourt tout le pays pour exercer son métier d'ingénieur chargé de la qualité du son. Cette industrie a été carrément paralysée.

Je n'oublierai jamais la conversation que nous avons eue au printemps dernier, lorsqu'il a dit qu'en quelque 48 heures à peine, il est passé d'un calendrier totalement plein pour les six prochains mois à un calendrier complètement vide. Il habitait le centre-ville de Toronto, où il avait vécu un certain nombre d'années, probablement depuis une décennie, mais il est né et a grandi, comme moi, dans la région de Kingston. Depuis, il est rentré dans sa région, plus précisément, à Sydenham. Il sait que l'industrie ne reprendra pas avant un bon moment. Il a un diplôme d'ingénieur du son, mais n'a aucune perspective d'emploi du tout, vu la nature de l'industrie.

Le gouvernement a indiqué très clairement aux personnes comme mon ami et à d'autres Canadiens d'un bout à l'autre du pays que nous allions assumer ensemble ce fardeau. Le gouvernement allait être là pour aider les Canadiens à traverser cette crise. Je suis extrêmement fier de faire partie d'un gouvernement qui a tenu sa promesse au cours de la dernière année et, plus important encore, qui continuera de le faire pour nous aider à traverser la pandémie.

● (1015)

C'est ce qu'accomplit le nouveau budget. Quand il entrera en vigueur, les premières mesures qui seront déployées viseront à soutenir les Canadiens jusqu'à la fin de la pandémie. Nous commençons à voir la lumière au bout du tunnel, ce n'est pas le moment de laisser tomber les Canadiens. Nous devons finir ce que nous avons commencé. Je suis ravi de voir les mesures destinées aux petites entreprises et qui continueront d'aider les Canadiens.

Je souhaitais aussi parler de la garde des enfants, plus précisément de ce que le budget offre aux parents par rapport à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants. Tous ceux qui ont dû payer des services de garde savent très bien ce qu'ils coûtent. Les gens qui habitent ailleurs qu'au Québec doivent probablement consacrer beaucoup d'argent aux services de garde. Cette situation amène les parents à se demander si l'un d'eux devrait rester à la maison pour s'occuper des enfants puisque, finalement, ils ne gagneront pas vraiment à travailler tous les deux et pourraient même y perdre dans certains cas.

Malheureusement, très souvent, pour ne pas dire la plupart du temps, c'est la femme qui finit par rester à la maison. Il s'agit donc d'un obstacle à la participation des femmes au marché du travail, et rien n'a plus amplifié ce phénomène à court terme que la pandémie. À cause d'elle, les femmes ont énormément de mal à prendre leur place sur le marché du travail, au point que le pays a annulé une

partie du progrès qu'il avait réalisé vers la parité hommes-femmes sur le marché du travail.

Puisque la garde des enfants pèse aussi lourd dans la balance, si le Canada pouvait se doter d'un réseau de garderies abordables comparable à celui — tout simplement excellent — du Québec, l'impact se ferait sentir pour les parents, évidemment, qui auraient beaucoup moins d'argent à déboursier, mais aussi pour l'économie et la société en général.

Songez seulement à tout ce que nous pourrions accomplir si tous les parents qui élèvent leurs enfants tout seuls arrivaient sur le marché du travail, ou à tous les entrepreneurs en devenir qui pourraient réaliser le rêve qu'ils remettaient sans cesse à plus tard parce qu'il en coûtait trop cher de faire garder les enfants — un phénomène qui, là encore, touche davantage les femmes que les hommes. L'idée, ce n'est pas tant de réduire les frais de garde, mais bien d'accroître la participation des femmes au marché du travail et les inciter, du moins à mon point de vue, à faire carrière comme entrepreneurs.

C'est ce que le budget permettra de faire, grâce aux investissements transformateurs qu'il prévoit dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, investissements que les Canadiens réclamaient et dont ils avaient besoin depuis longtemps. Si je ne m'abuse, on parle d'investir 30 milliards de dollars sur cinq ans afin qu'en 2026, le coût moyen d'une journée en garderie soit d'environ 10 \$. C'est ce que j'appelle une transformation, mais encore faut-il que le budget soit adopté.

Le gouvernement est minoritaire. J'espère vraiment que mes collègues d'en face, peut-être pas les conservateurs, ni les bloquistes parce qu'ils ont déjà ce genre de programmes de garderie au Québec, mais les néo-démocrates en particulier, reconnaîtront l'importance de ce programme et appuieront ce budget. Je n'ai vraiment pas envie qu'on revive ce qu'on avait vécu avec Paul Martin: la présentation d'un programme de garderies dans le budget suivi de la chute du gouvernement et l'arrivée de Stephen Harper au pouvoir, que ce genre de choses n'intéressait pas du tout, et nous voilà donc 15 ans plus tard.

Il s'agit là d'une formidable occasion si nous serrons les rangs et si les néo-démocrates peuvent voir la valeur de ce que nous avons là. Je sais que s'ils soutiennent ce projet et que nous pouvons le mener à bien, l'effet que nous allons commencer à voir sur les services de garde d'enfants au Canada va être remarquable.

● (1020)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, en ce qui concerne les services de garderie, je dirai que la politique du gouvernement ne tient vraiment pas compte de l'évolution de la technologie et du travail. Il y a de plus en plus de télétravail, de travail par quarts, d'horaires flexibles et de travail précaire ou temporaire. Dans certains cas, les parents n'ont pas le choix, mais dans d'autres, si; ils veulent pouvoir travailler à domicile pour être avec leurs enfants dans une certaine mesure ou pour bénéficier d'arrangements flexibles pour la garde de leurs enfants. La manière de travailler évoluant, les demandes en matière de garderie évoluent aussi, et c'est pourquoi une approche universelle en matière de garde d'enfants est inadéquate.

Le budget

Que le député pense un instant à la mère célibataire qui travaille de nuit: elle ne pourra pas avoir de service de garde à domicile pour surveiller ses enfants endormis avec une telle approche. Les gens ont besoin de flexibilité. Ils ont besoin de pouvoir faire des choix. Ils ont besoin de coopératives communautaires et de coopératives en milieu de travail qui répondent à ces nouvelles réalités.

Pourquoi le député s'obstine-t-il à défendre cette approche unique de garderie gérée par le gouvernement?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je ne sais pas où le député est allé chercher cette information. Quand ai-je dit que nous voulons une approche unique? C'est tout le contraire. Nous avons fait part de notre volonté d'offrir de l'aide aux parents canadiens en ce qui a trait aux services d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants. Je crois qu'il sera certainement possible d'adopter une approche souple, et il faudra s'en assurer lors de la conception des programmes et des plans.

Je remercie le député de son engagement, et je suis sûr qu'il sera tout aussi déterminé à donner son avis lorsque viendra le temps d'établir les modalités exactes des programmes.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours sur la question des ententes entre le fédéral et le Québec.

En ce qui a trait à l'harmonisation des taxes, par exemple, il a fallu des années avant que l'on s'entende. Si l'on veut transférer à Québec sa part et que le fédéral décide en plus de mettre des conditions, je m'attends à des années supplémentaires de négociations.

Dans le but de nous éviter cette portion des négociations, le député de l'autre côté de la Chambre est-il prêt à nous assurer qu'il n'y aura pas de condition pour le transfert de l'argent à Québec?

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je pense que la députée sait que je ne suis pas en mesure de lui garantir cela, mais je crois certainement que le gouvernement du Canada est toujours prêt à travailler en collaboration avec ses partenaires. Le gouvernement voit les organismes provinciaux et territoriaux comme des partenaires, et il tentera de trouver des façons de collaborer avec eux. Nous allons certainement suivre l'évolution de la situation, mais en ce qui concerne le Québec, puisque la question de la députée portait sur cette province, je sais qu'il aura son mot à dire sur la façon de distribuer et d'utiliser cet argent.

• (1025)

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, mon collègue a parlé des planificateurs d'événements, ce qui a retenu mon attention étant donné que j'ai rencontré l'Association canadienne de gestion d'expositions pas plus tard qu'hier. Ce secteur a été profondément touché par la pandémie. Beaucoup de gens qui y œuvrent ne pourront même pas reprendre le travail avant l'automne. Étant donné la nature cyclique du secteur et le fait que certains événements seront repoussés jusqu'à un an, ils sont très inquiets des répercussions sur leur milieu. Ils craignent que nous nous soyons lancés dans une course, mais que les mesures proposées par le gouvernement libéral ne nous permettent pas de franchir la ligne d'arrivée.

Le député serait-il disposé à étudier une partie de ces mesures de soutien pour les entreprises et les particuliers en tenant compte des besoins propres à certains secteurs? Nous savons que la reprise sera

plus longue pour certains secteurs et que l'élimination progressive de la Prestation canadienne de relance économique et de l'aide aux entreprises d'ici septembre ne sera pas appropriée pour tous.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je suis d'accord avec la députée: ce secteur a été le premier touché et sera le dernier à se relever. Non seulement les événements nécessitent des mois de planification, mais il faudra également atteindre un certain degré de confiance pour que les gens veuillent se retrouver dans une pièce avec 10 000 personnes. Je ne pense pas que les gens se sentiront à l'aise de le faire au début. Il faudra donc un certain temps. Pour répondre à la question de la députée, je suis toujours prêt à entendre ce type de propositions, et je me réjouis à l'idée d'en discuter au comité.

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Madame la Présidente, je commencerai par parler du cas de Sandy, une résidente de ma circonscription. Cette jeune femme possède un très bon niveau d'éducation, mais elle est confrontée aux mêmes défis que de nombreuses Canadiennes et d'autres femmes dans le monde. Elle a mis sa carrière en veilleuse pour avoir des enfants et n'a pas repris ses activités professionnelles parce que, en Ontario, les services de garde d'enfants sont très chers et les listes d'attente interminables. Aujourd'hui, alors que ses enfants ont 5 et 7 ans respectivement, elle se retrouve dans un refuge parce qu'elle a dû quitter son domicile pour fuir un conjoint violent. Elle travaille maintenant à temps partiel et habite dans une maison de transition pour des femmes qui vivent une situation semblable à la sienne. Sandy cherche un logement et un emploi stable mais, à cause de la COVID, de la situation dans les écoles et de l'instabilité omniprésente, il lui est vraiment difficile d'intégrer le marché du travail. Elle ne trouve que des emplois précaires, à temps partiel et au salaire minimum.

Les femmes, particulièrement celles qui ont un faible revenu, constituent le segment de la population le plus durement frappé par la crise de la COVID-19. De nombreuses femmes ont perdu leur emploi et ont assumé la charge des soins non rémunérés. Pourtant, nombre d'entre elles sont bravement allées travailler sur la ligne de front pour lutter contre la crise dans nos collectivités. Il ne fait aucun doute que le Canada demeure confronté à une « récession au féminin » alors que les mesures de confinement continuent à avoir des répercussions sur les collectivités et que de nombreux Canadiens restent à la maison pour freiner la propagation d'une troisième vague plus virulente que les précédentes.

Des entrepreneurs de ma circonscription m'ont parlé de ce qui pourrait assurer la santé économique d'une ville telle que Mississauga, d'une province telle que l'Ontario et d'un pays tel que le Canada. À la chambre de commerce de Mississauga, par exemple, on a été très clair: il faut accroître la participation au marché du travail. Il faut une main-d'œuvre autonome composée de personnes qui sont disposées à travailler, qui sont capables de le faire et qui sont impatientes de contribuer à notre économie, des gens qui veulent se donner les moyens ainsi qu'à leur entourage, et qui souhaitent parvenir à une stabilité financière et économique, non seulement pour eux et leur famille, mais aussi pour tous les Canadiens. En se fondant sur ces commentaires, le gouvernement a élaboré, dans le cadre du budget de 2021, un plan visant à ce que notre société sorte de la pandémie plus forte et plus inclusive. Augmenter les possibilités, pour les femmes, de participer à notre économie est à l'avant-plan de notre plan de croissance et de reprise.

Le budget

Comme je l'ai indiqué plus tôt, la fermeture des écoles et des garderies en raison de la COVID-19 a vraiment exacerbé les problèmes de conciliation travail-famille pour les parents, et surtout pour les femmes. La pandémie a fait en sorte que les femmes ont davantage de difficulté à travailler à temps plein ou, dans certains cas — comme celui de Sandy —, à travailler, point. Plus de 16 000 femmes ont complètement quitté le marché du travail, tandis que la main-d'œuvre masculine a augmenté d'environ 91 000 personnes. Les services de garde d'enfants constituent une infrastructure sociale essentielle sans laquelle les parents, et plus particulièrement les femmes, ne peuvent participer pleinement à notre économie. C'est ce que des parents m'ont dit. C'est ce que des entreprises m'ont dit. C'est ce que des mères seules m'ont dit.

C'est autant une question économique qu'une question sociale. Les Services économiques TD soulignent que différentes études ont montré que, pour chaque dollar investi dans l'éducation des jeunes enfants, ce sont entre 1,50 \$ et 2,80 \$ qui sont injectés dans l'économie en général. Il s'agit d'un investissement judicieux. Il suffit de regarder les résultats obtenus grâce au système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants au Québec, où le taux d'emploi des femmes qui ont des enfants de moins de 3 ans est l'un des plus élevés au monde. En outre, une étude a montré que, à lui seul, le régime de garderies au Québec a fait croître le PIB de la province de 1,7 %.

C'est évident, il faut maintenant que le reste du Canada tire des leçons du Québec et c'est ce que le gouvernement propose dans le cadre du budget de 2021. Nous réalisons des investissements historiques atteignant jusqu'à 30 milliards de dollars sur cinq ans afin de collaborer avec nos partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones en vue d'établir un système pancanadien et communautaire de services de garde d'enfants de grande qualité, de façon à ce que le gouvernement fédéral assume la moitié du coût des services de garde des provinces et des territoires et à ce qu'on réponde aux besoins des familles autochtones.

Le plan du gouvernement comprend une stratégie pour une croissance sans précédent des places en garderie dans l'ensemble du pays. L'investissement proposé constituera également un élément essentiel de la réconciliation.

• (1030)

Les programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants conçus par et avec les communautés et les familles autochtones donnent aux enfants autochtones le meilleur départ possible dans la vie. C'est pourquoi cet investissement de longue durée réservera une tranche de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans pour la mise en place d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui répond aux besoins des familles autochtones.

D'ici 2025-2026, les nouveaux investissements dans les services de garde d'enfants seront fixés au minimum à 8,3 milliards de dollars par année de façon continue, et cela comprendra l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.

Notre but est de réduire le coût de ces services à 10 \$ par jour, en moyenne, d'ici 2025-2026 partout au Canada, à l'extérieur du Québec. Le premier pas dans cette direction sera de réduire de moitié le coût moyen des services de prématernelle d'ici 2022. Autrement dit, cet investissement stimulera la création d'emplois et la croissance économique. Il s'agit d'une politique économique intelligente, et c'est la bonne stratégie pour les Canadiens dans le contexte actuel.

En ce qui concerne les femmes, le gouvernement ne s'est pas arrêté à cette seule mesure d'aide dans le budget de 2021.

Le budget de 2021 présente aussi un vaste plan de croissance et d'emploi qui est fondamentalement féministe. Il cherche à mettre en place une reprise qui donne à toutes les Canadiennes la possibilité de participer pleinement à l'économie du pays.

À titre d'exemple, les femmes entrepreneures demeurent aux prises avec des obstacles uniques et systémiques au moment de démarrer et de faire croître une entreprise. Les défis sont encore plus grands dans le contexte de la pandémie.

Afin de contrer ces obstacles, le budget de 2021 propose de fournir jusqu'à concurrence de 146,9 millions de dollars afin de renforcer la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, qui permettra d'améliorer l'accès des femmes au financement, au mentorat et à la formation. S'il est absolument crucial de veiller à ce que les femmes aient la possibilité de travailler et de s'épanouir dans leur entreprise, il est tout aussi crucial de protéger leur santé et leur sécurité.

Ainsi, le gouvernement libéral fera progresser la mise en œuvre d'un plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre, au moyen de nouveaux investissements dépassant les 600 millions de dollars. Ces sommes seront consacrées à la lutte contre la violence fondée sur le genre, à des organismes voués aux femmes autochtones et aux personnes 2SLGBTQQIA+, à la conception et à l'exécution d'interventions qui favorisent des relations sécuritaires et préviennent la violence, et elles serviront à rendre l'information et le soutien plus accessibles. Signalons aussi qu'un financement existant de 250 millions de dollars a été réaffecté au soutien de logements et de places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence.

Nous accélérons les efforts visant à créer un plan d'action national en réponse aux appels à la justice formulés dans l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et à la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Pour appuyer ces efforts, le gouvernement propose, dans le budget de 2021, d'investir un montant additionnel de 2,2 milliards de dollars sur cinq ans et de 160,9 millions de dollars par la suite pour aider à bâtir une société plus sûre, plus forte et plus inclusive.

Enfin, le budget de 2021 prévoit un investissement de 236,2 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2021-2022 et de 33,5 millions de dollars par année par la suite pour élargir les efforts visant à éliminer l'inconduite sexuelle et la violence fondée sur le genre dans les forces armées et à soutenir les survivants. Cet investissement renforcera les efforts systémiques visant à changer la culture et les conditions de travail dans les Forces armées canadiennes. Au bout du compte, ces mesures appuient l'objectif de faire passer la représentation des femmes dans les Forces armées canadiennes de 15 % à 25 % d'ici 2026 et, s'il est atteint, cela renforcera encore plus favorablement le changement de culture.

Il est tout à fait absurde de penser que, en 2021, nous parlons de la nécessité de mettre en œuvre certaines de ces mesures au lieu de simplement vivre dans une société où les femmes et les hommes sont sur un pied d'égalité et ont les mêmes chances de réussir dans une société véritablement inclusive.

Le budget

• (1035)

Le gouvernement continuera à élaborer un plan d'action féministe intersectionnel pour les femmes dans l'économie qui visera à éliminer pour de bon les obstacles et les inégalités systémiques. Le...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le temps de parole de la députée est écoulé, mais elle pourra poursuivre durant la période des questions et observations.

La parole est à la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, mise à part la question de l'empiètement sur les compétences provinciales, je signale à la Chambre que le système de garde d'enfants comporte un volet de compétence fédérale, soit les services de garde offerts aux Forces armées canadiennes. Pour les militaires, la question n'est pas seulement d'avoir des places en garderie à proximité de la base, c'est aussi de permettre aux femmes de se rendre au travail à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, chaque fois qu'elles y sont appelées.

Quelles dispositions sont prises pour créer plus de places pour les militaires? Le gouvernement a-t-il l'intention de faire quelque chose pour les provinces? Pourquoi ne pas fournir des fonds expressément pour l'infrastructure afin de créer des places en garderie au lieu de simplement acheter les gens en vue des prochaines élections?

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, quand nous parlons de créer des places en garderie et d'établir un régime national de garde d'enfants, le but n'est pas seulement d'avoir un nombre suffisant de places. C'est aussi de rendre ce service abordable et de s'assurer qu'il y ait suffisamment de travailleurs formés et compétents pour que ces garderies fonctionnent. C'est d'offrir et de faciliter l'accès à l'économie et d'offrir un système sûr d'éducation préscolaire aux enfants et aux familles au fur et à mesure que nous nous relèverons et nous reconstruirons au sortir de la pandémie de COVID-19.

Pour être honnête, il y a près de 50 ans que nous réfléchissons à la façon de continuer à inciter un plus grand nombre de femmes à intégrer le marché du travail. Il y a longtemps qu'un grand nombre d'organismes à but non lucratif et d'autres organisations réclament des services de garde d'enfants. Aujourd'hui, en pleine pandémie, les entreprises et les employeurs sont de plus en plus nombreux à en réclamer parce qu'ils souhaitent stimuler la participation au marché du travail...

• (1040)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois laisser la parole à d'autres députés qui souhaitent poser des questions.

[Français]

La parole est à l'honorable député de Lac-Saint-Jean.

Puisque le député semble avoir un problème technique, nous y reviendrons plus tard.

[Traduction]

La parole est à la députée de Churchill—Keewatinook Aski pour des questions ou commentaires.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NP): Madame la Présidente, nous savons que, durant cette pandémie, les riches se sont enrichis et que les Canadiens sont de plus en plus nombreux à avoir du mal à joindre les deux bouts. Malgré l'engage-

ment de longue date des libéraux à défendre la classe moyenne et à améliorer le sort des Canadiens, le budget ne prévoit pas de taxe sur la richesse, ce qui serait essentiel pour que les riches paient leur juste part d'impôts au profit de tout le monde.

Pourquoi les libéraux s'opposent-ils à ce que les riches paient leur juste part d'impôts?

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, en parcourant le budget, je constate que c'est assurément un budget qui vise l'équité, que ce soit au moyen de la taxe sur les véhicules de luxe ou d'un système plus robuste pour contrer l'évasion fiscale. La différence entre l'économie canadienne et d'autres économies du monde, c'est que les services fournis aux Canadiens ne sont pas conditionnels au versement d'une contrepartie financière. Dans la société et le système canadien, tout le monde se serre les coudes. Nous voulons que nos voisins soient bien traités et que tous reçoivent l'aide dont ils ont besoin durant les périodes difficiles.

Je le répète, le budget de 2021 est l'un des plus équitables que j'ai vus depuis longtemps et...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il y a eu un problème technique, je vais donner au député de Lac-Saint-Jean l'occasion de poser sa question.

L'honorable député de Lac-Saint-Jean a la parole.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je suis désolé pour ce problème technique.

Je remercie ma collègue de son discours. Je vois qu'elle a beaucoup insisté sur l'approche féministe de ce budget.

S'il est un secteur où la majorité des gens qui y travaillent sont des femmes, c'est bien celui de la santé. Je voudrais donc savoir pourquoi le sous-amendement visant à augmenter les transferts en santé a été refusé par les libéraux.

Pourquoi les libéraux en ont-ils fait un vote de confiance, alors qu'on sait que personne ne veut d'élections?

Est-ce une façon pour les libéraux de museler les amendements des partis de l'opposition?

[Traduction]

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, tout au long de l'année dernière, nous avons vu que les Canadiens s'attendaient à ce que l'approche Équipe Canada soit employée. Ils ne veulent pas de politique partisane. Ils ne veulent pas que les partis se chamaillent et dénoncent ce que d'autres ont fait ou n'ont pas fait. En fin de compte, les Canadiens veulent que tous les partis et tous les députés à titre individuel s'emploient à les soutenir. C'est vraiment ce que nous cherchons à faire avec ce budget, et c'est ce que le gouvernement continuera de faire.

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Nova-Ouest.

Il est presque incompréhensible que plus de deux ans se soient écoulés depuis le dernier budget et que les libéraux aient jugé bon de présenter aux Canadiens seulement deux aperçus financiers en cette période de difficultés économiques historiques et de dépenses gouvernementales sans précédent.

Le budget

En sept ans à peine, le premier ministre a alourdi la dette plus que tous les premiers ministres du Canada mis ensemble l'ont fait depuis 1867. Il a dépensé plus d'argent par personne que tous les autres premiers ministres de l'histoire du Canada. Les Canadiens ont le droit de se demander ce que tout cela a permis de réaliser. Ils ont le droit de s'inquiéter devant la profonde immoralité de ce legs aux générations futures.

En 2019, le déficit prévu de 20 milliards de dollars était déjà ahurissant. Les conservateurs ont exhorté les libéraux à établir un plan pour équilibrer le budget, pour établir des cibles financières et pour économiser de l'argent pour l'avenir, comme les Canadiens s'efforcent de le faire tous les jours dans leur ménage et dans leurs entreprises. Les libéraux dépensaient déjà énormément. Aucun autre gouvernement n'a jamais dépensé autant en accomplissant si peu, exception faite de ceux qui ont dirigé le pays en temps de guerre ou de grande récession mondiale.

Les Canadiens en voient maintenant les conséquences. Ils voient des déficits prévus de plus de 354 milliards de dollars. Uniquement pour 2021-2022, le déficit devrait être de plus de 154 milliards de dollars. Les intérêts sur la dette coûteront 39 milliards de dollars aux Canadiens jusqu'en 2026. La part de la dette fédérale de chaque homme, femme et enfant du Canada est maintenant de 33 000 \$.

Ces chiffres sont la représentation tangible de la mauvaise gestion des libéraux. Le premier ministre s'est exclamé un jour: « Le Canada est de retour! ». En réalité, son plan fait reculer le Canada. Aujourd'hui, le Canada est le pire des cancre dans le monde.

En 2020, le taux de chômage est passé à 6,5 % dans le monde, mais à 9,5 % au Canada. Le PIB mondial a diminué de 4,4 %, tandis qu'au Canada, la diminution a été de 5,4 %. En 2019, lors du dernier budget fédéral, 46 % des Canadiens étaient à 200 \$ ou moins de ne pas être capables de payer leurs factures. Aujourd'hui, 53 % d'entre eux, soit plus de la moitié, se trouvent dans cette situation éprouvante et précaire jour après jour.

Les libéraux préfèrent les beaux discours à la substance. Ils aiment faire des annonces plutôt que de livrer la marchandise. Ils font des promesses au rythme d'une douzaine par jour, semble-t-il, mais ils s'intéressent moins aux résultats. Une section du budget laisse entendre que le déblocage de l'épargne des Canadiens est essentiel pour stimuler la reprise économique du pays. On y lit: « Au cours de la dernière année, les ménages canadiens, en particulier, ont fait d'importantes épargnes. Lorsque la pandémie s'estompera, la libération de la demande refoulée pourrait se traduire par une croissance vive, mais temporaire, de l'activité économique. »

En réalité, les Canadiens font face à la hausse du coût des aliments, de l'essence, du bois d'œuvre et des produits de première nécessité. Il leur en coûte plus cher de manger, de se déplacer et de se loger alors que la productivité baisse, qu'il y a moins d'emplois à temps plein bien rémunérés et plus d'emplois à temps partiel précaires et moins bien rémunérés, alors que nous assistons à une baisse sans précédent des investissements au Canada. Par conséquent, la plupart des Canadiens ont vu leurs économies fondre comme neige au soleil. Leur avenir est incertain. Évidemment, les ultra-riches font exception.

L'inflation a augmenté de 2,2 % en mars. Les Canadiens paient 11,4 % de plus pour leurs œufs, les prix de l'essence ont bondi de 35,3 % et les coûts du gaz naturel ont augmenté de 14,1 % par rapport à mars 2020. Il n'y a pas de limite de dépenses ni de cible bud-

gétaire et, pour couronner le tout, le Canada entre maintenant dans les eaux troubles de l'assouplissement quantitatif et imprime littéralement de l'argent pour payer nos dettes.

Je constate qu'au moins la ministre des Finances avait déjà prévenu tout le monde. Il y a des mois déjà, elle voulait puiser dans les épargnes privées des Canadiens et affirmait: « Si des gens ont des suggestions sur la façon dont le gouvernement peut faciliter la mise en œuvre de cette mesure de stimulus économique en réserve, je souhaite vivement les entendre. » Ce sont les dépenses du gouvernement qui sont sans limites, pas les économies des Canadiens ordinaires.

Dans ce budget, les Canadiens avaient besoin d'un plan de relance, d'un plan pour garantir l'avenir, d'assurances pour leurs petites entreprises. Plus de 200 000 d'entre elles risquent de fermer à tout jamais. Cela veut dire une petite entreprise sur six, ce qui pourrait avoir des répercussions sur 2,4 millions d'emplois au Canada. Ce budget devait comprendre un plan concret pour que le secteur privé et les entrepreneurs prennent des risques et créent des emplois, grâce à une réduction des obstacles et des tracasseries administratives imposés par le gouvernement, ainsi que des coûts qui entravent l'innovation et les nouvelles possibilités économiques.

Au lieu de cela, les Canadiens ont connu un réveil brutal en constatant que le gouvernement allait refiler plus de déficits et plus de dettes à leurs petits-enfants. Pendant ce temps, dans les sphères les plus élitistes et les plus privilégiées, le premier ministre et la ministre des Finances qualifient la COVID de soi-disant occasion de poursuivre une grande réinitialisation idéologique de l'économie et se consacrent à inventer toutes sortes de nouvelles façons de dépenser l'argent des Canadiens.

• (1045)

Parlant d'argent imaginaire, et en tant que ministre du cabinet fantôme pour la sécurité publique, je n'ai pas vu de mention de la somme estimative de 3 à 5 milliards de dollars pour le programme de confiscation aberrant des libéraux. La liste des armes à feu qu'ils finiront par prendre à des millions de tireurs sportifs, de chasseurs, de collectionneurs et de propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, ou dont ils finiront par interdire l'utilisation, ne cesse de s'allonger. Au moins, ce budget prévoit une augmentation du financement de l'Agence des services frontaliers du Canada, soit 312 millions de dollars sur cinq ans, afin de lutter contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, comme les conservateurs le réclament depuis des années.

Encore une fois, les libéraux n'ont pas réussi à régler un problème important au sein de la GRC, en augmentant le financement pour la formation des nouvelles recrues et en remplaçant les pistolets de service vieux de 25 ans, qui présentent un danger. En raison de la situation l'année dernière, il y a un retard dans la formation de nouvelles recrues. Selon la Fédération de la police nationale, cela aura une incidence sur le recrutement et la formation pour les années à venir, compromettant ainsi la sécurité du public et des membres.

Compte tenu des projets de loi libéraux actuellement débattus qui réduiraient les peines pour les crimes violents graves comme le trafic d'armes à feu, les agressions sexuelles et les agressions armées tout en permettant l'imposition de travaux communautaires dans les cas d'agressions sexuelles, d'enlèvements, d'incendies criminels et de traite de personnes, nous aurons grandement besoin de recrues de la GRC au cours des prochaines années.

Le budget

Ce budget repose également sur la présomption que les investisseurs américains vont nous donner un coup de pouce magique, mais les libéraux s'acharnent activement à détruire les relations commerciales du Canada. Ils font fuir les emplois, les contrats et les entreprises au sud de la frontière avec le gâchis que le ministre de la Sécurité publique a créé activement ou perpétué passivement. La situation s'est tellement détériorée que les États-Unis ont tout simplement conseillé à leurs ressortissants de ne pas aller au Canada. Les travailleurs qui se rendent aux États-Unis pour un travail essentiel, mais qui ne se déplacent pas tous les jours ou toutes les semaines, sont constamment exposés à des incohérences et à des contradictions.

Les libéraux doivent atténuer ce problème majeur en modifiant le libellé du décret afin de permettre aux travailleurs essentiels de se déplacer pour s'acquitter de leurs obligations contractuelles et professionnelles, et non pas en fonction d'un nombre de jours civils. Personnellement, je crois que tous les travailleurs et toutes les entreprises, sans exception, sont essentiels à l'économie canadienne, mais le moins que les libéraux puissent faire, c'est de modifier leur propre politique pour que ceux qu'ils ont déclarés essentiels puissent faire leur travail.

Une autre annonce dont les résultats se font attendre depuis longtemps est celle des services à large bande en milieu rural. Après l'avoir d'abord annoncé dans leur plateforme électorale de 2015, les libéraux se sont ensuite engagés, en 2019 d'abord, puis en 2020, à brancher 100 % des maisons au service à large bande d'ici 2030. Dans sa propre stratégie de 2017, le gouvernement a déclaré que 37 % des ménages ruraux avaient accès à une vitesse de téléchargement de 50 mégaoctets par seconde.

Quatre ans plus tard, le rapport de surveillance des communications de 2020 du CRTC indique que ce pourcentage n'a que très légèrement augmenté pour se chiffrer aujourd'hui à 45,6 %. À ce rythme, 75 % des foyers ruraux n'auront pas accès à la large bande avant une autre décennie. Les libéraux ont déjà dépensé 6,2 milliards de dollars depuis 2015, mais de nombreux habitants des régions rurales de Lakeland et des collectivités rurales et éloignées partout au pays se demandent encore quand ils en ressentiront les effets concrets.

Bien entendu, les Albertains sont des habitués de longue date de la relation en montagnes russes des libéraux à leur endroit, qui va de la simple négligence à l'hostilité pure et simple. Bien qu'il y ait une mesure fiscale pour le captage et le stockage du carbone, rien n'indique encore que les libéraux vont annuler leurs politiques anti-énergie, anti-ressources naturelles et anti-entreprises après avoir négligé de fournir des mesures de soutien opportunes et accessibles au secteur, mesures qui avaient pourtant été promises au secteur canadien de l'énergie alors qu'il était confronté à une convergence de difficultés imposées par le gouvernement national et provenant de l'extérieur. Je dois dire que je trouve plutôt paradoxal que, même si j'appuie la politique et son objectif, la principale mesure budgétaire des libéraux liée à l'énergie vise à laisser les ressources dans le sol.

Naturellement, comme il fallait s'y attendre, ce budget a des chouchous parmi les provinces. Le ministre des Finances de l'Alberta résume les frustrations de sa province en faisant remarquer que le budget ne propose pas grand-chose pour augmenter les investissements et la productivité, pour accroître les débouchés vers les marchés... et stimuler l'économie.

Il dit également: « Nous sommes profondément déçus qu'une fois de plus, le gouvernement fédéral n'ait pas su profiter de l'occa-

sion pour corriger l'iniquité fiscale de la fédération en donnant suite à la demande unanime des provinces de supprimer rétroactivement le plafond du programme de stabilisation fiscale. »

Cela signifie que les Albertains, qui ont largement payé plus que leur part, soit 600 milliards de dollars de plus qu'ils en ont reçus en retour, continuent à être pénalisés pendant la crise économique et la pandémie mondiale.

Durant des décennies, l'Alberta a été une chef de file en ce qui a trait à la création d'emplois, aux technologies propres et à l'exploitation responsable des ressources. Elle a énormément contribué aux recettes fiscales canadiennes. L'expertise de la province en matière de réglementation et ses réalisations technologiques sont reconnues dans le monde entier, mais les libéraux sont incapables de passer outre leurs objections idéologiques et leurs calculs partisans pour reconnaître cette réalité.

Ce budget ne propose rien pour aider les résidents de ma circonscription, Lakeland. Il signifie forcément des impôts plus élevés, des coûts plus élevés, un moins grand nombre d'emplois et des factures à payer pour les générations futures.

Les gens de ma circonscription comprennent les principes à respecter lorsqu'on établit un budget. Ils savent qu'il faut faire passer les besoins avant les désirs, qu'il ne faut pas jeter l'argent par les fenêtres ni dépenser plus que nos moyens nous le permettent. Tout ce qu'ils veulent, c'est d'avoir l'assurance que, s'ils travaillent fort, ils arriveront à mieux s'en sortir. Ils veulent aussi que le gouvernement n'oublie pas que cet argent ne lui appartient pas. Il vient entièrement de la poche des contribuables.

● (1050)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, j'ai entendu les conservateurs déformer les paroles de la ministre des Finances. La députée l'a fait, et le leader de l'opposition l'a également fait à maintes reprises sur Twitter et diverses autres tribunes, en laissant entendre que la ministre aurait affirmé que la COVID-19 avait créé une fenêtre de possibilités sur le plan politique, sans citer la suite de ses paroles.

Bien entendu, ils ne citeront jamais le reste de sa phrase. Permettez-moi de vous la citer au complet. Elle a dit: « Je crois vraiment que la pandémie de COVID 19 a créé une fenêtre de possibilités sur le plan politique [...] quant à l'importance de l'éducation préscolaire et des services de garde d'enfant ».

La députée ne se sent-elle pas un peu mal à l'aise de déformer comme elle le fait les paroles de la ministre?

Mme Shannon Stubbs: Madame la Présidente, je ne vois pas vraiment de quoi parle le député, parce que j'ai bien dit que, selon la ministre des Finances, la COVID-19 constituait une fenêtre de possibilités sur le plan politique.

Si le député n'aime pas ce que la ministre des Finances a dit, je suis certaine qu'il approuvera ce que le premier ministre a déclaré, à savoir que la pandémie mondiale est l'occasion de réinventer l'économie et de participer à ce qu'il a qualifié de grande réinitialisation.

Ne vous méprenez pas, ce budget n'est rien d'autre qu'un budget préélectoral ciblé qui fait une grande place au programme idéologique de gauche des libéraux visant à accroître la mainmise toujours plus grande du gouvernement. Il est tout simplement ahurissant de voir les libéraux prendre des décisions aussi irresponsables qui alourdiront le fardeau des générations futures de Canadiens.

• (1055)

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa présentation.

Selon elle, on n'exploite pas suffisamment les ressources énergétiques. Cependant, dans le budget, on réitère le financement direct et indirect aux énergies fossiles.

À son avis, comment peut-on concilier le financement aux énergies fossiles avec les prétendus objectifs environnementaux du gouvernement?

[Traduction]

Mme Shannon Stubbs: Madame la Présidente, en tant que députée conservatrice d'une circonscription rurale du Nord-Est de l'Alberta qui dépend de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, je suis extrêmement fière de représenter des collectivités et des citoyens qui ont apporté une contribution exceptionnelle aux finances de la province et de toutes les provinces du pays.

Je m'explique. Au cours des six dernières années, les libéraux ont mis en place, avec l'appui des militants anti-énergies fossiles des autres partis, toute une série de politiques et de lois qui ont des effets délétères sur l'industrie des combustibles fossiles et qui empêchent l'exportation du pétrole et du gaz canadiens, alors que cette industrie est la plus responsable, sur les plans environnemental et social, de toutes les autres industries pétrolières et gazières de la planète.

Cela vous surprendra peut-être, mais les travailleurs et les sociétés pétrolières et gazières ne demandent pas d'argent au gouvernement. Ils veulent simplement pouvoir continuer leurs activités, dans le respect des normes les plus rigoureuses qu'on puisse trouver sur la planète. Cette industrie est cruciale pour l'économie et le niveau de vie des Canadiens.

Il faut que les libéraux fassent machine arrière et annulent les politiques et les lois délétères qu'ils ont mises en œuvre, afin que le secteur privé puisse poursuivre ses activités, investir des centaines de milliards de dollars dans l'économie canadienne et créer des milliers d'emplois.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NDP): Madame la Présidente, pendant la pandémie, pendant la crise, énormément de familles et de travailleurs de petites entreprises ont souffert, mais d'autres personnes en ont profité énormément. Les plus fortunés du Canada se sont enrichis de 78 milliards de dollars au cours de la dernière année.

Ma collègue ne pense-t-elle pas que, pour éviter que les travailleurs et leur famille paient pour la relance, il faudrait plutôt que cela soit les plus riches et les grandes compagnies, comme Amazon ou Netflix?

Le budget

[Traduction]

Mme Shannon Stubbs: Madame la Présidente, les riches continuent de s'enrichir, car c'est toujours l'élite, les grandes sociétés de lobbying et les gens qui travaillent pour eux qui en profitent le plus lorsque le gouvernement se lance dans des dépenses effrénées pour mettre en œuvre des programmes d'aide.

C'est la raison pour laquelle les Canadiens s'attendaient, je pense, à ce que le gouvernement propose un plan de retour à l'équilibre budgétaire, afin que les gouvernements futurs soient en mesure de prendre des décisions qui reflètent leurs priorités et afin que le secteur privé et les entrepreneurs puissent créer des emplois et investir dans l'économie.

C'est comme les deux milliards d'arbres qui avaient été promis et dont personne n'a vu la couleur: rien n'est prévu pour un retour à l'équilibre budgétaire.

M. Chris d'Entremont (Nova-Ouest, PCC): Madame la Présidente, c'est depuis le Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse que j'ai le plaisir de prendre la parole, en cette journée un peu pluvieuse. Nous n'avons pas beaucoup de cas de COVID-19 par ici, mais j'entends dire qu'il y a une recrudescence de variants en Nouvelle-Écosse. Comme nous manquons de vaccins, je suppose que nous allons être touchés par cette troisième vague qui déferle sur le reste du Canada depuis quelques semaines, voire quelques mois.

Comme beaucoup d'entre nous ont été élus pour la première fois il y a 18 mois, nous n'avons pas encore eu l'occasion de donner notre opinion sur un budget. En tant que nouveau député, je vais donc prononcer mon premier discours sur un budget en abordant un sujet qui est plus encourageant que d'autres, qui ne concerne pas que la Nouvelle-Écosse et qui est très important pour moi et pour ma famille. Il s'agit de l'élaboration d'un cadre national sur le diabète, une proposition que j'appuie dans le budget.

Cette année, c'est le 100^e anniversaire de la découverte de l'insuline au Canada par les chercheurs Banting et Best, à l'Université de Toronto. Les Canadiens continuent de se réjouir de cette découverte historique qui a changé radicalement la vie des personnes atteintes de diabète de type 1 et de type 2. Le budget prévoit d'allouer à Santé Canada 25 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2021-2022, pour financer des recherches sur le diabète, y compris le diabète juvénile, la surveillance et la prévention en vue de l'élaboration d'un cadre national.

C'est extrêmement important pour moi et pour ma famille parce que mon fils est atteint du diabète de type 1 depuis exactement cinq ans. J'ai constaté, au vu du parcours difficile qui est le sien et de celui des autres diabétiques du pays, qu'il n'existe pas vraiment de norme de soins pour ces malades.

Je me réjouis de la solidarité des Canadiens à cet égard. Nous devons collaborer avec les provinces pour que ce projet se concrétise. C'est une bonne nouvelle pour la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile et pour Diabète Canada. J'espère que cela donnera des résultats et qu'on s'intéressera également davantage à d'autres maladies chroniques dont souffrent les Canadiens.

J'aurais bien aimé que le reste du budget soit aussi positif, mais malheureusement, ce n'est pas le cas. Sur le plan des soins de santé, il reste très flou quant à la façon dont le gouvernement va fournir une aide supplémentaire aux provinces dans leur lutte contre la COVID-19, surtout quand on pense à tous les soins et à toutes les chirurgies qui ont été reportés au cours des derniers mois.

Le budget

Je suis membre du comité de la santé, et il y a quelques semaines, des radiologistes sont venus témoigner. Ils ont dit estimer que 380 000 Canadiens avaient vu leurs examens être repoussés, que ce soit un examen pour un cancer, une coloscopie ou autre chose. Si nous commençons à reporter des soins de santé, nous risquons de nous diriger vers une catastrophe. Les gens vont recevoir un diagnostic de cancer à un stade plus avancé, ce qui sera beaucoup plus difficile à soigner.

Les provinces réclament depuis plusieurs années une hausse des transferts en santé. Rien n'est prévu à ce sujet dans le budget, mais cela n'a pas empêché le premier ministre, dès le lendemain, d'annoncer que son gouvernement allait faire précisément cela une fois que la pandémie serait terminée.

À en juger par la situation actuelle, nous sommes loin d'en avoir fini avec la pandémie. Je me demande donc quand le gouvernement va débloquer ces sommes supplémentaires. Je crois que les provinces réclament à peu près 4 milliards de dollars. Si l'on compare cela aux 100 milliards de dollars que je considère comme un fonds électoral supplémentaire pour le gouvernement, 4 milliards, ce n'est pas grand-chose.

• (1100)

Passons maintenant des soins de santé à quelque chose qui est important pour les collectivités côtières du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. À dire franchement, cette région dépend entièrement de la pêche et de l'accès à la pêche. Je veux aborder le sujet des ports pour petits bateaux. Les ports pour petits bateaux ne sont peut-être pas importants pour tous les Canadiens. Cependant, ceux d'entre nous qui les utilisent et les personnes dont la famille travaille dans l'industrie de la pêche veulent voir des investissements dans les quais. Ceux-ci font partie de notre système de transport. Ils font partie de notre parc d'affaires, pour ainsi dire.

Nous voyons un investissement de 300 millions de dollars sur deux ans dans les ports pour petits bateaux. C'est une goutte d'eau dans l'océan par rapport à ce qui est nécessaire pour améliorer la sécurité de nos ports et de nos quais et pour s'adapter à la façon dont la taille et la sécurité des navires ont changé au cours des dernières années. Il n'y a pas assez de place dans bon nombre de ces ports.

L'autre jour, je me trouvais sur la magnifique île Brier pour rencontrer l'autorité portuaire de Westport. Ils ont un quai légendaire dans la baie de Fundy qui connaît certaines des marées les plus hautes du monde, mais ils n'ont pas vu d'expansion ou de modification de leur port depuis bien plus de 50 ans. Ils ont eu de petits projets en cours de route. Il y a eu un brise-lame et peut-être un changement à l'un des quais, mais rien ne s'est vraiment produit pour eux pendant tout ce temps. Le montant de 300 millions de dollars sera très difficile à faire accepter, car nous pourrions dépenser bien plus que cela rien que pour les 27 quais qui en ont besoin ici, dans Nova-Ouest. Un certain nombre de quais sur notre liste sont condamnés. Les pêcheurs les utilisent encore, mais ils ont été condamnés par Ports pour petits bateaux parce qu'ils n'ont pas les fonds nécessaires pour faire faire les travaux.

Parlant de la pêche, j'aimerais parler de la sécurité de nos pêcheurs et de quelques expériences que nous avons vécues au cours des derniers mois. Le *Chief William Saulis*, un dragueur de pétoncles de Digby, essentiellement de Yarmouth, a fait naufrage et sept hommes ont péri avec lui. Il a fallu beaucoup de temps pour les retrouver. Le budget ne prévoyait pas suffisamment d'argent pour

que la Garde côtière puisse aller récupérer les corps des pêcheurs. Nous devons faire davantage pour nous assurer que nos navires sont sûrs et que nous disposons des systèmes nécessaires pour les aider.

Pour donner un autre exemple, le dragueur de pétoncles *Atlantic Destiny* a coulé au large du banc Georges et 32 âmes ont été sauvées, mais ce naufrage nous a appris un certain nombre de choses que je ne vois pas dans ce budget. Le carburant pour la recherche et le sauvetage n'est pas disponible aux aéroports les plus proches du port. Les gens formidables de la BFC Greenwood doivent modifier quelques-uns de leurs processus pour s'adapter à ce genre de situation, c'est-à-dire envoyer des hélicoptères à 100 kilomètres au large. L'aéroport le plus proche doit avoir la capacité de le faire.

À une échelle plus personnelle, je souhaite brièvement parler d'un cas qui a touché le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, soit celui d'un jeune pêcheur, Andrew Saulnier, 24 ans, qui a été victime d'un terrible accident dans la salle des machines. Il a perdu une jambe et est à risque de perdre l'autre. C'est un jeune homme père de plusieurs enfants. Je vais partager son histoire sur ma page Facebook. Je ne dis pas cela parce que je crois qu'on devrait parler de nos pages Facebook à la Chambre des communes, mais simplement parce que si les gens veulent aider les familles, une famille comme celle d'Andrew Saulnier est une famille que nous devrions soutenir, et ce budget ne le fait pas.

• (1105)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue d'avoir partagé ses réflexions sur la stratégie de lutte contre le diabète. Il a raconté une histoire très personnelle sur l'incidence que ces mesures auraient sur un membre de sa famille, et je me demande s'il voit la nécessité de continuer à travailler avec nous plutôt que de rejeter immédiatement le budget de côté en déclarant qu'ils ne peuvent pas l'appuyer.

Compte tenu de ses commentaires, reconnaît-il la nécessité de renvoyer ceci au comité afin de voir si des modifications peuvent être apportées pour aborder certaines des autres questions qu'il souhaite? Peut-être que le budget pourrait contenir encore plus de choses qu'il aimerait voir.

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, si c'était la façon dont le budget était structuré, alors oui, nous devrions trouver des choses sur lesquelles nous pourrions travailler ensemble. Cependant, dans les faits, c'est un document qui n'a pas été présenté depuis deux ans, ce qui fait que la demande refoulée des ministères a donné lieu à la création d'une brique de 700 pages contenant tout un tas de choses qui, en ce qui nous concerne, ne peuvent pas être appuyées.

Nous avons appuyé le projet de loi sur le cadre du diabète lorsqu'il a été présenté, et je suis heureux d'être l'un des coprésidents du Caucus multipartite sur le diabète juvénile. Il y a d'autres moyens pour nous d'apporter notre soutien plutôt que d'appuyer un budget qu'il est impossible d'appuyer.

• (1110)

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, je reviens à ce que mon honorable collègue disait.

Le budget

Le budget actuel propose des normes et des agences, ainsi qu'un investissement de 3 milliards de dollars sans offrir aucun service aux citoyens, ce qui revient à accroître la bureaucratie et la consultation, mais ce, sans services en fin de compte. Qu'en pense mon collègue?

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, ce qu'on voit, ce sont des dépenses de presque 100 milliards de dollars pour des programmes qui sont plutôt associés à une future élection.

Le gouvernement fait de son mieux pour en offrir le plus possible aux Canadiens dans l'espoir qu'ils vont voter pour les libéraux. À mon avis, les Canadiens voient que le gouvernement joue à un jeu sur cette grande question des investissements qui vont aider les Canadiens et les Québécois.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Madame la Présidente, Elk Lake est une ville brave et courageuse fondée par Jack Monroe, une grande vedette du vaudeville qui s'est également battu contre Jack Johnson et qui a été un héros de guerre. Aujourd'hui, les habitants d'Elk Lake sont aussi coriaces que Jack Monroe l'était. Je suis donc très heureux qu'Eacom ait investi 8,9 millions de dollars dans la scierie d'Elk Lake pour en assurer la viabilité.

Je suis ravi de voir que des fonds fédéraux sont consacrés au soutien de l'industrie forestière, mais ce qui me préoccupe, c'est qu'à l'heure actuelle, les gens se font escroquer sur le prix du bois d'œuvre. Quand je vais voir les gens d'Elk Lake et des collectivités voisines, je constate qu'ils ne peuvent même pas construire une remise à bois à cause du prix.

J'aimerais poser la question suivante à mon collègue: que pensez-vous que nous devrions faire au niveau fédéral? Un deux par quatre est passé de deux à huit dollars. Cela nuit grandement à la capacité des gens de construire et de faire des rénovations à un moment où nous avons besoin de relancer l'économie.

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, non seulement nous constatons la même chose ici, mais nous n'avons pas accès à ces catégories de produits.

Le Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse est aux prises avec un autre problème: le marché résidentiel s'est embrasé, car beaucoup de gens ont décidé de s'installer ici. Un jeune couple qui essaie d'acheter sa première maison et qui entre sur le marché du travail ne peut se le permettre à cause de la mauvaise gestion et de cette pandémie qui n'en finit plus. Tout le monde a déménagé ici. C'est avantageux pour ceux qui vendent leur maison et pour les agents immobiliers, mais où les gens aux moyens modestes qui veulent s'installer ici pourront-ils un jour acheter ou construire une maison, vu l'accès à ces catégories de produits?

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée d'Hochelaga

Paradoxalement, j'ai dû réparer ma terrasse. Normalement, j'aurais demandé à quelqu'un de le faire, mais nous vivons des temps étranges et j'ai pensé que je pourrais mettre à profit mes formidables compétences en menuiserie pour effectuer les réparations. Sans grande surprise, il est clair que je devrais essayer de conserver mon emploi actuel.

Si mon manque de compétence en menuiserie ne devrait étonner personne, le prix du bois d'œuvre est certainement étonnant, comme cela a été évoqué dans un échange précédent. Il en coûte

51 \$ pour une planche de cèdre de 16 pieds, soit trois fois le prix de l'an dernier. Je me suis félicité d'en trouver après avoir téléphoné à quatre cours à bois, dont deux n'avaient rien en stock. Maintenant, ma simple réparation allait me coûter 75 \$ pour un carré de deux pieds sur quatre, rien qu'en matériaux. Si j'avais voulu remplacer toute la structure, j'aurais probablement dû hypothéquer la maison. L'hypothèque est vraiment bon marché de nos jours, un facteur qui sous-tend la frénésie immobilière décrite dans l'échange précédent.

L'argent bon marché est aussi l'hypothèse qui sous-tend ce budget. L'hypothèse connexe est que la Banque du Canada puisse respecter son engagement par rapport à une cible d'inflation inférieure à 2 %. Le gouvernement et la Banque du Canada s'appuient sur les meilleurs économistes du Canada. Ceux-ci fournissent des opinions consensuelles à la ministre des Finances et au gouverneur de la Banque du Canada qui servent de fondement à toutes les projections, qu'il s'agisse du PIB, du PIB nominal, de l'inflation, des taux d'intérêt, etc.

Tout commence et finit avec ces chiffres consensuels. Ceux-ci permettent au gouvernement de prévoir ses recettes et, par conséquent, d'établir ses projections du déficit. Cependant, qu'arrive-t-il si les experts se trompent et mesurent les mauvaises choses? Le panier utilisé pour calculer l'inflation est composé d'un assez grand nombre de biens et de services, dont certains sont discutables dans une économie pandémique.

Par exemple, personne ne voyage de nos jours, donc le voyage est en fait déflationniste, comme tous les services et les biens qui s'y rattachent. En revanche, pour ma planche de terrasse ou une visite à l'épicerie, c'est exactement le contraire: ces secteurs sont plutôt inflationnistes. En temps normal, tout cela s'équilibre. Cependant, nous ne sommes pas en temps normal et nous devons faire preuve d'un peu plus de scepticisme à propos de ces prévisions.

Dans un article paru en novembre dans la rubrique « Report on Business » du *Globe and Mail*, le journaliste reprenait les prédictions des plus éminents économistes pour la pandémie après mars et voici ce qu'il en concluait.

Premièrement, les meilleurs économistes canadiens ont prédit une forte dépréciation du dollar canadien. En fait, le dollar a fléchi brièvement, puis il s'est totalement redressé. Deuxièmement, ils ont prédit qu'il faudrait des années aux marchés boursiers pour se redresser. En réalité, cela leur a pris des mois et, depuis, ils sont en pleine effervescence, au point qu'on pourrait même parler d'« exubérance irrationnelle ».

Troisièmement, les économistes ont prédit que le PIB s'effondrerait. Or, il a bel et bien baissé, mais il s'est rapidement redressé et il y avait peu de rattrapage à faire pour revenir au niveau d'avant la pandémie. Peut-être mes collègues ont-ils vu passer des rapports de la Banque du Canada qui révisent à la hausse la croissance du PIB pour la porter à 6,5 %, ce qui est supérieur aux prévisions du gouvernement ce lundi. Autrement dit, les choses bougent assez vite. Quatrièmement, les économistes ont prédit que le nombre de mises en chantier de logements dégringolerait. En fait, elles se portent très bien et le marché de l'immobilier est fou, aux dires de certains.

Le budget

Je comprends que les temps sont difficiles, mais apparemment, être économiste veut dire ne jamais avoir à s'excuser. Les députés penseront peut-être que je tempête contre les économistes, et c'est sans doute un peu vrai, même s'ils comptent parmi les personnes les plus intelligentes et les plus sympathiques que je connaisse. Il n'empêche qu'à la même date l'an dernier, quelques-unes des personnes les plus intelligentes et les plus sympathiques que je connaisse se sont royalement trompées. Cela met le premier ministre et la ministre des Finances en porte-à-faux. Les demandes de dépenses dépassent largement la capacité de l'économie de les absorber. C'est une chose de fournir une aide d'urgence, mais c'en est une toute autre de fournir cette aide à court ou à moyen terme. Ce n'est tout bonnement pas tenable.

• (1115)

Je ne sais pas quelle incidence une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait sur le budget, mais je sais qu'une hausse de 2 % serait probablement catastrophique.

Il y a plusieurs décennies, je m'occupais pour mes clients de prêts hypothécaires dont les taux fixes sur cinq ans allaient de 17 à 18 %. Que n'ai-je eu la clairvoyance d'acheter un maximum d'obligations d'épargne du Canada à long terme à 13 %! Je ne prétends pas être doué d'une perspicacité particulière, mais je dis à ceux qui affirment que cela ne pourrait pas se reproduire d'y réfléchir à deux fois. Je me souviens de la guerre faite à l'inflation dans les années 1970 et 1980, ou de la « stagflation », comme on l'appelait à l'époque. Je n'ai pas oublié le contrôle des prix et des salaires. Je me rappelle que le Canada était membre honoraire du tiers monde. Je me souviens des mesures financières draconiennes des années 1990 et du début des années 2000, de même que de la crise bancaire de 2008-2009, quand les établissements financiers étaient dangereusement surendettés et que les dirigeants achetaient des instruments financiers sophistiqués qu'ils ne semblaient même pas comprendre. J'ai encore à l'esprit la sagesse des propos d'Ed Clark, ancien PDG de la Banque TD, qui déclarait qu'il n'achèterait rien qu'il ne comprenne pour sa banque. Voilà un bon conseil d'investissement.

Nous vivons une période où personne ne sait vraiment ce qui se passe ou ce qui va arriver. Je n'ai pas lu les prédictions de l'an dernier pour embarrasser qui que ce soit, mais pour rappeler à tout le monde que nous vivons des temps très incertains et que tant que la pandémie ne sera pas terminée, on ne peut se fier à des pronostics économiques, même consensuels. La question est devenue la suivante: est ce que le gouvernement du Canada nous met au bord du précipice?

L'histoire pourrait nous rassurer un peu, cependant. En 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le ratio de la dette nette par rapport au PIB était de 110 %. Huit ans plus tard, en 1954-1955, il était descendu à 38 %. Les dépenses avaient été resserrées et l'économie était prospère et en pleine croissance. À l'exercice 1975-1976, le ratio était tombé à 14 %. Ensuite, il est reparti à la hausse pour atteindre 67 % en 1996-1997, ce que tous, économistes en tête, jugeaient intenable. N'oublions pas que dans un article, le *New York Times* qualifiait le Canada de membre honoraire du tiers monde. Grâce à une discipline budgétaire et monétaire et à une économie en plein essor, le gouvernement de l'époque a pu non seulement ramener le ratio de la dette par rapport au PIB à moins de 30 %, mais il a en plus remboursé 100 milliards de dollars sur la dette. Je ferai remarquer que des objectifs budgétaires ont été fixés et qu'un fonds de réserve a été créé, de sorte que tout le

monde connaissait le plan. Le ratio de la dette par rapport au PIB a tourné autour de 30 % de 2006 à 2018. Si nous pouvons tirer des leçons de l'histoire, elle ne nous dit pas tout. Peut-être sommes-nous dans une situation économique semblable à celle qui a suivi immédiatement la guerre mondiale, mais ce n'est peut-être pas le cas.

Je crois en avoir assez dit sur ce que je pense des prédictions des économistes. L'autre inconnu, c'est l'évolution du virus. Il fait preuve d'une résilience dévastatrice, attaque des populations que nous pensions à l'abri. Il est donc difficile de savoir si nous avons conclu un armistice avec l'ennemi, si nous sommes encore en pleine guerre ou s'il ne reste que quelques batailles à livrer.

La ministre des Finances fait une série de paris que je dirais raisonnables. Ainsi, elle part du principe que l'économie va se redresser à la faveur d'une croissance. Elle s'appuie pour cela sur des données. Comme je le mentionnais, hier, la Banque du Canada a revu ses prévisions de croissance économique nettement à la hausse, et elles sont même meilleures que la prévision présentée lundi dernier par la ministre des Finances. Le deuxième pari est que l'inflation reste dans la marge voulue. Je suis un brin plus sceptique sur ce point, pour les raisons susmentionnées, mais l'hypothèse n'est pas déraisonnable, et c'est un des outils monétaires laissés par le gouverneur de la Banque du Canada pour maintenir la croissance économique. Le troisième pari est que les taux d'intérêt à court terme resteront faibles. Jusqu'où va le court terme? Je ne sais pas trop, mais je suis également un peu sceptique sur ce point.

• (1120)

Le quatrième pari est que le déficit de 382 milliards de dollars annoncé dans la projection de l'automne est descendu à 354 milliards, ce qui est tout à fait exact et qui montre que le plan du gouvernement fonctionnait. Le cinquième pari est que le gouvernement...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée, mais le temps imparti au député est écoulé. Il aura l'occasion d'intervenir pendant les questions et observations.

Nous passons aux questions et observations. La députée de Kamloops-Thompson-Cariboo a la parole.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Madame la Présidente, mon collègue est ici depuis un certain temps et il sait beaucoup de choses très intéressantes sur ce qui s'est passé au fil des ans.

Quand j'ai vu ce budget de plus de 700 pages, qui propose des dépenses faramineuses et des programmes d'aide tous azimuts, je me suis tout de suite demandé, comme tout un chacun, quand nous allions devoir passer à la caisse. L'amendement proposé par les conservateurs dit en partie que le gouvernement, avec ce budget électoral, fait des cadeaux à tout le monde, mais qu'il ne parle pas des choix difficiles qu'il va devoir faire. Le député peut-il nous donner l'assurance qu'il n'y aura jamais d'impôt sur la plus-value des résidences privées?

• (1125)

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, je ne peux pas donner d'assurance sur des choses dont je n'ai pas le contrôle.

Le budget

La députée a raison de se demander comment nous allons rembourser la dette. Ce qui est important, c'est de savoir si les hypothèses de la ministre des Finances sont réalistes compte tenu des circonstances. J'ajouterais que le président Biden propose un plan de relance de 2,3 billions de dollars et que le Canada est bien placé pour en profiter, malgré les dispositions concernant la politique d'achat aux États-Unis.

Le budget compte bien 700 pages, et je reconnais que nous traversons une période difficile. La question est de savoir si la ministre des Finances s'est fondée sur des hypothèses raisonnables. Pour le moment, je pense que oui et qu'en fait, c'était sans doute les seules hypothèses qu'elle pouvait faire.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Madame la Présidente, je remercie le député de sa réponse, surtout en ce qui concerne les économistes. Je me souviens qu'un économiste conservateur respecté m'a dit un jour que les économistes ne sont là que pour mettre en valeur les astrologues.

J'aimerais parler de la possibilité de taxer les ultrariches pour rembourser la dette due à la pandémie. Ce sont surtout les Canadiens à faible revenu qui ont été touchés par cette pandémie. Ils ont perdu leur emploi, et parfois même leur vie. Pourquoi le gouvernement ne propose-t-il pas un impôt sur la fortune? Quatre-vingts pour cent des Canadiens y sont favorables. Au lieu de cela, on nous propose une taxe de 10 % sur l'achat d'une Ferrari ou d'un yacht dernier cri. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas eu l'audace de proposer un impôt sur la fortune, afin que les mieux nantis contribuent au remboursement de la dette?

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, je répondrai au député que je ne possède ni yacht ni voiture de luxe, à moins que l'on considère qu'une Subaru est une voiture de luxe.

La réponse est simple: l'impôt sur la fortune ne sert à rien. Les gouvernements qui l'ont essayé l'ont abandonné. L'impôt sur la fortune le plus efficace est l'impôt sur la plus-value. Je suppose que, étant donné l'exubérance irrationnelle de certaines transactions immobilières, le gouvernement va bénéficier d'une manne considérable.

[Français]

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, je remercie le député de Scarborough—Guildwood de son discours.

Les dépenses sont énormes. C'est du jamais-vu. Retenons que ces dépenses s'ajoutent aux déficits qu'Ottawa va créer.

Par ailleurs, le gouvernement a fait peu d'investissements dans les transferts en santé et le soutien aux aînés.

Qu'en pense mon collègue?

[Traduction]

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, tout ce que je peux dire, c'est que le gouvernement propose d'injecter des sommes considérables dans l'économie pour permettre aux gouvernements provinciaux de survivre et de s'acquitter de leurs responsabilités constitutionnelles.

Les transferts versés aux provinces au cours des 18 derniers mois ont atteint des niveaux records. Dans l'ensemble, les provinces les ont utilisés à bon escient, dans les soins de santé et les services connexes.

[Français]

Mme Soraya Martinez Ferrada (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Madame la Présidente, je commence en saluant les gens de ma circonscription, Hochelaga. Durant cette crise sans précédent et qui continue, les gens d'Hochelaga ont été résilients, solidaires et engagés. Je suis tellement fière de les représenter à la Chambre, particulièrement aujourd'hui, alors que je me lève pour parler d'un budget progressiste tourné vers une relance économique inclusive et féministe.

Je voudrais également à mon tour saluer ma collègue et ministre des Finances qui devient la première femme à déposer un budget fédéral à la Chambre. Un important plafond de verre vient d'être brisé.

Depuis le début de la pandémie, plus de 1 million de Canadiens ont contracté la COVID-19 et plus de 20 000 Canadiens en sont décédés. Je voudrais transmettre mes pensées aux familles et aux amis qui ont perdu un être cher et remercier le personnel de la santé de son dévouement et de son travail sans relâche. Dans Hochelaga et l'Est de Montréal, la campagne de vaccination avance à grands pas. Plus de 83 % des aînés de plus de 70 ans ont déjà été vaccinés.

Nous sommes toujours dans une grande période d'incertitude et de crise sanitaire mondiale et l'heure n'est pas à l'austérité. Nous ne pouvons pas demander aux plus vulnérables de la population de s'endetter pour se nourrir, se loger et vivre durant cette période d'incertitude. Le gouvernement fédéral a décidé d'être là et d'appuyer et soutenir les Canadiens et les Canadiennes dans la lutte contre la COVID-19.

Je viens d'une famille qui croit profondément que le rôle de l'État est de se battre pour les plus vulnérables de la population et d'assurer que le gouvernement répond présent lors des moments de crise. C'est le cas avec ce budget. Notre budget compte répondre aux besoins urgents d'aujourd'hui: vaincre la COVID-19 et bâtir un avenir plus équitable, plus prospère et plus innovateur pour tous. Ce budget aura un effet important pour les gens de ma circonscription et de l'Est de Montréal.

Dans ma circonscription, plusieurs entreprises et organismes ont bénéficié de la Subvention salariale d'urgence du Canada. « Sans le fédéral, on ne serait plus là »: voici le message fort que nous a lancé Benoist, directeur général de la Cuisine collective Hochelaga-Maisonnette. Sans l'aide de cette subvention salariale, ce fleuron de l'économie sociale au Québec, ce pionnier des cuisines collectives au Québec, qui a fourni plus de 140 000 repas, ne serait plus là. D'ailleurs, le budget prévoit un investissement supplémentaire de 140 millions de dollars dans le Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire.

La Subvention salariale a aidé plusieurs industries et PME. Nous pouvons être fiers d'avoir soutenu deux jeunes entreprises d'Hochelaga et de l'Est de Montréal, Oshlag et Glutenberg. Il y a quelques mois, le premier ministre et moi avons rencontré les copropriétaires, David et Frédéric, pour parler des effets de la COVID-19 et des programmes fédéraux qui les avaient aidés. Je suis fière de pouvoir dire à Benoist, à David et à Frédéric, ainsi qu'à des milliers d'organismes et d'entreprises de partout au Québec et au Canada que notre budget prévoit prolonger la Subvention salariale jusqu'au 25 septembre 2021.

Le budget

En plus d'aider ces entreprises et de leur permettre de garder leurs employés, nous participons à la relance de demain en bonifiant l'Allocation canadienne pour les travailleurs et ainsi permettre à des milliers de travailleurs de se requalifier dans une société qui ne cesse de changer et de se tourner vers l'avenir. C'est cela, l'objectif du budget: une relance durable, verte, tournée vers les emplois de demain.

Depuis le début de la pandémie, les organismes communautaires ont été présents, au service des plus vulnérables. Chaque jour, plusieurs activités de bénévolat étaient organisées pour venir en aide aux moins nantis. Dans Hochelaga, c'est plus de 35 organismes communautaires qui ont bénéficié de l'aide du Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire. À des organismes comme Le Mûrier, la Fondation des aveugles du Québec, le Chic Resto-Pop, le Projet Harmonie, Un prolongement à la famille de Montréal, la Fondation un Élan pour la vie et à tous les organismes qui sont au service de la communauté, je veux dire que le gouvernement les appuie dans ce budget. Leur rôle est important et nous en sommes conscients. C'est d'ailleurs pourquoi nous prévoyons la création d'un fonds temporaire de relance des services communautaires de 400 millions de dollars sur trois ans, afin d'aider les organismes à s'adapter, à se moderniser et à participer à la relance économique.

L'une des préoccupations qui touchent particulièrement l'Est de Montréal et Hochelaga est le coût élevé des logements, lequel continue de mettre une pression financière sur les familles. C'est un frein à la prospérité économique et sociale des familles d'Hochelaga, mais aussi partout ailleurs. Une famille ne doit pas avoir à choisir entre payer le loyer et se nourrir et elle n'aura pas à le faire. En effet, en plus d'investir dans le logement abordable et sûr, nous prévoyons bonifier l'Allocation canadienne pour enfants, laquelle a permis de sortir plus de 1 million de Canadiens de la pauvreté de façon durable.

• (1130)

J'aimerais dire aux organismes comme la Maison Tangente, le Centre NAHA, L'Anonyme, CARE Montréal ou le CAP St-Barnabé que le budget prévoit un financement supplémentaire de 567 millions de dollars sur deux ans, en vue de soutenir les gens en situation d'itinérance. Un investissement supplémentaire de 2,5 milliards de dollars a aussi été prévu afin d'accélérer la construction de logements abordables.

La COVID-19 a touché les femmes de manière disproportionnée. Sur le marché du travail, les femmes ont été frappées très tôt. La fermeture des écoles et des garderies fait que c'est encore plus difficile de concilier le travail avec la vie personnelle. Le budget prévoit un plan fondamentalement féministe axé sur la croissance et les emplois. Cela passe par l'établissement d'un service pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes inspiré du modèle québécois. La mise en place d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants permet aux femmes de participer à la croissance économique.

J'aimerais rappeler à la Chambre que, dans le monde, le Québec est l'un des endroits où les femmes intègrent le mieux le marché du travail. Le temps est venu pour le reste du Canada de s'inspirer de cet exemple.

Une relance économique féministe passe aussi par un appui des femmes entrepreneures, par un renforcement de la diversité dans la gouvernance des entreprises et par la création d'un plan d'action na-

tional visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre. On doit agir.

Nous pensons à toutes les femmes victimes de féminicide. De plus, je tiens à dire à toutes les femmes qui sont à risque que nous pensons à elles tous les jours.

Le confinement et la réduction des contacts sociaux durant la pandémie ont eu de graves répercussions sur la santé mentale. Il est de notre devoir de nous assurer que les Québécois et les Québécoises ainsi que toutes les personnes du pays ont l'aide dont ils ont besoin quand ils en ont besoin. Étant mère de deux jeunes adultes, je peux dire que la pandémie s'est fait sérieusement sentir à la maison.

J'ai longuement parlé avec deux jeunes étudiants du Collège de Maisonneuve, Estelle et Jean-Emmanuel. C'est chez les jeunes que la santé mentale s'est dégradée le plus. Du jour au lendemain, ils se sont retrouvés isolés, sans forcément avoir accès à des ressources pour les aider à apprivoiser ces changements. Je tiens à dire à Estelle, à Jean-Emmanuel et aux milliers de jeunes dans Hochelaga que le gouvernement les a entendus. Le budget que nous proposons aujourd'hui comprend un financement de 100 millions de dollars afin de soutenir les interventions en santé mentale, notamment chez les jeunes.

Pour la première fois, le gouvernement fédéral reconnaît la précarité de la langue française au Canada. Nous avons la responsabilité de la protéger et de la promouvoir. Nous avons reconnu la nécessité de protéger la langue française au Québec, mais aussi partout au pays, parce que la diminution du poids démographique des francophones est bien réelle.

Le temps est venu de moderniser la Loi sur les langues officielles, et nous allons le faire, notamment en octroyant des fonds à Patrimoine canadien et au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, en vue de cette modernisation.

En octroyant 180 millions de dollars destinés à améliorer les programmes d'immersion française et de français langue seconde dans les écoles et les établissements postsecondaires, nous reconnaissons que la situation de la langue française au Québec et au Canada est en danger, et nous avons la responsabilité de la protéger.

En conclusion, j'aimerais terminer mes propos en faisant savoir à la Chambre ma fierté concernant l'inclusion de l'Est de Montréal, que je représente fièrement, dans le budget 2021. Notre gouvernement reconnaît le potentiel de l'Est de Montréal, un potentiel pour la recherche novatrice, un potentiel pour les entreprises de démarrage et celles en expansion ainsi qu'un potentiel pour l'économie de demain.

En tant que fière représentante de Hochelaga et de l'Est de Montréal auprès du gouvernement et de la Chambre, je vais continuer à travailler très fort pour défendre les intérêts économiques et sociaux de notre territoire, et surtout d'appuyer toute la population pour la relance de demain, une relance verte, une relance durable, une relance inclusive et une relance féministe.

• (1135)

[Traduction]

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, la députée de Vegreville a parlé tout à l'heure de la propension qu'ont les libéraux à faire des beaux discours plutôt qu'à passer à l'acte, et j'aimerais lui en donner un autre exemple.

Le budget

Elle a parlé de la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat chez les femmes. J'observe qu'il y a trois ou quatre ans, le comité des opérations a présenté un rapport à la Chambre sur la façon d'aider les femmes entrepreneures à obtenir des contrats du gouvernement. Trois ans plus tard, j'observe que le gouvernement n'a donné suite à aucune recommandation, parmi la trentaine que proposait le rapport.

Elle a aussi parlé de la nécessité de promouvoir la langue française au Québec, ce que je comprends et que j'approuve tout à fait. J'observe que le Conseil du Trésor, en accordant un contrat à fournisseur unique d'un milliard de dollars à ses copains de l'organisme UNIS, a violé ses propres règles en ne procédant pas à une analyse linguistique avant de l'autoriser. Le président du Conseil du Trésor, qui vient de la ville de Québec, a violé ses propres règles. Quelle hypocrisie!

• (1140)

[Français]

Mme Soraya Martínez Ferrada: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Je pense que nous partageons, à la base, les mêmes préoccupations, notamment celle de s'assurer que les femmes pourront retourner sur le marché du travail, et c'est exactement ce que propose le budget que nous avons présenté.

J'aimerais aussi rappeler à mon collègue que notre gouvernement est le premier gouvernement fédéral à reconnaître le déclin du français, ainsi que la nécessité de protéger la langue française pour assurer sa vitalité et son poids démographique en Amérique du Nord.

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais revenir sur la question de la relance féministe et de l'importance des femmes dans le milieu du travail.

Les femmes sont non seulement nombreuses dans le milieu du travail, mais elles sont également des aidantes naturelles. En effet, le nombre de patients par infirmière ne cesse d'augmenter à cause de la diminution des transferts en santé et du refus d'un transfert permanent, durable et continu. J'utilise ici le terme au féminin parce que ce sont majoritairement les femmes qui exercent ce métier.

À Montréal, il y a même eu 800 démissions au cours de la dernière année, et cela contribue à augmenter la charge de travail.

En refusant les transferts en santé, comme le demandent le Québec et les provinces canadiennes, le gouvernement fédéral n'est-il pas en train de se tirer lui-même dans le pied en ce qui concerne la relance féministe?

Mme Soraya Martínez Ferrada: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question.

Cette question me touche particulièrement parce que ma mère est une aidante naturelle. Elle l'a été durant toute sa vie pour mon frère qui est aujourd'hui dans un CHSLD et que je n'ai pas vu depuis bientôt huit mois. Je comprends donc très bien cette préoccupation entourant les aidants naturels.

J'aimerais rappeler à ma collègue que c'est notre gouvernement qui a été le premier à mettre sur pied une stratégie de reconnaissance des aidants naturels et des personnes qui vivent avec un handicap, en augmentant notamment l'allocation directe pour les gens ayant un handicap.

Ma collègue a fait référence aux transferts en santé. Il faut se rappeler que notre gouvernement a dû dépenser 8 \$ sur 10 \$ durant la pandémie de la COVID-19. Ce sont plus de 40 milliards de dollars qui ont été transférés et consacrés à différents programmes liés à la santé partout au pays.

Nous sommes présents et nous continuerons de l'être pour l'ensemble des provinces afin de soutenir les Canadiens dans ce défi qu'est la santé.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie ma collègue d'Hochelaga.

Elle sait que beaucoup de gens ont souffert durant cette pandémie, notamment des travailleurs, des travailleuses, des personnes âgées et des entrepreneurs de sa circonscription.

Or, beaucoup de gens se sont considérablement enrichis. Les plus fortunés ont amassé 78 milliards de dollars de plus pendant cette crise. De grandes compagnies comme Amazon ou Netflix ont fait des profits records.

Malheureusement, son gouvernement refuse d'instaurer un impôt sur la fortune ou un impôt sur les profits excessifs. Pourquoi les libéraux vont-ils faire payer aux familles la relance économique?

Mme Soraya Martínez Ferrada: Madame la Présidente, je rappellerai à mon collègue que notre gouvernement s'est engagé à faire payer les GAFAM de ce monde et à s'assurer qu'ils vont contribuer au système économique et culturel de notre pays.

C'est toutefois aux Canadiens, collectivement, de s'endetter pour passer au travers de la pandémie.

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Madame la Présidente, je compte partager mon temps de parole avec le député de Charleswood-St. James-Assiniboia-Headingley.

Nous discutons aujourd'hui du budget fédéral, qui présente les dépenses que le gouvernement fédéral entend faire pendant une période donnée. C'est le premier budget en plus de deux ans. Pendant toute cette période, le gouvernement fédéral a fait des dépenses considérables.

Lorsqu'il prépare un budget fédéral, un gouvernement fait normalement la liste de toutes les recettes qu'il va engranger sous forme, bien sûr, d'impôts, de taxes, de droits, de prélèvements et ainsi de suite, puis il calcule combien il peut se permettre de dépenser en conséquence. Pour financer ses dépenses, le gouvernement a deux solutions: les recettes fiscales ou l'emprunt.

En 2015, lorsque le Parti conservateur a perdu le pouvoir, il est parti en laissant un budget équilibré. Cela veut dire que ce que nous dépensions était égal à ce qui rentrait dans les caisses de l'État. Nous n'avions pas besoin d'emprunter.

Au cours des six années qui se sont écoulées depuis, et en tenant compte des dépenses proposées dans ce budget, le gouvernement libéral fédéral a fait augmenter la dette du Canada d'un montant supérieur à la dette qui a été accumulée par tous les autres gouvernements depuis la Confédération. Quel exploit!

Le budget

La question que tout le monde au Canada devrait se poser est de savoir si nous en avons pour notre argent. Les gens qui nous regardent aujourd'hui savent que lorsqu'ils mettent de l'argent sur leur carte de crédit, ils doivent payer des intérêts. Ce paiement d'intérêts pourrait les empêcher d'acheter d'autres choses. Notre pays tout entier est dans cette situation aujourd'hui.

J'aimerais aborder la question sous trois angles: la pandémie, l'évolution de la pandémie et ma province, l'Alberta.

Premièrement, le budget aurait dû être lié à un plan visant à faire sortir le Canada de façon permanente et en toute sécurité des restrictions du confinement. Nous savons qu'une grande partie des dépenses qui y figurent sont liées à des mesures nécessaires lorsque le gouvernement fédéral force les gens à rester à la maison. Cela n'aide pas tout le monde. Les restrictions n'ont pas un effet égal sur tout le monde au Canada. Beaucoup de personnes sont plus touchées par ces restrictions que d'autres.

Par exemple, un fonctionnaire qui a la possibilité de travailler à domicile, avec un salaire permanent, peut ne pas souffrir financièrement comme un propriétaire de petite entreprise qui doit fermer son commerce en raison de restrictions incertaines.

Un an après le début de la pandémie, d'autres pays du monde, comme le Royaume-Uni et les États-Unis, ont commencé à lier la réouverture à des indicateurs tels que le taux de vaccination. Nous n'avons rien entendu de la part du gouvernement fédéral à ce sujet. En fait, il a évité d'en parler. Je conçois que nous soyons dans la troisième vague en ce moment. Je crois que l'incapacité du gouvernement fédéral de fournir des vaccins aux Canadiens en janvier et février a exacerbé cette troisième vague. Cependant, sans un tel plan, de tels objectifs, une ligne de mire sur le moment où l'économie pourrait reprendre, ce plan est un château de cartes. Il y a beaucoup d'hypothèses que nous ne pouvons pas évaluer, et c'est un problème.

Après la pandémie, à un moment donné, et j'espère que le Canada pourra s'en sortir, nous aurons un défi majeur à relever en tant que pays. Je sais que certaines personnes qui nous écoutent aujourd'hui ont perdu leur entreprise ou leur emploi. Ce ne sont pas des choses qui reviendront facilement.

Ce plan aurait dû présenter des mesures qui attireraient les investissements au Canada, des choses qui auraient fait du Canada un endroit où il est bon de faire des affaires. Certaines personnes pensent que les dépenses gouvernementales créent des emplois, mais ce qui crée des emplois durables, c'est un environnement dans lequel les gens peuvent prendre des risques, investir et embaucher. Cela signifie des impôts moins élevés, un fardeau réglementaire constant et moins lourd, une main-d'œuvre qualifiée et d'autres facteurs.

Il n'y a vraiment rien dans ce montant record de dépenses et d'emprunt pour favoriser les investissements. Pourquoi est-ce important? À défaut d'un objectif clair pour attirer des investissements et créer des emplois, on crée une croissance artificielle. Réfléchissons-y un instant. C'est comme dire qu'on reçoit plus d'argent parce qu'on dépense plus avec des cartes de crédit. C'est comme retirer de l'argent d'un guichet automatique avec une carte Visa. C'est essentiellement ce que ferait le budget, et c'est un énorme problème.

• (1145)

Je voudrais profiter du temps qu'il me reste pour parler de ma province, l'Alberta. L'Alberta était en très mauvaise posture écono-

mique avant la pandémie. Nous affichions l'un des taux de chômage les plus élevés du pays parce que le gouvernement libéral fédéral a perturbé le secteur de l'énergie avec des politiques qui rendaient presque impossible la réalisation de projets. L'approche politique classique des libéraux consiste à dépeindre les Albertains comme des gens qui ont des emplois polluants et qui ne se soucient pas de l'environnement, à mettre en place des politiques punitives à leur égard sans aucun plan pour soutenir les travailleurs, puis à acheter des votes dans le Centre et l'Est du Canada dans l'espoir de garder le pouvoir.

Un gouvernement désireux de préserver la Confédération canadienne devrait mettre en place des politiques qui profitent à l'ensemble du pays, ce que les libéraux n'ont jamais fait, et le présent budget ne fait pas mieux. Il ne propose rien pour remédier au grave ralentissement économique auquel ma province est confrontée et les bribes d'espoir que nous avons après la destruction par les libéraux du secteur de l'énergie, notamment les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme et du transport aérien, sont toutes anéanties maintenant.

Le Stampede de Calgary, par exemple, génère chaque année des retombées de 500 millions de dollars pour la ville, mais sans un plan de réouverture ou des points de repère, il ne peut pas avoir lieu et aucune dépense gouvernementale ne pourra remédier à cette situation. Nous avons besoin de ce plan. Je vais parler de WestJet. Cette compagnie aérienne est une énorme source d'emplois pour l'Alberta, mais le gouvernement fédéral n'a rien fait pour les travailleurs de cette industrie. Ils ont imploré le gouvernement de mettre en place un plan de dépistage rapide dans les aéroports qui rendrait les choses plus sûres, mais les libéraux ont laissé l'entreprise dans l'incertitude. En fait, ils ont aggravé la situation à bien des égards, et il y a tellement d'exemples comme celui-là.

Ce budget, qui prévoit tellement de dépenses, fait vraiment reculer ma province. De 2007 à 2018, ma province a fourni au pays 239 milliards de dollars en transferts fiscaux nets, essentiellement en péréquation. Combien a-t-elle récupéré de ce programme? Absolument rien. Songeons à ce que ma province aurait pu faire avec 239 milliards de dollars. Au lieu de cela, les gens de ma circonscription restent assis à la maison. Je sais que les taux de suicide et de violence conjugale sont élevés, et c'est parce que le gouvernement ne s'en occupe pas du tout. Le gouvernement pense que nous pouvons d'une quelconque façon gonfler le solde de la carte de crédit et espérer que les choses s'améliorent par magie.

Nous avons besoin d'une situation macroéconomique stable pour permettre la croissance au fil du temps, et non une croissance artificielle alimentée par les dépenses publiques, qui créent des pressions inflationnistes, rendent les choses plus chères et ne créent pas vraiment une quelconque croissance à long terme. En réalité, cela entrave concrètement la croissance en raison des paiements d'intérêt sur cette dette. Nous ne pouvons l'accepter. À mon avis, c'est un moyen d'acheter des votes dans une tentative mièvre qui insulte l'intelligence des Canadiens à l'approche d'élections fédérales que le parti du premier ministre souhaite vraiment voir se dérouler pendant une pandémie. Cela m'apparaît complètement amoral.

Le gouvernement aurait plutôt dû avoir un plan qui énonce clairement les critères en fonction desquels le Canada pourra rouvrir en toute sécurité. Les libéraux auraient dû avoir un plan plus efficace pour la vaccination. Ils auraient aussi dû veiller à offrir une aide spécifiquement destinée aux régions durement touchées, comme l'Alberta.

Le budget

J'en ai vraiment assez des joutes politiques qui se déroulent dans ma province. Si le gouvernement libéral avait vraiment voulu aider toutes les régions du pays, il aurait fait en sorte que les travailleurs de ma province qui ont été laissés pour compte par ses politiques bénéficient de mesures comme l'aide à l'acquisition de compétences ou un soutien spécialisé. Nous devrions chercher des moyens de créer un climat économique stable en Alberta pour attirer dès maintenant davantage d'investissements, mais ce n'est pas ce que fait ce budget. Il met plutôt beaucoup d'argent sur la carte Visa de notre pays pour un rendement peu élevé. Ce budget comporte beaucoup de dépenses structurelles, sans grand rendement, et c'est un énorme problème. Voilà pourquoi je ne l'appuie pas, et aucun Canadien ne devrait l'appuyer non plus.

• (1150)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je sais que la députée, la porte-parole de l'opposition en matière de santé, nous compare beaucoup aux États-Unis et tente de brosser un tableau selon lequel les États-Unis sont en bien meilleure posture que nous à l'heure actuelle. Cependant, la situation réelle est qu'hier, le Canada a ajouté 5 859 cas de COVID pour l'ensemble du pays. En comparaison, le Michigan en a ajouté 5 900 et la Floride, 5 571. À eux seuls, ces deux États ont enregistré le double du nombre total de cas à la grandeur du Canada.

Comment la députée peut-elle justifier de citer sans cesse les États-Unis comme un exemple de grande réussite alors que les chiffres disent le contraire?

• (1155)

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, le député en sera peut-être étonné, mais les États-Unis sont 10 fois plus peuplés que le Canada, et je crois que les chiffres publiés récemment par les États-Unis montrent que, par habitant — car c'est ainsi que nous mesurons les choses pour comparer des quantités inégales, nous utilisons ce qui s'appelle un dénominateur commun —, les cas au Canada dépassent effectivement ceux aux États-Unis, et ce, parce que le parti du député n'a pas livré les vaccins au Canada en janvier et en février, contrairement à ce que nous avons vu aux États-Unis.

Je profite de l'occasion pour remercier le président Biden d'avoir annoncé son intention de donner des vaccins aux Canadiens, alors que le premier ministre du député n'a pas réussi à le faire. Je remercie le président Biden.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours.

L'amendement proposé au budget par les conservateurs souligne l'importance d'accélérer la vaccination pour contrer la troisième vague de la COVID-19. Pour réussir à la contrer, il faut investir davantage en santé. Nous avons parlé à plusieurs reprises de l'importance de hausser les transferts en santé; en effet, cela faisait partie du sous-amendement proposé par le Bloc québécois.

Pourquoi ma collègue et ses collègues du Parti conservateur ont-ils voté contre le sous-amendement du Bloc québécois?

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, les conservateurs comprennent bien sûr que le retard du gouvernement fédéral dans la distribution des vaccins au cours de cette période cruciale de janvier et de février, alors que 5 % seulement des Cana-

diens avaient reçu leur première dose, a exercé une pression énorme sur la capacité des unités de soins intensifs des provinces, par exemple. Bien sûr, le gouvernement fédéral devrait aider les provinces de toutes les façons possibles, y compris en augmentant les paiements de transfert pendant cette crise. Ma collègue donne l'impression que l'amendement du Bloc portait uniquement là-dessus, mais il comportait d'autres éléments problématiques. J'estime que nous avons agi en législateurs responsables à cet égard, mais nous comprenons et convenons que le gouvernement fédéral a laissé la plupart des gouvernements provinciaux dans une situation profondément intenable et qu'il doit faire davantage pour obtenir des vaccins.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Madame la Présidente, ma question pour ma collègue porte sur les travailleurs. Le chef conservateur parle beaucoup de défendre la classe ouvrière. Cependant, les conservateurs n'ont pas appuyé un leadership fédéral en ce qui concerne les congés de maladie rémunérés. Nous savons tous, et les experts de la santé publique et les médecins le confirment, que les congés de maladie rémunérés sont essentiels pour lutter contre les éclosions de COVID-19 dans les lieux de travail.

La députée croit-elle que, si nous voulons vraiment défendre les travailleurs, nous avons besoin d'un leadership national et provincial pour offrir des congés de maladie rémunérés aux travailleurs afin qu'ils puissent rester chez eux en toute sécurité?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, les travailleurs de l'économie à la demande et les travailleurs des épiceries sont les véritables héros de la pandémie, mais ils ont été traités eux aussi de la façon la plus abjecte par le gouvernement fédéral. Bien sûr, nous devons leur offrir du soutien pour qu'ils puissent s'isoler au besoin. Nous avons aussi besoin d'un plan pour les vacciner et pour rendre leurs conditions de travail plus sûres. Le fait que le gouvernement fédéral n'ait pas déployé plus d'effort pour offrir des tests rapides sur les lieux de travail et qu'il n'en a pas fait davantage pour, par exemple, empêcher l'abolition de la prime de risque pour les travailleurs des épiceries par un quasi-monopole de grands épiciers dans ce pays est ridicule et inadmissible. Oui, nous devons en faire plus, mais nous devons aussi rester concentrés sur les vaccins, les tests rapides et les traitements.

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Madame la Présidente, depuis le peu de temps que je suis député, les choses ont tellement changé dans notre pays et dans le monde entier. Je n'ai pu m'empêcher de penser à la tirade de Brutus, dans la pièce *Jules César* de Shakespeare, où il dit: « Il y a dans les affaires humaines une marée montante; qu'on la saisisse au passage, elle mène à la fortune [...] Telle est la pleine mer sur laquelle nous flottons en ce moment; et il nous faut suivre le courant tandis qu'il nous sert, ou ruiner notre expédition! »

En tant que législateurs, il est temps de reconnaître que nous sommes dans les affres de l'histoire. Les décisions que nous prenons aujourd'hui nous mèneront soit vers le succès, soit sur une voie dangereuse. Je suis triste de dire que la voie que ce budget trace pourrait vraiment mettre notre pays en péril. Même avant la pandémie, la promesse creuse du gouvernement d'équilibrer le budget en 2019 avait été abandonnée et brisée depuis longtemps. La dette du Canada avait augmenté, et un regard vers l'horizon montrait une mer de déficits et d'encre rouge pour les années à venir. On avait déjà vidé les coffres.

Le budget

En juin 2020, Fitch avait déjà abaissé notre cote de crédit nationale. L'agence Standard & Poor's avertissait au même moment qu'elle pourrait aussi abaisser notre cote au cours des deux prochaines années si la détérioration de la situation budgétaire du gouvernement s'aggravait et se prolongeait davantage que ce que l'agence de notation prévoyait. Je pense que nous pouvons dire sans nous tromper que la situation financière du Canada s'est aggravée et s'est prolongée. Les agences de notation réagissent mal à des dépenses considérables et irresponsables sans aucun plan de retour à l'équilibre. D'après ce que je vois dans ce budget, le gouvernement se fiche éperdument de ce que pensent les agences de notation. Or, l'abaissement de la cote de crédit a des conséquences réelles. Cela signifie qu'il devient plus difficile d'emprunter et que les taux d'intérêt exigés sont plus élevés.

Au mieux, le gouvernement a traité les cibles budgétaires avec dédain, et en réalité, elles brillent par leur absence dans ce budget. Qu'il s'agisse de briser les promesses d'équilibrer le budget en 2019 ou de continuer à réduire le ratio de la dette au PIB, ces mesures ont tout simplement été ignorées. L'absence de responsabilisation financière est absolument stupéfiante et tous les Canadiens devraient s'inquiéter de ce qui s'en vient.

Je vais être clair, parce que le gouvernement se demandera si je suis en train de dire qu'il n'aurait pas fallu protéger les Canadiens pendant la pandémie. Ce n'est pas ce que je dis. Je dis que les choses auraient pu être faites beaucoup mieux. Je crois que les conservateurs auraient évité bon nombre des erreurs que nous avons constatées dans les programmes d'urgence. Il y a eu tellement d'erreurs évidentes qui ont engendré des lacunes dans la subvention au loyer commercial, la subvention salariale et le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, laissant pour compte tant de Canadiens. Certaines de ces erreurs frisent la négligence, au pire, et l'incompétence, au mieux. Nous avons dû déployer des efforts constants pour signaler ces erreurs à maintes reprises avant que le gouvernement n'apporte les changements nécessaires.

Ma mise en garde aujourd'hui porte sur les taux d'intérêt. Je veux vraiment en parler parce que la justification de la ministre des Finances pour ces énormes dépenses passées et futures a été que les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas. Lundi, la ministre a déclaré: « Dans le contexte actuel où les taux d'intérêt sont faibles, non seulement nous pouvons nous permettre ces investissements, mais il serait peu judicieux de notre part de ne pas faire ces investissements. » Elle nous disait essentiellement qu'il serait irresponsable de ne pas emprunter.

En réalité, cette nouvelle dette représente d'énormes risques que les Canadiens vulnérables ne peuvent tout simplement pas prendre dans la période de précarité que nous traversons actuellement. En l'absence de solides fondements financiers, ce renoncement à la prudence dans la gestion financière devrait inquiéter les générations futures. Les libéraux jouent littéralement avec la vie des gens en lançant les dés pour parier que les taux d'intérêt ne vont pas augmenter.

Ce que les députés d'en face oublient de dire est que le gouvernement ne contrôle pas complètement les taux d'intérêt, qui dépendent aussi des forces du marché. Il suffit de demander à l'ancien premier ministre Paul Martin, qui, comme ministre des Finances, en 1995, a présenté le budget le plus draconien de l'histoire du Canada, qui a même sabré les transferts en santé aux provinces. Il a fallu le budget Martin de 1995, avec ses compressions de 25 milliards de dollars, pour s'attaquer directement au problème de la dette. La cote de

crédit du Canada avait tellement été révisée à la baisse par les agences de notation au milieu des années 1990 qu'en juin 1995, le *Wall Street Journal* a qualifié le Canada de « membre honoraire du tiers monde. » Cette année-là, le budget fédéral avait prévu des compressions de plus de 10 % des dépenses. Avaient notamment été touchés la défense nationale, les services des douanes et de l'immigration, la fonction publique et les transferts en santé, tout cela, faut-il le rappeler, sous la direction d'un gouvernement libéral.

● (1200)

En 1995, le taux d'escompte était de 7,31 %, et le Canada traversait une crise majeure de l'endettement. Pour justifier ces compressions massives, M. Martin avait déclaré ceci:

[Il] y a des époques dans l'évolution d'une société où elle doit relever des défis fondamentaux, prendre un nouveau cap. Le Canada traverse actuellement l'une de ces époques. Notre détermination, nos valeurs, les fondements mêmes de notre vie au Canada sont mis à l'épreuve. Le choix est clair.

Il s'agissait de paroles prophétiques. Vu l'ampleur des nouvelles dépenses prévues dans le budget, je crains que le gouvernement risque de nous plonger dans une autre crise de l'endettement. Mes collègues d'en face se mettent la tête dans le sable s'ils croient vraiment qu'une telle situation ne peut pas se reproduire.

Les gouvernements du monde entier, dont le Canada, ont fait des billions de dollars d'assouplissement quantitatif. L'impression de tous ces billets a dilué la masse monétaire partout dans le monde.

Historiquement, quand les économies se remettent d'une crise comme celle-là, l'inflation augmente, et les taux d'intérêt aussi. Étant donné que la dette frôle les 1,2 billion de dollars, il faudrait rembourser des intérêts d'environ 80 milliards de dollars par année si le taux d'intérêt était de 7,31 % aujourd'hui. Ce montant représente environ deux années complètes de transferts en santé accordés à l'ensemble des provinces.

Le budget est décevant pour les Canadiens. Il représente des dépenses risquées et malavisées de la part d'un gouvernement qui ne semble pas comprendre que nous ne pouvons pas continuer de faire marcher la planche à billets et de payer toujours plus de factures avec la carte de crédit.

Depuis 2015, on m'a exprimé d'innombrables fois des préoccupations à propos de l'imprudence financière du gouvernement, et ce budget en constitue un autre exemple. Les propriétaires de petite entreprise de ma circonscription ne contractent pas d'emprunt sans considérer ce que leur réserve l'avenir. Ils tiennent compte des conséquences que pourrait avoir une hausse des taux d'intérêt.

Le gouvernement aime prétendre qu'il s'endette pour que les Canadiens n'aient pas à le faire. Cette boutade n'a rien de vrai. En réalité, cette dette devra être remboursée par les contribuables canadiens actuels et futurs.

En fin de compte, le gouvernement s'est servi de la carte de crédit des générations futures pour les endetter, et un tel endettement ne pourra être résorbé qu'en augmentant les impôts ou en faisant des compressions dans les programmes, comme le corrobore clairement l'exemple de M. Martin.

Le budget

Chaque citoyen canadien, homme, femme ou enfant, a maintenant une dette de plus de 33 000 \$. Ma circonscription compte 82 574 personnes. À cause des dépenses inconsidérées du gouvernement, ces personnes doivent maintenant supporter collectivement une part de la dette fédérale qui totalise 2 724 942 000 \$. Des travailleurs de ma circonscription qui peinent à retourner sur le marché du travail avaient besoin d'un plan solide pour les aider à se remettre sur pied, et plusieurs m'ont déjà dit être très déçus de ce budget. Après avoir été dépouillés de leur salaire ou avoir vu leurs heures de travail amputées, ils avaient désespérément besoin d'un plan et de leadership pour les aider à retrouver un emploi.

Par exemple, je ne peux pas m'empêcher de penser aux travailleurs de l'aviation de l'aéroport de Winnipeg, qui réclament de l'aide, mais qu'on laisse sans cesse tomber.

Le chef de notre parti a proposé un plan audacieux: le plan de rétablissement du Canada. Ce plan est un véritable exemple de leadership. Il créera un climat de sécurité et de stabilité financière. Il nous permettra d'assurer notre avenir et de bâtir un pays où ceux qui ont subi les conséquences financières de la pandémie pourront se remettre au travail.

Il s'agit de fournir de bons emplois aux Canadiens, de stabiliser le secteur canadien de la fabrication, de faire tourner l'économie et de mener les Canadiens des ténèbres à la lumière. Je cite le réputé économiste canadien Jack Mintz:

« [La] ministre des Finances [...] est d'avis qu'un niveau d'endettement plus élevé sera facile à gérer au cours des cinq prochaines années, mais celui-ci place le Canada dans une situation risquée. Des déficits primaires importants au cours des prochaines années combinés à l'augmentation des taux d'intérêt auront pour conséquence de détruire tous les atouts financiers dont nous aurions besoin si une nouvelle récession survenait. »

Je demande à la ministre des Finances de tenir compte de ces avertissements et de tirer des leçons de notre passé de manière à ce que l'histoire ne se répète pas. Cependant, je lui demande surtout — pour le bien de tous les Canadiens — de s'engager sur la voie qui mènera à la prospérité.

• (1205)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, puisque le député a parlé d'un plan audacieux, proposé par le chef de son parti, je viens tout juste de consulter le site Web du Parti conservateur, car je pensais qu'une annonce avait été faite aujourd'hui. Le plan comporte en fait cinq éléments principaux et chacun d'eux est assorti de trois puces. Ce sont des énoncés grandiloquents qui ne veulent rien dire. Je ne vois pas comment il peut réellement considérer qu'il s'agit d'un plan.

Néanmoins, j'aimerais revenir à son discours. Il a parlé du montant de la dette qui a été contractée et qui nous a placés dans la situation actuelle, comme s'il n'avait pas joué un rôle dans tout ce processus. La vérité, c'est que les conservateurs ont voté en faveur de cette dette à chaque étape. À ce jour, les conservateurs — y compris le député quand il a appuyé les motions de consentement unanime — ont été en faveur de la dette.

Si le député s'inquiète tant à propos de la dette, peut-il alors expliquer pourquoi il a appuyé des motions de consentement unanime quand le gouvernement a présenté les mesures en question pour les Canadiens?

M. Marty Morantz: Madame la Présidente, comme je l'ai dit au cours de mon intervention, les conservateurs ont voté en faveur de ces mesures d'urgence, et nous serions prêts à le refaire aujourd'hui, mais nous aurions mieux fait les choses.

Je parlais tout à l'heure des dépenses futures faramineuses qui sont proposées sans aucune considération pour des cibles budgétaires. Nous pouvons faire toutes les hypothèses que nous voulons, comme l'a dit le député de Scarborough-Guildwood, si nous n'avons pas de plan pour retrouver l'équilibre budgétaire, ou au moins une cible budgétaire, ces hypothèses ne servent à rien. Si les taux d'intérêt remontent, je crains vraiment que nous nous retrouvions dans de beaux draps.

• (1210)

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Il y a assurément un sujet sur lequel le Parti conservateur et le Bloc québécois s'entendent bien: la hausse des transferts en santé. Mon collègue en a parlé dans son discours.

Plus tôt, ma collègue de Saint-Jean a posé une question à sa collègue de Calgary Nose Hill. Elle lui a demandé pourquoi le Parti conservateur avait voté contre le sous-amendement du Bloc québécois, qui demandait la hausse des transferts en santé. Cette dernière lui a répondu qu'autre chose dans la motion l'empêchait de le faire.

Pourtant, dans la motion, ce qu'il y avait d'autre que les transferts en santé, c'est le soutien aux aînés offert à partir de 65 ans.

Est-ce à dire que le Parti conservateur est contre l'aide aux aînés à partir de 65 ans?

[Traduction]

M. Marty Morantz: Madame la Présidente, je remercie le député de poser cette question au sujet des transferts en santé, car c'est un sujet qui nous préoccupe.

L'une des grandes propositions de ce budget est le plan pour la garde d'enfants, si on peut considérer cela comme un plan. En fait, ce n'est qu'une proposition, puisque le gouvernement dit qu'il va devoir négocier des ententes avec 10 provinces et 3 territoires, et que les provinces devront assumer 50 % du coût. Aux dires de la ministre des Finances, ce n'est qu'une simple formalité, mais je n'en suis pas sûr du tout.

Par exemple, Tom Brodbeck a écrit aujourd'hui dans le *Winnipeg Free Press* qu'il serait pratiquement impossible de conclure ce genre d'entente car les provinces n'auraient pas la certitude que le gouvernement fédéral ne réduirait pas son financement dans les années à venir.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, le député et moi avons travaillé ensemble sur un certain nombre de dossiers au cours de la présente législature, et je trouve son intervention très intéressante.

Le député a parlé des programmes d'urgence qui ont été mis en œuvre pour venir en aide aux entreprises. Je suis d'accord avec lui pour dire qu'ils étaient très mal ficelés. Le NDP a fait de nombreuses propositions, comme le programme de subvention pour le loyer, qui aurait été nettement plus efficace, et je suis donc tout à fait d'accord avec lui là-dessus.

Le budget

Cela dit, le député a aussi parlé de la dette. Si nous ne continuons pas d'investir dans les petites entreprises et dans les travailleurs, nous n'aurons fait que les trois quarts de la course, nous n'atteindrons pas la ligne d'arrivée. En fait, s'agissant des petites entreprises et des travailleurs, nous risquons même de perdre tout le terrain que nous avons pu conserver, si nous retirons notre soutien trop tôt.

Qu'en pense le député?

M. Marty Morantz: Madame la Présidente, si on m'avait posé cette question l'automne dernier, j'aurais été davantage d'accord. Mais aujourd'hui, on constate que l'économie va beaucoup mieux qu'à l'époque de l'Énoncé économique de la ministre des Finances, l'automne dernier. L'économie est en pleine croissance, et beaucoup d'économistes sont d'avis que des mesures de relance aussi importantes sont superflues et que, si le gouvernement persiste dans cette voie, cela risque de provoquer une surchauffe de l'économie, de mener à l'inflation et de faire grimper les taux d'intérêt. Cela m'inquiète beaucoup...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères a la parole.

M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de participer au présent débat sur l'avenir budgétaire, économique et social de notre pays, qui fait suite à la présentation du budget de 2021. Je compte partager le temps qui m'est imparti avec mon estimée collègue de Vancouver-Centre.

Un budget, c'est beaucoup plus qu'un plan budgétaire. C'est beaucoup plus qu'un ensemble de programmes. C'est une signature. C'est l'occasion pour le gouvernement d'imprimer sa marque et de montrer ce qu'il a dans le cœur, l'esprit et au fin fond de l'âme. Je tiens à remercier la vice-première ministre et ministre des Finances de tout le travail qu'elle a accompli et de la marque qu'elle a su imprimer à ce budget: celle d'une mère qui travaille, d'une journaliste, d'une rédactrice économique, d'une intellectuelle et d'une politicienne prudente. Elle a certes des racines dans sa circonscription, mais elle apporte aussi, dans l'exercice de ses fonctions, une vision canadienne et internationale. On le voit bien avec ce budget, qui est fort différent des autres. Je tiens à la remercier, elle et toute son équipe.

La marque que laissera ce budget est claire: compassion, solidarité avec les entreprises après cette période difficile à cause de la COVID-19, responsabilité et grande prudence.

Les électeurs de Don Valley-Ouest en profiteront comme tous les Canadiens; c'est d'ailleurs en leur nom que je prends la parole aujourd'hui. Nous sommes tous, bien sûr, encore aux prises avec la pandémie de COVID-19, dont la troisième vague déferle sur le Canada. La grande priorité du budget de 2021 est de gagner le combat contre le virus, et cela, nous devons le faire tous ensemble.

Outre l'aide considérable que le gouvernement fédéral continue d'accorder à toutes les provinces, y compris ma province, l'Ontario, sous forme de soins de santé, de tests, de production de vaccins, de traçage des personnes contacts, d'achats de vaccins et de financement aux systèmes de santé provinciaux et territoriaux, le budget de 2021 permettra aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux familles et aux entreprises de sortir de cette crise plus forts et plus résilients.

La proposition qui vise à injecter jusqu'à 1 milliard de dollars dans le plan de vaccination contre la COVID-19 permettra à notre gouvernement de continuer d'importer des vaccins, et ce, plus rapidement. Un supplément ponctuel de 4 milliards de dollars au Transfert canadien en matière de santé apportera aux systèmes de santé une aide dont ils ont grand besoin, permettra aux Canadiens de recevoir les interventions et les traitements dont ils ont besoin pour rester en santé, et à résorber le retard en matière d'interventions médicales. Pour assurer la durabilité des systèmes de santé qui nous sont chers, le gouvernement prévoit des investissements pouvant aller jusqu'à 5 milliards de dollars.

Il est vrai que cette crise sanitaire s'est accompagnée d'une crise économique. Grâce à l'appui de tous les partis, nous avons pu venir en aide aux entreprises, aux citoyens et aux collectivités en mettant en œuvre, au cours des deux dernières années, toute une gamme de programmes. Je songe notamment à la Subvention salariale d'urgence du Canada, à la Subvention d'urgence pour le loyer, à des mesures de soutien en cas de confinement, à la PCU, aux modifications à l'assurance-emploi, et à la Prestation canadienne de relance économique. Toutes sortes de problèmes ont ainsi été résolus grâce aux programmes du gouvernement. Et c'est pour cette raison que les Canadiens s'en sortent aussi bien aujourd'hui, malgré les difficultés.

Nous avons également reconnu que cette pandémie a révélé certaines failles dans notre société. Nous avons reconnu que certaines populations et certains groupes ont été touchés de manière disproportionnée par la COVID-19. Même si nous sommes dans une position enviable en ce qui concerne notre relance économique et que nous sommes bien placés financièrement pour prendre d'autres mesures, il nous reste encore beaucoup à faire. Nous voulons trouver des moyens de nous assurer que les Canadiens, d'un bout à l'autre du pays, de tous les milieux économiques et sociaux et de tous les sexes, sont pris en charge d'une manière qui permet d'envisager l'avenir d'une façon nouvelle et prometteuse.

Dans ma circonscription, Don Valley-Ouest, comme partout au pays, les frais de garde d'enfants sont extrêmement élevés. Toronto a le coût moyen de services de garde d'enfants le plus élevé de toutes les villes du pays et, pour certaines personnes, cela peut équivaloir à un paiement hypothécaire. Il n'est pas étonnant que le paiement des frais de garde d'enfants représente un obstacle important pour les familles qui souhaitent entrer sur un pied d'égalité dans le marché du travail.

C'est un fardeau pour les femmes, mais aussi pour les hommes, et ensemble, nous tentons de créer un nouveau programme, un nouveau régime de garderies, qui changera le Canada. C'est l'un des éléments phares de ce budget auquel nous pouvons tous nous rallier, quelle que soit notre allégeance politique. Un système universel de garderies sera une bénédiction pour les femmes sur le marché du travail et une bénédiction pour les hommes qui participent à la garde et à l'éducation des enfants.

Le budget

• (1215)

En réduisant de 50 % le coût des services de garde d'enfants d'ici 2022 et en offrant des services de garde à 10 \$ par jour d'ici 2026 grâce à ce budget, nous éliminerons des obstacles importants pour les femmes qui cherchent un emploi maintenant et encore plus d'ici 2026, et c'est un bon principe économique. C'est la seule façon pour le Canada de continuer à bâtir son économie, de faire en sorte que les nouveaux arrivants participent pleinement à la main-d'œuvre et que nous soyons en mesure de soutenir la concurrence dans le monde. Étant donné l'effet disproportionné de la COVID sur les femmes, notre reprise économique doit être une reprise féministe. Grâce à des mesures considérables à l'avantage de l'emploi des femmes et grâce à des services de garde abordables, non seulement nous récupérerons les emplois que nous avons perdus au cours des deux dernières années, mais nous ferons aussi en sorte que les femmes continuent à réussir sur le marché du travail.

Comme je l'ai dit, c'est l'occasion de mieux reconstruire. Des fissures ont été révélées dans notre filet de sécurité sociale et nos différents systèmes. Nous continuerons à travailler à des programmes environnementaux, à établir la base de la reprise des petites entreprises et à veiller à ce que les grandes entreprises soient en mesure d'être concurrentielles sur le marché mondial.

Le logement est également un élément crucial. Les habitants de Don Valley-Ouest, en particulier dans les quartiers comme Thorncliffe Park, dépendent de logements abordables, et la COVID les a rendus encore plus difficiles à obtenir. Elle a élargi le fossé entre les Canadiens qui ont un logement et ceux qui ne peuvent pas se le permettre. Le budget de 2021 s'attaquera rapidement à la création de nouveaux logements tout en créant des emplois et en atténuant les pressions sur les coûts du marché du logement dans son ensemble par diverses méthodes qui ont déjà été mentionnées dans le débat aujourd'hui. En outre, le budget fera croître la classe moyenne. Une partie de l'attention portée aux familles consiste à s'assurer que, non seulement elles ont un emploi, mais qu'elles sont aussi en mesure de participer au marché du travail sur un pied d'égalité, et qu'elles ont un toit au-dessus de leur tête.

De nombreuses personnes de Don Valley-Ouest ont perdu leur emploi pendant la pandémie de COVID. Certaines ont récupéré leur emploi, mais bien d'autres ne l'ont pas fait. L'heure n'est pas à l'austérité; elle est à l'imagination audacieuse, à la créativité et à l'assurance que tous les Canadiens peuvent participer à la population active. L'heure n'est pas au repli sur soi, mais à l'action. C'est le moment de s'assurer que nous dépensons de façon appropriée et prudente, que nous le faisons avec imagination et compassion et que nous collaborons avec nos partenaires dans les villes, les provinces et les territoires, les syndicats et les entreprises. Le Canada et les Canadiens ont ce qu'il faut pour créer une économie concurrentielle dans le monde. Le gouvernement doit être là pour l'étayer, pour l'appuyer, pour l'encourager et, parfois, y investir.

La plupart des gens à la Chambre me connaissent en tant que ministre de l'Église unie et comprendront que j'essaie de faire passer les gens en premier dans le travail que je fais, mais je suis aussi comptable, ce qui a été ma première carrière. J'examine ce budget avec un œil de comptable et celui d'un membre du clergé, et l'œil du comptable est très satisfait de ce budget.

Je suis très heureux que le député de Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley ait parlé de Paul Martin, qui était ministre des Finances dans les années 1990. Il devait avoir le budget de son temps, qui consistait à défaire l'imprudence financière du premier

ministre précédent, M. Mulroney. Il devait trouver une façon de s'occuper de la dette dont M. Chrétien, en tant que premier ministre, avait hérité. Il avait un budget pour son époque. Le budget que la ministre des Finances et vice-premier ministre a présenté est un budget pour l'époque actuelle, un budget différent.

Nous ne sommes pas guidés par l'idéologie. Nous sommes motivés par le fait de faire la bonne chose au bon moment pour investir de la bonne manière. Nous prenons appui sur notre excellent système bancaire, la solidité de notre économie ainsi que l'imagination et l'esprit d'entreprise des Canadiens, tout ceci devant être exploité et mis à profit de façon nouvelle et créative à la suite de la pandémie. Nous devons le faire de manière responsable sur le plan financier. Je suis heureux que nous n'ayons pas peur d'investir dans notre économie, de la stimuler et de la soutenir, de nous assurer qu'elle est bâtie pour les années à venir et de prendre les mesures nécessaires pour y arriver.

Nous avons regardé en arrière et avons tiré les leçons du passé, et nous nous occupons maintenant du présent. Nous construisons un pays et une économie pour l'avenir.

• (1220)

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, le député a longuement expliqué que le budget reflète le cœur, l'âme et l'esprit du gouvernement libéral. Il a longuement expliqué qu'il ne faut pas avoir peur d'investir pour répondre aux besoins des Canadiens. Je pense que tous les parlementaires conviennent que nous devons investir pour répondre aux besoins de tous les Canadiens.

Le député a également mentionné que nous devons tirer les enseignements du passé. Je suis resté perplexe quand j'ai examiné pour la première fois le budget parce qu'il ne tient en rien compte des principales constatations du Bureau du vérificateur général qui conclut, au sujet des infrastructures, que les principales organisations fédérales n'ont pas pu démontrer que le plan Investir dans le Canada était en voie d'atteindre les résultats et les objectifs prévus. En fait, sous ce gouvernement, les Canadiens ne savent pas où vont des milliards de dollars destinés aux projets d'infrastructure. Je pense que le gouvernement peut mieux faire en matière de transparence pour que les Canadiens sachent...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons donner au secrétaire parlementaire la possibilité de formuler des observations.

• (1225)

M. Robert Oliphant: Madame la Présidente, je profite de l'occasion pour remercier le vérificateur général qui veille, avec toute son équipe, à ce que les Canadiens aient la meilleure information. Il fait un travail tout à fait essentiel pour les Canadiens et c'est pourquoi nous avons rétabli le financement de son bureau que le dernier gouvernement conservateur avait réduit.

Nous tenons à collaborer avec le vérificateur général afin que les Canadiens puissent faire confiance aux fonctionnaires fédéraux et compter sur eux pour dépenser judicieusement leur argent. À aucun moment nous ne pensons qu'il s'agit de notre argent. Nous savons pertinemment que c'est l'argent des contribuables. Comme la députée de Mississauga-Erin Mills l'a dit ce matin, notre régime fiscal nous permet de mettre de l'argent dans une cagnotte pour le dépenser de façon appropriée.

Nous suivrons toutes les suggestions du vérificateur général, et je peux assurer aux Canadiens que leur argent est...

Le budget

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons passer à d'autres questions.

La députée de Beauport—Limoilou a la parole.

[*Français*]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, mon collègue a parlé de la création d'emplois que permettait le budget.

J'ai une vision holistique et je m'interroge: les transferts en santé impliquent de meilleurs soins étant donné que de nouveaux appareils pourraient être achetés. Ceci mènerait à la création d'emplois, y compris au sein même des systèmes de santé.

Or, la hausse de la pension de la Sécurité de la vieillesse mènerait à un résultat similaire puisque l'augmentation du pouvoir d'achat des aînés — qui représentent quand même 22 % de la population — créerait des emplois dans une foule de secteurs, dont ceux de l'alimentation, de l'habillement et autres.

Pourquoi alors avoir voté contre l'amendement du Bloc québécois si, en fin de compte, il favorisait l'économie?

M. Robert Oliphant: Madame la Présidente, il est très important de bien comprendre.

[*Traduction*]

Je m'exprimerai en anglais parce que je n'ai pas pu changer le réglage de mon casque.

C'est un peu lassant, je dirais. Je suis un peu fatigué de cette éternelle rengaine du Bloc sur les transferts en matière de santé.

Les transferts faits par le gouvernement au titre de la santé sont historiques et je tiens à souligner que la façon appropriée dont nous soutenons toutes les provinces, le Québec compris, en matière de soins de santé est essentielle dans la lutte contre la COVID.

Nous soutenons aussi beaucoup les aînés dans le cadre de ce programme, et ce budget ajoute d'autres aides aux aînés. Les transferts que nous avons faits...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Il reste du temps pour une dernière question.

Le député de Rosemont—La Petite-Patrie a la parole.

[*Français*]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Une crise secoue le Nord de l'Ontario actuellement. L'Université Laurentienne fait disparaître des dizaines de programmes en français, dont son programme de formation des sages-femmes, le seul qui se donnait en français à l'extérieur du Québec.

Dans le budget, où se trouvent les engagements du gouvernement libéral en lien avec l'éducation postsecondaire, notamment les programmes en français des universités du Nord de l'Ontario?

[*Traduction*]

M. Robert Oliphant: Madame la Présidente, je suis très heureux de m'exprimer à ce sujet.

En ce qui concerne l'Université Laurentienne, je viens du Nord de l'Ontario, de Sault Ste. Marie plus précisément. L'Université Algoma, qui s'appelle le Collège Algoma, faisait partie de l'Université Laurentienne et fait partie intégrante de mon histoire familiale.

Je suis très préoccupé par le soutien du gouvernement de l'Ontario à l'éducation postsecondaire, mais j'ai été extrêmement heureux de voir plusieurs interventions dans ce budget qui prévoient le financement de l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire en français, qui fait indéniablement partie du patrimoine du Canada. Nous devons nous assurer que le français est...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. La députée de Vancouver-Centre a la parole.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je suis très fière de parler de ce budget. Le député a très bien exposé la vision qui sous-tend ce budget, et je veux y donner suite.

Il s'agit d'un budget historique, présenté par la première femme ministre des Finances du Canada. Je suis fière parce que je perçois la fine touche de la vice-première ministre dans ce budget. Je peux voir sa pensée et sa vision, parce que c'est un budget clair, logique, visionnaire. Il s'articule autour de trois thèmes, comme le veut la logique de tout exercice budgétaire. C'est un budget axé sur la population. Il s'agit de protéger la population, le premier thème; d'appuyer la population, le deuxième thème; et d'investir à long terme dans la population, le troisième et dernier thème.

Nous faisons face à la plus grande catastrophe humaine et économique mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, et je pense qu'il ne faut jamais l'oublier. Il ne s'agit pas d'une crise causée par une erreur humaine ou une erreur économique commise par d'autres. Elle est causée par un virus qui est actuellement en plein contrôle de notre destin. Je veux qu'on réfléchisse à la nature de cette catastrophe, parce qu'on semble appuyer sur la gâchette assez rapidement en cette Chambre pour trouver des responsables à blâmer et pour demander pourquoi on ne maîtrise pas mieux le virus.

À l'exception de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de Taïwan, tous les pays sont actuellement aux prises avec une troisième vague de mutations du virus. En fait, le Canada s'en tire relativement bien. Nous entendons des craintes au sujet des déficits et des dépenses, etc. J'aimerais demander à mes collègues si nous aurions dû abandonner les Canadiens ou les provinces qui, en vertu de la Constitution, ont la capacité de fournir des soins de santé. Nous ne l'avons pas fait.

Nous avons investi 8 dollars sur 10 dans les provinces et dans les vaccins, donnant ainsi aux provinces ce dont elles ont besoin pour fournir des soins de santé, de l'équipement de protection individuelle, des tests, des services de dépistage, de retraçage et de surveillance, et nous veillons à ce que les principes de base de l'épidémiologie, c'est-à-dire le dépistage, le retraçage, la surveillance et l'isolement, au besoin, soient observés. Nous avons fourni aux provinces l'argent nécessaire pour faire tout cela. Toutefois, il est de leur devoir, en vertu de la Constitution, d'assurer la suite des choses.

Je tiens à répéter ce que le FMI a dit au sujet de notre intervention rapide, qui est le premier thème du budget. Parce que le gouvernement canadien a appliqué des politiques de santé publique fondées sur la science et les avis des experts et guidées par ceux-ci, nous avons été en mesure de gérer la première vague de la pandémie de façon très raisonnable.

Le budget

Les variants constituent le nœud du problème à l'heure actuelle. Tant que nous n'aurons pas aplani la courbe et que nous n'aurons pas éliminé la COVID, rien ne peut se produire: pas de développement économique, pas de redémarrage de l'économie, pas de transition et aucune capacité de planifier pour l'avenir. La première chose à faire, c'est de contenir le virus.

Comme le FMI l'a indiqué, au début de la pandémie, l'une des premières choses que nous avons faites, c'est financer les provinces à hauteur de 8 \$ sur 10 \$ pour qu'elles puissent offrir des soins de santé de la manière qu'elles jugent la plus appropriée dans la province et leur région. À bien des égards, nous avons constaté que les mesures sont différentes d'une province à l'autre. Certaines s'en sont bien tirées, notamment les provinces de l'Atlantique, mais d'autres moins. Les approches diffèrent parce que ce sont les provinces qui décident de la façon d'offrir les soins sur leur territoire. Il est important de le rappeler. Le gouvernement fédéral ne peut pas soudainement dicter aux provinces ce qu'elles doivent faire.

Voilà pour la première partie, soit les mesures qui visent à protéger les Canadiens, ce que nous avons fait avec brio. Selon le FMI, le Canada est l'un des pays qui s'en sont extrêmement bien tirés en s'appuyant sur les données scientifiques et l'avis des spécialistes.

Je pourrais dire que nous investissons 40 milliards de dollars dans telle mesure et 3 milliards de dollars sur deux ans dans une autre, mais j'espère que les députés ont lu le budget et qu'ils savent donc où nous investissons et pour quelles raisons.

J'aimerais parler brièvement de la vision derrière ce budget. Ce qu'il faut retenir, c'est que nous avons fait des efforts, et nous continuons d'en faire, pour aplanir la courbe. La deuxième partie du budget vise à soutenir la population canadienne, y compris les travailleurs, les familles, les aînés et les plus vulnérables de la société, et à aider les entreprises à se maintenir à flot. Il s'agit d'aider les Canadiens à survivre et à composer avec la situation, ainsi qu'à offrir du soutien aux entreprises pour qu'elles puissent non pas prendre leur essor, car personne n'y arrivera avant la fin de la pandémie, mais du moins se maintenir à flot.

• (1230)

Lorsque le temps viendra et que nous serons prêts à aller de l'avant et à rebâtir une nouvelle économie, les petites entreprises seront prêtes à se lancer. C'est pourquoi nous avons prévu de mettre en place le supplément salarial et le supplément au loyer pour les personnes qui ont perdu leur emploi. C'est pourquoi nous avons prévu aussi d'augmenter les congés de maladie. C'est ainsi que nous avons tenu compte des personnes vulnérables de notre société, dont le sort nous a été révélé par la COVID.

Il y a toutes les femmes qui ont dû quitter leur emploi. Elles n'ont pas perdu leur emploi. Elles ont dû le quitter parce qu'elles devaient rester à la maison et s'occuper de leurs enfants. Il y a tous les travailleurs à faible revenu, qui occupent des emplois risqués et précaires, dont beaucoup à temps plein, qui n'ont toujours pas les moyens de joindre les deux bouts. La pandémie a extrêmement bien mis en lumière la situation de ces personnes vulnérables.

Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles nous cherchons maintenant une façon de les aider grâce à un salaire minimum de 15 \$. Évidemment, nous aidons les travailleurs, non pas seulement les familles, mais aussi les travailleurs célibataires, à utiliser les mesures fiscales grâce auxquelles ils pourront se maintenir la tête hors de l'eau. Nous avons aidé les aînés en leur donnant de l'argent. Nous cherchons des moyens de continuer à les aider en

augmentant la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de plus de 75 ans et en leur accordant un montant unique de 500 \$.

Nous nous penchons sur la question du logement, non seulement pour aider les entreprises, mais aussi les gens et les familles, à payer leur loyer. Nous cherchons des moyens d'investir dans une initiative pour la création rapide de logements pour aider les sans-abri et les personnes qui ont été déplacées. Nous avons investi dans les banques alimentaires pour aider les gens à manger et à nourrir leur famille.

C'est l'objectif de ce budget. Il s'agit de continuer à fournir de l'aide jusqu'à ce que nous nous débarrassions de la COVID, afin d'aider les gens à survivre et à s'en sortir, et de permettre aux entreprises de se maintenir à flot, pour que le moment venu, elles puissent reprendre leur élan.

La troisième partie du budget, qui est visionnaire, est celle où je vois la touche de la ministre des Finances. Il y est question d'avenir. Il s'agit de bâtir un avenir résilient.

Ce ne sera pas notre dernière pandémie. Nous ne savons pas ce qui va se passer. D'autres catastrophes se produiront. Nous devons nous préparer pour le moment où elles auront lieu, et non pas nous effondrer comme nous l'avons fait sur les plans économique et social. Nous devons être capables d'être assez résilients pour contrer ce qui pourrait nous frapper. C'est ce que prévoit la troisième partie du budget, c'est-à-dire à bâtir pour l'avenir.

Une chose est importante dans ce budget, c'est que nous apprenons qu'il y a des gens qui sont passés entre les mailles du filet et qu'il va falloir les aider. Ce budget vise à bâtir une nouvelle infrastructure sociale pour que les gens ne tombent pas une fois de plus entre les mailles du filet. Nous nous occupons des gens qui sont tombés et de ceux qui tombent.

Nous nous occupons des jeunes et des aînés, nous les aidons à survivre et à aller de l'avant.

Le secteur et les industries du tourisme se sont effondrés. Nous voulons les garder à flot pour qu'ils puissent rebondir. Nous leur donnons de l'argent pour faire du marketing et de la reconstruction.

Nous ne cherchons pas seulement à donner aux petites entreprises l'aide dont elles ont besoin pour redémarrer et reconstruire, nous voulons aussi les aider à entrer dans une nouvelle ère.

La nouvelle ère économique que nous allons édifier sera fondée sur l'économie post-industrielle. J'ai écouté de nombreux forums internationaux, comme ceux qui se tiennent en Europe, parler d'une reprise post-industrielle. Ce ne sera pas la même vieille rengaine. Nous devons examiner la façon dont nous investissons dans la nouvelle économie. Les Européens se plaignent du fait que l'automatisation a commencé à tuer le secteur industriel, et l'Europe a d'énormes secteurs industriels.

Nous cherchons des moyens de bâtir une nouvelle économie. Nous examinons les connaissances scientifiques et l'innovation. Nous cherchons à exploiter nos océans. Nous avons de la chance, nous sommes entourés de trois océans. Comment entrer dans cette économie bleue?

Le budget

Comment utiliser nos océans pour produire des aliments et des protéines à faibles émissions de gaz à effet de serre avec des sources d'aliments renouvelables? On ne trouve pas que du poisson dans les océans. Nous allons voir comment développer cela. Cependant, je dois dire que je suis très heureuse de voir que ma province, la Colombie-Britannique, a reçu beaucoup d'aide pour les saumons. Ils sont en train de mourir, et nous avons reçu assez d'argent pour reconstituer cette ressource très spéciale.

N'oublions pas que nous reconnaissons que la nouvelle économie devra faire appel aux jeunes qui n'ont actuellement pas d'emploi. Nous les avons gardés à flot grâce à des emplois d'été et à toutes sortes d'autres aides, mais nous essayons maintenant de mettre l'accent sur les jeunes pour qu'ils puissent obtenir leur premier emploi et suivre la formation dont ils ont besoin...

• (1235)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons passer aux questions et observations.

Le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon a la parole.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, la députée de Vancouver-Centre a beaucoup parlé de toutes les choses dont le gouvernement s'occupe. Il y a toutefois un aspect dont il ne tient pas compte: les acheteurs d'une première maison. Je reconnais que le gouvernement fédéral a injecté de l'argent frais dans le logement, mais il ne s'attaque pas aux problèmes économiques structurels que vivent les jeunes acheteurs.

Je pense à ces jeunes professionnels fraîchement diplômés de l'Université de la Colombie-Britannique ou de l'Université Simon-Fraser, qui ont suivi toutes les règles pour améliorer leur sort et qui ont toujours fait tout ce qu'ils devaient faire. Ils se retrouvent aujourd'hui à payer un loyer de 3 000 \$ par mois pour un appartement minable à Vancouver.

Ces jeunes professionnels indépendants d'esprit ne veulent pas vivre dans des logements sociaux; ils veulent pouvoir accéder à la propriété. Ce n'est pas ce que leur offre l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Sous le gouvernement actuel, qui a reconnu que le système avantage les acheteurs étrangers...

• (1240)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je donne à la députée de Vancouver-Centre l'occasion de répondre.

La députée a la parole.

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, je pense que le député oublie que, en 2017, après que la stratégie sur le logement a été vidée de sa substance, le gouvernement a investi 40 milliards de dollars sur 10 ans dans le logement. Depuis, nous avons injecté d'autres fonds. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a réintégré le secteur du logement après en avoir été retirée par le gouvernement conservateur.

Nous avons tiré un trait sur le passé pour soutenir les prêts hypothécaires afin d'aider les jeunes et les acheteurs d'une première maison. C'est ce qui se passe en ce moment. Les mesures aident les jeunes à décrocher des emplois dans des provinces où la situation est très difficile, comme en Colombie-Britannique. J'ajouterais que le FMI a notamment souligné le fait que des emplois sont créés: c'est dans le secteur des industries de hautes technologies, qui déploient des technologies novatrices, qu'on a vu une hausse du nombre d'emplois en Colombie-Britannique au dernier trimestre.

[Français]

Mme Caroline Desbiens (Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue la députée de Vancouver-Centre de son allocution.

J'en profite à mon tour pour saluer le premier budget qui a été déposé par une femme à la Chambre. Il faut le souligner chaque fois qu'une femme prend la parole pour la première fois à ce sujet. J'aimerais donc saluer la ministre des Finances pour cet exploit.

J'aimerais que la députée nous dise si elle conçoit une différence entre les dépenses des aînés qui ont de 65 à 74 ans et celles des aînés de 75 ans et plus.

A-t-on établi deux catégories d'aînés en considérant que leurs dépenses sont différentes?

[Traduction]

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, ce budget ne vise pas seulement à aider les personnes vulnérables. Il vise aussi à reconnaître les secteurs où ces mesures de soutien sont les mieux utilisées à l'heure actuelle. Selon les statistiques, 10 % des personnes âgées de plus de 75 ans sont actuellement sur le marché du travail. La plupart d'entre elles souffrent de problèmes de santé à long terme et ont donc vraiment besoin de ce soutien supplémentaire maintenant.

On a montré qu'environ 35 % de la cohorte des 65 à 74 ans travaillent et gagnent leur vie. Ils arrivent à vivre et ils ont une certaine capacité de subvenir à leurs besoins. À l'heure actuelle, nous appuyons un groupe très vulnérable.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, tout comme la députée, j'ai été très heureuse de constater l'engagement du gouvernement à l'égard des garderies. Je pense que ce sera essentiel pour la prospérité des femmes après la COVID-19 et pour la reprise de notre économie. Toutefois, ce que je n'ai pas vu dans ce budget, c'est quoi que ce soit au sujet de l'assurance-médicaments. Même si les libéraux ont fait campagne sur cette question en 2019 et que le discours du Trône parle d'assurance-médicaments, le budget ne prévoit rien à cet égard.

Comment pouvons-nous croire qu'il y aura vraiment des mesures concrètes en matière de garde d'enfants, alors que nous avons vu les promesses qui ont été faites sur un certain nombre de fronts ne pas être tenues et abandonnées lorsqu'elles sont devenues gênantes pour le gouvernement?

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, je crois que la députée ne veut pas reconnaître que l'assurance-médicaments et la garde d'enfants sont de compétence provinciale. Pour en arriver là où nous en étions sous Paul Martin, nous avons négocié un programme complet de garde d'enfants et d'éducation préscolaire avec toutes les provinces.

Nous avons aussi négocié l'accord de Kelowna, et nous avons commencé à travailler à une stratégie d'assurance-médicaments avec les provinces à ce moment-là. Ensuite, bien sûr...

• (1245)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons reprendre le débat.

Le député de Saskatoon—University a la parole.

M. Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole aujourd'hui.

Le budget

Il y a des siècles, alors qu'une localité était aux prises avec un terrible fléau, un homme s'est présenté portant un manteau multicolore. Il prétendait pouvoir se débarrasser des rats responsables de la peste. Les habitants de la localité ont décidé d'accepter son offre. Lorsque la peste a pris fin, le joueur de flûte, revêtu d'un nouveau costume — je suppose qu'il aimait beaucoup se déguiser —, est revenu avec un chapeau rouge vif. Il a attiré les enfants hors de la ville, et on n'a plus jamais entendu parler d'eux.

C'est une histoire tragique, mais il y a certains parallèles à faire avec ce qui se passe dans notre pays. Je suis très préoccupé par ce budget et par ce qu'il signifie pour l'avenir des enfants.

Je suis né dans les années 1970 et j'ai fréquenté l'Université de la Saskatchewan à partir de 1996. Certaines des leçons que j'ai tirées de mes études universitaires et de ma vie en Saskatchewan sont révélatrices, et d'autres sont des leçons que nous avons apprises dans les années 1980 et 1990 au sujet des problèmes des gouvernements qui vivent au-dessus de leurs moyens et de ce que cela entraîne.

Je crois que nous nous dirigeons vers un retour aux années 1990. Nous savons que les taux d'intérêt vont grimper et que cette hausse poussera les gouvernements fédéraux à apporter des changements. Dans les années 1990, les libéraux ont sabré les paiements de transfert aux provinces et les provinces ont transféré ces compressions aux institutions, comme l'Université de la Saskatchewan que je fréquentais à l'époque.

J'ai vu les dégâts causés par ces compressions sur les installations. Il y a eu des compressions dans le système d'éducation et les soins de santé de ma province et c'est entièrement la faute des gouvernements qui ont vécu au-dessus de leurs moyens alors que les taux d'intérêt étaient bas. Dès qu'ils ont commencé à remonter, la crise a frappé et la facture de carte de crédit devait être réglée.

Ce gouvernement libéral a réduit les paiements de transfert. Le gouvernement provincial de la Saskatchewan a alors sabré le financement de l'Université de la Saskatchewan où j'étudiais. Un exemple des conséquences de la réduction des transferts qui a vraiment retenu mon attention est que les installations de l'université que je fréquentais tombaient en ruine. En raison de la nature frugale de la Saskatchewan, nous nous sommes contentés de ce que nous avions.

Je me rappelle très bien avoir passé un examen final dans le gymnase. Ce n'était pas un vrai gymnase, mais plutôt un hangar de la Seconde Guerre mondiale qui avait été déplacé sur le campus. En fait, il n'y avait pas seulement un hangar de la Seconde Guerre mondiale. L'Université en avait placé un deuxième au-dessus du premier. C'est là que j'ai passé un examen un matin avant que l'édifice soit condamné plus tard dans la journée. Il était prêt à s'écouler. Le gouvernement fédéral avait réduit les budgets. La facture de carte de crédit devait être réglée.

Malheureusement, les libéraux n'ont rien retenu de ces dures leçons. De plus en plus de Canadiens s'en rendent maintenant compte: une fois que les taux d'intérêt vont grimper, nous savons ce qui va se passer en raison de la réalité financière de notre pays et de ce que les libéraux ont fait en imprimant de l'argent.

Un grand nombre de pays et de sociétés ont jugé bon d'imprimer de l'argent pour payer leurs factures, mais nous savons malheureusement comment cela a fini mal pour les gouvernements et encore plus mal pour les citoyens. Ce résultat sera l'inflation. L'inflation

suivra de près le plan actuel des libéraux et causera des changements dans les taux d'intérêt. Ces derniers grimperont, ce qui obligera malheureusement les futurs gouvernements à prendre la décision, comme les libéraux dans les années 1990, de réduire les transferts aux provinces, de couper les services et d'augmenter les impôts.

Voilà pourquoi je ne peux pas appuyer ce budget. Ce budget comprend beaucoup de dépenses nouvelles et structurelles qui nous obligeront à creuser encore plus le déficit structurel. Je suis le ministre du cabinet fantôme pour la famille, les enfants et le développement social et le programme national de garderies s'inscrit dans mes fonctions. Je suis très préoccupé par la direction dans laquelle ce budget nous mènera sur le plan financier.

Si le budget fantaisiste des libéraux se concrétise, différentes projections montrent que nous dépenserons 8,3 milliards de dollars pour la garde d'enfants d'ici 2026. Ils racontent la même histoire depuis 30 ans.

● (1250)

En 2026, même avec les taux d'intérêt actuels, nous paierons 39 milliards de dollars en service de la dette. Quel genre d'avenir préparons-nous aux enfants à qui il reviendra apparemment de payer le programme de garderies du gouvernement? Le problème avec ce que les libéraux proposent est pire, à mon avis, parce qu'il limite le choix des familles. Nous devrions croire qu'elles font les bons choix. Nous devrions permettre aux parents de prendre ces décisions en les y aidant, qu'ils optent pour une garderie réglementée, un parent qui aide ou quelqu'un d'autre qui s'occupe de leurs enfants. Je crains fort que ce programme ne voie jamais le jour.

Le problème dans ce budget, c'est que pas le moindre sou ne va aux provinces en transferts directs pour les soins de santé. Les provinces sont aujourd'hui à genoux. Pas une n'affiche d'excédent. Si une province devait dépenser un dollar de plus pour s'acquitter de ses responsabilités, car il s'agit d'une responsabilité provinciale, elle ne le dépenserait pas dans des garderies aujourd'hui. Parce que nous sommes en pleine pandémie, il irait aux soins de santé, et à juste titre. Aucune province ne sera prête à renoncer à fournir des soins de santé dont nous avons besoin pour démarrer un programme national avec les libéraux fédéraux. C'est très difficile à imaginer, et c'est pourquoi ce programme ne s'est pas matérialisé dans la trentaine d'années au cours desquelles les libéraux ont promis cette chimère.

En revanche, j'aimerais mentionner les dépenses dans le centre VIDO à Saskatoon. J'ai dû batailler 12 mois pour finalement obtenir ces fonds. Ce centre a été le premier au monde à isoler la COVID-19. Des scientifiques de réputation mondiale y travaillent sur ces problèmes. Il a dû attendre les consultations budgétaires et 12 mois pour obtenir ces fonds, ce qui est anormal.

Le budget

Beaucoup de choses sont anormales dans ce budget. Il y a des aides que les conservateurs ont soutenues pour que nous puissions faire face à la pandémie. Nous devons être là pour les personnes qui n'arrivent pas à faire vivre leur famille parce que les restrictions imposées par le gouvernement les empêchent de travailler. Nous avons soutenu les programmes d'aide à court terme. Cependant, avec le déficit structurel ainsi créé, et celui qui existait déjà avant la pandémie, nous préparons à nos enfants un avenir bien plus sombre que le nôtre. J'ai des réticences à dépenser aujourd'hui la richesse des générations futures, avec les conséquences que cela a. Nous parlons des pressions financières que suscitera l'inflation. Dans quelles dépenses le gouvernement libéral taillera-t-il quand il faudra payer la carte de crédit du déficit structurel? Ce n'est pas une façon de diriger un pays, et j'espère que plus de Canadiens se réveilleront de cette illusion qui laisse présager un avenir plus sombre pour notre pays et pour ses générations futures.

J'aurais aimé que ce budget repose davantage sur la réalité. Le fait est que la capacité financière de notre pays va être mise à mal, comme dans les années 1990, et je redoute les coupes qui viendront le jour où il faudra payer la facture. Les Canadiens comptent sur nous. Nous devons être là pendant la pandémie pour les programmes d'aide à court terme, mais nous devons revenir à l'équilibre.

Pour revenir au conte du *Joueur de flûte de Hamelin*, à la fin de l'histoire, l'homme voulait enlever à la ville son or ou ses enfants. Il est important de ne pas dresser trop de parallèles avec la situation actuelle. Premièrement, il faut se rappeler que le joueur de flûte a réussi à mettre fin à l'épidémie, mais que ce qu'il souhaitait réellement, c'était voler l'or de la ville ou l'avenir de ses enfants, mais pas les deux en même temps.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, un à un, les conservateurs déplorent la dette et le déficit. C'est un dialogue important que nous devons tenir. Je comprends cela. C'est nécessaire, puisqu'une somme d'argent importante est en jeu. Toutefois, les conservateurs ne précisent pas ce qu'ils retireraient du budget. Si le député n'est pas convaincu que le montant de la dette est approprié, qu'il dise à combien il la limiterait. Par exemple, s'il veut réduire la dette de moitié, qu'il dise ce qu'il retrancherait du budget.

Le député pourrait-il préciser quelles compressions il effectuerait? Si les conservateurs veulent réduire les dépenses budgétaires, qu'ils nous disent ce qu'ils élimineraient au juste dans le budget plutôt que de se plaindre du total.

• (1255)

M. Corey Tochor: Madame la Présidente, j'espère que le député croit ses propres paroles, à savoir que nous devons revenir un jour à l'équilibre. Gonfler le solde de la carte de crédit ne fera qu'aggraver notre situation, et nous aurons des choix terribles à faire en tant que pays lorsque les taux d'intérêt augmenteront. Je ne peux accepter que le député dise que nous sommes en bonne posture et que ces dépenses supplémentaires vont apaiser les inquiétudes que nous avons dans notre pays au sujet des déficits budgétaires ou d'un déficit structurel. L'orientation que prend le gouvernement prive les générations futures de tellement de possibilités.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, le gouvernement refuse de répondre à la demande unanime du Québec et des provinces canadiennes d'augmenter les transferts en santé de manière permanente à 35 % par année.

Des transferts permanents sont un moyen d'investir à long terme pour aider les gens sur les plans tant de la santé que de l'économie et de l'emploi, ce qui aura un effet sur la capacité de se loger, de se nourrir, de s'habiller et ainsi de suite.

La question que j'adresse à mon très estimé collègue est la suivante: est-il conscient qu'en votant contre les transferts en santé, hier soir, son parti est incohérent et manque de vision à long terme concernant les effets positifs de ces transferts sur l'économie?

[Traduction]

M. Corey Tochor: Madame la Présidente, le débat d'hier soir était important. Nous devons nous rappeler, si nous parlons des amendements du Bloc, qu'ils ont supprimé toute référence à la responsabilité financière. Nous devons vivre dans la réalité plutôt que dans ce monde imaginaire où nous pouvons simplement continuer à dépenser sans que des problèmes nous tombent dessus.

Je crois que nous devons aider les provinces. Ce sont elles qui sont en première ligne de cette pandémie. Elles réclament les vaccins que le gouvernement n'a pas réussi à fournir en janvier et en février, ce qui a entraîné une troisième vague qui accable le Canada. Pendant ce temps, pas très loin de nous, au sud, les libertés reviennent. Les villes reviennent à la vie. C'est l'incapacité du gouvernement libéral fédéral à obtenir des vaccins qui...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée d'Edmonton Strathcona a la parole.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, en parcourant le budget, je me suis demandé pourquoi je n'y trouvais pas l'aide pour les provinces des Prairies que je voulais y voir. Le député sait que l'Alberta traversait une période très difficile avant la pandémie et que nous sommes confrontés à un problème de chômage. Je n'ai pas vu d'engagement à diversifier notre économie ni à faire en sorte qu'il y ait des possibilités d'emploi tournées vers l'avenir pour les Albertains et toutes les provinces des Prairies.

Quels investissements le député aurait-il voulu voir dans les provinces des Prairies pour garantir qu'elles aient la chance d'avoir des emplois et une économie dynamique à l'avenir?

M. Corey Tochor: Madame la Présidente, la députée a raison de dire que l'Alberta et la Saskatchewan ont été ignorées, et cela ne m'étonne pas. Au cours des six dernières années, ma région a été maltraitée. Elle a reçu le mauvais bout du bâton de la part du gouvernement libéral. Si nous voulons relancer notre économie, nous devons avoir des pipelines. Nous devons acheminer nos ressources vers les marchés. Nous devons bâtir l'économie de demain sans...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup a la parole.

• (1300)

[Français]

M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC): Madame la Présidente, nous discutons aujourd'hui du budget fédéral de 2021. Il s'agit du premier budget présenté par les libéraux depuis deux ans.

Je dois dire que ce n'est malheureusement pas de bon augure pour les générations futures. En plus de dépenses sans budget d'environ 400 milliards de dollars au cours de la dernière année, on retrouve 150 autres milliards de dollars à l'encre rouge pour l'année à venir. Qui plus est, si tout va bien dans cinq ans, le gouvernement projette, pour 2025-2026, un déficit plus modeste de 31 milliards de dollars. Selon les dires de Radio-Canada lundi, ce serait presque l'équilibre budgétaire.

On ne connaît vraiment plus la valeur de l'argent, on a perdu le nord entre 1 \$ et 1 milliard de dollars. Nous sommes très loin de la rigueur fiscale que les libéraux ont connue sous Jean Chrétien, et même de celle promise par les libéraux de l'actuel premier ministre, qui s'attendait, comme chef du Parti libéral en 2015, à faire trois petits déficits de 10 milliards de dollars, suivis d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2019. Ne l'oublions pas.

Je peux évidemment comprendre que la pandémie ait entraîné la nécessité d'offrir des programmes d'aide ponctuels pour traverser la crise, ce que nous avons appuyé, et même cherché à améliorer de nombreuses fois au cours de la dernière année. Or, cela ne peut pas expliquer cette orgie de dépenses, ces 101 milliards de dollars en nouvelles dépenses qui ne sont pas toutes liées à la pandémie et qui, une fois en place, sont là pour rester. Un programme gouvernemental, c'est ce qui ressemble le plus à la vie éternelle sur Terre: c'est une chose qui n'existe pas.

Pire encore, nous avons appris que le budget, présenté lundi à la Chambre des communes, était déjà désuet le lendemain. En effet, le premier ministre est allé dire que l'augmentation des transferts en santé, réclamée haut et fort par les provinces et par les partis de l'opposition, aurait lieu immédiatement après la pandémie; soit le premier ministre croit que la pandémie va durer jusqu'en 2025, soit il n'a pas intégré dans ses dépenses l'augmentation des transferts en santé. Des sommes seront donc inévitablement ajoutées au déficit après la pandémie.

Nous souhaitons également, de notre côté, donner suite à la demande faite par les premiers ministres provinciaux. Cela se ferait idéalement sans condition, parce que les services de santé relèvent entièrement de la compétence provinciale. Le seul problème, c'est que les sommes demandées ne sont aucunement mentionnées dans le budget.

Ce budget est une brique de 864 pages, un brouillon que le gouvernement a mis deux ans à publier. Il a été présenté il y a moins de 48 heures, il n'est même pas encore voté, et on sait déjà que les chiffres des cinq prochaines années vont devoir être modifiés parce que le gouvernement n'a pas eu la présence d'esprit de prévoir un montant pour les transferts en santé.

J'ai l'impression que bien d'autres montants devront être ajoutés ou modifiés à la suite de la grogne des aînés de 65 ans à 74 ans, qui ont appris que l'augmentation annoncée pour la Sécurité de la vieillesse ne s'appliquait qu'aux 75 ans et plus. On parle ici d'une mesure visant à rehausser la pension de 10 % l'année prochaine, mais également à offrir un chèque de 500 \$ cette année, tout juste

Le budget

avant les élections. En effet, la probabilité que des élections soient déclenchées au mois d'août est élevée.

Dans ma circonscription, cette question a soulevé un tollé, notamment auprès de Mme Bélanger, de Saint-Jean-Port-Joli; de M. Fortin, de Saint-Aubert; de Mme Plourde, de Notre-Dame-du-Portage; de Mme Petit, de Rivière-du-Loup; et de M. Saint Pierre, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Ces personnes et plusieurs autres m'ont appelé depuis le dépôt du budget, car elles sont vraiment fâchées.

La mesure discriminatoire envers les jeunes aînés, dont je ferai bientôt partie, a fait sursauter les gens de la Fédération de l'âge d'or du Québec, la FADOQ, et d'autres regroupements de personnes âgées au pays. Je ne serais pas surpris que le gouvernement doive éventuellement corriger le tir en augmentant également la pension des gens de 65 ans à 74 ans. Le montant de 12 milliards de dollars pourrait donc potentiellement atteindre de 24 milliards à 30 milliards de dollars. Encore une fois, les projections incluses dans le budget sont désuètes.

On ne se retrouve pas non plus, dans le budget, avec davantage de sommes pour le troisième lien à Québec ou pour le prolongement de l'autoroute 20 vers Rimouski. Si le gouvernement est à ce point prêt à s'endetter et à faire perdurer les déficits pour encore des années ou des décennies afin de stimuler l'économie, il pourrait au moins bâtir quelque chose pour les générations futures, qui pourraient en faire usage.

Nous avons aussi eu à faire des déficits sous le gouvernement Harper. On se souvient que des déficits ont été nécessaires lors de la crise de 2008-2009. Cependant, les sommes ont alors servi en grande partie à soutenir nos communautés en bâtissant et en renouvelant des infrastructures, qui allaient servir et qui servent toujours aux Canadiens.

Dans 10 ou 20 ans, quel aura été le legs des libéraux permettant de justifier tous ces milliards de dollars empruntés?

• (1305)

À la suite de la présentation du budget, on peut faire un constat troublant: d'ici à 2022-2023, les déficits cumulatifs du gouvernement libéral, en place depuis 2015, auront dépassé la somme colossale de 662 milliards de dollars. C'est plus que les 630 milliards de dollars de la dette totale accumulée par tous les autres premiers ministres canadiens depuis la Confédération. En l'espace de huit ans, la dette a doublé. C'est incroyable et cela n'a pas de bon sens.

Est-ce que le PIB du Canada aura doublé en huit ans? Est-ce que le salaire de tous les Canadiens aura doublé en huit ans? La réponse est évidemment non. Les libéraux n'ont rien compris.

Malgré que le gouvernement libéral gère très mal les programmes qui sont sous sa gouverne, il cherche à se lancer de nouveau dans les garderies, ce qui a été annoncé depuis belle lurette, mais qui n'a jamais été fait.

Je n'ai rien contre les garderies. Le manque de places en garderie est un problème auquel plusieurs jeunes mères de ma circonscription sont confrontées. Or les services de garde, tout comme la santé, relèvent du gouvernement provincial.

Le budget

Je suis certain que les deux élus de ma circonscription font tout leur possible pour améliorer l'accès à ces services en ces temps difficiles. Au Québec, nous avons fait le choix politique de mettre en place l'accès universel au service de garde subventionné, et nous le payons au moyen de l'impôt provincial. Comme chacun le sait, rien n'est gratuit. Il s'agit d'un choix de société. Les Québécois se sont engagés à payer plus d'impôt pour soutenir les jeunes familles.

J'aimerais souligner que, au Québec, un particulier paie 15 % d'impôt sur la première tranche de 45 000 \$, alors qu'en Colombie-Britannique, un particulier paie seulement 5 % d'impôt provincial pour une tranche de revenu semblable de 42 000 \$. Dans la tranche suivante, celle de 84 000 \$, un Québécois paie 20 % de son salaire à Québec, alors qu'un résident de la Colombie-Britannique paie seulement 7,7 % de son salaire à Victoria. Il s'agit d'une différence de 10 % à 12 %, ce qui est énorme.

Je pose la question au gouvernement: pourquoi les Québécois devraient-ils assumer 23 % de la nouvelle dette? On doit admettre que les 30 milliards de dollars que les libéraux prévoient investir dans les garderies seront entièrement financés par les déficits. Le Québec a déjà un programme de garderie. Cela fait que l'on paierait en double, par l'entremise de nos impôts, et ce, chaque année. Comme les libéraux ne peuvent s'empêcher d'agir en fédéralistes centralisateurs, on peut également s'attendre à ce que tout transfert ou toute somme compensatoire soit assujéti à des conditions qu'Ottawa voudra imposer.

De toute évidence, les libéraux actuels sont loin d'être les bons gestionnaires de fonds publics qu'ils étaient à l'époque de Jean Chrétien ou de Paul Martin. Qui aurait cru qu'un député conservateur allait dire cela un jour? Je n'ai d'autre choix que d'avouer que certains libéraux ont déjà bien géré le pays.

Il s'agit d'une grande brochure électorale de 864 pages qui ne vise pas à remettre le pays sur des bases solides pour assurer son avenir, mais qui vise plutôt à déclencher des élections et à promettre quelque chose à tout le monde. Les Canadiens, et surtout les jeunes qui auront à payer tout cela, ne sont pas dupes de cette tentative d'acheter les Canadiens, avec leur propre argent, pour obtenir leur vote.

Il y a deux jours, j'ai été estomaqué par le budget libéral, et je le suis encore. Depuis deux jours, je reçois d'innombrables appels, courriels et textos. Les gens de ma circonscription ne comprennent pas pourquoi le gouvernement a choisi de faire des déficits aussi importants. Ces déficits ont été faits avant la fameuse pandémie. M. Trudeau n'a pas respecté sa promesse. C'est la première chose qu'il faut...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je rappelle à l'honorable député qu'il ne faut pas nommer les députés actuellement en fonction.

M. Bernard Généreux: Madame la Présidente, je suis désolé, cela m'a échappé.

Je disais donc que les gens de ma circonscription ne comprennent pas la politique de déficit de l'actuel premier ministre. Ce sont nos enfants et nos petits-enfants qui devront le payer.

Le premier ministre a déjà dit que le budget allait s'équilibrer tout seul, ce qui est incroyable. Un budget ne s'équilibre pas tout seul, il faut travailler pour que cela arrive.

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, tout comme mes collègues féminines, je tiens à souli-

gner qu'il s'agit du premier budget déposé par une femme. J'en suis heureuse, car cela a permis de briser le plafond de verre.

J'étais très contente de la présentation du député, car j'avais l'impression que nous comptions dans nos rangs un député bloquiste de plus. En effet, son point de vue est identique à celui du Bloc québécois pour ce qui est des transferts en santé et de la situation des aînés de 65 ans et plus.

Mon collègue est-il conscient qu'en votant contre les transferts en santé, hier soir, le Parti conservateur a été incohérent et a manqué de vision à long terme concernant l'impact positif de ces transferts sur l'économie? Je me suis permis de paraphraser ma collègue de Beauport—Limoilou.

● (1310)

M. Bernard Généreux: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question.

Je suis d'accord que le fait que ce budget ait été présenté par la première femme ministre des Finances au Canada représente un très grand pas pour le Canada et l'ensemble des femmes canadiennes.

Cela dit, il est certain que nous, les conservateurs, sommes d'accord sur le fait que les transferts en santé doivent être versés sans condition et bonifiés. Nous sommes également d'accord avec le fait qu'il ne doit pas y avoir deux classes d'aînés, ceux âgés de 65 à 74 ans et ceux âgés de 75 ans et plus: c'est totalement irrationnel.

Cependant, c'est parce que les bloquistes avaient inscrit dans leur sous-amendement la possibilité de dépenser à tout va et sans égard à la responsabilité financière que les conservateurs ont voté contre. On a beau promettre la lune, on sait très bien qu'on ne pourra jamais la livrer.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. Je vais aller dans le sens de ses préoccupations quant à un possible équilibre budgétaire.

Nous, au NPD, au lieu de ne regarder que les dépenses et les investissements nécessaires, nous constatons que ce programme contient certaines de nos idées, notamment un programme de services de garde universel et abordable.

Or, il faut aussi regarder la colonne des revenus, ce que les conservateurs font rarement. Mon collègue serait-il d'accord que les géants du Web paient leurs impôts et qu'il y ait un impôt sur la fortune et sur les profits excessifs, comme ceux d'Amazon?

M. Bernard Généreux: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Nous avons toujours été d'accord avec la notion que les gens qui font des affaires au Canada paient les impôts qu'ils doivent. Ce principe est bon pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Mon collègue a raison de dire que, en comptabilité, il y a une colonne de gauche et une colonne de droite. Le problème avec les libéraux, c'est qu'ils ne s'attardent qu'aux dépenses, pas aux revenus. Dans ce budget, on ne parle pas de revenus et on se retrouve avec seulement des dépenses, mais aussi des déficits puisqu'on n'a justement pas assez de revenus pour équilibrer le budget.

Le budget

C'est malheureux. Le gouvernement libéral ne fera pas de compressions, mais il devra prendre des décisions responsables à un moment donné pour s'assurer de revenir à un équilibre budgétaire, ce qui n'apparaît nulle part dans les 664 pages de ce budget.

M. René Arseneault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais saluer mon collègue, qui a siégé avec moi pendant cinq ans au Comité permanent des langues officielles. Nous avons passé du bon temps et de bons moments et nous avons fait de bonnes choses.

Je l'entends parler de ses inquiétudes quant à l'exagération du budget. Sans vouloir décocher de flèche partisane, c'est le propre des conservateurs de sans cesse parler de coupes budgétaires. Souvenons-nous qu'en 2015, les conservateurs voulaient augmenter l'âge de la retraite ou du début du versement de la pension de la Sécurité de la vieillesse. Aujourd'hui, ils s'offusquent que le gouvernement ait augmenté cette pension pour une partie de nos aînés, soit ceux âgés de 75 ans et plus.

Notre budget représente une solution gagnante parce que nous avons réussi à protéger l'économie au Canada comparativement à bien d'autres pays de la planète. Ce budget prévoit les 10 à 20 prochaines années en investissant dans l'infrastructure sociale et dans l'infrastructure au sens littéral.

J'aimerais entendre mon collègue nous parler de coupes budgétaires. Pendant cette pandémie, pour l'année en cours, quelles coupes ferait-il et où? Selon lui, où les coupes les plus brillantes devraient-elles se faire?

M. Bernard Généreux: Madame la Présidente, j'aime bien mon collègue, car il est bien coquin et il essaie de me faire dire des choses que je ne dirai absolument pas.

Nous, les conservateurs, ne parlerons jamais de coupes. Nous parlerons plutôt de responsabilité fiscale et budgétaire. Je pense qu'il y a une très grande différence entre les deux. Au rythme auquel les libéraux fonctionnent à l'heure actuelle et pour encore les prochaines années, on ne peut pas éternellement continuer ainsi.

Je rappelle encore une fois que le premier ministre avait dit en 2015 qu'on n'aurait que trois petits déficits de 10 milliards de dollars. Or, la réalité, c'est que les libéraux ont eu un déficit de 80 milliards de dollars.

● (1315)

[Traduction]

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Richmond Hill.

C'est un honneur absolu pour moi d'intervenir à la Chambre aujourd'hui pour parler au nom des résidents de ma circonscription, Davenport. Je suis vraiment fière de parler de ce budget historique. J'ai tellement de choses à dire que je ne crois pas que j'aurai suffisamment de temps pour ce faire.

J'aimerais dire, pour commencer, que la troisième vague de la COVID est en train de déferler sur ma circonscription située dans le secteur ouest du centre-ville de Toronto, comme elle est en train de déferler sur de nombreux autres secteurs de la région du Grand Toronto. Dans ma circonscription, Davenport, quatre codes postaux sont considérés comme des endroits critiques en ce qui concerne les cas de COVID. Je voudrais en particulier rendre hommage à tous les travailleurs essentiels de ma circonscription, qui travaillent jour

et nuit depuis plus d'un an déjà pour nous sauver et nous garder en bonne santé. Je tiens à remercier tous ceux qui travaillent, jusqu'à l'épuisement, dans un hôpital ou un établissement de soins de longue durée pour assurer la sécurité des gens.

Je tiens également à remercier vivement tous ceux qui assurent notre approvisionnement alimentaire et qui nous soignent. Je remercie ceux qui travaillent dans les épiceries, dans les services d'alimentation, dans les usines et à la TTC, ainsi que pour nos comités. Je suis consciente qu'ils s'exposent chaque jour à de nouveaux risques, avec les variants, et je les en remercie sincèrement.

La pandémie nous a durement touchés non seulement sur le plan sanitaire, mais aussi sur le plan économique. La récession provoquée par la COVID-19 est la plus soudaine et la plus grave depuis la Grande Dépression. Certains prétendent que notre gouvernement en fait trop en présentant un budget ambitieux qui prévoit d'investir plus de 100 milliards de dollars sur trois ans. Ce que je veux dire, et je sais que notre vice-première ministre et ministre des Finances l'a fait remarquer, c'est que nous avons tiré des leçons de la dernière récession. Il nous a fallu plus de 10 ans pour retrouver les niveaux d'emploi que nous avions auparavant. Nous en avons tiré des leçons. Nous n'allons pas refaire la même erreur dans le budget fédéral de 2021. L'inaction a un coût économique et humain beaucoup trop élevé.

Les députés ont entendu beaucoup de discours jusqu'à présent, et je suis sûre qu'ils ont compris que le budget 2021 comporte trois grands thèmes: venir à bout de la COVID, sortir de la récession et construire un avenir meilleur. Je vais dire quelques mots sur les deux premiers et m'attarderai davantage sur le troisième, c'est-à-dire comment reconstruire le Canada en mieux.

Pour ce qui est du premier thème, venir à bout de la COVID, force est de constater qu'avec la troisième vague qui nous frappe, nous n'en sommes toujours pas venus à bout. Pour y parvenir, le gouvernement fédéral doit continuer de faire ce qu'il faut pour assurer la sécurité, la santé et le soutien économique des Canadiens. Le budget fédéral 2021 prévoit de prolonger le versement des prestations et des aides aux travailleurs. Nous prolongeons la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer jusqu'au 25 septembre et la Prestation canadienne de relance économique pendant encore 12 semaines, et nous maintenons les règles assouplies de l'assurance-emploi pendant encore un an, jusqu'à l'automne 2022. Certaines de ces mesures d'aide vont diminuer pendant l'été car nous nous attendons à une reprise de notre économie. Je sais que les travailleurs et les entreprises de Davenport peuvent désormais compter sur ces mesures de soutien et sur un gouvernement qui sera toujours là pour les aider en cas de besoin.

Le budget

En ce qui concerne les vaccins, je suis très fière de la façon dont le gouvernement libéral fédéral a agi rapidement au début de la pandémie. Nous avons obtenu des contrats prévoyant plus de doses par rapport à la population que tout autre pays, et pour davantage de vaccins candidats. Notre campagne de vaccination se classe maintenant au troisième rang des pays du G20, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni seulement. Environ 24 à 25 % de notre population ont reçu leur première dose. Nous investissons beaucoup pour rebâtir notre propre capacité nationale de production de vaccins. Dans le budget de 2021, nous proposons plus de 2 milliards de dollars de plus à cette fin, parce que nous savons qu'il y a un risque très élevé que nous ayons besoin de doses de rappel et peut-être même de vaccins modifiés dans l'avenir et nous voulons pouvoir produire ces vaccins ici, au Canada.

Ensuite, j'aimerais parler un peu de la façon de nous sortir de la récession causée par la COVID. Nous savons que de nombreux secteurs ont été dévastés de façon disproportionnée par la pandémie, comme le tourisme, les arts et la culture, ainsi que l'industrie du transport aérien, entre autres. Nous savons également que les petites et moyennes entreprises ont été grandement touchées. Il suffit de marcher le long de nos rues principales pour constater les ravages dans ce secteur. Dans le budget de 2021, nous offrons beaucoup de soutien à nos petites et moyennes entreprises pour les aider à adopter des technologies numériques et à se moderniser dans ce domaine, à réembaucher des travailleurs mis à pied et à en embaucher de nouveaux. Nous leur octroyons un financement spécial qui les aidera à se préparer encore mieux à relever les défis et à profiter des possibilités de l'économie dans l'avenir.

• (1320)

En ce qui concerne le soutien supplémentaire pour bon nombre des industries les plus durement touchées, j'ai parlé du tourisme, des festivals et des événements spéciaux. Beaucoup d'événements spéciaux sont tenus dans ma propre collectivité. Nous organisons un festival de l'humour de très grande envergure et de nombreux festivals multiethniques, et je sais que le soutien supplémentaire de 1 milliard de dollars que nous avons prévu dans le budget de 2021 leur sera très utile.

Je tiens à saluer tout particulièrement la communauté artistique et culturelle de ma circonscription, Davenport. Elle apporte une contribution énorme, dynamique et percutante non seulement à notre collectivité, mais aussi à notre ville et à notre pays. Nous avons également prévu 1 milliard de dollars de plus pour soutenir le secteur des arts et de la culture.

Je vais consacrer le reste de mon temps de parole à expliquer comment nous allons reconstruire, mais en mieux. Il y a tellement de choses dont j'aimerais parler, mais je vais manquer de temps. Je ferai donc de mon mieux pour couvrir les éléments les plus importants pour les citoyens de ma circonscription, Davenport.

Tout d'abord, il y a le programme national de garderies. Beaucoup de gens pensent que le centre-ville, le quartier situé à l'ouest de Toronto, est très riche. Or, la majorité des gens de ma circonscription sont de la classe ouvrière. De nombreuses familles qui travaillent ont de la difficulté à payer les frais de garderie les plus élevés au pays. L'adoption, dans le budget de 2021, d'un programme national de garderies changera la situation du tout au tout pour eux. Selon moi, c'est la meilleure chose que nous pouvons faire pour relancer l'économie et la placer sur de solides bases pour l'avenir. Ce programme permettra d'augmenter la participation à la vie active, ce qui entraînera une hausse du produit intérieur brut. Le fait d'in-

vestir dans nos enfants et la pleine participation à la vie active sera crucial pour assurer la réussite du Canada dans l'économie numérique et du savoir. Évidemment, un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de qualité offrira le meilleur départ possible pour nos enfants. Nous favorisons leur réussite dès leur jeune âge.

Je veux maintenant parler des énormes investissements que nous faisons dans la relance verte et du fait que nous doublons et triplons les efforts déployés pour lutter contre les changements climatiques. Je peux affirmer aux députés que la lettre envoyée le plus fréquemment par les résidents de Davenport concerne, mis à part les sujets liés à la COVID, la nécessité de poursuivre notre quête urgente pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, tandis que nous relançons notre économie et stimulons sa croissance. Dans notre budget, nous prévoyons des investissements supplémentaires de 18 milliards de dollars pour nous permettre de réduire nos émissions de 40 % à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030. Notre budget indique plutôt 36 %. Cependant, le premier ministre a annoncé ce matin que nous allions augmenter notre cible ambitieuse pour réduire nos émissions de carbone de 40 % à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030.

Nous avons mis en place un plan d'action. Il y a quelques semaines, Mark Carney a déclaré que le Canada est le premier pays, parmi ceux du G7, à avoir une politique climatique suffisamment sérieuse pour changer les choses. Nous prenons au sérieux la relance écologique et la cible de carboneutralité, et le plan solide dont nous disposons va nous permettre de réaliser ces objectifs, d'autant plus que le présent budget prévoit les ressources nécessaires à cette fin.

Côté main-d'œuvre, nous allons augmenter considérablement l'Allocation canadienne pour les travailleurs et rehausser le salaire minimum fédéral. Cette immense promesse qu'a faite le gouvernement est particulièrement importante pour les résidents de Davenport. Nous prolongeons également les prestations de maladie de l'assurance-emploi, qui passent de 15 à 26 semaines. Il s'agit d'une initiative réclamée par de nombreux intervenants, collectivités et organismes à but non lucratif. Cette mesure va changer la donne pour les personnes gravement malades qui ne veulent pas avoir à penser à prendre soin d'elles-mêmes ou à faire un choix entre prendre soin d'elles-mêmes ou se nourrir.

Des sommes considérables sont investies dans les aînés, les normes de soins de longue durée et la hausse de la Sécurité de la vieillesse pour les plus de 75 ans. Nous avons également investi massivement dans les jeunes, ce dont je suis vraiment fière. Nous voulons nous assurer qu'ils ne sont pas une génération perdue. En outre, plus de 18 milliards de dollars sont prévus pour financer la réconciliation avec les peuples autochtones et redresser les torts passés et présents.

Je terminerai en disant que nous avons investi beaucoup d'argent dans les travailleurs migrants et l'immigration. Il s'agit d'un sujet qui me tient à cœur, car je pense que la réussite économique du Canada dépend d'une excellente politique d'immigration.

• (1325)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. La députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke a la parole.

Le budget

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, toute cette pénible épreuve nous a appris à quel point il est important d'être autosuffisant en matière de production de médicaments, autant du côté de la recherche que du développement.

Lorsque Pierre Trudeau était premier ministre, il a modifié la Loi sur les brevets et les pharmaceutiques ont quitté le pays. C'était le premier exode des cerveaux au pays dans le secteur médical. L'actuel premier ministre, lui, a apporté des changements au contrôle des prix. Il resserre les contrôles et crée des conditions qui découragent les pharmaceutiques de venir s'établir au pays ou qui incitent celles qui sont déjà ici à partir.

Quels sont les autres changements qui seront apportés? Le gouvernement pense régler le problème avec plus de dépenses, mais quels changements compte-t-il apporter pour attirer et retenir au Canada les sociétés pharmaceutiques qui font de la recherche et du développement?

Mme Julie Dzerowicz: Madame la Présidente, je suis heureuse de voir la députée à la Chambre et de constater qu'elle est en santé et en sécurité.

Lorsque nous avons réalisé que nous n'avions pas la capacité de produire les vaccins dont nous avons besoin, nous avons immédiatement réagi afin de collaborer avec les fabricants et avec la communauté scientifique dans le but d'amener la capacité de production au pays au niveau requis.

Je suis très fière des investissements que nous avons faits, pas seulement l'année dernière, mais aussi cette année au moyen du budget, pour que la capacité de biofabrication au pays soit mise à niveau afin que, d'ici la fin de l'année, le Canada soit autosuffisant en vue de la production des doses de rappel et de la production éventuelle de vaccins canadiens.

L'information relative à bon nombre des règles et règlements visant à maintenir une solide industrie de biofabrication sera présentée bientôt. Nous y travaillons et il est important de prendre les bonnes décisions pour la suite des choses.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NDP): Madame la Présidente, ma question porte sur le fait que le budget de cette année ne fait pas une priorité du logement autochtone.

C'est dans les communautés autochtones que les taux de contamination à la COVID-19 ont été parmi les plus élevés, notamment parce que la négligence dont le gouvernement fédéral fait preuve depuis des décennies y a causé une véritable crise du logement.

Cette crise est bien réelle et elle nécessite des investissements de la part du fédéral. Pourquoi le budget libéral ne prévoit-il pas la création d'une stratégie sur le logement élaborée par et pour les peuples autochtones?

Mme Julie Dzerowicz: Madame la Présidente, je remercie la députée de défendre avec autant d'ardeur les peuples autochtones et le dossier du logement autochtone.

Le gouvernement tient sincèrement à la réconciliation avec les peuples autochtones, et c'est l'une des choses dont je suis le plus fière. Il a notamment l'intention de réduire l'écart entre eux et les non-Autochtones. Depuis que nous avons été élus, nous avons consacré passablement d'argent aux dossiers autochtones — qu'il s'agisse des infrastructures, du logement, de la santé, de la gouver-

nance ou de l'entrepreneuriat —, et le budget prévoit 18 milliards de dollars de plus.

La grande urbaniste Jane Jacobs, qui nous a maintenant quittés, disait toujours que c'est en faisant des cadeaux à l'avenir que l'on peut corriger les torts du passé.

C'est exactement ce que nous faisons. Pas moins de 18 milliards de dollars serviront à combler les écarts dans de nombreux domaines, dont le logement et les infrastructures, en plus de favoriser la réconciliation. Je suis fière de ces investissements. Nous n'aurons de cesse que tous les écarts actuels soient comblés.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, c'est un honneur de prendre la parole afin de répondre à la députée de Davenport.

Comme je me suis levée à 5 heures du matin, heure de la Colombie-Britannique, afin d'assister au sommet de Biden sur le climat, je suis en mesure d'informer les députés que le Canada est officiellement en retard. Le gouvernement des États-Unis a annoncé que, d'ici 2030, il réduira les émissions de 50 % par rapport au niveau de l'année 2005. L'objectif annoncé par le premier ministre du Canada est beaucoup moins ambitieux.

J'aimerais savoir si mon amie de Davenport, qui préconise un revenu de base et dont le projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-273, propose un revenu de base garanti, a été comme moi déçue de constater, à la lecture du budget, qu'on ne se dirigeait pas vers l'introduction d'un revenu minimum garanti.

• (1330)

Mme Julie Dzerowicz: Madame la Présidente, je remercie la députée de défendre de manière aussi formidable les causes que sont les changements climatiques et l'environnement, ainsi que le revenu annuel garanti.

Pour ce qui est du revenu annuel garanti, je suis déçue, bien sûr. À vrai dire, je crois que cela me motive encore davantage à continuer de défendre cette cause. Je dois dire, cependant...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat.

Le député de Richmond Hill a la parole.

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, c'est un honneur et une joie de participer au débat sur ce budget historique. Soulignons d'abord qu'une page d'histoire est en train de s'écrire: ma collègue, la ministre des Finances, est la première femme à présenter un budget dans cette enceinte, un budget qui montre aux jeunes femmes et aux jeunes filles du pays que lorsque les femmes sont à la barre, il y a du changement dans les politiques. Il s'agit d'un moment fort, qui n'est pas seulement symbolique. Il renforce notre détermination à appuyer les femmes et les jeunes, de même qu'à protéger l'environnement partout au pays.

Le budget

Nous savons que trouver des services de garde abordables, pour continuer à travailler pendant la pandémie, a été un véritable casse-tête pour les familles avec de jeunes enfants. Les femmes sont l'épine dorsale du pays, et la pandémie nous a montré combien elles sont résilientes. Le gouvernement épaulera les femmes de ma circonscription et celles d'ailleurs au pays en affectant jusqu'à 30 milliards de dollars sur cinq ans à la création d'un système pancanadien d'éducation préscolaire et de garde d'enfants de haute qualité, abordable, accessible et inclusif en plus d'un financement annuel permanent record de 8,3 milliards de dollars. Cette mesure améliorera directement la vie de plus de 10 000 familles dans ma circonscription, Richmond Hill. Cet investissement est un pas dans l'élimination des obstacles auxquels sont confrontées les femmes et les jeunes familles. Il s'agit d'un plan pour relancer l'économie, accroître la participation des femmes au marché du travail et permettre à chaque enfant au Canada de partir du bon pied dans la vie.

Qu'on ne s'y trompe pas, le gouvernement a la ferme intention de soutenir les femmes, les familles avec de jeunes enfants ainsi que la réconciliation avec les Premières Nations, les Métis et les peuples autochtones. Le gouvernement libéral investira plus de 6 milliards de dollars dans les infrastructures des communautés autochtones, ainsi que 2,2 milliards de dollars pour aider à mettre un terme à la tragédie des femmes et des filles autochtones portées disparues ou assassinées.

Par ailleurs, la pandémie a eu des répercussions sur les jeunes et les étudiants d'un océan à l'autre. Le gouvernement tient à soutenir les générations futures de notre pays, un pays qui compte une grande variété d'étudiants doués, dont ceux de Richmond Hill, qui seront un jour médecins, techniciens, enseignants et même députés à la Chambre des communes. Notre budget aidera les étudiants de partout au pays.

Au cours de la dernière année, beaucoup d'étudiants nous ont dit avoir du mal à trouver du travail et à composer avec le fardeau de leurs dettes d'études. Nous tenons à ce que la pandémie ne sabote pas leurs perspectives d'avenir. Pour soutenir les étudiants, le budget propose donc d'investir plus de 5,7 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les jeunes Canadiens à continuer et à terminer leurs études et pour créer 215 000 nouvelles possibilités de perfectionnement des compétences et d'expériences de travail. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a exempté d'intérêts le délai de grâce de six mois suivant la fin des études. Nous allons suspendre pendant un an l'accumulation des intérêts sur les prêts étudiants et améliorer le régime de remboursement afin qu'aucun étudiant dont le revenu annuel est inférieur à 40 000 \$ n'ait à faire de versements pour le remboursement de ses prêts étudiants fédéraux.

De plus, le gouvernement croit que les jeunes sont les leaders de demain, mais aussi d'aujourd'hui. C'est pourquoi, dans le cadre de ce budget, nous allons doubler le Programme canadien de bourses aux étudiants, ce qui aidera davantage les 580 000 étudiants qui ont besoin des prêts étudiants. Dans les faits, cette aide couvrira 90 % des frais de scolarité de premier cycle moyens au Canada pour les étudiants à faible revenu. Il est essentiel de fournir aux jeunes les outils et les ressources dont ils ont besoin pour réussir, et c'est exactement ce que le gouvernement compte faire.

Par ailleurs, comme je milite moi-même pour la protection de l'environnement, je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui reconnaît l'existence des changements climatiques. Nous avons le devoir de protéger notre planète dans l'intérêt de nos enfants. Dans cette Chambre, j'ai déjà dit à quel point il est important pour moi de

léguer une planète encore habitable à mes enfants. Ce budget tient compte de la nécessité d'investir dans des initiatives vertes. C'est pourquoi nous proposons un investissement sans précédent de 5 milliards de dollars sur sept ans dans le Fonds d'accélération de la carboneutralité. Grâce à ce financement, qui s'ajoute aux 3 milliards de dollars que nous avons annoncés en décembre, le Fonds d'accélération de la carboneutralité aidera encore plus d'entreprises à investir dans des mesures qui leur permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en prenant de l'expansion.

● (1335)

Le gouvernement accélérera la transition du Canada vers la carboneutralité en misant sur l'innovation, les projets d'énergie propre, la hausse de la capacité de production de technologies carboneutres et l'augmentation des investissements dans les technologies liées à l'énergie propre.

C'est une transition que les Canadiens, notamment les membres du conseil environnemental de ma collectivité, réclament depuis longtemps. Ces investissements dans les énergies vertes aideront des entreprises comme Tavo Industries, qui fabrique des produits écologiques, et des organisations comme Greenbrain Inc., qui promeut la préservation et la durabilité environnementale, à prospérer. Je suis très fier que ces deux entités se trouvent dans ma circonscription.

De plus, le budget prévoit jusqu'à 8 milliards de dollars pour soutenir les projets qui contribueront à réduire les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire canadien, dans tous les secteurs de notre économie.

Le gouvernement agit concrètement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de garantir un avenir pour nos jeunes et de préserver nos précieux écosystèmes d'un bout à l'autre du Canada, de la côte Ouest, en Colombie-Britannique, à la côte Nord, au Nunavut, jusqu'à la côte Est, en Nouvelle-Écosse.

Ce budget constitue un investissement pour une société plus saine et il nous permet de respecter la promesse que nous avons faite à nos jeunes: agir de manière urgente pour protéger notre planète. Le temps est venu d'agir pour préserver la santé et l'avenir de la Terre.

Enfin, le budget apportera aux Canadiens un soutien économique dont ils ont grand besoin. Les mesures dont j'ai parlé incluent la hausse du soutien aux familles ayant de jeunes enfants, la réduction de l'endettement des étudiants et des investissements dans un avenir plus propre. Surtout, le budget est un investissement dans les ressources en santé mentale qui sont nécessaires alors que nous tournons la page sur la pandémie.

Le budget comprend plusieurs mesures notables qui portent sur les facteurs sociaux et économiques de la santé mentale. Dans son budget de 2021, le gouvernement propose d'accorder un financement de 45 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2021-2022, à Santé Canada et à l'Agence de la santé publique du Canada pour l'élaboration de normes nationales en matière de santé mentale en collaboration avec les provinces et les territoires, des organismes de santé et des intervenants clés. La pandémie a fait des ravages chez les Canadiens, les étudiants, les aînés et les travailleurs de première ligne. Nous les remercions tous. La santé mentale des Canadiens est tout aussi importante que leur santé physique.

Plus tôt cette année, le gouvernement a annoncé le portail Espace mieux-être Canada et le financement du service Jeunesse, J'écoute, que nous prévoyons prolonger. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les problèmes existants en matière de santé mentale pour les Canadiens et a augmenté le nombre de Canadiens en crise.

Faciliter l'accès aux services de santé mentale aura des avantages considérables pour les Canadiens et contribuera à sauver des vies. La santé mentale des Canadiens est importante.

En conclusion, le budget établit notre promesse et notre engagement à bâtir un Canada plus inclusif, à terminer la lutte contre la COVID-19 et à guérir les blessures laissées par la récession causée par la COVID-19. Il s'agit de créer plus d'emplois et de prospérité pour les Canadiens dans les jours et les décennies à venir.

Si la COVID-19 nous a appris quelque chose, c'est que nous sommes tous dans le même bateau. Le Canada va bien lorsque tous les Canadiens peuvent participer à la croissance économique et joindre les deux bouts. Les Canadiens méritent un gouvernement qui fera passer leurs besoins et leurs intérêts en premier, qui soutient les femmes, qui se réconcilie avec les peuples autochtones, qui soutient l'avenir des jeunes, qui donne suite au caractère urgent des changements climatiques et qui soutient la santé mentale des Canadiens.

C'est exactement ce que fait le gouvernement dans le budget. C'est un budget pour le Canada et pour tous les Canadiens. Des jours meilleurs nous attendent.

• (1340)

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Madame la Présidente, le député a eu raison de dire qu'il s'agit d'un budget historique, et ce, pour de nombreuses raisons. L'une de ces raisons est qu'il s'agit du plus grand déficit de l'histoire du Canada et qu'il pousse notre dette encore plus profondément dans l'abîme. Compte tenu du grand nombre d'engagements de dépenses dans les années futures, je me demande si le député est prêt à faire une prévision à moyen ou même à long terme pour nous donner une idée du moment où le gouvernement devrait commencer à faire preuve d'une certaine forme de restriction budgétaire.

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, pendant cette période, le gouvernement a été confronté à un grand défi en ce qui concerne la COVID-19. Nous avons fait en sorte que toutes les mesures soient en place pour aider tous les Canadiens à traverser cette période difficile. Naturellement, en ces temps difficiles, des décisions difficiles doivent être prises, et nous avons pris ces décisions difficiles. Nous avons veillé à ce que la gamme de vaccins la plus diversifiée soit à notre disposition. Nous avons fait des investissements dans l'environnement, dans les garderies, dans l'environnement, dans la jeunesse et dans les petites entreprises. Ces investissements font en sorte que les Canadiens restent...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de Trois-Rivières a la parole.

[Français]

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Richmond Hill de sa présentation.

Je reviens sur les services de garde. On sait que le Québec est un précurseur dans les services de garde, lancés par Mme Pauline Marois. Elle aussi avait brisé le plafond de verre, tout comme la mi-

Le budget

nistre des Finances aujourd'hui. Les femmes font donc de la politique autrement.

Puisque le Québec a déjà ses services de garde, les libéraux accepteront-ils de le compenser sans condition?

[Traduction]

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, c'est formidable que le Québec ait fait preuve de leadership. Je suis sûr que nous bénéficierons de ce leadership pour assurer le succès du programme. Nous sommes dans le même bateau, comme je l'ai dit, et nous sommes reconnaissants du leadership dont a fait preuve le Québec. Nous nous engageons à travailler avec le Québec pour faire en sorte que le financement disponible soit à l'avantage de la province dans d'autres domaines, comme le renforcement des capacités et les mesures incitatives pour que les éducateurs de la petite enfance soient formés et participent plus efficacement au programme.

M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD): Madame la Présidente, le député de Richmond Hill a raison lorsqu'il parle de l'importance des services de garde d'enfants. Cependant, en 2015, lorsque le NPD avait inclus dans son programme électoral des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour et un salaire minimum de 15 \$ l'heure, le premier ministre et son parti nous ont ridiculisés sur ces deux points. Si les libéraux avaient réellement présenté en 2015 le plan de garde d'enfants qu'ils ont présenté dans ce budget, il aurait été en place maintenant, six ans plus tard, au lieu de quelque chose dont les personnes qui sont touchées par la pandémie en ce moment ne bénéficieraient pas.

Les libéraux agiront-ils immédiatement pour mettre en œuvre le salaire minimum de 15 \$ l'heure? Le député pourrait-il me dire pourquoi le gouvernement a annoncé une réduction de 40 % des paiements liés à la pandémie dans le cadre de la Prestation canadienne de relance économique, réduction qui sera mise en œuvre prématurément, avant que la pandémie ne soit réellement terminée?

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, le député a posé trois questions différentes. L'une portait sur les services de garde d'enfants, et je suis heureux que le NPD et les libéraux s'entendent pour faire en sorte que ces services soient plus abordables. J'ai hâte d'obtenir l'appui de ce parti et du député à l'égard de notre budget.

• (1345)

M. Philip Lawrence (Northumberland—Peterborough-Sud, PCC): Madame la Présidente, c'est un plaisir d'intervenir à distance aujourd'hui à propos du premier budget déposé en plus de deux ans.

Avant toute chose, j'aimerais féliciter la ministre des Finances d'être la première femme à déposer un budget. Quelles que soient nos divergences d'opinions et nos convictions, il s'agit d'un pas important vers l'égalité, et je la félicite.

Je suis heureux que le gouvernement ait finalement déposé un budget, mais malheureusement, ce sera en gros le dernier de mes commentaires positifs. J'espérais que ce budget renferme des dispositions...

M. Tony Baldinelli: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement pour rappeler à mon collègue et bon ami qu'il allait aviser la Présidente de son intention de partager son temps de parole.

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, je suis heureux de partager mon temps de parole avec le fabuleux député de Niagara Falls.

Le budget

J'espérais que ce budget renferme des dispositions qui ouvrieraient la voie à la relance de l'économie. Malheureusement, le gouvernement a annoncé des dépenses records, mais il n'a pas présenté de plan de relance économique responsable. À juste titre, cela préoccupe mes concitoyens, car la dette qui sera contractée se fera véritablement sentir pendant des générations.

J'ai toujours considéré que les mesures temporaires mises en place pendant la pandémie étaient un pont vers des jours meilleurs, vers un avenir où les Canadiens pourraient reprendre leur vie normale, heureux de savoir que le Canada était protégé par un secteur privé florissant et un gouvernement qui les soutenait. Cependant, il semble de plus en plus que le gouvernement se contente de construire un pont vers nulle part, vers un avenir non pas d'abondance et de liberté, mais plutôt caractérisé par des pénuries créées par la dette.

Dans un rapport publié la semaine dernière, l'Institut C.D. Howe a mis en garde contre le fait que la stabilité budgétaire sera encore menacée par la perspective d'autres initiatives coûteuses récemment invoquées par le gouvernement fédéral. Le fait que le secteur privé se redresse par sa propre détermination, sa persévérance et son innovation ne semble pas dissuader le gouvernement de faire des dépenses records. Selon la RBC, si « l'amélioration des perspectives économiques a battu en brèche l'argument en faveur de mesures de relance [...], la propension du gouvernement à dépenser n'a toutefois probablement pas changé ».

Il est fort possible que la solution du gouvernement libéral fasse plus de mal que de bien. Dans un rapport récent, le Bureau du directeur parlementaire du budget fait remarquer que ce n'est pas un autre programme de relance qu'il faut maintenant. Il est probable que des mesures de relance temporaires de cette ampleur stimuleraient considérablement l'économie canadienne, mais elles creuseraient les déficits budgétaires et alourdiraient la dette fédérale à moyen et à long terme.

Aucune de ces dépenses n'est conditionnelle. Le gouvernement dépensera l'argent de toute façon, sans savoir ce qu'il en sera de l'économie dans trois à cinq ans. Le public est totalement et malheureusement insensibilisé à ces déficits colossaux. Il fut un temps où 30 milliards de dollars pour un seul programme, c'était beaucoup d'argent. On se disait qu'une telle somme provenant des recettes de l'État pouvait servir à renforcer notre filet de protection sociale, qui est important. Par exemple, en 2026, le gouvernement consacrerait 8,3 milliards aux garderies, mais 39 milliards au paiement des intérêts de la dette.

Cette année, l'État dépensera chaque jour 422 465 750 \$ de plus que ses recettes. Les nouvelles dettes fédérales coûtent plus de 100 \$ par jour à chaque Canadien. Pour une famille de quatre personnes, cela représente plus de 3 000 \$ par semaine en nouvelles dettes fédérales. Beaucoup de familles ne gagnent pas 3 000 \$ par semaine et peuvent encore moins absorber 3 000 \$ de nouvelles dettes fédérales par semaine.

Dans ses propres projections financières, le gouvernement dit que dans quatre ans, le ratio de la dette sur le PIB passera peut-être sous la barre des 50 %. Que c'est pratique de modéliser ainsi les objectifs à sa convenance! C'est presque aussi pratique que de fixer un objectif de vaccination qui, s'il est atteint, permettra peut-être au Canada de se classer parmi les 100 meilleurs pays. Selon la projection qui nous est présentée, nous ne devrions pas essayer d'atteindre un tel objectif, qui nous permettrait pourtant de retrouver un ratio n'ayant rien d'exceptionnel, et si nous essayons quand même d'at-

teindre cet objectif, nous risquons de ne pas y parvenir. Le problème dans tout cela, c'est que l'inattendu n'est même pas envisagé. Cependant, comme l'histoire nous l'a déjà enseigné, lors des attentats du 11 septembre 2001, de la grande crise financière et de la pandémie mondiale, il se produit presque toujours quelque chose d'inattendu.

Le premier ministre Harper a assaini nos finances après la crise de 2008, ce qui nous a permis de faire face à cette dernière crise, malgré cinq années de dépenses excessives. Le problème à présent est que nous ne serons pas en mesure de surmonter un autre choc économique important. Le prochain choc pourrait prendre différentes formes. Ce pourrait être un effondrement du marché immobilier, une escalade des tensions mondiales, une hausse de l'inflation ou des taux d'intérêt ou des effets dévastateurs des changements climatiques, parce que même si la Chambre s'est engagée à réduire nos émissions de gaz à effet de serre, la Chine continue d'augmenter considérablement les siennes.

Personne, pas même les amis millionnaires du premier ministre qui ont participé à la préparation de ce budget, ne sait quand le prochain choc pourrait se produire.

● (1350)

Que ferons-nous si ce choc se produit et que le ratio de la dette sur le PIB est supérieur à 50 % ou même juste en dessous de 50 %? Nous n'aurons tout simplement pas les moyens d'y faire face. Toutefois, nous aurons peut-être la chance extraordinaire de ne pas connaître de crise économique dans les 10 prochaines années. Peut-être que les taux d'intérêt resteront au plus bas, ce qui pourrait rendre tenable un ratio de la dette sur le PIB de 50 %. Même si c'était le cas, je continue de douter que le gouvernement puisse rester dans les limites de ses moyens.

Les meilleures prévisions sont généralement produites en étudiant le passé. Le gouvernement a été élu en 2015 sur la promesse de rééquilibrer le budget après avoir accumulé plusieurs tout petits déficits, puis il a annoncé qu'il maintiendrait des excédents pendant le reste de son mandat, ce qui n'est toutefois pas arrivé. Le budget ne s'est pas équilibré, en fait. Il aurait fallu pour cela apporter de modestes ajustements afin d'augmenter les recettes ou de réduire les dépenses, mais le gouvernement n'avait pas la capacité, la discipline ou la volonté nécessaire pour le faire.

Pour ramener le ratio de la dette sur le PIB à moins de 50 %, il faudrait réduire considérablement les dépenses publiques dans les prochaines années et prendre des décisions difficiles, y compris inévitablement mettre fin à beaucoup de programmes de soutien liés à la pandémie. Le gouvernement, qui n'a pas pu réduire les dépenses ou augmenter les recettes de plusieurs milliards de dollars avant la pandémie, nous dit maintenant qu'il réduira les dépenses non pas de plusieurs milliards, mais de centaines de milliards. Qu'on me permette d'en douter.

Dans son discours sur le budget, la ministre des Finances a plusieurs fois déclaré qu'avec son plan pour l'avenir, la croissance économique permettrait d'éponger la dette. En principe, je suis d'accord avec cette approche. La croissance économique est la meilleure et peut-être la seule voie pour nous aider à préserver l'emploi et à rembourser notre dette colossale. Cependant, ce budget ne permettra pas d'atteindre cet objectif déclaré. Il prévoit toujours un niveau de dépenses sans précédent et l'ingérence du gouvernement dans l'économie.

Plus de 2 000 ans d'histoire économique nous l'ont plus d'une fois prouvé, si le gouvernement peut créer un cadre pour soutenir les entreprises, il ne peut pas créer à lui seul de croissance économique. Que ce soit bien clair, seul le secteur privé, seuls les travailleurs canadiens, par leur persévérance, leur ténacité, leur conscience professionnelle et leur innovation, peuvent faire croître notre économie. Si le gouvernement ne peut pas créer de croissance économique, il peut certainement la freiner ou même l'arrêter en assommant le secteur privé avec une réglementation inutile et une fiscalité trop lourde.

La dette nationale de 1,4 billion de dollars prévue dans le budget risque de priver l'économie et les futures entreprises des capitaux dont elles auront besoin pour croître et prospérer. Le coût du service de cette dette obligera le gouvernement à alourdir le fardeau des travailleurs et à les priver de la possibilité d'investir dans notre économie.

Pourquoi, alors, le gouvernement présente-t-il un budget qui prévoit des mesures de relance inutiles et des dépenses massives? Le philosophe français Alexis de Tocqueville écrit que la démocratie vivra jusqu'au jour où les politiciens comprendront qu'ils peuvent acheter les gens avec leur propre argent. Il est évident pour moi que le gouvernement utilise le pouvoir d'un budget pour présenter un programme électoral, pas un plan de relance économique, en espérant acheter les voix des Canadiens avec l'argent qu'ils ont gagné à la sueur de leur front.

L'heure de vérité est arrivée. Il y a un seuil critique, si ce n'est pas dans ce budget, ce sera aux prochaines élections. Nous devons décider si nous faisons confiance aux Canadiens ou à un gouvernement fédéral qui prend de plus en plus d'ampleur. Croyons-nous dans la démocratie ou dans la bureaucratie? Croyons-nous dans la capacité des Canadiens de décider de leur destin ou dans un gouvernement centralisé qui ne cesse de croître et qui contrôle la vie des Canadiens?

• (1355)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, nous entendons de la belle rhétorique aujourd'hui. Au début de son intervention, le député a déclaré que Stephen Harper nous a sauvés de grandes difficultés parce qu'il a pris les décisions qu'il fallait pour favoriser la croissance économique que nous avons connue. Puis, plus loin dans son intervention, il a dit que le gouvernement ne pouvait pas créer de croissance économique. Au fond, il dit que tout le crédit revient à Stephen Harper si nous sommes capables de surmonter cette période, mais en même temps, que les gouvernements ne peuvent pas créer de croissance économique.

Le député peut-il m'expliquer pourquoi il pense que Stephen Harper y est parvenu, alors que les gouvernements en sont incapables en règle générale?

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, j'apprécie toujours la fougue et l'énergie du député, à défaut d'adhérer à ses idées. Je lui répéterais ce que j'ai dit lors de mon discours: oui, le gouvernement a définitivement un rôle à jouer. Son rôle est de créer un cadre favorisant une économie juste et équitable, mais c'est ultimement le rôle du secteur privé de stimuler la croissance. Dans certains cas, en fait dans de nombreux cas, le mieux que le gouvernement peut faire est de s'abstenir de nuire.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, l'honorable député a très bien expliqué le fort contraste qui se manifeste à la Chambre entre les idéologies à ten-

dance gauchiste des trois autres partis et la volonté des conservateurs du Canada de remettre le pays sur la bonne voie.

J'aimerais que le député nous parle plus en détail de l'évident scénario de l'endettement. Quand je parcours le budget, je vois non seulement la désastreuse situation budgétaire de notre pays, mais aussi la vraie stratégie de gestion de la dette du gouvernement, qui consiste à refinancer, refinancer et refinancer encore. Le député pourrait-il nous dire quelques mots à ce sujet?

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, la réalité est que la quantité de capitaux, d'argent, est limitée. Si les capitaux vont dans le secteur privé, nous obtiendrons des emplois et des recettes fiscales et nous pourrions réparer notre important filet de sécurité sociale. Si la dette s'accumule et qu'elle commence à siphonner les fonds du secteur privé, nous entrerons alors dans une spirale néfaste où il faudra hausser les impôts et réduire les services gouvernementaux, comme ce fut le cas à l'époque de Jean Chrétien.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, j'aime bien les propos de mon collègue sur cette idée de résilience: nos institutions doivent être prêtes pour amortir les futurs chocs qui pourraient survenir. Si la COVID-19 nous a appris une chose, c'est bien qu'il faut prévoir l'imprévisible et se préparer à d'éventuelles grandes catastrophes. Il est clair que si nous ne sommes pas prêts et que nous n'avons pas la capacité financière pour intervenir en cas de grande catastrophe, alors nous nous mettons en péril pour le futur.

Le député peut-il parler plus longuement de l'importance d'accroître la résilience, de ne pas supposer que tout va bien aller et de se préparer, sur le plan financier et sur d'autres plans, pour pouvoir affronter d'éventuelles difficultés à l'avenir?

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, je suis membre du Comité permanent des comptes publics. J'entends donc régulièrement la vérificatrice générale répéter que les gouvernements doivent être prêts à faire face à l'imprévu. Il faut savoir planifier. Ce n'est pas emballant d'investir ces sommes, mais si nous n'avons pas les ressources voulues pour agir, nous nous retrouverons en mauvaise posture.

Or, sous les libéraux, en période de disette comme en période d'abondance, ces ressources ont été dilapidées. Nous risquons donc de nous retrouver dans une position fort difficile lorsque la prochaine crise nous frappera. Voilà pourquoi il faut un plan pour garantir l'avenir.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Il reste assez de temps pour que le député de Nanaimo—Ladysmith pose une très brève question.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, l'économie des effets de retombée, avec des réductions d'impôt accordées aux grandes entreprises et aux mieux nantis, est en place depuis des dizaines d'années, mais elle n'a pas porté ses fruits. C'est en investissant dans des mesures de stimulation économique et en pourvoyant aux besoins des gens pour qu'ils puissent joindre les deux bouts que nous voyons des retombées sur l'économie. Cet argent est dépensé dans les collectivités et contribue à la croissance économique. Il aide les petites entreprises, il...

• (1400)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Northumberland—Peterborough-Sud a la parole pour faire une très brève observation.

Déclarations de députés

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, c'est inexact. Il suffit de penser au Venezuela, à l'Union soviétique et à Cuba pour en voir le résultat. Ce genre de politiques socialistes est source de pénurie et de pauvreté. Je suis pour l'abondance et la liberté, et pour...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux déclarations de députés. La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE JOUR DE LA TERRE

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, le 22 avril 1970, j'ai organisé, à l'école secondaire, une célébration à l'occasion du premier Jour de la Terre. Depuis 50 ans, le 22 avril, je souligne immanquablement le Jour de la Terre. Cette année, j'avoue que les vœux me restent un peu coincés dans la gorge. Si je souhaite une bonne journée à la Terre alors qu'elle est malmenée, exploitée et qu'elle est en train d'étouffer, comment réagit-elle?

Dans son ouvrage intitulé *Braiding Sweetgrass*, la brillante écrivaine autochtone Robin Wall Kimmerer affirme que notre société témoigne de la solitude de l'espèce humaine et de son éloignement du reste de la Création. Ses propos donnent toutefois de l'espoir. Elle a écrit ceci:

Même blessée, la Terre nourrit et abrite l'humanité et lui procure des moments d'émerveillement et de joie. J'opte pour la joie plutôt que le désespoir. Je ne refuse pas de voir la réalité, mais la joie que me procure la Terre au quotidien me pousse à redonner de la joie en retour.

Sur ce, célébrons tous le Jour de la Terre.

* * *

LE JOUR DE LA TERRE

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, aujourd'hui, les Canadiens d'un bout à l'autre de notre magnifique pays célèbrent le Jour de la Terre. Cette célébration s'inscrit dans un mouvement national de lutte contre le changement climatique, de conservation environnementale et de relance verte.

Le gouvernement croit que le changement climatique est bel et bien réel. Voilà pourquoi, le budget prévoit un investissement de 1 milliard de dollars dans le secteur des technologies propres. Dans ma circonscription, ce financement stimulera la croissance d'entreprises novatrices comme Greenbrain Inc. et LumeSmart qui se sont engagées à améliorer la situation de la planète et à préserver nos ressources.

Je suis fier de représenter la magnifique circonscription de Richmond Hill qui a été félicitée pour avoir planté près de 10 000 arbres en 2020.

Je profite également de l'occasion pour saluer les membres du conseil communautaire environnemental de Richmond Hill, des environnementalistes passionnés qui font valoir le bien-fondé des initiatives vertes.

Je suis également fier de faire partie d'un gouvernement qui prendra des mesures pour lutter contre le changement climatique. Nous devons tous collaborer à la préservation de notre merveilleuse planète, la Terre. Bonne Journée de la Terre!

LE BUDGET DE 2021

M. Kenny Chiu (Steveston—Richmond-Est, PCC): Madame la Présidente, lundi, à 287 millions de kilomètres d'ici, l'hélicoptère Ingenuity de la NASA a effectué un premier vol historique sur Mars. Le même jour, ici même à la Chambre, on a présenté au Canada un budget à l'idéologie partisane d'une ampleur historique.

L'hélicoptère Ingenuity a passé 39 secondes dans les airs. Pendant ce même laps de temps, la dette nationale du Canada s'est accrue de plus de 400 000 \$.

Les projets Perseverance et Ingenuity devraient coûter environ 2,7 milliards de dollars au cours de leur vie utile et représenteront un immense pas en avant en matière d'exploration et de recherche scientifique. Le budget de 2021, lui, ajoute plus d'un demi-billion de dollars au déficit qui s'accumule depuis 2016, ce qui représente un immense pas en arrière pour l'économie canadienne.

L'eau a disparu sur Mars il y a environ 3,8 milliards d'années. J'espère de tout cœur qu'il ne faudra pas aussi longtemps aux générations futures pour rembourser cette dette.

Je crois que nous devons agir de façon responsable...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Berthier—Maskinongé a la parole.

* * *

[Français]

LE JOUR DE LA TERRE

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, en ce Jour de la Terre, je veux saluer ceux qui l'entretiennent, qui la sèment, qui la récoltent et qui en vivent. Les agriculteurs ont un rôle fondamental à jouer dans l'occupation et la protection du territoire de nos régions, mais aussi dans leur avenir écologique.

Il y a un potentiel vert à la terre de chez nous, et le fédéral doit y contribuer. Il faut soutenir la souveraineté alimentaire du Québec. Sa nécessité a été démontrée par la pandémie, mais c'est aussi un choix écologique que d'avoir une agriculture de proximité avec des circuits courts.

Il faut profiter des énergies propres qui distinguent le Québec pour encourager les solutions de rechange au propane et au gaz. Il faut qu'Ottawa investisse massivement dans la recherche de solutions de rechange aux pesticides néonicotinoïdes, parce qu'on est rendu là, et il faut promouvoir l'étiquetage pour que les Québécois sachent exactement ce qu'ils mettent dans leur assiette et qu'ils puissent acheter local.

En ce Jour de la Terre, saluons les producteurs et travaillons tous ensemble à soutenir l'agriculture verte.

• (1405)

[Traduction]

LES SOINS DE LONGUE DURÉE

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, tous les Canadiens qui vivent dans des établissements de soins de longue durée méritent de vivre dans un lieu sûr et moderne. Malheureusement, la pandémie a démontré que, bien trop souvent, ce n'est tout simplement pas le cas. Dans la ville de Guelph seulement, 10 résidents d'établissements de soins de longue durée sont morts de complications liées à la COVID-19.

Tandis que nous pleurons leur perte, nous devons aussi veiller à ce que des tragédies évitables de ce genre ne se reproduisent plus jamais. C'est pourquoi je suis fier d'annoncer que vendredi, le gouvernement fédéral participera à hauteur de 80 % à un investissement de 1,8 million de dollars en partenariat avec le gouvernement provincial dans le but de moderniser les systèmes de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air et ainsi d'améliorer la qualité de l'air dans les établissements de soins de longue durée de Guelph, afin de les rendre plus sûrs pour les résidents et les travailleurs de la santé. Il ne s'agit là que d'un petit pas vers la résolution de la crise qui frappe notre système de soins de longue durée.

* * *

[Français]

LES ARTS ET LA CULTURE

Mme Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, le milieu des arts et de la culture a été l'un des premiers à devoir fermer ses portes et l'un de ceux qui tardent à pouvoir reprendre à plein régime.

Avec ses salles de spectacles dynamiques comme le Théâtre Granada et le Centre culturel de l'Université de Sherbrooke, avec ses festivals diversifiés et colorés comme la Fête du Lac des Nations et le Festival des traditions du monde de Sherbrooke, et surtout, avec son bassin riche en artisans et techniciens, Sherbrooke n'y échappe évidemment pas.

Dans le dépôt de son budget de 2021, lundi dernier, ma collègue la vice-première ministre et ministre des Finances a annoncé près de 800 millions de dollars, qui seront consacrés à la relance des festivals, des salles de spectacle, de la musique et plus encore. Il s'agit d'un financement clé, qui permettra d'encourager nos artistes, nos musiciens, nos producteurs culturels locaux.

Étant en communication constante avec les représentants des arts et de la culture de ma circonscription, je peux dire à la Chambre que Sherbrooke répondra présent pour la relance culturelle du Québec et du Canada.

* * *

[Traduction]

DES REMERCIEMENTS À L'INTENTION D'EMPLOYÉS

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, vous arrive-t-il de vous dire: « Je n'arrive pas à croire que je suis assis dans ce fauteuil et que je préside à la Chambre des communes au sein du gouvernement du Canada »?

La première fois que j'ai été élue députée de Yorkton—Melville, il se passait rarement une journée sans que je sois émerveillée par l'édifice du Centre alors que je gravissais rapidement la Colline afin d'arriver à temps pour participer aux débats de la Chambre et à la

Déclarations de députés

période des questions. J'ai parlé de mon émerveillement de débutante à l'un de mes chers collègues, qui m'a dit de ne jamais perdre ce sentiment d'admiration.

Aujourd'hui, je tiens à remercier ce qui est sans doute la meilleure équipe d'employés sur la Colline et dans mon bureau de circonscription. Je les admire autant que cette institution et je les remercie sincèrement. Cette année a été difficile. Ces employés se sont ennuyés de leurs proches, ont été malades, ont travaillé de la maison et ont été une source de réconfort et d'espoir lors d'une période très difficile pour des concitoyens qui ont été isolés, au chômage ou au travail 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour tenter de sauver l'entreprise dans laquelle ils se sont investis corps et âme.

Ces personnes se dépassent continuellement. Je tiens à remercier Kristen, Kathleen, Gail, David, Tristan et Wyzdom.

* * *

UNE ATHLÈTE DE LONDON

Mme Kate Young (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, j'aimerais prendre le temps de saluer une citoyenne de London: Maggie MacNeil. Cet été, Maggie représentera le Canada en participant pour la première fois aux Jeux olympiques, à Tokyo, en tant que membre de l'équipe canadienne de natation.

J'ai eu l'occasion de discuter avec Maggie au printemps dernier, après le début de la pandémie, alors que beaucoup de centres d'entraînement ont dû fermer, mais cela ne l'a pas empêchée de poursuivre son entraînement. Ses parents ont aménagé la piscine de la cour arrière de leur résidence, où Maggie a passé des mois à se perfectionner.

Ancienne nageuse du club de natation de London, Maggie a remporté la médaille d'or à l'épreuve du 100 mètres papillon aux championnats mondiaux de natation de la Fédération internationale de natation en 2019. Elle a alors non seulement battu la quadruple championne du monde en titre, mais aussi établi un nouveau record du Commonwealth, des Amériques et du Canada.

À 19 ans à peine, le talent, le travail acharné et la détermination de Maggie pavent la voie vers un avenir prometteur. J'invite les députés à se joindre à moi pour souhaiter à Maggie et à ses coéquipiers tout le succès voulu lorsqu'ils se rendront à Tokyo avec l'équipe canadienne.

* * *

LE PERSONNEL INFIRMIER DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL VICTORIA

M. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui je veux saluer les formidables professionnels de la santé de l'Hôpital général Victoria, dans Winnipeg-Sud.

Le mois dernier, j'ai été heureux d'organiser une rencontre en ligne avec le premier ministre et huit membres du personnel infirmier de l'hôpital. Ceux-ci nous ont fait part de leurs expériences pénibles aux premières lignes de la pandémie, des journées de travail longues et harassantes, des instants passés à tenir la main d'une personne âgée aux portes du trépas et le deuil qu'ils doivent faire des nombreux patients perdus. J'espère qu'en tant que collectivité et pays, nous n'oublions jamais les sacrifices infinis que les travailleurs de la santé ont consentis pour nous.

Déclarations de députés

Par leur caractère, leur force et leur courage, les formidables membres du personnel infirmier que nous avons rencontrés — Doris Dong, Tina Friesen, Doris Paquette, Emily McLeod, Katie Bryant, Milika Pillman, Cassandra Szczepanski et John Patrick Hernandez — incarnent la devise du Vic, un petit hôpital à la vision claire et au grand cœur. Notre collectivité est très reconnaissante de leur héroïsme.

* * *

• (1410)

LA SANTÉ

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, le Canada est en pleine troisième vague de COVID. N'eût été le manque catastrophique de leadership de la part du gouvernement, les choses auraient pu être différentes. Au début de la pandémie, le gouvernement a attendu qu'il soit trop tard avant de fermer les frontières, d'acheter de l'équipement de protection individuelle et de réserver des doses de vaccins.

En décembre, le premier ministre a eu l'audace d'affirmer que c'est grâce aux vaccins si le pays était en aussi bonne posture. S'il avait dit vrai, nous aurions réussi à faire comme d'autres pays et à éviter nous aussi la troisième vague. En réalité, à peine 2 % des Canadiens ont reçu leurs deux doses de vaccins, une proportion qui frôle 30 % aux États-Unis et 20 % au Royaume-Uni.

Après plus d'un an, on dirait que le plan du gouvernement se résume à deux choses: garder les Canadiens en confinement et les soudoyer avec leur propre argent. Les Canadiens méritent tellement mieux.

* * *

[Français]

LE SPORT ET LA RELANCE ACTIVE DU CANADA

M. Adam van Koevorden (Milton, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine le budget de 2021 a été annoncé. J'étais très heureux de voir que 80 millions de dollars ont été investis dans la relance active du Canada.

Toutefois, les fermetures des installations et les annulations forcées d'événements ont freiné la pratique d'activités physiques. Le sport a la capacité de rassembler les gens et de promouvoir l'équité des Canadiens de toutes origines. La communauté sportive est restée positive pendant la pandémie. Nous avons maintenant une occasion en or de reprendre le sport mieux que jamais en éliminant les obstacles à l'accès à l'activité physique, en stimulant la participation et en améliorant les programmes sportifs.

Quand il est sécuritaire de le faire, jouons toutes et tous un rôle actif dans la relance active du Canada.

* * *

LE PLAN CONSERVATEUR

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, alors que la pandémie fait des ravages humains et sociaux, les libéraux n'ont pas de plan. En fait, ils en ont un, celui de *loader* notre carte de crédit et d'endetter les générations futures jusqu'au cou.

Chez les conservateurs, nous avons un plan responsable pour créer une prospérité durable, en récupérant le million d'emplois perdus: mettre fin au copinage libéral avec les petits amis libéraux qui

se graissent la patte aux frais des contribuables, s'occuper enfin des problèmes de santé mentale avec les provinces avec un plan d'action, protéger la santé des gens en créant une réserve stratégique de produits essentiels et en renforçant notre capacité à fabriquer des vaccins ici, chez nous, et, enfin, veiller sur les générations futures avec des mesures responsables, en équilibrant le budget au cours de la prochaine décennie.

C'est simple, je dis non aux dérives libérales, et je dis oui à un plan responsable conservateur qui ne laissera aucun Canadien pour compte, aujourd'hui et demain.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui le Jour de la Terre. Tous les conservateurs savent à quel point la santé de notre planète est importante. Le chef du Parti conservateur a récemment annoncé notre plan pour protéger l'environnement. Ce plan exhaustif permettrait d'atteindre à peu près les mêmes cibles de réduction des émissions d'ici 2030 que le plan actuel du gouvernement. Cependant, notre plan créerait des emplois et stimulerait l'économie alors que le plan libéral détruirait des industries entières.

Notre plan réduirait les émissions industrielles en s'appuyant sur des ajustements à la frontière des prix du carbone pour lutter à armes égales avec les pays qui ont des normes moins strictes sur les émissions, comme la Chine. Notre plan miserait sur les technologies comme le captage et le stockage du carbone, un secteur où la Saskatchewan est un chef de file mondial. Nous encouragerions aussi le développement des petits réacteurs modulaires pour produire de l'électricité à zéro émission partout au pays. Notre plan reconnaîtrait également les pratiques durables de calibre mondial des secteurs forestiers et agricoles du Canada, et nous les mettrions à profit. Il ferait aussi en sorte que les producteurs aient accès à des crédits de carbone.

C'est le plan du Parti conservateur pour protéger l'environnement, nos emplois et notre avenir.

* * *

• (1415)

L'ENVIRONNEMENT

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPd): Monsieur le Président, depuis que les libéraux ont été élus, les émissions de gaz à effet de serre, au Canada, ont augmenté de 1 %, et nous sommes le seul pays du G7 à ne pas avoir atteint l'objectif de l'Accord de Paris.

Le jour même où il est entré en fonction, le président Biden a annulé le permis de l'oléoduc Keystone XL et, pendant ce temps, le premier ministre achetait un pipeline.

Aujourd'hui, en ce Jour de la Terre, Sa Sainteté le dalaï-lama et cent autres lauréats du prix Nobel réclament la fin de l'essor de l'extraction de pétrole et l'élimination progressive de sa production et demandent aux dirigeants du monde entier d'investir dans un plan de transformation en faveur des énergies propres.

Le Canada doit faire sa part. Il faut une mobilisation économique généralisée pour mettre en place un nouveau pacte vert, une relance verte et équitable, qui rende le Canada plus vert, plus durable, plus résilient et, au bout du compte, plus juste. Nous avons besoin d'une loi sur la transition équitable. Nous avons besoin d'une garantie d'emploi. Nous avons besoin d'une loi sur la responsabilité climatique. Le gouvernement doit faire respecter les droits des Autochtones. Si nous n'agissons pas maintenant, toutes les générations qui nous suivront en paieront le prix.

* * *

[Français]

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, en ce Jour de la Terre, il faut rappeler que non seulement les changements climatiques sont réels, mais ils ont déjà un impact majeur sur notre santé. Les conséquences ne sont pas lointaines, elles sont immédiates et elles touchent nos proches.

Les changements climatiques, ce sont des canicules de plus en plus accablantes qui, encore cet été, risquent d'être lourdes de conséquences pour les aînés; c'est le bouleversement des migrations d'espèces qui a des conséquences, comme l'apparition de la maladie de Lyme au Québec; c'est l'intensification de la pollution atmosphérique, qui a un impact majeur sur le développement des maladies respiratoires comme l'asthme; c'est l'augmentation de la fréquence des épidémies. Pas besoin de faire un dessin, tout le monde comprend les conséquences.

En ce Jour de la Terre, assurons-nous de faire de la lutte contre les changements climatiques un enjeu aussi quotidien que l'impact qu'ils ont sur la santé des gens qui nous entourent.

* * *

LE JOUR DE LA TERRE

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, en ce Jour de la Terre, je veux raconter l'histoire d'un premier ministre qui s'est rendu dans chaque province pour travailler avec elles à l'élaboration d'objectifs climatiques audacieux qui ont fonctionné pour tous.

Malheureusement, ce n'était pas ce premier ministre-ci, mais l'ancien.

[Traduction]

En ce Jour de la Terre, le premier ministre a annoncé des cibles qui ont été établies sans consulter les provinces et qui leur sont simplement imposées de façon arbitraire. Ce n'est pas digne d'un véritable leadership. Cela ne nous amènera pas là où nous devons nous rendre. Notre plan ambitieux en vue d'agir pour l'environnement nous permettra de respecter nos engagements nationaux en collaboration avec les provinces tout en favorisant la croissance économique.

Le but du Jour de la Terre est de se mobiliser pour protéger ce qui nous tient à cœur: la terre, l'air, l'eau et tout ce qui en dépend. Malheureusement, le premier ministre a oublié cet esprit de concertation en ce qui a trait aux provinces.

Je souhaite à tous un joyeux Jour de la Terre. Les conservateurs ont très hâte d'agir collectivement pour l'environnement.

Questions orales

LA BAYVIEW VILLAGE ASSOCIATION

M. Han Dong (Don Valley-Nord, Lib.): Monsieur le Président, comme nous célébrons aujourd'hui le Jour de la Terre, je souhaite attirer l'attention sur le travail qu'accomplit la Bayview Village Association dans ma circonscription, Don Valley-Nord, pour préserver les splendides ravins de notre secteur.

Souvent, lorsqu'on parle de protection de l'environnement, on songe aux régions rurales et aux magnifiques forêts et lacs qui font la renommée du Canada. Don Valley-Nord, toutefois, qui est située au cœur de Toronto, possède aussi des ravins, des sentiers et des ruisseaux magnifiques. Ces espaces extérieurs sont rendus encore plus précieux en raison de la COVID-19.

Je tiens à remercier la présidente de la Bayview Village Association, Jane Robertson, les coprésidents du comité de l'environnement, Sharon Johnson et Monty McDonald, ainsi que tous les membres et les bénévoles de la BVA pour leur détermination inébranlable à protéger les ravins et les sentiers de Don Valley-Nord.

Je souhaite à tous mes collègues un bon Jour de la Terre.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SANTÉ

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les premières questions sur les restrictions de voyage liées à la COVID-19 ont été posées au gouvernement en janvier de l'an dernier. Quinze mois plus tard, les libéraux n'ont toujours rien appris.

Au cours des deux dernières semaines, plus de 100 vols ont atterri au Canada avec à leur bord au moins un cas de COVID-19. Quand va-t-on présenter aux Canadiens un plan sérieux visant à sécuriser la frontière?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a constamment ajouté des mesures pour protéger les Canadiens contre l'importation de COVID-19.

En réalité, les infections provenant de voyages à l'étranger représentent à peine plus de 1 % de l'ensemble des infections au pays. Ces infections sont interceptées à temps grâce à un processus rigoureux. Les voyageurs doivent se soumettre à un test avant leur départ, à un autre à leur arrivée, séjourner dans un établissement de quarantaine gouvernemental, respecter une quarantaine additionnelle pouvant durer jusqu'à 14 jours, et subir un autre test le 10^e jour.

Nous ne ménagerons aucun effort. Nous allons constamment réévaluer les données, et nous rajouterons des mesures au besoin.

• (1420)

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement ne reculera devant rien, sauf la fermeture de la frontière, pour empêcher les variants dangereux d'entrer au Canada.

En réalité, les restrictions de voyage sont un exemple de plan qui fonctionne. La bulle du Canada atlantique l'illustre bien. La Colombie-Britannique et le Québec ont maintenant tous deux signalé des cas du variant à double mutation provenant de l'Inde.

Questions orales

Le premier ministre interdira-t-il immédiatement les vols en provenance des pays les plus touchés par la COVID, oui ou non?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord remercier et féliciter le Canada atlantique et les premiers ministres de ces provinces d'avoir pris des mesures audacieuses contre la COVID-19, notamment en maintenant les mesures en place jusqu'à ce que le nombre de cas soit si bas qu'on est certain qu'il ne rebondira pas et en appliquant des mesures rigoureuses pour isoler les gens et les protéger pendant qu'ils sont isolés afin de veiller à ce qu'ils restent chez eux et ne propagent pas la COVID dans les collectivités.

C'est ce que nous devons faire dans l'ensemble du Canada. Je le répète, nos mesures sont parmi les plus strictes au monde. Nous ne reculerons devant rien pour protéger les Canadiens.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la ministre de la Santé remercie les premiers ministres des provinces de l'Atlantique, qui gèrent les frontières avec plus de leadership que ne le fait le premier ministre.

Il y a une certaine ironie dans tout cela. Il ne faut toutefois pas s'étonner des propos de la ministre de la Santé, puisqu'elle a fait fi des restrictions liées aux voyages pendant la première vague et que les Canadiens en ont subi les conséquences. Nous constatons maintenant que les variants les plus dangereux entrent au pays. Trop peu de Canadiens sont vaccinés en raison des échecs de la ministre, et le gouvernement n'impose pas de restrictions en ce moment.

Quand la ministre arrêtera-t-elle de trahir la confiance des Canadiens?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, ce que les Canadiens désirent plus que tout en ce moment, c'est que les élus travaillent de concert afin de protéger leur vie. C'est ce que nous avons fait à chaque étape avec les provinces et les territoires, partout où résident les Canadiens.

Quant à nos mesures aux frontières, elles comptent parmi les plus strictes au monde. Les voyageurs doivent suivre un processus de tests et de quarantaine rigoureux, comme je l'ai mentionné. Nous ne ménagerons aucun effort. Nous continuerons de suivre l'évolution des données. Nous ajouterons de nouvelles mesures au besoin.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, nos voisins du sud commencent à rouvrir. Les stades sportifs se remplissent et les gens retrouvent leurs familles et leurs amis. Cela est possible, parce que les États-Unis produisent leurs vaccins localement. Le Canada est en crise, parce que le premier ministre n'était pas prêt et n'avait pas de plan pour fabriquer les vaccins chez nous.

Est-ce que le premier ministre va admettre que la troisième vague de la COVID-19 est à cause de lui?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le leader de l'opposition de sa question.

Relatons les faits. Le 11 mars dernier, l'Organisation mondiale de la santé déclarait une pandémie. Dans les 12 jours, le Canada investissait plus de 200 millions de dollars dans la biofabrication et rajoutait, dans les 30 jours, 600 millions de dollars d'investissement dans la biofabrication pour assurer la santé et la sécurité des Canadiens. Nos investissements ont porté leurs fruits. Regardons par exemple Medicago à Québec, AbCellera à Vancouver.

Nous allons continuer d'investir pour assurer la santé et la sécurité des Canadiens.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, on continue d'ignorer la frontière. Les variants suscitent maintenant des inquiétudes jour après jour. Le gouvernement libéral doit arrêter les vols en provenance du Brésil et de l'Inde. Les vols internationaux en provenance des pays touchés continuent comme d'habitude. La lenteur du premier ministre dans cette crise est un risque pour la santé et la sécurité des Canadiens.

Quand est-ce que le premier ministre arrêtera les vols en provenance des pays les plus touchés?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, le chef de l'opposition devrait se décider. Après avoir passé une semaine à militer pour la réouverture de la frontière, il milite cette semaine pour un resserrement des restrictions à la frontière. Je lui explique donc comment nous allons procéder: nous allons continuer de nous fier aux données scientifiques pour nous guider et pour protéger les Canadiens.

À chaque étape, nous avons ajouté des mesures afin de protéger les Canadiens. Nos mesures comptent parmi les plus strictes au monde; elles combinent des tests et des quarantaines, de même qu'un suivi des personnes en quarantaine. Nous continuerons de procéder ainsi, et nous n'hésiterons pas à en faire davantage au besoin.

• (1425)

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, ce qui se passe aux frontières avec les variants originaires du Brésil et de l'Inde est très inquiétant. Chaque jour, les avions qui arrivent de l'Inde sont remplis de cas de COVID-19.

Ce matin, le premier ministre du Québec a annoncé qu'il préparait une lettre pour demander à Ottawa d'agir. Pourquoi? C'est parce qu'Ottawa dort au gaz. Il vient heureusement de la recevoir.

Encore une fois, le fédéral attend qu'on lui dise quoi faire. Il est incapable de faire son travail. Il faut un moratoire sur les vols provenant de l'Inde aujourd'hui, pas un plan, pas une annonce, mais une fermeture, aujourd'hui.

Qu'attend le gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je serai très claire. Depuis le début, nous avons mis en place des mesures supplémentaires à la frontière pour protéger les Canadiens contre le risque de faire entrer des personnes atteintes de la COVID-19, et elles ont été efficaces. Parmi l'ensemble des voyageurs qui sont entrés au pays depuis le 21 février, 1,8 % a eu un résultat positif à un test de dépistage de la COVID-19 et a fait l'objet d'un régime de dépistage et de mise en quarantaine.

Nous savons que nous devons travailler ensemble pour protéger les Canadiens contre la COVID-19 dans toutes les collectivités du pays. Nous ne ménagerons aucun effort pour lutter contre la pandémie en collaboration avec les provinces et les territoires.

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, si le fédéral faisait son travail, ce ne serait pas si grave qu'il y ait des cas de la COVID-19 dans les avions, parce que les voyageurs sont soumis à des quarantaines supervisées à leur arrivée. Or, on constate une propagation en Colombie-Britannique et maintenant, au Québec. Pourquoi? C'est parce qu'on est rendu dans la transmission communautaire. Pourquoi? C'est parce que les gens qui descendent des avions ne font pas leur quarantaine. Pourquoi? C'est parce que ce gouvernement n'est pas capable de gérer efficacement les quarantaines.

Quand est-ce que le gouvernement va comprendre que son incompétence a une conséquence néfaste sur la santé de nos concitoyens?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, depuis le tout début, nous avons soutenu les Canadiens, quelle que soit leur province de résidence. Nous continuerons de le faire. Nous avons pris des mesures frontalières parmi les plus rigoureuses et les plus strictes, y compris un test de dépistage avant le départ, un autre à l'arrivée, un séjour obligatoire dans un hôtel de mise en quarantaine approuvé par le gouvernement, un test de dépistage au dixième jour et une quarantaine de 14 jours.

Nous allons maintenir ces mesures parce qu'elles protègent les Canadiens. J'exhorte tous les Canadiens à continuer de se protéger pendant cette pandémie.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, je tiens à souhaiter à tous un heureux Jour de la Terre. C'est également aujourd'hui que le gouvernement libéral a annoncé son plan de lutte contre la crise climatique et, je vous avertis, ce n'est pas un très bon plan.

En fait, c'est l'un des pires, sinon le pire, de tous les plans des pays du G7 en ce qui touche la réduction des émissions. Cela n'est guère surprenant, puisque le premier ministre a acheté un oléoduc, qu'il continue de subventionner le secteur des combustibles fossiles et qu'il accorde toujours des exemptions aux plus grands pollueurs. Quand le premier ministre commencera-t-il à lutter contre la crise climatique comme s'il voulait vraiment gagner la bataille?

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons un plan ambitieux pour lutter contre les changements climatiques, réduire les émissions et stimuler l'économie. Je sais que le député ne me croira pas sur parole, mais il croira peut-être l'ancien chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair.

Celui-ci a qualifié notre plan d'absolument merveilleux, disant qu'il met le Canada en bonne voie de respecter ses obligations au titre de l'Accord de Paris. Il a ajouté que le premier ministre avait présenté un plan très audacieux, exhaustif et carrément brillant. Nous sommes d'accord avec lui.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, le premier ministre a annoncé son plan pour faire face à la crise climatique.

Questions orales

Ce n'est pas un bon plan, au contraire. C'est le pire plan parmi les pays du G7. Ce n'est pas surprenant, parce que le premier ministre a un bilan environnemental horrible. Il a acheté un oléoduc, il continue de subventionner les grandes pétrolières et il continue d'exempter les grands pollueurs.

Quand le premier ministre va-t-il lutter contre la crise climatique s'il veut vraiment gagner la bataille?

[Traduction]

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons un plan crédible et éprouvé pour lutter contre les changements climatiques. Ce plan donne des résultats. Nous avons aplani la courbe de la pollution. Nous avons fait des investissements sans précédent de plus de 100 milliards de dollars pour bâtir une économie plus propre et plus saine, avec plus de bons emplois pour les Canadiens. Pour ce faire, le budget de 2021 consacre 17,6 milliards de dollars au dossier du climat et de l'environnement, 15 milliards de dollars au plan climatique renforcé, 15 milliards de dollars au financement du transport en commun et 60 milliards de dollars au Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Nous continuerons de lutter contre les changements climatiques, d'investir dans un avenir plus propre et de créer une économie renforcée.

* * *

● (1430)

LE BUDGET

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, nous sommes au beau milieu de la pire crise sanitaire de notre vie. La troisième vague nous frappe lourdement. Des mesures de confinement sont en place partout au pays, et les Canadiens veulent désespérément se faire vacciner. Malgré tout, le budget du premier ministre ne prévoit aucune mesure pour accélérer la vaccination. Aucune mesure de soutien n'a été prévue pour les hôpitaux débordés ou pour les Canadiens qui sont malades et qui meurent de la COVID. Il y a bien 100 milliards de dollars dans le budget pour sa réélection, mais il n'y a rien pour lutter contre la pandémie.

Pourquoi le premier ministre fait-il passer ses intérêts politiques avant la santé des Canadiens? N'est-il pas conscient que l'échec de la réponse à la pandémie est entièrement sa faute?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous savions que la troisième vague était à nos portes. Voilà pourquoi nous avons dit, en mars, que nous enverrions aux provinces 4 milliards de dollars pour les aider à lutter contre la troisième vague du virus. En mars, nous savions combien il était important d'accélérer la campagne de vaccination. Voilà pourquoi nous avons dit que les provinces recevraient 1 milliard de dollars pour ce faire. Dans le présent budget, nous avons pris l'engagement de prolonger les mesures d'aide financière aux entreprises et du soutien du revenu jusqu'à la fin du mois de septembre pour aider les Canadiens à lutter contre la troisième vague.

Questions orales

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, elle savait que la troisième vague était à nos portes, et pourtant, le budget du premier ministre ne prévoit aucune somme pour accélérer la vaccination des Canadiens ou pour répondre à l'explosion des coûts de santé partout au pays. Il n'y a rien dans le budget pour soutenir les provinces et les travailleurs de la santé, qui sont débordés. Le premier ministre a préféré leur dire qu'il s'en occuperait une fois la pandémie terminée.

Alors que les Canadiens souffrent et meurent, le premier ministre a trouvé des milliards pour tenter de se faire réélire, mais pas un sou pour donner aux Canadiens les soins de santé dont ils ont besoin. Le premier ministre réalise-t-il que l'échec de la réponse à la pandémie est entièrement sa faute?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, peut-être que le député n'a pas été informé de l'annonce que nous avons faite à la fin du mois de mars, mais, comme les épidémiologistes, nous avons vu venir la troisième vague. Nous savions que les provinces et les territoires avaient immédiatement besoin d'aide. C'est pour cette raison que nous avons annoncé une aide de 4 milliards de dollars pour soutenir le système de santé et de 1 milliard de dollars pour soutenir les campagnes de vaccination. Dans le présent budget, nous avons prévu plus de 12 milliards de dollars pour le maintien des mesures d'aide financière aux entreprises et de soutien du revenu pour les Canadiens jusqu'à la fin du mois de septembre.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Eh bien, monsieur le Président, il n'y a aucune manière de nous dorer la pilule. Ce budget ne présente aucun plan de croissance économique. Il n'y a aucun plan pour relancer l'économie ou créer des emplois, ou améliorer la compétitivité des entreprises.

Voici ce que Robert Asselin, un des principaux conseillers en politiques auprès du premier ministre, avait à dire au sujet du budget: « [...] ce budget [...] double la mise sur des programmes qui ne parviennent pas à remédier à nos lacunes en matière d'innovation et qui n'ont pas donné beaucoup de résultats à ce jour. » Il a également ajouté: « [...] il est difficile d'y trouver un plan de croissance cohérent. » Il est difficile d'y trouver un plan de croissance cohérent. Ces paroles sont celles d'un libéral, l'un des conseillers du premier ministre.

Pourquoi le premier ministre a-t-il laissé tomber les Canadiens de la sorte?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, ce budget vise directement à créer des emplois et à stimuler la croissance économique au Canada. Au total, 500 000 possibilités de formation et d'expérience professionnelle découleront de ce budget. Il donne suite à l'engagement que nous avons annoncé dans le discours du Trône de créer 1 million d'emplois d'ici la fin de l'année en cours. C'est un budget qui aidera les Canadiens à revenir en force.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, les unes des médias ne peuvent pas être plus claires que celles de ce matin.

Le variant de l'Inde est arrivé au pays et il y a un premier cas au Québec, dans la région du ministre de l'Innovation, des Sciences et

de l'Industrie. Le premier ministre a déjà été blâmé à plusieurs reprises pour sa gestion de la crise sanitaire, notamment pour avoir pris de nombreuses semaines avant de fermer temporairement les frontières du Canada aux gens en provenance de la Chine.

Aujourd'hui, il a la chance de se reprendre. Va-t-il fermer temporairement les frontières canadiennes aux gens venant de l'Inde?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme je le dis depuis le début et comme je l'ai répété aujourd'hui, nous ne ménagerons aucun effort pour protéger la santé des Canadiens. Les mesures que nous avons mises en place aux frontières sont parmi les plus strictes au monde. Les voyageurs doivent se soumettre à un test avant le départ et à l'arrivée, et ils doivent être en quarantaine pendant 14 jours. Plusieurs séjournent dans un établissement de quarantaine approuvé par le gouvernement en attendant les résultats du test. Nous n'hésiterons pas à ajouter des mesures additionnelles si les chiffres et les données scientifiques indiquent qu'il y a lieu de le faire.

• (1435)

[Français]

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, notre chef et député de Durham a demandé rapidement d'arrêter les vols temporairement avec les pays où il y avait de sérieuses éclosions de variants de la COVID. Le premier ministre du Québec a également formellement demandé au premier ministre libéral d'en faire plus à nos frontières. Ça fait longtemps qu'on le demande. Il est maintenant trop tard. Nous avons déjà un cas de variant indien au Canada. Les conservateurs veulent agir pour nos frontières.

Combien de cas de variants faudra-t-il aux libéraux avant d'agir?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je ne partage pas le point de vue du député d'en face. Il n'est jamais trop tard pour réagir à la COVID-19. Nous pouvons toujours prendre des mesures en collaboration avec les provinces et les territoires et, bien sûr, avec les Canadiens, pour protéger la population. Il faut énormément de collaboration pour maîtriser la COVID. La pandémie sévit à l'échelle mondiale. Nous n'hésiterons pas à prendre des mesures additionnelles aux frontières lorsque la situation l'exigera.

[Français]

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, tout comme pour les frontières, le gouvernement libéral n'a pas agi pour augmenter les transferts en santé sans condition aux provinces, en pleine pandémie. Il n'a pas agi pour sécuriser l'approvisionnement en vaccins pour la population. Si on est dans une troisième vague, il n'y a aucun doute que c'est la faute de ce premier ministre.

Est-ce que le premier ministre fera la bonne chose et fermera temporairement les frontières aux pays où il y a des éclosions sévères?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai répété à plusieurs reprises, les mesures que nous avons mises en place aux frontières sont parmi les plus strictes au monde. D'ailleurs, nous savons que, parmi les voyageurs qui arrivent au Canada, très peu sont porteurs de la COVID. Nous le savons parce que nous exigeons un test avant le départ et un autre à l'arrivée. Les voyageurs doivent séjourner dans un hôtel approuvé par le gouvernement jusqu'à ce qu'ils aient la confirmation d'un résultat négatif. Ils doivent ensuite poursuivre leur quarantaine et se soumettre à un test après 10 jours.

Nous continuerons de prendre des mesures aux frontières et nous n'hésiterons pas à faire davantage si les données scientifiques et les faits indiquent que cela s'impose.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, le Bloc québécois a beaucoup parlé de l'abandon de la santé et des aînés dans le budget et avec raison. Toutefois, il y a une victime plus discrète. C'est la lutte contre les changements climatiques.

Dans le budget, le fédéral annonce 17,6 milliards de dollars pour une relance verte, mais c'est presque le même montant que les 17,1 milliards de dollars que coûtera le pipeline Trans Mountain. Donc, si je comprends bien, la relance verte du Canada au grand complet coûte aussi cher qu'un seul et unique projet de développement du pétrole sale.

Est-ce qu'on est censé prendre cela au sérieux?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon honorable collègue que le chef de son parti, alors qu'il était ministre de l'Environnement du Québec, a contourné le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement non pas une fois, deux fois, mais trois fois dans la même année. C'est le pire bilan de tous les ministres de l'Environnement de l'histoire du Québec. Alors, si j'étais de l'autre côté de la Chambre, au Bloc québécois, je me garderais une petite gêne.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, au contraire, si j'étais au gouvernement, je me garderais une petite gêne, parce que le Canada échoue toujours à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

D'un côté, il investit pour lutter contre les changements climatiques et, de l'autre, il investit massivement pour stimuler les énergies fossiles. C'était pareil que sous Stephen Harper. On prend une baguette magique pour transformer le pétrole sale en énergie propre, plutôt que d'essayer de passer à autre chose. Comme le disait Einstein, la folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent.

Combien de fois le fédéral va-t-il essayer la même recette avant d'admettre que cela ne fonctionne pas?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon honorable collègue que, lors de la présentation de notre plan de lutte contre les changements climatiques au mois de décembre 2020, l'organisation écologique Greenpeace a parlé d'un plan ambitieux. C'est drôle, parce que c'est exactement ce que l'envoyé spécial du président des États-Unis d'Amérique pour le climat, John Kerry, a dit de la cible

canadienne aujourd'hui. Il a dit que c'était une cible ambitieuse et qu'il était fier de travailler avec le Canada dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je remarque que le député de Laurier—Sainte-Marie est devenu ministre de l'Environnement.

Le commissaire à l'environnement publiait, ce matin, un rapport qui illustre bien ce phénomène. Le Canada a adhéré, en 2015, au plan de l'ONU pour le développement durable, mais, six ans plus tard, le commissaire écrit que le gouvernement n'avait pas établi de plan de mise en œuvre. C'est pareil avec l'Accord de Paris. Le premier ministre a signé l'accord de 2015, mais, six ans plus tard, le Canada est le seul pays du G7 où les émissions ont augmenté au lieu de diminuer.

Il n'y a pas de solution compatible avec les énergies fossiles. Quand le gouvernement va-t-il l'admettre?

● (1440)

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, comme je le disais, le plan du Canada repose sur des mesures ambitieuses.

Nous avons déjà l'une des plus ambitieuses tarifications carbone au monde, plus ambitieuse que le Québec, la Colombie-Britannique, et même la Californie et l'Europe, des États qui ont pourtant commencé à mettre en place un prix sur le carbone il y a presque 15 ans.

Nos investissements en économie verte dépassent de deux fois les investissements dans le secteur pétrolier. Tout cela a été fait avant le dernier budget de ma collègue la vice-première ministre et ministre des Finances.

Nos émissions ont commencé à diminuer, mais nous sommes d'accord sur le fait que nous devons faire plus, et nous allons faire plus. C'est pourquoi nous avons présenté cette cible ambitieuse au sommet sur le climat, organisé aujourd'hui aux États-Unis.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, une femme courageuse a signalé des actes d'inconduite sexuelle qui auraient été commis par le général Vance afin que ces informations cruciales soient portées à l'attention du ministre de la Défense. Elle savait que la situation était trop grave pour que l'on fasse une erreur et que seul le ministre pouvait la corriger, mais il n'a rien fait pendant trois ans. Le ministre refuse d'assumer sa responsabilité. Il nie avoir agi fautivement et refuse d'admettre qu'il a laissé tomber les militaires.

Le ministre de la Défense honorera-t-il son engagement solennel? Admettra-t-il qu'il a manqué à ses devoirs ministériels?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous saluons le courage de la femme qui s'est manifestée. Lorsque l'ancien ombudsman a communiqué les renseignements, je me suis immédiatement adressé au Bureau du Conseil privé qui, immédiatement, le lendemain, a fait un suivi auprès de l'ancien ombudsman.

Questions orales

Il reste beaucoup de travail à accomplir. C'est pourquoi nous consacrons, dans le budget de 2021, un montant de 236 millions de dollars pour poursuivre les efforts visant à éliminer l'inconduite sexuelle et la violence fondée sur le genre dans les forces armées et à appuyer les survivants.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, il y a trois ans, une femme membre des Forces armées canadiennes s'est plainte à l'ombudsman de la Défense nationale des comportements inappropriés du général Jonathan Vance. Elle voulait s'assurer que le ministre prenne ses responsabilités.

Le poste du général Vance relève directement du ministre de la Défense nationale. La solution se trouve au niveau politique, mais le ministre s'en lave les mains en disant qu'il a renvoyé l'affaire à son chef de cabinet.

Pourquoi le ministre de la Défense nationale a-t-il laissé tomber les femmes des Forces armées canadiennes en refusant de voir la plainte?

[Traduction]

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, cela ne saurait être plus faux. Lorsque cette plainte a été déposée, j'ai immédiatement communiqué avec le Bureau du Conseil privé, qui est responsable des nominations par le gouvernement en conseil, afin qu'un suivi soit assuré, et un suivi a été assuré. Le lendemain, le bureau a communiqué avec l'ancien ombudsman pour pousser les démarches.

Nous savons qu'il reste beaucoup de travail à faire. Comme nous l'avons énoncé dans le budget, 236 millions de dollars serviront à lutter contre l'inconduite sexuelle et la violence fondée sur le sexe dans le milieu militaire ainsi qu'à les éliminer. J'espère que le député d'en face et son parti appuieront cette démarche.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, le ministre doit cesser d'induire les Canadiens en erreur. L'officier militaire à l'origine des allégations d'inconduite sexuelle impliquant le général Vance a dit que la nomination de ce dernier était politique et que, par conséquent, l'affaire est politique. Elle voulait que le ministre de la Défense voie les éléments de preuve et « témoigne ainsi de sa responsabilité ». En refusant d'accepter les éléments de preuve, le ministre a manqué à son devoir de protéger nos militaires de toute inconduite sexuelle.

Le ministre de la Défense présentera-t-il ses excuses pour ne pas avoir protégé l'intégrité de l'opération Honour en laissant le général Vance en assumer la responsabilité durant trois autres années?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, dès qu'une plainte est déposée, un suivi est toujours immédiatement assuré. C'est exactement ce que nous avons fait dans ce cas-là. Nous avons communiqué avec le Bureau du Conseil privé pour qu'il assure un suivi.

Puisque le député d'en face soulève la question, il pourrait peut-être également expliquer — et demander au chef de son propre parti d'expliquer — ce que les conservateurs ont fait lorsque des préoccupations ont été signalées avant la nomination du général Vance à l'époque où le député était secrétaire parlementaire. Pourquoi n'ont-ils rien fait à ce moment-là?

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, les libéraux ont présenté de nouvelles cibles de réduction de gaz à effet de serre. C'est bien beau, mais ils n'ont aucun plan crédible pour y arriver. Ils sont incapables de faire la transition énergétique, car ils sont accros au pétrole.

Dans un rapport, on apprend que, juste en 2020, les libéraux ont donné 18 milliards de dollars aux compagnies gazières et pétrolières. Il n'est pas étonnant que l'on recule sur les cibles, chaque année, depuis qu'ils sont au pouvoir.

Comment peut-on croire les cibles libérales, alors que les libéraux ne sont même pas capables d'atteindre les cibles conservatrices?

• (1445)

[Traduction]

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons aplati la courbe de la pollution, et nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire.

Cela étant dit, les auteurs du rapport dont parle le député ne se montrent pas tout à fait francs dans l'évaluation qu'ils font des subventions, qui comprennent de nombreux éléments que la grande majorité des Canadiens ne considéreraient pas comme des subventions pour les combustibles fossiles, notamment l'aide fournie aux travailleurs, l'assainissement des puits orphelins et la réduction du méthane. Le NPD et le Parti vert ont appuyé ces subventions à l'époque. Y sont-ils maintenant opposés?

Nous convenons totalement du besoin d'éliminer les subventions pour les combustibles fossiles, mais le fait que ce rapport mélange divers enjeux ne contribue pas à favoriser un débat intelligent sur ce sujet important.

* * *

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, la COVID fait rage dans tout le Canada, et les hôpitaux de nombreuses provinces sont débordés. Il faut que les Canadiens soient vaccinés le plus rapidement possible pour juguler cette crise. Cependant, l'administratrice en chef de la santé publique du Canada vient de déclarer au comité de la santé que la distribution des vaccins au Canada ne se déroulait qu'à la moitié de sa capacité, en raison d'un manque d'approvisionnement.

Les libéraux cesseront-ils de faire de la propagande et de blâmer les autres, assumeront-ils la responsabilité de l'échec de l'approvisionnement en vaccins, et diront-ils aux Canadiens quand la vaccination pourra fonctionner à plein régime?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes montrés extrêmement clairs et transparents envers les Canadiens à propos de la distribution des vaccins, du nombre de doses livrées au pays, ainsi que des retards de livraison. Au fait, les nouvelles sont bonnes. Nous sommes en avance sur nos prévisions. À la fin du premier trimestre, nous avons prévu avoir reçu 6 millions de doses, alors que nous en avons reçu près de 10 millions. Pendant le trimestre en cours, nous recevrons 48 millions de doses, soit assez pour administrer une première dose à toutes les personnes qui le souhaitent.

Nous continuerons à travailler avec les provinces et les territoires pour faire avancer les choses.

* * *

LE BUDGET

Mme Kamal Khera (Brampton-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, en tant que fière députée d'une des circonscriptions du pays où la population est très jeune, je sais à quel point il est important d'investir dans les enfants et les jeunes.

L'Allocation canadienne pour enfants a permis à elle seule d'aider plus de 37 000 enfants dans ma circonscription, Brampton-Ouest. Cette semaine, la première femme ministre des Finances du Canada a présenté un budget historique qui inclut des investissements dans des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Ces programmes fourniront à plus d'enfants canadiens les services d'éducation et de garde dont ils ont besoin, tout en offrant aux parents la tranquillité d'esprit.

La ministre peut-elle nous dire comment cet investissement historique dans l'avenir du Canada aidera encore plus de familles, d'enfants et, plus particulièrement, de femmes de Brampton-Ouest et de l'ensemble du Canada?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je salue les services que la députée de Brampton-Ouest rend à titre d'infirmière aux premières lignes de la pandémie.

Le gouvernement reconnaît que la pandémie touche les femmes de façon disproportionnée et très marquée. C'est particulièrement le cas pour les femmes racialisées et ayant de jeunes enfants. C'est pourquoi le budget prévoit jusqu'à 30 milliards de dollars sur cinq ans — pour atteindre 9,2 milliards de dollars tous les ans, sur une base permanente — pour établir un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de haute qualité, abordable et accessible dans l'ensemble du Canada.

* * *

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, nous savons que les libéraux ont payé trop cher pour le vaccin d'AstraZeneca, beaucoup trop en fait: 8 \$ la dose comparativement à 4 \$ aux États-Unis et à 3 \$ au Royaume-Uni. Quand je paie plus cher, je m'attends à de meilleurs résultats, mais les Canadiens ont payé beaucoup plus cher pour des résultats bien inférieurs. Maintenant, la livraison du vaccin d'AstraZeneca est retardée.

Avec de tels résultats, il n'est pas surprenant que la ministre de l'Approvisionnement souhaite cacher les contrats relatifs aux vaccins qu'elle a négociés. Quand se respectera-t-elle la motion de la Chambre et déposera-t-elle les contrats relatifs aux vaccins afin que

les Canadiens puissent comprendre pourquoi nous payons beaucoup plus cher pour des résultats bien inférieurs?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement travaille sans relâche pour faire venir des vaccins au Canada. Voilà pourquoi nous sommes au 3^e rang du G20 en ce qui concerne l'administration des vaccins. Voilà pourquoi nous avons administré 11 millions de doses et en avons distribué 13,7 millions.

Nous nous efforcerons de respecter le processus parlementaire tout en assurant la sécurité de l'approvisionnement en vaccins au Canada, pour la santé et le bien de tous les Canadiens.

● (1450)

L'hon. Kerry-Lynne Findlay (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, devant la hausse des cas, la Colombie-Britannique a décidé cette semaine de resserrer les restrictions, ce qui gardera les familles à distance et obligera certaines entreprises à fermer définitivement leurs portes.

Le ministre de la Santé de la Colombie-Britannique, Adrian Dix, a qualifié d'imprévisible la stratégie libérale de livraison des vaccins. Quant à la Dre Bonnie Henry, elle a affirmé qu'elle ignorait quand la province aurait d'autres doses.

Nous avons eu plus de 14 mois pour y penser. Plus du quart des Américains ont reçu leurs deux doses de vaccins. Au Canada, c'est seulement 2,5 % de la population. Où est le sentiment d'urgence du gouvernement libéral?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je rappelle que l'approvisionnement en vaccins s'accélère toujours plus. Voyons un peu les faits: primo, nous avons dépassé les objectifs du premier trimestre de 3,5 millions de doses et nous en recevrons de 48 à 50 millions au deuxième trimestre. Secundo, nous aurons reçu 110 millions de doses d'ici la fin septembre.

Nous agissons avec transparence et transmettons l'information exacte aux provinces et aux territoires quant à l'approvisionnement en vaccins. Nous allons continuer d'en faire venir afin que tous les Canadiens puissent y avoir accès.

* * *

LA SANTÉ

M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC): Monsieur le Président, depuis le début de la pandémie, les personnes immunodéficientes vivent dans la peur et l'isolement. Mon fils, Garrett, est l'une de ces personnes. Les personnes immunodéficientes ont besoin d'être vaccinées, mais le premier ministre n'a pas sécurisé un approvisionnement adéquat en vaccins.

Seulement 2 % des Canadiens ont été entièrement vaccinés. Les spécialistes nous ont mis en garde contre le report de quatre mois de la deuxième dose, qui va à l'encontre des indications des fabricants et risque de compromettre la santé des Canadiens. Ces derniers ne devraient pas avoir à vivre dans la peur; le premier ministre est l'unique responsable du fiasco de l'approvisionnement en vaccins.

La ministre entend-elle présenter des excuses pour ce fiasco?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, à chacune des étapes, nous avons été là pour les provinces et les territoires pour qu'ils obtiennent les vaccins dont ils ont besoin afin de procéder à la vaccination de leur population en fonction de l'ordre de priorité qu'ils jugent le meilleur pour protéger les Canadiens.

Soyons clairs. La vaccination a deux objectifs: d'abord protéger les personnes qui risquent le plus de subir des complications, voire de mourir, s'ils développent une forme grave de la COVID-19, et ensuite limiter la propagation du virus.

Nous avons collaboré avec les provinces et les territoires pour leur donner les conseils dont ils ont besoin. Ce sont ensuite eux qui ont conçu leur propre stratégie de vaccination en fonction des besoins de leur population respective.

* * *

LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19

M. Rob Morrison (Kootenay—Columbia, PCC): Monsieur le Président, je viens juste de rencontrer des représentants de la chambre de commerce de Fernie, qui réfléchissent à une reprise économique. Ils ont besoin du plan de relance économique pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie pour cet été. Or, il n'y a toujours pas de plan. C'est maintenant que les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie doivent s'organiser pour l'été.

La troisième vague nous frappe maintenant à cause de l'incapacité du premier ministre à nous fournir des vaccins en janvier et en février. C'est un nouveau coup dur pour l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie en difficulté.

Quand le premier ministre admettra-t-il qu'il a échoué?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, mes pensées accompagnent les Canadiens qui travaillent dans le secteur du tourisme et dont l'année a été très difficile. Nous le savons, et c'est exactement pour cela que nous sommes à leurs côtés depuis le début de la pandémie, et mon collègue le sait. C'est la même chose en Colombie-Britannique, dans sa circonscription et partout au pays.

Pour que le secteur survive à la pandémie, la ministre des Finances a annoncé dans son budget le maintien de la subvention salariale et du programme d'aide au loyer jusqu'à la fin septembre. Nous avons aussi annoncé, bien sûr, une aide de 1 milliard de dollars pour le secteur du tourisme. C'est un investissement historique. Nous serons aux côtés de ces acteurs économiques pendant que nous rouvrons...

Le Président: La députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a la parole.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement est dur à suivre en matière de réduction des gaz à effet de serre. Dimanche, sa cible de réduction était de 30 % d'ici 2030 par rapport à 2005. Lundi, dans le budget, c'est devenu 36 %. Aujourd'hui, c'est rendu à 40 %, mais ce sera peut-être 45 % si tout va bien. Cela fait beaucoup de changements en une semaine, mais cela reste des paroles en l'air si cela n'a pas force de loi.

Le gouvernement a déposé le projet de loi C-12 sur la responsabilité climatique. Je le laisse choisir sa cible, mais je lui pose la question: va-t-il amender le projet de loi C-12 pour y insérer sa cible?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

En fait, il y a un mot pour ce qu'elle décrit: cela s'appelle de l'ambition. Il faut avoir de l'ambition en matière de lutte contre les changements climatiques, que ce soit au Canada, aux États-Unis ou ailleurs sur la planète.

C'est pourquoi le premier ministre Trudeau est très heureux de se joindre à ses homologues de toute la planète aujourd'hui dans le cadre de cette conférence, pour faire preuve d'ambition en matière de lutte contre les changements climatiques.

Pour répondre à la question de ma collègue, effectivement, nous inscrirons dans le projet de loi C-12 la cible du Canada pour 2030 en matière de lutte contre les changements climatiques.

● (1455)

Le Président: Avant de poursuivre, j'ai vu quelques personnes sourciller, et j'aimerais rappeler au député qu'il ne peut pas nommer les députés par leur nom. Il peut faire référence à leur circonscription ou à leur titre à la Chambre. Je tenais simplement à faire ce petit rappel, que l'on oublie parfois.

L'honorable députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a la parole.

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, j'applaudis les bonnes intentions et l'ambition, mais, si les cibles ne sont pas insérées dans une loi, cela n'aura aucun effet. C'est bien que les bonnes intentions d'aujourd'hui soient mieux que les bonnes intentions d'hier, mais l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Actuellement, Ottawa ne se donne aucune obligation légale d'atteindre cette nouvelle cible, ni l'ancienne, d'ici 2030. Il ne se soumet à aucune reddition de comptes indépendante et ne se fixe aucune étape intermédiaire d'ici 10 ans qui permettrait de juger si les cibles sont en bonne voie d'être atteintes.

Le gouvernement va-t-il avoir le courage de modifier le projet de loi C-12 pour donner force de loi à sa cible?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

J'aimerais l'informer qu'il y a un inventaire annuel d'émissions de gaz à effet de serre qui est présenté par le gouvernement et qui est déposé aux Nations unies, dans le cadre de nos engagements.

Il y a le commissaire à l'environnement et la vérificatrice générale qui font des audits réguliers de ce que fait le gouvernement en matière de lutte aux changements climatiques.

En outre, dans le cadre du projet de loi C-12, nous nous sommes adjoint les services d'un comité d'experts pour nous aider et pour nous assurer que le Canada va rencontrer ses cibles.

Nous sommes l'un des rares pays au monde à avoir un projet de loi comme le projet de loi C-12, et nous implorons la Chambre d'aller de l'avant avec une adoption rapide de cet important projet de loi.

Questions orales

[Traduction]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, à Regina, la clinique de vaccination au volant contre la COVID-19 a été fermée la fin de semaine dernière. La province a annoncé qu'à moins de recevoir davantage de livraisons de vaccins, cette clinique resterait probablement fermée jusqu'au 2 mai.

Le gouvernement libéral dirige la Saskatchewan vers la catastrophe. À cause de son incompétence, la population de Regina se retrouve sans clinique pendant deux semaines. Comment se fait-il que les Américains peuvent se présenter dans une pharmacie aux États-Unis pour se faire vacciner alors que les Canadiens continuent d'attendre? Depuis le début de la pandémie, le gouvernement réagit trop lentement et tient les cordons de la bourse trop serrés.

Quand la population de Regina sera-t-elle vaccinée?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs omettent des faits essentiels dans l'historique qu'ils font de la situation. Premièrement, toute l'infrastructure de production de vaccins fonctionnait à plein régime en janvier et février. La chaîne de production américaine diffère grandement de celle du Canada.

Au Canada, nous avons dépassé de 3,5 millions de vaccins les cibles prévues au premier trimestre. Nous nous classons parmi les trois premiers pays du G20 pour ce qui est de l'administration des vaccins. Néanmoins, je soutiens qu'il faut intervenir sur plusieurs fronts pour lutter contre le virus. La vaccination et les mesures de santé publique doivent aller de pair.

M. Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, il y a deux jours, le médecin hygiéniste en chef de Simcoe Muskoka a déclaré que la vaccination « représente un défi en ce moment. Les livraisons du vaccin de Moderna ont été retardées, puis réduites de moitié, et maintenant ce sont les livraisons d'AstraZeneca qui sont reportées. Nous avons hâte de recevoir de bien plus grandes quantités, mais nous ne savons pas quand cela aura lieu. »

La vaccination permet de sauver des vies, mais seulement 2 % des Canadiens ont été entièrement vaccinés. Un an après le début de la pandémie, pourquoi est-ce que notre médecin hygiéniste en chef doit encore deviner ce qu'il en sera de l'approvisionnement en vaccins, et pourquoi le premier ministre ne nous a-t-il pas procuré des vaccins en janvier dernier, ce qui nous aurait permis d'éviter la troisième vague?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais préciser certains chiffres à l'opposition. Premièrement, nous avons distribué 13,7 millions de doses de vaccins aux provinces. Deuxièmement, 11 millions de ces doses ont été administrées, et troisièmement, pour ce qui est de l'approvisionnement, Pfizer nous livrera deux millions de doses par semaine en mai, et 2,5 millions de doses par semaine en juin sur une période de cinq semaines. En tout, cela devrait faire entre 48 et 50 millions de doses d'ici la fin de juin. Ça, c'est de la transparence. Nous affirmons que nous continuerons d'importer des vaccins au Canada pour l'ensemble des Canadiens.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, le Dr Gardner a aussi dit qu'il est difficile de contenir la COVID en raison des ruptures d'approvisionnement en vaccins. Il a dit qu'en raison des retards de livraison des doses de vaccin de Moder-

na et d'AstraZeneca, la moitié de la capacité de vaccination dans la région est inemployée.

Le Dr Gardner ne parle pas seulement d'une troisième vague. Il en craint une quatrième si l'immunisation est inadéquate. Les responsables de la santé publique ne devraient pas avoir à deviner combien de doses de vaccins seront disponibles un an après le début de la pandémie.

La vice-première ministre a admis tout à l'heure qu'elle savait que la troisième vague était à nos portes. Dans ce cas, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas obtenu des doses de vaccins en janvier et en février pour freiner cette troisième vague dévastatrice?

• (1500)

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je l'ai déjà dit pendant la période des questions, mais je vais le répéter. L'approvisionnement en vaccins s'est accéléré dans le monde entier en janvier et en février. Malgré les problèmes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale à laquelle tous les pays ont été confrontés, le Canada a réussi à obtenir 3,5 millions de doses de plus que ce qu'il avait initialement prévu.

De plus, nous avons accéléré la livraison de 22 millions de doses au cours des trimestres précédents. Ainsi, tous les Canadiens qui veulent être vaccinés pourront l'être entièrement d'ici la fin du mois de septembre, voire avant. Nous continuerons de faire livrer des vaccins pour toute la population canadienne et nous ferons preuve de transparence directement auprès des provinces et des territoires...

Le Président: Le député de Lac-Saint-Louis a la parole.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, les changements climatiques sont une question urgente pour les Canadiens et pour mes concitoyens de Lac-Saint-Louis.

Nous savons que nous devons en faire davantage. J'ai été heureux de voir le premier ministre annoncer aux Canadiens et aux nations du monde notre nouvel objectif en matière de climat, aujourd'hui.

Le ministre des Affaires étrangères peut-il faire le point sur cet important développement et sur les mesures que nous prenons pour lutter contre les changements climatiques?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de Lac-Saint-Louis de son importante question et de son engagement à protéger l'environnement.

Les changements climatiques sont réels, et les Canadiens méritent un plan crédible pour y faire face. Aujourd'hui, notre gouvernement s'est engagé à rehausser sa cible pour réduire les émissions de 40 à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030.

Nous avons été clairs en disant que nous ferons preuve de leadership pour lutter contre les changements climatiques. Nous investirons dans un avenir plus propre et une économie plus forte.

Questions orales

[Traduction]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Mme Nelly Shin (Port Moody—Coquitlam, PCC): Monsieur le Président, l'entreprise de Corrie, à Port Moody, compte une trentaine d'employés qui ont tous moins de 30 ans. Malheureusement, la sévérité des confinements l'empêche de fonctionner, alors Corrie a décidé de déménager aux États-Unis. De nombreuses entreprises ont été mises à mal par la valse des confinements, mais à cause du fiasco libéral dans le dossier de la vaccination, les provinces ont dû resserrer et prolonger les restrictions sanitaires. Résultat: l'économie souffre et les entreprises sont dans l'obligation de fermer leurs portes ou de déménager. Comme si ce n'était pas assez, il se peut maintenant que la troisième vague force un nouveau confinement.

Pourquoi le premier ministre ne s'est-il pas procuré suffisamment de vaccins en janvier et en février pour prévenir la troisième vague?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je l'ai dit et je le répète: l'approvisionnement en vaccins s'est accélérée dans le monde entier en janvier et en février. Il s'agit d'un fait vérifiable.

En voici un autre: malgré les difficultés qu'éprouve la chaîne d'approvisionnement partout dans le monde, le Canada a fait des pieds et des mains pour se procurer des vaccins, ce qui lui a permis d'obtenir 3,5 millions de doses de plus que prévu seulement au premier trimestre. Nous en aurons reçu de 48 à 50 millions à la fin juin et 110 millions à la fin septembre. Il y a des millions de doses de divers fabricants qui circulent aujourd'hui d'un bout à l'autre du pays. La semaine prochaine, Johnson & Johnson...

Le Président: Le député de Stormont—Dundas—South Glengarry a la parole.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Eric Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC): Monsieur le Président, des millions de Canadiens risquent de perdre leurs prestations en juillet prochain parce que, dans la mesure où le confinement les empêche de sortir de chez eux, ils seront dans l'impossibilité de produire leur déclaration de revenus. Aînés, parents, personnes handicapées ou touchant un revenu fixe: beaucoup de gens sont incapables de produire eux-mêmes leur déclaration et doivent recourir aux services d'un spécialiste. La compassion est de mise en ces temps difficiles.

J'ai une question pour la ministre: si le gouvernement peut mettre deux ans à préparer un budget, pourquoi les Canadiens, à qui l'on répète de rester à la maison, n'auraient-ils pas droit à deux mois de plus pour produire leur déclaration de revenus?

[Français]

L'hon. Diane Lebouthillier (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement comprend que la saison des impôts est stressante pour les Canadiens. Nous continuerons d'être là pour eux à chaque étape du processus.

En février, nous avons annoncé que les bénéficiaires des prestations d'urgence et de relance seront admissibles à un allègement des intérêts s'ils produisent leur déclaration de revenus de 2020. L'Agence du revenu du Canada a également mis en place de solides dispositions d'allègement pour les contribuables grâce auxquelles ils peuvent être libérés des pénalités et des intérêts si ceux-ci sont encourus pour des raisons hors de leur contrôle.

Ces mesures font que les Canadiens qui ont besoin d'aide pendant la saison des impôts l'obtiendront.

* * *

● (1505)

LES LANGUES OFFICIELLES

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, de l'action, encore de l'action, c'est ce que réclament haut et fort nos communautés francophones. Le fédéral a le devoir et le pouvoir d'agir.

Notre chef est clair: un gouvernement conservateur va augmenter le financement en éducation postsecondaire en milieu minoritaire pour les francophones, mais la ministre cherche des excuses, plutôt que de passer à l'action et agir maintenant.

À quand des actions immédiates et des gestes concrets pour nos universités, pour nos écoles et pour nos communautés francophones?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de répondre à mon collègue que j'apprécie beaucoup.

Je me demande s'il a lu le budget. Dans le budget, il y a 120 millions de dollars qui sont prévus pour soutenir le postsecondaire en français au pays. Cela va me faire plaisir de travailler avec lui pour lui expliquer exactement comment on va pouvoir déployer ces fonds. Les communautés peuvent, bien entendu, compter sur nous. Nous serons là pour soutenir les francophones de partout au pays, parce que nous savons que le postsecondaire est important; que ce soit dans le nord de l'Ontario, en Alberta ou partout au pays.

Le Président: Je sais qu'on l'oublie parfois, mais j'aimerais rappeler aux députés de s'assurer de remettre leur microphone en sourdine quand ils ont fini de poser leur question ou quand ils sont en train d'écouter les réponses et les questions des autres.

L'honorable député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country a la parole.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, le Canada traverse une troisième vague de COVID, et nous savons que les Canadiens ont besoin d'aide plus que jamais. Les programmes comme la subvention salariale, la subvention pour le loyer et le compte d'urgence pour les entreprises ont constitué une bouée de sauvetage pour les travailleurs, les familles et les entreprises au Canada, mais on craint que ces programmes ne prennent fin d'ici l'été.

La ministre des Finances peut-elle faire le point sur la prolongation ou l'élargissement des mesures d'aide qui ont été annoncées cette semaine dans le budget de 2021?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de son travail acharné pour sa communauté.

Nous savons que les entreprises canadiennes ont besoin de notre aide, alors que nous luttons tous contre la troisième vague du virus. C'est pourquoi le budget prévoit la prolongation de la subvention salariale, de la subvention pour le loyer et de l'aide en cas de confinement pour les entreprises et les autres employeurs jusqu'au 25 septembre, en plus de prolonger jusqu'au 30 juin la période de demande de prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.

Nous ferons tout ce qu'il faut pour soutenir les entreprises canadiennes, alors que nous luttons tous contre la COVID.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, York Landing en est maintenant à sa cinquième semaine de coupures d'eau à répétition pendant une pandémie.

La Première Nation a été forcée de déclarer l'état d'urgence parce que son usine de traitement de l'eau « à la fine pointe de la technologie » ne fonctionne pas. La bande doit maintenant payer de sa poche pour les tests appropriés et l'eau en bouteille. Les libéraux diront qu'ils surveillent la situation, mais les solutions de fortune ne régleront rien.

Le problème, c'est l'absence de financement soutenu de la part du gouvernement. Qu'est-ce que le gouvernement fédéral est prêt à faire dès maintenant pour réparer l'usine de traitement de l'eau d'York Landing?

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, comme la députée le sait probablement d'après l'énoncé économique de l'automne et le budget présenté lundi, des investissements soutenus sont faits dans l'eau partout au pays, dans les communautés autochtones et à York Landing. Nous allons poursuivre ces investissements.

Il devrait y avoir un accès sûr à de l'eau potable dans tous les pays. Nous allons continuer à y travailler. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait 105 avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable. Nous en avons levé 106. Ce travail va se poursuivre. Nous continuerons à soutenir ces actifs essentiels tout au long de leur durée de vie.

* * *

LA SANTÉ

M. Derek Sloan (Hastings—Lennox and Addington, Ind.): Monsieur le Président, la ministre de la Santé a précédemment remis en question mon souci pour la science et je lui rends la pareille aujourd'hui.

Au moins 75 études récentes ont montré qu'un niveau optimal de vitamine D réduit sensiblement la prédisposition à la COVID-19 et améliore sensiblement l'état de santé des personnes infectées. Le fait que les Canadiens ont un niveau sous-optimal de vitamine D, particulièrement en hiver, est documenté depuis des décennies.

La ministre peut-elle expliquer pourquoi Santé Canada affirme sur son site Web que la plupart des Canadiens ont un niveau suffisant de vitamine D et ne recommande pas que l'on prenne des suppléments?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'encourage le député à éviter le piège des fausses nou-

Questions orales

velles qui foisonnent sur Internet et qui suggèrent aux gens des manières de se protéger de la COVID, et de se fier au fait que l'Agence de la santé publique du Canada ne publie que des documents fiables et fondés sur la science, sous la gouverne, bien sûr, de l'administratrice en chef de la santé publique, Dre Tam, et de nombreux scientifiques qui travaillent pour nous.

Par les temps qui courent, la confiance est essentielle pour les Canadiens. Ils ont besoin de pouvoir faire confiance aux informations diffusées par leurs élus. Je presse le député de tirer ses sources d'informations de sites crédibles.

● (1510)

Le Président: C'est tout le temps que nous avons pour la période des questions d'aujourd'hui.

On invoque le Règlement.

[Français]

L'honorable députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a la parole.

* * *

LE RESSERREMENT DES FRONTIÈRES

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et j'espère que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que cette Chambre demande au gouvernement de suspendre immédiatement les vols de passagers non essentiels en provenance de pays ayant un haut taux d'éclatement de variants de la COVID-19, dont l'Inde et le Brésil, à l'image de ce qu'il a fait lors de la suspension des vols en provenance du Royaume-Uni, le 20 décembre 2020.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

Je n'entends aucune objection. La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

Comme il n'y a pas de voix dissidente, je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Lors de la période des questions, la députée de Repentigny a qualifié de « sale » le pétrole de l'Alberta. Avec la permission de la Chambre, j'aimerais déposer un rapport du Canadian Energy Centre, selon lequel le pétrole de l'Alberta fait l'objet de moins de torchages et de mises à l'air, et qu'il est plus propre que celui que le Québec importe des États-Unis et de l'Algérie. Je suggère à la députée d'emboîter le pas et de dire à sa province d'importer du pétrole de l'Alberta pour aider l'environnement au lieu d'importer du pétrole sale comme elle le fait actuellement.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

*Le budget***LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE**

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, au nom de la loyale opposition de Sa Majesté, j'aimerais que le leader du gouvernement à la Chambre des communes nous dise quels seront les travaux à venir pour le reste de la semaine et pour la semaine prochaine.

[Français]

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, cet après-midi, nous allons continuer le débat sur le budget présenté lundi par la vice-première ministre et ministre des Finances.

Demain, nous allons débattre à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-21, la Loi sur les armes à feu.

À notre retour lundi prochain, ce sera la quatrième et dernière journée de débat sur le budget.

Mardi, nous reprendrons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-12, Loi concernant la transparence et la responsabilité du Canada dans le cadre de ses efforts pour atteindre la carboneutralité en 2050.

[Traduction]

Mercredi, nous poursuivons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-19, Loi modifiant la Loi électorale du Canada concernant la réponse à la COVID-19.

Jeudi, ce sera la première des huit journées de l'opposition du cycle budgétaire actuel.

Enfin, vendredi matin, nous commencerons par débattre du projet de loi C-22, Loi modifiant le Code criminel et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, puis, en après-midi, nous débattrons du projet de loi S-3, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité dans la zone extracôtière.

[Français]

C'est tout.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET**L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES**

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui et de saisir cette occasion de m'exprimer au sujet du budget fédéral récemment déposé. Avant de commencer, j'aimerais féliciter la vice-première ministre et ministre des Finances de sa réalisation historique, elle qui est devenue la première femme à déposer un budget à la Chambre à titre de ministre des Finances du Canada. C'est un honneur bien mérité. Il était grand temps que cela se produise.

En ce qui a trait au budget, le premier en deux ans, je dirais que je suis déçu. Je m'attendais à une feuille de route qui énoncerait un plan de relance responsable pour nous sortir rapidement de cette pandémie. Au lieu de cela, on nous a présenté un document non pas

axé sur le redressement de l'économie et la création d'emplois, mais plutôt sur les dépenses prioritaires des libéraux à des fins partisans.

La voie budgétaire vers l'économie réimaginée du premier ministre vire vers l'inconnu, en plus d'affliger nos enfants de niveaux d'endettement et d'obligations de remboursement qui nuiront à leur réussite future. À la lecture de ce document, il est absolument renversant de constater que chacun de nous doit une part de plus de 33 000 \$ de la dette nationale.

Les députés ministériels ne peuvent pas prétendre qu'ils soutiennent les travailleurs canadiens, alors qu'ils endettent à tel point la classe moyenne et les gens qui vivent dans la pauvreté. Les députés ministériels ne peuvent pas non plus prétendre qu'ils soutiennent les générations futures, alors qu'ils dépensent maintenant et continueront de dépenser les économies de ces mêmes générations pour financer les priorités libérales du jour.

Beaucoup d'autres personnes partagent ces préoccupations. En fait, récemment, l'économiste bien connu David Rosenberg a accordé la note de D au budget fédéral. BNN Bloomberg rapporte que M. Rosenberg a dit que nous étions en train d'hypothéquer notre avenir avec cette augmentation extrême de la dette.

M. Rosenberg a aussi souligné que nous aurons accumulé plus de dettes en six ans qu'au cours des 152 années précédentes. Pensons-y un instant. Nous accumulons plus de dettes en six ans que toute la dette accumulée depuis le début de la Confédération, y compris les deux guerres mondiales.

Hélas, nous voici, débattant de ce budget fort attendu qui a déjà beaucoup trop tardé. Ce document contient 841 pages et plus de 270 000 mots, ce qui en fait de loin le budget le plus long de l'histoire du Canada. Malheureusement, malgré tous ces mots et toutes ces pages, il ne contient aucun plan de relance pour nous sortir de cette pandémie ni sur le début de la reprise économique pour commencer à revenir à la normale dans un avenir proche. C'est comme si les libéraux pensaient que leur budget allait faire disparaître la pandémie, pour qu'ils puissent faire semblant que nous en sommes déjà sortis.

Voici la réalité. Le jour même de la présentation du budget, l'Ontario a rapporté plus de 4 400 nouveaux cas de COVID-19, et 19 nouveaux décès. La Colombie-Britannique rapporte aussi des nombres records de nouveaux cas de COVID-19, tout comme l'Île-du-Prince-Édouard, qui a fermé ses frontières aux voyageurs provenant de l'extérieur de la région de l'Atlantique.

Les pires craintes que nous avions au début de la pandémie se réalisent avec la gravité de cette troisième vague. Tandis que les provinces et les territoires tentent du mieux qu'ils peuvent de contenir la COVID-19 et les inquiétants nouveaux variants, ils sont aux prises avec une pénurie de vaccins essentiels, vaccins dont ils avaient déjà grandement besoin il y a plus d'un an pour gérer le nombre d'hospitalisations et protéger notre santé et notre bien-être.

Les provinces et les territoires ne peuvent lutter contre la COVID qu'avec les ressources à leur disposition. Même si la plupart, dont l'Ontario, sont prêts à vacciner la population, ils n'ont aucun vaccin à administrer car le gouvernement fédéral a été incapable de s'en procurer. Le gouvernement fédéral devrait avoir honte d'avoir tenté d'utiliser l'annonce de son premier budget pour détourner l'attention de la pandémie au moment où elle n'a jamais été aussi grave.

Le budget

Il est aussi possible que les libéraux aient prématurément supposé que les vaccins contre la COVID-19 auraient déjà été livrés et que le nombre des cas et des hospitalisations aurait diminué partout au pays avant le 19 avril 2021. Quoi qu'il en soit, le gouvernement libéral s'est royalement trompé, sans parler de sa gouvernance lacunaire et irresponsable.

Non seulement le budget ne présente pas de plan de relance, mais c'est à peine si on y fait mention de l'achat et de la distribution de vaccins additionnels, sans parler des tests de dépistage rapide. Tout le monde sait que les tests de dépistage rapide sont un élément clé de n'importe quel plan de déconfinement et de relance, comme on a pu le voir dans d'autres pays qui sont bien plus avancés que nous dans la vaccination de leur population et la relance de leur économie.

Depuis le début de la pandémie, les conservateurs du Canada ont souvent demandé au gouvernement libéral de distribuer largement des dispositifs de tests rapides, notamment aux postes frontaliers, et de les rendre accessibles au public. Quand on examine le budget, on constate qu'il ne mentionne même pas les passages frontaliers, et ce, malgré le titre trompeur de la page 82, « Un plan pour la réouverture sûre de nos frontières ».

• (1515)

Hier, la ministre des Finances a eu une rencontre en ligne avec la Chambre de commerce du Canada. Les entreprises souhaitent que le gouvernement fédéral leur procure clarté et certitude; elles lui demandent d'établir les critères qui lui serviront à déterminer quand les restrictions frontalières prendront fin. Selon un rapport de la presse, la ministre des Finances a affirmé que « tout le monde doit faire preuve de souplesse en ce moment, car le pays est toujours aux prises avec la pandémie ». Toujours selon les médias, elle a ensuite suggéré que les entreprises pourraient bientôt recevoir des tests rapides. Cette annonce semble étonnante, puisque les tests rapides ne sont même pas mentionnés dans le budget.

Avant la pandémie, le secteur canadien du voyage et du tourisme occupait le cinquième rang parmi les industries du pays. Il contribuait au PIB à hauteur de 105 milliards de dollars, soit 2,3 %. Il employait un Canadien sur dix, donc 10 % des Canadiens, et il comprenait 225 000 petites et moyennes entreprises d'un bout à l'autre du pays. Le secteur canadien du voyage et du tourisme a été le premier secteur frappé par la pandémie de COVID, il a été le plus durement touché, et il prendra plus de temps que tout autre secteur à se rétablir.

En tant que conseiller spécial du chef conservateur sur la relance du tourisme, j'entends ce message quand je rencontre des intervenants de l'industrie, peu importe leur secteur. Nombre de ces représentants, dont ceux de l'Association de l'industrie touristique du Canada, prédisent qu'il faudra jusqu'à cinq ou six ans à l'industrie touristique pour revenir au niveau de prospérité de 2019. Pourtant, dans le budget 2021, le gouvernement fédéral ne fait que prolonger jusqu'au 25 septembre la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer, alors que la Prestation canadienne de relance économique sera prolongée de 12 semaines. Or, les versements de la Subvention salariale d'urgence du Canada et de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer commenceront à baisser graduellement à partir du 4 juillet. En ce qui concerne la Prestation canadienne de relance économique, le versement habituel de 500 \$ sera réduit à 300 \$ pour les huit dernières semaines de la période de prestations.

Les intervenants de l'industrie du voyage et du tourisme réclament que ces programmes d'aide essentielle soient prolongés jusqu'à la fin de 2021 pour les personnes qui ont été le plus durement touchées. Ils ont également fait de nombreuses mises en garde sur le fait que l'industrie du voyage et du tourisme ne se relèvera pas immédiatement après la pandémie. Ce n'est pas comme une lumière que l'on peut allumer ou éteindre avec l'interrupteur. Il faudra du temps pour recommencer à accueillir des touristes dans les destinations canadiennes, peu importe si les visiteurs proviennent d'ici ou de l'étranger.

La prolongation de la Subvention salariale d'urgence du Canada et de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer, ainsi que les changements à la Prestation canadienne de relance économique dans le budget de 2021 sont clairement insuffisants pour répondre aux besoins de l'industrie et des travailleurs, ce que je trouve incroyablement décevant. Étant donné que le secteur du tourisme dans ma circonscription, Niagara Falls, dépend beaucoup de la saison estivale, l'élimination progressive de tous ces programmes aura des effets dévastateurs pour bon nombre des entreprises et des travailleurs du secteur si les cas de COVID-19 demeurent nombreux, que les frontières restent fermées et que les touristes continuent de briller par leur absence. Pourquoi établit-on des dates d'échéance arbitraire à ces programmes d'aide d'urgence aux entreprises, qui ont été essentiels pour beaucoup de gens?

Dans un monde idéal pour le premier ministre, sa promesse de vacciner tout le monde d'ici septembre serait tenue, et l'économie reviendrait instantanément à ce qu'elle était auparavant. Malheureusement pour les libéraux, un tel monde est imaginaire. La réalité, c'est que le Canada est aux prises avec une grave pénurie de vaccins, que les tests rapides n'y sont pas largement disponibles et qu'une surabondance de variants entraîne une importante troisième vague. Qu'arrivera-t-il à la subvention salariale d'urgence, à l'aide au loyer et à la prestation de relance économique, ainsi qu'aux travailleurs et aux petites entreprises qui en dépendent si les variants continuent à se propager pendant l'été?

Qu'arrivera-t-il si la frontière reste fermée pendant l'été et l'automne, ce qui nuirait considérablement à nos chances d'accueillir des touristes internationaux? L'été est la meilleure saison touristique dans la région de Niagara. Cependant, nous sommes sur le point de perdre notre deuxième saison touristique estivale consécutive en raison de la pandémie. Si les entreprises ne rouvrent pas leurs portes cet été ou que le tourisme ne reprend pas à temps pour la saison estivale, le plan prévu dans le budget de 2021 pour la Prestation canadienne de relance économique, la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer pourrait avoir un résultat désastreux pour les travailleurs et les nombreuses entreprises qui dépendent de ces programmes.

Nous ne sommes pas sur la bonne voie, car les libéraux nous ont laissé tomber. Pire encore, alors que le nombre de cas de COVID augmente en Ontario, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis ont émis un avertissement de niveau 4 qui déconseille aux Américains de voyager au Canada en raison de la COVID-19, et ce, un jour seulement après que les libéraux aient annoncé leur budget.

Le budget

Beaucoup d'entre nous espéraient que le budget de 2021 fournisse un plan de relance réel, solide et concret fondé sur des données scientifiques, mesurables et probantes afin que nous puissions enfin planifier la réouverture de la frontière et de notre économie ainsi que le retour à la normale. S'il y avait un moment idéal pour dévoiler un plan de relance fédéral visant à permettre aux Canadiens de traverser cette terrible pandémie, c'était le jour du budget. Malheureusement pour les Canadiens, le gouvernement libéral et le premier ministre nous ont encore une fois laissés tomber.

• (1520)

M. Adam van Koevorden (secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse et du ministre du Patrimoine canadien (Sport), Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'en face de son discours, mais je me demande s'il a lu le même budget que moi. Je comprends que, lorsqu'il lit ce genre de document, il met ses lunettes bleues, parce que c'est encore et toujours la même histoire: on parle de la dette gouvernementale comme s'il s'agissait d'un compte de carte Visa ou d'une hypothèque qu'il faut rembourser si nous voulons vivre dans la prospérité sans endettement en tant que pays. C'est un faux raisonnement.

Quand je regarde le budget, je vois des investissements en matière de garde d'enfants, d'emploi, d'environnement et d'atteinte d'un avenir à zéro émission nette pour tous les Canadiens et, comme le sait mon collègue, des investissements en matière de tourisme et de loisirs.

S'il fallait retirer des dépenses du budget pour réduire la dette du pays, ce qui aurait nécessairement pour effet de faire croître la dette personnelle des Canadiens, la plus sérieuse forme d'endettement selon, entre autres, Benjamin Tal, économiste en chef adjoint, par quoi le député commencerait-il? Commencerait-il par des coupes dans le secteur du tourisme et des loisirs, par des coupes en environnement ou par des coupes qui toucheraient les familles? Que saurait-il en premier?

• (1525)

M. Tony Baldinelli: Monsieur le Président, je me demande si le député a écouté le discours ou s'il a simplement préparé des observations pour attaquer ma position. D'ailleurs, puisqu'il parle du fardeau de la dette, à en juger par ce budget, d'ici 2026, nous devons payer 39 milliards de dollars juste pour couvrir les intérêts sur la dette. Pour mettre les choses en perspective, mentionnons que les Canadiens ne recevront que 25,6 milliards de dollars en prestations d'assurance-emploi. Nous devrions réfléchir à cela. En 2026, nous paierons 40 milliards de dollars en intérêts, et seulement 27,9 milliards de dollars en prestations de l'Allocation canadienne pour enfants.

Encore une fois, il y a un coût à payer, car il faudra payer des intérêts. Ce n'est pas cela qui contribuera à financer les programmes d'aide aux Canadiens, et cela vaut aussi pour le secteur du tourisme. La circonscription que je représente compte 40 000 travailleurs, et ils ont besoin d'aide. Ce budget va leur nuire.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je remercie le député de Niagara Falls de son discours. Il a en fait beaucoup parlé de la pandémie.

Hier, les députés du Parti conservateur ont refusé de voter en faveur du sous-amendement déposé par le Bloc québécois et visant à augmenter les transferts en santé.

Ce faisant, les conservateurs abandonnent leur promesse de travailler pour les transferts en santé, et ils abandonnent les aînés de 65 ans et plus.

C'est à ce sujet que j'aimerais entendre mon collègue.

[Traduction]

M. Tony Baldinelli: Monsieur le Président, le Bloc québécois a présenté un sous-amendement pour éliminer deux aspects clés de l'amendement que nous avons proposé, alors nous avons voté contre cette proposition. Les députés du Bloc québécois savaient que c'est ce qui se produirait. Nous sommes favorables à l'idée d'accroître le financement en santé, mais nous rejetons leur position, car ils voulaient éliminer certaines parties de notre amendement, alors nous avons voté contre cela. Nous rejetons leur proposition, car ils ne veulent pas comprendre que la prudence et la responsabilité en matière financière sont fondamentales. Je suppose qu'il faut s'y attendre, puisqu'ils ne formeront jamais le gouvernement. Par ailleurs, nous rejetons l'idée de classer les aînés dans deux catégories différentes, car c'est ce qu'ils proposaient de faire dans leur amendement.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je trouve intéressant que le député parle de ce qui est fondamental. Nous savons qu'il y a plus de 300 000 itinérants au Canada en ce moment. Le gouvernement a annoncé la création rapide de 4 500 nouvelles unités de logement, ce dont il se félicite. Or, au train où vont les choses, il faudra 37 ans pour donner un toit aux itinérants.

Les conservateurs ont beaucoup parlé de réduction de la criminalité. Dans ma circonscription, nous avons présenté une demande dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements qui avait l'appui du bureau de libération conditionnelle de Nanaimo, mais elle a été rejetée. On y indiquait qu'il n'y avait pas de logement pour la clientèle issue du milieu correctionnel revenant dans la région. Dans un rapport de la Colombie-Britannique portant sur la réduction de la criminalité, on peut lire que chaque dollar consacré à la prévention, qu'on parle de logement à prix abordable ou de réforme de la justice pénale, fait économiser 12 \$ au contribuable.

Le député convient-il que le gouvernement n'en fait pas assez pour s'attaquer au problème du logement, ce qui est pourtant essentiel si l'on veut réduire la criminalité et aider les plus démunis?

M. Tony Baldinelli: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député pour dire que le budget n'aide pas du tout ceux qui en ont le plus besoin. Je reviens aux 40 000 travailleurs de ma région. Ils sont tous chez eux. Certes, ils reçoivent de l'argent de programmes gouvernementaux, mais ils préféreraient travailler. La solution passe par la vaccination et le dépistage rapide.

L'une des principales inquiétudes à l'égard du budget est qu'il mettrait en péril ces programmes, qui sont cruciaux pour notre région. Si on met fin à ces programmes en septembre, qu'arrivera-t-il? Niagara est en soi une région où le tourisme est saisonnier. Si ces gens n'accumulent pas suffisamment d'heures de travail, et que la COVID continue de sévir, ils n'auront plus accès à des programmes de soutien dans les mois qui suivront.

• (1530)

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, avant de parler du budget, j'aimerais féliciter le député de Brampton-Est de sa nouvelle affectation parlementaire. Je partagerai mon temps de parole avec lui.

Le budget

Aujourd'hui, j'expliquerai pourquoi j'appuie sans réserve le budget fédéral présenté cette semaine et je parlerai des excellentes mesures économiques qui soutiendront les Canadiens et les entreprises. Mon intervention s'inspirera en partie des propos malencontreux du chef de l'opposition officielle, qui a déclaré cette semaine que « [le] budget ne fait pratiquement rien pour protéger l'économie canadienne ».

Même si ce type de jeu politique ne m'étonne pas venant du député de Durham, ses remarques montrent soit qu'il n'a pas pris le temps d'étudier la longue liste de mesures économiques qui figurent dans le budget, soit qu'il n'a pas la moindre idée de ce qu'il faut faire pour soutenir l'économie canadienne et en stimuler la croissance.

Non seulement le budget de 2021 reconnaît que des milliers de travailleurs canadiens ont été mis à pied ou ont subi une réduction de leurs heures de travail à cause de la pandémie, mais il contient aussi un plan rigoureux pour accroître les débouchés. Au total, le budget permettra de créer ou de maintenir 330 000 emplois au Canada d'ici 2022-2023. De plus, il crée près de 500 000 nouvelles possibilités de formation et d'expérience de travail. Bien sûr, ces mesures s'alignent sur le discours du Trône de l'automne dernier, qui s'engageait à créer 1 million d'emplois d'ici la fin de l'année.

À cet égard, je suis heureux d'annoncer que nous sommes très en avance sur l'échéancier prévu pour la création d'emplois. Bien entendu, il convient de le souligner, étant donné que la pandémie de COVID-19 a entraîné la perte de nombreux emplois au cours des 12 derniers mois. En plus de tenir compte de ces facteurs, les investissements du gouvernement visant à remettre les gens au travail et à créer des débouchés devraient permettre de retrouver le taux d'emploi d'avant la pandémie au début de 2022.

Le budget de 2021 a annoncé 26 milliards de dollars sur les six prochaines années pour investir dans les infrastructures essentielles partout au pays, notamment pour financer des transports en commun fiables et accessibles et pour appuyer des projets dans des communautés autochtones et des programmes majeurs visant à bâtir des logements éconergétiques et abordables. En réalité, non seulement les projets d'infrastructure établissent des fondations à long terme pour la croissance économique globale, mais ils créent aussi immédiatement des emplois bien rémunérés pour la durée de chaque projet.

Une autre mesure destinée à aider des centaines de milliers de propriétaires de petite entreprise est le tout nouveau programme d'embauche pour la relance économique du Canada, qui aiderait les employeurs admissibles dont les revenus restent moins élevés qu'avant la pandémie. Ce programme de subventions aiderait les entreprises qui ont dû mettre des employés à pied ou grandement réduire leur horaire de travail à compenser une partie des coûts liés à leur réouverture. Ces subventions pourraient être utilisées pour augmenter le nombre d'heures de travail attribuées aux employés existants ou embaucher de nouveaux employés.

Comme on le sait, ce sont les PME, qui forment l'épine dorsale de notre économie et qui sont des moteurs de la création d'emplois d'un océan à l'autre, qui ont été le plus durement frappées par la pandémie. Les aider à se préparer à la reprise et à prospérer dans l'économie d'après la pandémie constitue un brillant investissement stratégique qui permettra de créer des emplois et des débouchés.

• (1535)

Avec la distribution de vaccins bien entamée, les entreprises des secteurs du tourisme, des arts et de la culture s'appêtent à accueillir de nouveau les Canadiens, lorsque ce sera sécuritaire, pour qu'ils jouissent des magnifiques endroits et des activités que le pays a à offrir. Afin d'appuyer les milliers d'emplois de marchands, de techniciens, d'équipes de production et j'en passe, le gouvernement investira 1 milliard de dollars sur trois ans, dont 200 millions de dollars pour les festivals locaux, les musées, les célébrations patrimoniales, les événements culturels communautaires et les événements sportifs amateurs, qui mettront en valeur le meilleur de la culture et des talents du Canada.

Je veux aussi prendre le temps de souligner quelques mesures annoncées pour appuyer les jeunes. Au cours des trois prochaines années, 470 millions de dollars iront à Emploi et Développement social Canada pour la mise sur pied d'un nouveau service aux apprentis qui aidera 55 000 apprentis de première année dans les métiers de la construction et de la fabrication du Sceau rouge. Un montant pouvant atteindre 5 000 \$ sera offert pour toutes les possibilités d'apprentissage de première année, et cet incitatif sera doublé et porté à 10 000 \$ dans le cas des employeurs qui embauchent des personnes sous-représentées, comme les femmes, les Canadiens racisés et les personnes handicapées.

Le budget propose également d'investir plus de 370 millions de dollars dans un nouveau financement destiné au programme Emplois d'été Canada en 2022-2023, afin de soutenir 75 000 nouveaux stages durant l'été 2022. Ce montant s'ajoute au financement prévu dans l'énoncé économique de l'automne. Le programme financera donc plus de 220 000 emplois d'été au cours des deux prochaines années.

Je tiens aussi à mentionner le financement de 708 millions de dollars sur cinq ans accordé à Mitacs, un organisme à but non lucratif qui met en relation de jeunes travailleurs et des entreprises innovatrices pour des possibilités de recherche et de formation. Ce financement procurera plus de débouchés aux jeunes innovateurs canadiens tandis que des entreprises de toutes tailles et de partout au pays recevront du soutien. Cette initiative créera au moins 85 000 stages d'apprentissage intégré au travail qui offrent aux jeunes de l'apprentissage en cours d'emploi et fournissent aux entreprises du soutien pour développer des talents et prendre de l'expansion.

Le budget affecte aussi un financement de 5 milliards de dollars sur sept ans à l'accélérateur net zéro, un moteur d'innovation essentiel alors que nous créons une économie plus verte et plus prospère.

Le budget propose de consacrer 500 millions de dollars au Programme d'aide à la recherche industrielle à l'intention des petites et moyennes entreprises novatrices. Il propose aussi d'affecter 440 millions de dollars sur 10 ans à l'appui de l'innovation en matière d'intelligence artificielle, et de consacrer un total de 760 millions à la génomique et à la recherche quantique.

Pour conclure, je tiens à souligner que tous les investissements annoncés cette semaine dans le budget ont un thème commun: ils financeront une grande variété de projets économiques créateurs de possibilités et d'emplois concrets.

Le budget

Voilà les faits à propos de la voie que suivra le gouvernement pour raffermir l'économie, sans la propagande politique des partis d'en face et leurs tentatives d'y trouver à redire. Ce qui définit ce budget, c'est la recherche d'un équilibre, puisque nous continuons de prendre toutes les mesures possibles pour que le Canada traverse la pandémie en gardant la population en santé, et que nous faisons aussi des investissements à long terme axés sur la croissance de l'économie après la pandémie.

Monsieur le Président, je vous remercie et je remercie les autres députés de me donner cette occasion de prendre la parole au sujet du budget.

• (1540)

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé du tourisme. Il a dit que les entreprises dans l'industrie du tourisme sont prêtes à recevoir de nouveau des visiteurs du monde entier. Eh bien, c'est faux: elles ne le sont pas, et pourquoi? Parce qu'elles demandent au gouvernement une ébauche de plan depuis plus d'un an pour avoir une idée du moment où elles pourront faire cela et comment, mais le gouvernement les ignore depuis. Pourtant, le premier ministre leur avait promis, il y a plus d'un an, qu'il y aurait un plan pour elles, mais il n'a pas tenu sa promesse.

Le président-directeur général de l'Association touristique autochtone du Canada, Keith Henry, a affirmé ceci:

L'Association touristique autochtone du Canada est perplexe, préoccupée et déçue par le budget fédéral dévoilé hier [...] les répercussions économiques de la pandémie ont atteint des proportions catastrophiques, de nombreuses entreprises ont été contraintes de fermer définitivement leurs portes [...] Avec un budget fédéral d'une ampleur sans précédent, l'industrie touristique autochtone est apparemment laissée pour compte. Le secteur touristique autochtone requiert une stratégie nationale, coordonnée et dirigée par les Autochtones afin de répondre, relancer et renforcer la résilience face aux impacts dévastateurs de la pandémie de la COVID-19 et ce budget fédéral a complètement raté la cible en ce qui concerne l'industrie touristique autochtone du pays.

Bien des gens abondent dans le même sens, dans le secteur du tourisme.

Le député ne pense-t-il pas qu'il serait préférable de mesurer le succès, non pas en comptant le nombre de milliards de dollars investis dans un projet, mais plutôt en évaluant réellement ce qu'ils ont permis d'accomplir, d'apporter...

Le vice-président: Nous devons en rester là.

Le député de Surrey—Newton a la parole.

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné plus tôt, le gouvernement s'est engagé à appuyer les secteurs du tourisme, du patrimoine et de la culture ainsi que celui du patrimoine des Premières Nations du Canada. À preuve, le budget de 2021 prévoit un investissement de 1 milliard de dollars au cours des trois prochaines années pour le tourisme. Cet investissement correspond exactement à ce qu'ont demandé les gens sur le terrain.

La ministre des Finances a participé à de nombreuses rencontres à distance avec des représentants de chambres de commerce et d'organisations de la base. Le gouvernement répond aux demandes qui ont été faites pour soutenir les secteurs du tourisme et du voyage.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Un peu plus tôt cette semaine, j'entendais le premier ministre avoir de la difficulté à justifier pourquoi il créait deux classes d'ânés dans son budget en n'offrant une hausse de la Sécurité de la vieillesse qu'aux gens de 75 ans et plus. Pourtant, qu'on ait 72 ans ou 76 ans, le coût de la vie augmente pour tout le monde, qu'il s'agisse du panier d'épicerie ou des loyers.

Cette mesure du budget crée de la grogne chez nous au Bas-Saint-Laurent, alors que les gens de moins de 75 ans se demandent pourquoi ils font face à cette injustice. J'aimerais que le député nous explique pourquoi, selon lui, on a créé ces deux classes d'ânés.

[Traduction]

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, si on revient à la campagne électorale de 2015, on se rappellera que les libéraux ont fait une promesse aux aînés quand les conservateurs tentaient de repousser l'âge de la retraite à 67 ans. Le premier ministre, qui était alors chef du Parti libéral, avait promis de ramener l'âge de la retraite à 65 ans pour que les aînés n'aient pas à vivre deux années de plus dans la pauvreté.

Aujourd'hui, on constate que les aînés les plus vulnérables font partie du groupe des 75 ans et plus, et c'est précisément pour cette raison que le gouvernement s'emploie à les aider. Ils recevront un paiement unique de 500 \$ en août 2021 et une bonification de 10 % à compter de juillet 2022, ce qui aidera approximativement 3,3 millions d'aînés...

• (1545)

Le vice-président: Il reste assez de temps pour une question très brève. Le député d'Esquimalt—Saanich—Sooke a la parole.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, je reviens sur le dossier du tourisme, parce que j'ai été un peu étonné d'entendre le député dire que les entreprises de ce secteur se préparent à recevoir de nouveau des visiteurs. Il a parlé d'un investissement de 1 milliard de dollars de façon à un peu détourner l'attention.

Le député souscrit-il vraiment à l'idée de commencer à éliminer graduellement le soutien aux petites entreprises, notamment dans le secteur du tourisme, à compter de juillet et à supprimer la prestation d'urgence pour les travailleurs de cette industrie qui viennent de perdre une deuxième saison d'activités? Comment le député croit-il que ces travailleurs pourront survivre si ces coupes surviennent si tôt?

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, j'ai déjà fourni des explications en ce qui concerne l'aide au secteur du tourisme, mais pour ce qui est du soutien aux petites entreprises, le gouvernement a déjà prolongé la subvention aux entreprises jusqu'à l'automne pour pouvoir aider les entreprises qui en ont le plus besoin, et les entreprises de l'industrie du tourisme et du voyage en font partie.

M. Maninder Sidhu (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier le député de Surrey—Newton de ses bons mots. Je suis heureux d'avoir la chance de m'adresser à la Chambre et à l'ensemble des Canadiens en cette période extrêmement difficile pour notre pays, et plus particulièrement pour ma province, l'Ontario.

Le budget

Tout en encourageant les gens à rester à la maison et à demeurer très vigilants, le gouvernement fédéral sera toujours là pour aider les Canadiens. Nous avons reçu 9,5 millions de doses de vaccin, ce qui dépasse le nombre que nous avions prévu pour le premier trimestre. Les provinces et les territoires ont reçu plus de 13 millions de doses, le Canada se classe actuellement au troisième rang parmi les pays du G20 au chapitre du nombre de vaccinations, et nous sommes en bonne voie de pouvoir vacciner tous les adultes qui le désirent d'ici septembre.

Puisque nous étudions le nouveau budget, je tiens à faire des observations sur les mesures que le gouvernement a prises pour continuer d'aider les Canadiens pendant cette pandémie. La Prestation canadienne de la relance économique, qui comprend une aide directe de 14,5 milliards de dollars, a aidé jusqu'à présent plus de 1,8 million de Canadiens à se nourrir et à payer leurs factures.

Le mois dernier, nous avons augmenté le nombre de semaines d'admissibilité au programme pour les familles et les travailleurs. La subvention salariale a fourni 73 milliards de dollars aux travailleurs; à ce jour, plus de trois millions de demandes ont été approuvées. En ce qui a trait à la subvention pour le loyer, 669 000 demandes ont été approuvées, pour un soutien total de plus de 2 milliards de dollars. Il s'agit de mesures essentielles pour soutenir les entreprises, les familles et les travailleurs canadiens.

Lundi, mes deux filles ont regardé fièrement la première femme vice-première ministre et ministre des Finances présenter un budget historique. Comme elle l'a dit elle-même, le budget cherche à vaincre la COVID-19, à remédier aux dommages causés par la récession qu'a créée la pandémie et à renforcer l'économie afin de créer plus d'occasions pour favoriser la réussite des Canadiens dans les années à venir.

Cela fait longtemps que nous n'avons pas vu une contraction économique aussi forte et aussi rapide. Comme beaucoup de députés le savent d'expérience, les travailleurs à faible revenu, les jeunes, les femmes et les Canadiens racialisés en sont touchés de façon disproportionnée. Certaines entreprises ont trouvé des façons novatrices de prospérer et même de croître. D'autres, pour des raisons qui leur échappent, ont dû se battre simplement pour survivre.

Je suis ravi de pouvoir prendre la parole sur un budget qui respecte l'engagement qu'a pris le gouvernement de créer des emplois, faire croître la classe moyenne, remettre les entreprises sur les rails en vue d'une croissance à long terme et garantir aux Canadiens un avenir plus sain, plus équitable, plus vert et plus prospère. Notre priorité absolue est toujours de protéger la santé et la sécurité des Canadiens, surtout pendant cette troisième vague agressive.

Le budget de 2021 investit dans le secteur canadien de la biofabrication et des sciences de la vie pour rebâtir la capacité nationale de fabrication de vaccins. Le gouvernement propose un investissement de 3 milliards de dollars pour soutenir les provinces et les territoires et assurer l'instauration de normes pour les soins de longue durée et l'établissement de changements permanents.

Nous fournirons également 90 millions de dollars pour lancer une initiative pour vieillir dans la dignité à la maison. Cette initiative aiderait des organismes communautaires à apporter du soutien pratique pour aider les aînés à faible revenu et autrement vulnérables à vieillir chez eux, y compris par le jumelage d'aînés avec des bénévoles qui les aideront à préparer les repas, à faire l'entretien ménager, les courses, et les menus travaux, et à se déplacer.

Le gouvernement propose également de bonifier les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés âgés de 75 ans et plus à compter de 2022 et de leur verser un paiement unique de 500 \$ en août 2021, car nous voulons être là pour les aînés qui ont bâti le Canada.

L'Ontario bénéficiera d'un investissement de 466 millions de dollars pour renforcer la capacité des systèmes de santé à réagir aux flambées de cas de COVID-19 et à la demande accrue de services pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale, de toxicomanie et d'itinérance.

La pandémie a dressé de nouveaux obstacles pour les personnes qui ont besoin de services de santé mentale et a exacerbé le stress que vivent les Canadiens, qu'il soit lié au travail, à la santé ou à l'isolement. Le budget de 2021 représente un investissement de 1,2 milliard de dollars à l'échelle nationale pour aider à atténuer ce problème.

Pour que notre économie atteigne son plein potentiel, nous devons veiller à ce que le taux de participation à la population active soit le plus élevé possible. Pour ce faire, le gouvernement propose un investissement transformateur en vue de créer un système pan-canadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Ce plan sans précédent favorisera la croissance économique, augmentera la participation des femmes à la population active et fera en sorte que chaque enfant jouisse du meilleur départ possible dans la vie. Nous viserons une réduction de 50 % des frais moyens des services réglementés de garde d'enfants d'ici 2022, l'objectif étant d'atteindre une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2026. Nous y consacrerons près de 30 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années et fournirons un financement permanent continu.

Alors que nous cherchons à rebâtir une économie plus forte et plus inclusive, nous sommes résolus à soutenir les femmes entrepreneures. Le budget propose de consacrer 146 millions de dollars au renforcement de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat. Ainsi, les femmes entrepreneures auront un meilleur accès au financement, au mentorat et à la formation. Nous collaborerons avec les institutions financières afin d'élaborer un code volontaire qui contribuera à soutenir l'inclusion des femmes et d'autres entrepreneurs sous-représentés en tant que clients dans le secteur financier.

Pour soutenir les travailleurs à faible salaire, le budget propose de bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin d'appuyer environ 1 million de Canadiens supplémentaires, ce qui les aidera à retourner au travail tout en augmentant les prestations pour les personnes les plus vulnérables. En outre, le gouvernement fera passer à 22 944 \$, dans le cas des personnes seules sans enfant, et à 26 177 \$, dans le cas des familles, le niveau de revenu à partir duquel la prestation commence à être réduite.

• (1550)

Il n'a jamais été aussi important d'investir dans la jeunesse. De nombreux jeunes, récents diplômés et étudiants ont du mal à trouver des occasions d'acquérir une expérience de travail ou de croissance, à cause des obstacles imposés par la pandémie.

Le budget propose d'éliminer l'intérêt sur les prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis jusqu'au 31 mars 2023. Il propose aussi de doubler les bourses d'études pendant deux années de plus, afin de couvrir durant la pandémie 90 % des droits moyens de scolarité des programmes de premier cycle au Canada pour les étudiants à faible revenu.

Le budget

Parmi les autres mesures d'aide offertes aux jeunes, on retrouve 118 millions de dollars pour les programmes parascolaires et 239 millions de dollars pour les programmes de stages pratiques pour étudiants, afin de soutenir 50 000 occasions d'apprentissage en milieu de travail pour les étudiants au niveau postsecondaire, soit une hausse de 20 000 par rapport à l'année dernière.

Nous investirons 80 millions de dollars pour aider les enfants à s'initier à la programmation et 109 millions de dollars pour créer 7 000 nouveaux emplois dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse, afin de mieux répondre aux besoins des jeunes vulnérables, qui se heurtent à divers et souvent multiples obstacles à l'emploi. De plus, 94 000 nouvelles occasions de placement seront offertes grâce au financement d'Emplois d'été Canada.

Afin de prioriser encore davantage la création d'emplois dans les petites entreprises, le budget prolongera les mesures d'aide aux entreprises et de soutien du revenu jusqu'à l'automne. Nous financeons près de 500 000 nouvelles occasions de formation et d'emploi, dont 215 000 pour les jeunes.

Le budget de 2021 est un plan qui permettra au gouvernement de tenir sa promesse de créer un million d'emplois. Le budget propose d'allouer 700 millions de dollars sur trois ans aux agences de développement régional pour qu'elles offrent un soutien financier aux entreprises. Cette mesure permettrait aux économies régionales de faire la transition vers une économie verte et d'améliorer leur compétitivité, ce qui les placerait en bonne position pour poursuivre leur croissance à long terme.

Nous proposons aussi de lancer le Programme canadien d'adoption du numérique pour aider plus de 160 000 entreprises à assumer le coût des nouvelles technologies. Dans le cadre de ce programme, les entreprises recevront les conseils dont elles ont besoin pour tirer le meilleur parti possible des nouvelles technologies, tout en donnant du travail à 28 000 jeunes Canadiens qui seront formés pour travailler avec elles. En outre, nous proposons de permettre aux petites entreprises la passation en charges immédiate d'un montant maximal de 1,5 million de dollars en actifs et en investissement en capital, y compris les technologies numériques et la propriété intellectuelle. Il s'agit d'un investissement additionnel de 2,2 milliards de dollars dans la croissance des entreprises.

La lutte contre les changements climatiques a toujours été et demeure une des plus grandes priorités du gouvernement. Le budget de 2021 comporte un plan pour permettre à 200 000 Canadiens de rendre leur maison plus écologique. Nos investissements visent à réduire la pollution provenant des carburants servant au transport et à la production des biens en accroissant la production canadienne de carburants à faible teneur en carbone, y compris les biocarburants. Ils visent à encourager le développement de nouvelles technologies novatrices pour réduire la pollution de l'industrie lourde ainsi qu'à préserver jusqu'à un million de kilomètres carrés de terres et d'eaux intérieures de plus pour atteindre l'objectif de 25 % d'aires protégées d'ici 2025.

Ainsi, le budget place le Canada en bonne position pour atteindre les cibles fixées dans l'Accord de Paris et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 36 % d'ici 2030, en plus de nous aider à atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Dans le cadre de notre plan pour une relance verte, nous proposons d'investir 5 milliards de dollars dans le fonds accélérateur net zéro. Ainsi, le gouvernement pourra investir jusqu'à 8 milliards de

dollars dans des projets qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada, tous les secteurs économiques confondus.

Nous proposons aussi de réduire les taux d'imposition générale des sociétés et des petites entreprises qui fabriquent des technologies à zéro émission. Parmi les autres investissements prévus au budget, on compte une enveloppe de 56 millions de dollars pour élaborer et mettre en œuvre une série de codes et de normes pour les bornes de recharge et les stations de ravitaillement de véhicules zéro émission de détail. En outre, nous allons fournir 98 millions de dollars pour respecter notre engagement de convertir entièrement les édifices fédéraux à l'énergie propre d'ici 2022, et 104 millions de dollars pour renforcer la réglementation concernant les émissions de gaz à effet de serre pour les véhicules légers et lourds et pour l'équipement résidentiel hors route.

Le Canada se trouvait dans une excellente position financière quand la pandémie est survenue. Cela a permis au gouvernement de mettre rapidement en place des mesures pour aider les Canadiens et les entreprises et faire des investissements records pour relancer l'économie. En ce qui concerne les sommes investies en réponse à la pandémie, huit des dix dollars investis au Canada provenaient du gouvernement fédéral. Je suis très fier que le gouvernement n'ait pas hésité à aider les Canadiens durant cette année sans précédent.

Je voudrais conclure en parlant de la conversation que j'ai eue avec une personne de ma circonscription qui m'a parlé avec émotion de l'annonce inouïe que nous avons faite concernant la garde d'enfants et de ce que cela signifiait pour elle. Pour cette femme, cela signifie qu'elle n'aura plus à choisir entre rester à la maison pour prendre soin de son enfant ou aller travailler et voir la majeure partie de sa paie s'envoler en frais de garde coûteux. Cela signifie que son enfant pourra apprendre et s'épanouir grâce aux services professionnels qu'il recevra et qu'elle pourra se concentrer sur sa carrière et être fière de contribuer à l'économie canadienne.

C'est pour cette raison que nous sommes ici, pour faire une différence concrète et positive dans la vie de plein de gens. Je suis fier de soutenir ce budget sans précédent qui appuiera tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

• (1555)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, un certain nombre d'exploitants d'entreprises du secteur du tourisme m'ont dit qu'ils étaient très déçus. Ils regardent les annonces faites dans le cadre du budget et, en raison de la situation actuelle de la pandémie au Canada et du fait que nous soyons en plein cœur d'une troisième vague, ils comprennent qu'il y a peu de chance que la saison touristique soit sauvée cette année, surtout dans une région comme la mienne, où il y a beaucoup d'entreprises saisonnières. Les entreprises du secteur du tourisme ont été très déçues d'apprendre que la subvention salariale et la subvention au loyer allaient non seulement être réduites pendant l'été, mais qu'elles seraient aussi éliminées d'ici septembre.

Le député peut-il expliquer pourquoi le gouvernement a décidé de laisser tomber tout un segment de l'économie qui a été durement touché par la pandémie?

Le budget

M. Maninder Sidhu: Monsieur le Président, le gouvernement a toujours été là pour soutenir les entreprises de nombreux secteurs. À Brampton, les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie ont été plus touchés que d'autres. Par l'entremise des agences fédérales de développement et du Fonds d'aide et de relance régionale, bon nombre d'entreprises ont reçu de l'aide. Bien sûr, il reste du travail à faire. Nous avons prolongé le programme de subvention salariale jusqu'au 25 septembre, si je ne me trompe pas, mais je sais aussi que le gouvernement fera tout pour continuer de soutenir les entreprises.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son allocution. Ma question va porter sur le budget en général.

Le gouvernement veut mettre des normes aux CHSLD et aux résidences pour aînés, mais il me semble que, avant d'imposer des normes, il faut être un modèle.

Or, ce qui relève du fédéral, c'est le contrôle des frontières. Il a été trop tard en mars 2020 pour fermer les frontières. Il a été trop tard en janvier pour demander des tests négatifs aux voyageurs. Il a été trop tard pour leur demander de se placer en quarantaine.

En ce moment, la situation est fragile à Montréal, parce qu'il est encore trop tard pour fermer les frontières à cause des variants.

Le gouvernement libéral fédéral se considère-t-il comme un modèle pour imposer des choses aux autres?

[Traduction]

M. Maninder Sidhu: Monsieur le Président, la députée a parlé de frontières et de beaucoup d'autres choses, mais je vais me limiter au contenu du budget de 865 pages. Pour assurer la sécurité frontalière, le budget de 2021 propose d'accorder un financement de 656 millions de dollars à l'Agence des services frontaliers du Canada pour moderniser ses outils et améliorer sa capacité à détecter les objets interdits, comme les drogues et les armes. Ces initiatives faciliteront les échanges commerciaux tout en protégeant les Canadiens.

Le budget propose également une enveloppe de 312 millions de dollars pour aider à protéger les Canadiens contre la violence armée et la contrebande d'armes à feu. Ces efforts seront soutenus par la GRC et l'Agence des services frontaliers du Canada pour assurer la sécurité de nos collectivités. Oui, nous sommes déterminés à assurer la sécurité de la frontière, et, dans ce budget, nous investissons des sommes de plus en plus importantes.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, le député raconte avec émotion qu'il a assisté avec ses filles à un moment historique lorsque la ministre des Finances a été la première femme du Canada à présenter un budget. Pourtant, 5,5 millions de travailleurs canadiens ont perdu leur emploi ou ont vu leurs heures de travail réduites, tandis que les 47 milliardaires du Canada ont gagné un revenu record de 78 milliards de dollars durant la pandémie.

Dans son ouvrage intitulé *Plutocrats: The Rise of the New Global Super-Rich and the Fall of Everyone Else*, la ministre soutient que des décisions politiques ont contribué à la création de la super élite et que le pouvoir économique de la super élite s'est accru en même temps que son influence politique.

Est-ce en raison du pouvoir économique et de l'influence politique de la super élite que le budget ne prévoit pas de taxe sur la fortune ou sur les profits excessifs, et ne propose que des consultations plutôt que de véritables mesures concernant une réforme pour lutter contre les paradis fiscaux?

• (1600)

M. Maninder Sidhu: Monsieur le Président, le budget instaure une taxe de luxe sur les véhicules et les avions, de même que la première taxe nationale du Canada de 1 % sur les biens vacants appartenant à des non-résidents, des non-Canadiens qui ont les moyens d'acquérir une propriété au Canada. Nous prenons de nombreuses mesures pour protéger la classe moyenne et nous continuerons à faire davantage.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, le député a mentionné les biocarburants dans son discours. Le gouvernement de la Colombie-Britannique étudie des propositions consistant à pulvériser des arbres et des forêts en entier afin de les exporter sous forme de granulés devant servir de biocarburant. Est-ce à cela que le gouvernement fait allusion lorsqu'il parle de biocarburants dans le budget?

M. Maninder Sidhu: Monsieur le Président, aujourd'hui étant le Jour de la Terre, il est important que je saisisse cette occasion pour mentionner que le gouvernement continuera de protéger l'environnement. Le budget de 2021 prévoit des investissements de plusieurs milliards de dollars pour que notre avenir soit plus propre. Il propose d'excellentes mesures pour protéger l'environnement, les terres et les océans.

Parmi les nombreux investissements, mentionnons: l'investissement supplémentaire de 15 milliards de dollars pour le plan climatique renforcé du Canada; 15 milliards de dollars pour le transport en commun partout au pays; plus de 5 milliards de dollars sur sept ans pour financer l'accélérateur net zéro; 1 milliard de dollars pour des mesures visant à attirer des investissements du secteur privé dans des projets de technologies propres; et un crédit d'impôt à l'investissement pour aider à accroître la capacité du programme canadien de captage du carbone en vue de réduire annuellement les émissions de 15 mégatonnes.

Nous ferons ce qui s'impose pour protéger l'environnement et faire de l'économie canadienne une économie aussi propre et...

Le vice-président: Le député doit s'arrêter ici.

Nous reprenons le débat. La députée de Shefford a la parole.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je tiens d'abord à préciser que je partagerai mon temps de parole avec mon honorable voisin le député de Saint-Hyacinthe—Bagot.

C'est avec beaucoup d'amertume que je prends la parole aujourd'hui à la Chambre au sujet du budget déposé le lundi 19 avril dernier. Je tiens d'abord à souligner que, en tant que porte-parole en matière de condition féminine, je ne peux que me réjouir du fait qu'il a été déposé par la première femme ministre des Finances. Voilà un autre plafond de verre brisé; sur la liste, en tant que féministe, on peut cocher: fait.

Le budget

Lundi soir dernier, dans certains médias, on titrait: Ottawa vient en aide aux aînés. Dès le lendemain, on a rapidement commencé à déchanter, surtout que le gouvernement fédéral ne répond pas à nos deux principales demandes: le financement suffisant et récurrent de la santé, la seule et unique demande formelle du gouvernement du Québec; ainsi que l'augmentation de la pension de la Sécurité de vieillesse, ou SV, pour les personnes âgées de 65 ans et plus.

J'aborderai donc mon discours d'aujourd'hui sous l'angle du manque d'aide aux aînés, du manque total de transferts en santé et je terminerai avec quelques points intéressants dans le budget.

D'abord, au sujet des aînés, le gouvernement maintient son engagement électoral d'augmenter la pension de la SV seulement pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Cette augmentation donne environ 766 \$ par année, ou 63,83 \$ par mois. Cette augmentation est prévue à compter de 2022 seulement et implique le dépôt éventuel d'un projet de loi. Pour l'instant, en 2021, le gouvernement ne s'engage qu'à un autre paiement unique de 500 \$ cet été, seulement pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Bref, Ottawa ne répond pas à notre demande d'éviter de créer deux classes d'aînés et ne s'engage formellement à rien de plus qu'une autre mesure ponctuelle avant les prochaines élections. La FADOQ parle même d'un curieux hasard et du fait qu'il y aurait anguille sous roche. Cela demeure donc, pour l'essentiel, une promesse électorale, comme en 2019.

Depuis le début de la pandémie, je martèle que les aînés sont les premières victimes de la COVID-19. Surreprésentés dans les décès, ils sont également ceux et celles qui souffrent le plus des contre-coups du virus: isolement, anxiété et perte de leur pouvoir d'achat. Le programme de la SV, censé préserver l'ensemble des aînés de la pauvreté, rate sa cible. L'indexation de prestations d'un maigre 0,1 % pour le trimestre d'octobre à décembre 2020 n'arrive pas à pallier la hausse des coûts de la vie, exacerbée par la pandémie.

Pour le Québec, en 2021, on estime notamment que le prix des aliments augmentera plus rapidement que l'inflation. Nos parents, grands-parents, ceux qui ont façonné le Québec d'aujourd'hui méritent plus de la part du gouvernement fédéral, qui les laisse tomber encore une fois. Encore une fois, la FADOQ soulignait que la hausse du 1^{er} octobre dernier, Journée internationale des personnes âgées, ne représentait en moyenne que 1,50 \$. Ce n'est même pas assez pour s'acheter un café chez Tim Hortons; c'est une double claque dans la face.

La pandémie a exacerbé le problème de perte du pouvoir d'achat des aînés. En 2019 — on va rester en 2019 et on n'ira pas avant — les libéraux ont promis une augmentation de 10 % de pension de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus et cette promesse n'a toujours pas été remplie avec le budget de 2021. On ne parle que de dépôt d'un projet de loi; d'accord, mais quand? Les aînés devront encore attendre jusqu'à la fin de l'été 2022.

Environ 6,4 millions de personnes âgées de plus de 65 ans touchent la pension de la SV. La promesse libérale réitérée dans le budget de 2021 pour les personnes âgées de 75 ans et plus laisserait cependant de côté la moitié des prestataires de la pension, soit les personnes âgées de 65 à 74 ans.

Rétablissons maintenant les faits. Alors que c'était justement le temps de donner un coup de barre et d'augmenter de façon substantielle les prestations à long terme, ce que les libéraux ont réellement fait pour les aînés en temps de pandémie, c'est de n'offrir qu'une

aide ponctuelle. Pour les aînés admissibles à la pension de la SV, ils donnent un chèque unique de 300 \$; pour ceux admissibles au Supplément de revenu garanti, ou SRG, ils donnent 200 \$ de plus. Cela fait un maigre total de 500 \$. Le paiement spécial unique grâce au crédit pour la TPS est élevé en moyenne à 375 \$ pour les aînés vivant seuls et à 510 \$ pour ceux qui vivent en couple, d'où le près de 900 \$ pour une personne seule. Or, attention, les aînés n'étaient pas les seuls contribuables pouvant bénéficier de ce paiement spécial. Les libéraux ajoutent un autre chèque ponctuel électoraliste de 500 \$. Ce n'est pas moi qui le dis, mais un journaliste ayant interrogé des aînés; ceux-ci ne sont pas dupes et sont exaspérés d'être instrumentalisés. C'est un manque de compassion des libéraux de ne pas remplir leurs promesses au moment même où les aînés continuent d'être les plus touchés par la pandémie.

Certains députés libéraux m'ont même accusée, personnellement, de mener une campagne de peur auprès des aînés. En politique, il y a de ces charges qui sont vraiment regrettables et basses et qui font grincer les dents. Cette accusation gratuite et grossière de la part de certains députés libéraux est tout à fait déplorable. On ne fait pas peur aux aînés, on milite pour une augmentation réelle de leur pouvoir d'achat. Avec mes collègues du Bloc québécois, nous tentons simplement d'être leur porte-voix.

La valeur réelle de la pension de la Sécurité de la vieillesse diminue depuis des années. Représentant 20 % du salaire industriel moyen en 1975, elle n'en représente plus que 13 %. Nous demandons de ramener le niveau de prestation de la pension de la SV à 15 % du salaire industriel moyen sur trois ans et de le maintenir à ce niveau.

• (1605)

Il n'y a pas que le Bloc qui le dit. Je le répète: la FADOQ a dénoncé le fait que l'aide créait deux classes d'aînés et réitère qu'il faudrait inclure les personnes de 65 ans et plus.

L'organisme aurait voulu voir les libéraux respecter au moins leur engagement de hausser la pension de la Sécurité de la vieillesse dès maintenant, plutôt que d'offrir un chèque ponctuel de 500 \$. La FADOQ salue la belle intention des libéraux d'aider financièrement les aînés, mais elle considère que le gouvernement a discriminé une catégorie d'aînés en augmentant les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse de 10 % en 2022 pour ceux âgés de 75 ans et plus, créant ainsi deux classes d'aînés.

En ce qui a trait aux transferts en santé, dont plusieurs groupes d'aînés me parlent régulièrement, c'est le silence radio: rien de prévu d'ici cinq ans ni aucune intention d'en discuter. Pourtant, en ce qui concerne les dépenses, c'est du jamais-vu.

Ce que nous devons retenir, c'est moins le montant du déficit que le fait qu'Ottawa continue d'investir partout, sauf en santé, et qu'il nous déçoit en matière de soutien aux aînés. Le gouvernement s'en tient aux 4 milliards de dollars déjà engagés unilatéralement et séparément dans le cadre du projet de loi C-25, alors que le déficit est moins élevé que prévu.

Le déficit se situe à 354 milliards de dollars, plutôt qu'à 382 milliards de dollars. La marge de manœuvre dégagée est de 28 milliards de dollars, soit exactement le montant que le Québec et les provinces demandent cette année en hausse des transferts en santé. La reprise plus rapide de l'économie donne, clé en main, la marge de manœuvre au fédéral pour répondre à cette demande. C'est un choix politique de ne pas le faire.

En revanche, Ottawa investit dans des normes relatives aux soins de santé de longue durée des aînés dans les CHSLD avec 3 milliards de dollars sur cinq ans, à partir de 2022-2023. Il s'agit bien sûr d'une intrusion à laquelle le Québec s'oppose et qui ne sert à rien, puisque des normes existent déjà. Ces milliards de dollars que coûte la mise en place des normes serviraient mieux en transferts en santé pour embaucher du personnel soignant, afin de respecter les normes déjà en place.

En pleine pandémie, il est impensable de dépenser autant sans hausser de manière durable les transferts en santé, comme l'exigent le Québec et toutes les provinces. C'est énormément de saupoudrage et de petites mesures, y compris des mesures symboliques. Ottawa dit oui à tout le monde, sauf au consensus du Québec entier et de tous les premiers ministres en matière de transferts en santé.

Pour la suite, la pandémie a fissuré vraiment durablement les systèmes de santé, et il faudra de nombreuses années avant que l'on puisse les rétablir, et ce, à condition que le fédéral réinvestisse massivement dans nos systèmes de santé.

En refusant de hausser sa contribution en santé, le gouvernement laisse sciemment tomber les patients et envoie le message selon lequel leur santé n'est pas prioritaire, que leur dépistage du cancer peut attendre, que leur stress et leurs angoisses peuvent perdurer. Au Bloc québécois, nous croyons qu'une telle position est inacceptable et c'est pourquoi nous exigeons dès maintenant une hausse des transferts en santé. Il faut non seulement rattraper les retards causés par la pandémie, mais déconstruire ce problème structurel.

Le manque de ressources dans nos systèmes de santé fait reposer le succès de celui-ci sur la surcharge de travail de notre personnel soignant, et le fédéral abandonne le personnel soignant. Le système était déjà sous pression avant la pandémie de la COVID-19, et la surcharge de travail a des conséquences graves autant pour le personnel que pour les infirmières et infirmiers du Québec. Pour les patients, c'est la qualité des soins qu'ils reçoivent qui diminue et c'est le risque de complication à la suite d'une chirurgie qui augmente. Pour les infirmières, c'est le risque d'épuisement au travail et le stress qui augmentent et le désir de quitter la profession qui se fait sentir, parce que les conditions de travail sont inacceptables.

Depuis le début de la crise de la COVID-19, la situation des infirmières s'est détériorée. Les témoignages dévastateurs du personnel soignant se sont multipliés. Beaucoup de professionnels de la santé, qui avaient choisi de travailler à temps partiel pour éviter la surcharge de travail, se sont vu imposer des horaires à temps plein, de façon unilatérale, pour affronter la crise. En conséquence, le système de santé peine à retenir les infirmières, qui démissionnent par vagues à Montréal. On compte plus de 800 démissions dues à la surcharge de travail.

C'est pourtant une demande unanime des provinces et du Québec, rarement vue. C'est également une décision unanime, tant au Québec qu'au Canada. Les premiers ministres de toutes les provinces et du Québec, les centrales syndicales, l'Assemblée nationale, ainsi que le Parlement canadien, par le truchement d'une motion, sont tous d'accord.

Le gouvernement libéral est isolé sur cette question. Il doit se rendre à la raison et hausser les transferts en santé. Il est tout autant isolé sur la question de hausser dès 65 ans la pension de la Sécurité de la vieillesse.

Le budget

Le Bloc québécois avait déposé deux amendements au budget pour y introduire nos deux grandes demandes principales et ainsi laisser au gouvernement une dernière chance d'entendre raison. Toutefois, en votant contre, les libéraux se sont plutôt assurés de ne pas avoir l'appui du Bloc.

J'aimerais dire, en terminant, que la Subvention salariale d'urgence a été une bonne chose pour ma circonscription et qu'il y a quand même de bonnes mesures dans le budget. Il y a aussi des sommes prévues pour l'environnement qu'il faudra surveiller, parce que le diable est dans les détails. Cela est vrai pour plusieurs mesures, que ce soit en agriculture ou pour l'aide au tourisme et à la culture. De nombreux groupes, notamment les groupes d'aînés, appuient également les recommandations du Bloc pour ce budget.

Je conclurai en rapportant les propos d'un jeune homme qui m'a écrit hier: Je me présente, Samuel. J'aimerais savoir la façon de faire pour présenter une pétition à la Chambre des communes pour faire pression sur le gouvernement libéral concernant le chèque de la Sécurité de la vieillesse au nom de mes grands-parents.

Alors, Samuel, par respect pour la dignité des aînés, afin que non seulement ils survivent mais qu'ils vivent, agissons.

• (1610)

[Traduction]

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de participer au débat par Zoom.

Le budget s'apparente à un exercice préélectoral. Nous sommes au beau milieu d'une pandémie de COVID-19. Selon ma collègue, est-ce le moment approprié pour présenter un budget de campagne électorale?

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Monsieur le Président, j'ai mal saisi la fin de la question de mon collègue. Pourrait-il la poser de nouveau?

[Traduction]

Le vice-président: La question était relativement courte. Je demanderais au député de Peace River—Westlock de reprendre à partir du milieu de son intervention et la députée tentera d'y répondre.

Le député de Peace River—Westlock a la parole.

M. Arnold Viersen: Monsieur le Président, je me demandais simplement si ma collègue convient que le budget a l'air d'un budget qu'on présenterait à l'approche d'une élection plutôt que d'un budget qu'on présenterait en temps de pandémie.

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Monsieur le Président, une chose est certaine: il faut pouvoir se servir de notre pouvoir d'emprunter afin d'aider les gens à se sortir de la crise.

Le budget contient tout de même beaucoup de mesures pour beaucoup de groupes qu'il est important d'aider. Nous ne sommes pas tout à fait sortis de la pandémie, laquelle touche principalement notre système de santé. Or, je l'ai dit et je ne peux que le déplorer à nouveau: la différence de 30 milliards entre le déficit projeté dans l'Énoncé économique de l'automne de 2020 et celui projeté dans le budget de lundi aurait pu servir à augmenter les transferts canadiens en santé pour se sortir de la pandémie et prévoir l'après-pandémie.

Le budget

• (1615)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, je suis très perturbé par la crise actuelle à l'Université Laurentienne. Il est clair que le gouvernement de Doug Ford est en train de démanteler une institution vitale pour les communautés francophones, autochtones et anglophones du Nord de l'Ontario.

Cependant, quand je regarde les actions des libéraux, il est clair que le gouvernement libéral a abandonné son obligation d'assurer le financement et la protection des droits de la communauté franco-ontarienne. Pourquoi le gouvernement libéral refuse-t-il de fournir des fonds pour stabiliser la situation de la communauté francophone dans le Nord de l'Ontario?

Mme Andréanne Larouche: Monsieur le Président, en tant que francophones, nous ne pouvons qu'être solidaires des francophones et des Franco-ontariens. Nous leur réitérons tout notre soutien, notamment dans le contexte de la crise entourant l'Université Laurentienne.

Ce qui se passe en ce moment est triste et grave. Notre porte-parole en matière de langues officielles, M. Mario Beaulieu, en a beaucoup parlé. J'aimerais pouvoir encourager...

Le vice-président: J'aimerais rappeler à la députée qu'il n'est pas permis de nommer un collègue par son nom, mais je pense que l'honorable députée s'en est rendu compte.

L'honorable député de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

[Traduction]

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, je remercie la députée de ses efforts inlassables dans le dossier des aînés. Ceux de ma circonscription sont mécontents que la hausse de la Sécurité de la vieillesse soit réservée aux personnes de 75 ans et plus. Selon eux, les personnes de 65 à 74 ans devraient y avoir droit aussi. C'est une question d'équité. La pandémie cause toutes sortes de problèmes aux aînés et ils ont besoin de soutien.

Ma question porte sur les soins offerts dans les résidences pour personnes âgées et le fait que certaines d'entre elles soient à but lucratif. La députée convient-elle que ces établissements devraient plutôt être à but non lucratif, comme des organismes communautaires ou des coopératives?

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Ayant travaillé auprès de groupes communautaires dans le dossier des aînés, je suis consciente de l'importance d'offrir plusieurs modèles de résidence aux aînés et de davantage développer le logement social.

J'invite tout de même à la prudence dans le contexte des normes nationales qui sont proposées pour les CHSLD. Une bonne partie des CHSLD et des résidences pour aînés relèvent du Québec et des provinces et ce sera à eux de les gérer. De toute façon, des modèles sont déjà à l'étude au Québec, où il existe déjà plusieurs modèles de logement pour les aînés afin de répondre à divers cas.

J'aimerais aussi revenir sur la notion d'électorisme dans le dossier des aînés, soulevée par mon collègue de Peace River—Westlock. Même les aînés me parlent des 500 \$ qu'ils vont recevoir au mois d'août et s'interrogent sur le hasard et la coïncidence de ce versement. Il faut vraiment éviter ce type de mesure électoraliste,

s'assurer d'offrir une aide sur le long terme et, surtout, ne pas prendre les aînés pour des cruches.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à souhaiter un excellent Jour de la Terre à l'ensemble de mes collègues.

Je précise que je m'exprime aujourd'hui à titre de porte-parole du Bloc québécois en matière d'aérospatiale.

Nous sommes bien contents que le budget reconnaisse enfin le secteur aérospatial. Il a fallu beaucoup d'efforts pour en arriver là. Le Bloc québécois a véritablement agi comme un pédagogue patient.

Personnellement, j'ai eu à expliquer à plusieurs reprises que le transport aérien n'équivalait pas à l'industrie aérospatiale. Les compagnies aériennes, c'est une chose; la construction, l'entretien, le recyclage des pièces, une importante grappe en recherche et développement ainsi que notre principal secteur d'exportations, cela en est une autre.

Le message semble enfin être passé, et il était temps. Dans le budget, on peut même lire le mot « stratégique » dans la même phrase que le mot « aérospatial ».

On reconnaît donc...

[Traduction]

Le vice-président: La députée de North Island—Powell River invoque le Règlement.

Mme Rachel Blaney: Monsieur le Président, je m'excuse d'interrompre les travaux, mais je dois vous signaler que l'interprétation ne fonctionne pas. Selon l'interprète, le son n'est pas assez clair.

• (1620)

Le vice-président: Je remercie la députée de nous avoir signalé ce problème.

[Français]

J'aimerais demander au député de Saint-Hyacinthe—Bagot de vérifier si son casque d'écoute fonctionne et si la connexion est appropriée.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe-Bagot a la parole.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, je disais que le message était enfin passé, et qu'il était temps. Dans le budget, on peut même lire le mot « stratégique » dans la même phrase que le mot « aérospatial ».

On reconnaît donc enfin le caractère stratégique de cette industrie, qui l'est tout autant que l'automobile l'est pour l'Ontario. La formule est un peu particulière lorsqu'on lit cela, parce que l'on ne dit pas textuellement qu'elle en est une, mais on parle...

Le vice-président: Je suis désolé d'interrompre l'honorable député, mais l'interprétation ne fonctionne toujours pas.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, j'ai vérifié, et tout semble être en ordre.

Puis-je poursuivre?

Le vice-président: L'honorable député de Saint-Hyacinthe-Bagot a la parole.

Le budget

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, souhaitez-vous que je reprenne mon allocution, étant donné que la première partie n'a pas pu être comprise par l'ensemble de nos collègues?

Le vice-président: C'est une bonne idée. L'honorable député peut recommencer à partir de la fin de la première minute de son discours.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, dans le document, une formule un peu particulière laissait sous-entendre qu'il s'agit d'une industrie stratégique. On ne dit pas textuellement qu'elle en est une, mais, en prenant un détour un peu tortueux, on dit que les retombées de cette industrie ont un caractère stratégique. Encore une fois, c'est un début.

Pendant longtemps, on a interpellé le gouvernement afin qu'une aide ciblée soit offerte au secteur aérospatial. Le gouvernement nous a répondu qu'il y avait déjà des programmes universels, comme la Subvention salariale d'urgence du Canada. C'est vrai que la subvention salariale a aidé l'industrie aérospatiale et que son prolongement dans le présent budget est une bonne nouvelle pour l'industrie.

Par contre, certains secteurs plus touchés que d'autres méritent un soutien ciblé. C'est le cas du secteur aérospatial, puisque les avions sont cloués au sol et que le carnet de commandes s'est somme toute vidé. La crise sanitaire n'a pas créé de toute pièce les difficultés dans le domaine, elle les a exacerbées. Il demeure que nos fleurons sont menacés de disparaître en quelques mois alors qu'il a fallu des générations pour les construire.

Concrètement, que contient le budget pour le secteur aérospatial? Le principal problème, c'est que le budget est flou et avare quant aux détails de sa réalisation, et ce, même s'il fait près de 900 pages. Le gouvernement a perdu un an à ne rien faire. On ne peut manifestement pas attendre une autre année; il faut que cela bouge.

Quand on regarde les grandes lignes de plus près, on constate que les montants prévus se déclinent en deux éléments. On a prévu 250 millions de dollars pour la mise à jour technologique et numérique des entreprises et 1,7 milliard de dollars, par le truchement du Fonds stratégique pour l'innovation.

Dans le cas des 250 millions de dollars, on parle d'un montant qui va se décliner par l'entremise d'agences régionales pour la numérisation. Précisons que c'est tout à fait louable de vouloir aider les entreprises à se numériser. Cela devrait principalement bénéficier aux PME, et le Québec compte 200 PME de l'industrie aérospatiale.

Un pays ayant chez lui le troisième pôle aéronautique de la planète, après Seattle et Toulouse, capable de construire un avion de A à Z ne devrait pas avoir des visées régionales, mais une vision nationale, une stratégie de cohérence qui voit l'ensemble du secteur comme un...

• (1625)

Le vice-président: Je m'excuse, mais je dois de nouveau interrompre le député, puisqu'il y a encore des petits problèmes en lien avec la connexion Internet.

Nous allons essayer de nouveau.

Je demande à l'honorable député de Saint-Hyacinthe—Bagot de recommencer son discours à peu près à la moitié.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: D'accord, monsieur le Président.

Pour ce qui est du montant de 1,7 milliard de dollars, c'est comme si l'on plaçait l'industrie aérospatiale dans une liste d'épicerie, à côté de secteurs comme l'énergie, l'exploitation minière, l'acier et l'aluminium. Bien qu'on manque cruellement de détails, il est bien de constater que l'aérospatiale a droit à une enveloppe dédiée dans le but d'en arriver à un verdissement de ses appareils.

Nous sommes cependant bien loin d'avoir un plan comme celui de la France, qui annonce qu'en 2035 son avion à l'hydrogène va voler. Ici, on agit au cas par cas. La France sait ce qu'est une vision stratégique cohérente dans un secteur qui lui est névralgique.

Qui plus est, c'est...

Le vice-président: Malheureusement, nous n'avons pas l'interprétation en ce moment. L'honorable député a-t-il la possibilité d'utiliser un autre casque d'écoute?

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, j'utilise le casque de la Chambre et je ne suis pas certain d'en avoir d'autres, mais je peux vérifier dans le bureau.

Le vice-président: Pour le moment, je vais demander à l'honorable député d'essayer de continuer son discours, mais en parlant plus lentement afin d'assurer une interprétation correcte et en plaçant son microphone près de sa bouche.

• (1630)

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, comme je le disais, un des problèmes est que ce plan de verdissement des appareils du secteur aérien et du secteur aérospatial est loin de celui de la France. Cette dernière annonce que son avion à hydrogène va voler en 2035. Au Canada, on est plutôt encore une fois dans le cas par cas. La France sait ce qu'est une vision stratégique cohérente dans un secteur qui lui est névralgique.

Un autre des problèmes est que c'est par l'intermédiaire du Fonds stratégique pour l'innovation que les montants sont octroyés. Ce Fonds pose problème, parce que ses critères ferment malheureusement la porte aux PME. Si l'on regarde, par exemple, son soutien à l'électrification des transports, les sommes ont été octroyées à des multinationales basées en Ontario plutôt qu'aux PME du Québec. Or, les PME du Québec travaillent activement à l'innovation dans le domaine de l'électrification, mais elles n'ont pas accès au Fonds à cause des critères du programme.

Il faut savoir que 99 % de l'argent du Fonds a bénéficié à l'Ontario, principalement à des multinationales qui y sont basées, et ce, même si le gouvernement ontarien a pris position contre les véhicules électriques. En effet, rappelons que l'un des premiers gestes du gouvernement de l'Ontario a été d'éliminer les rabais sur la vente de voitures électriques, ce qui a fait chuter les ventes de ce type de véhicules de 50 %. Je referme ici la parenthèse de l'électrification des transports, qui visait à démontrer les errements du Fonds stratégique pour l'innovation. Il faut absolument que les critères du Fonds soient modifiés pour que les PME du Québec puissent en profiter.

Le budget

Encore une fois, pour ce qui est de la conversion écologique des avions, le Québec peut montrer l'exemple en matière de verdissement du secteur. Considérons par exemple le Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique, un organisme sans but lucratif qui a pour mission de développer des technologies plus intelligentes, performantes et efficaces. Le Regroupement se compose d'acteurs du secteur. La première phase, mise en place en 2010 par le gouvernement du Québec dans le cadre de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, a duré jusqu'en 2015 et a impliqué six grandes entreprises, 28 PME et 16 universités et centres de recherche du Québec. On en est maintenant à la troisième phase. C'est comme cela que se conçoit une vraie politique.

Le Syndicat des machinistes a visé juste en affirmant qu'il n'aidait pas les travailleurs et les travailleuses du secteur. Le budget présente une stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle. C'est très bien, mais pourquoi n'y a-t-il pas de stratégie pancanadienne en aérospatiale? Quand le gouvernement va-t-il en comprendre l'importance?

Il faudra donc que nous poursuivions nos efforts pédagogiques. Nous avons réussi à faire comprendre que l'industrie aérienne et l'industrie aérospatiale ne sont pas la même chose. Il va maintenant falloir faire comprendre qu'une politique stratégique pour une industrie qui ne l'est pas moins ne se limite pas à de l'aide financière.

J'ajouterais un élément qui est également lié à l'aérospatiale, c'est-à-dire l'existence d'une taxe sur les biens de luxe. La vente d'appareils privés en fait partie.

Le Canada est un pays exportateur d'avions d'affaires, avec 700 fournisseurs. On dépense environ 1,2 milliard de dollars en moyenne sur les biens et services provenant de fournisseurs canadiens. Cela peut avoir un certain impact. Il faut bien sûr rembourser la dette qui va être très grande et taxer les plus riches est loin d'être problématique. Ce qui peut sembler problématique et qui peut avoir des impacts sur la chaîne d'approvisionnement au Québec et en Ontario, est le ton que l'on y donne.

Je suis tout à fait d'accord que l'on mette une taxe sur la vente d'avions de luxe à usage personnel, mais, dans l'annexe du budget, la description de ce qui est qualifié d'avion pour usage personnel est très large. Il va falloir raffiner la définition parce que les avions de 39 places ou plus, avec quelques exclusions, pourraient tous correspondre à la définition d'un avion à usage personnel.

Une compagnie qui achèterait des avions à des fins commerciales, en réalité, et non personnelles pourrait respecter la définition. Ce point peut être problématique. En effet, même si l'annexe mentionne qu'à certaines fins commerciales, comme dans le cas du transport public, il y aurait des exclusions, une compagnie qui procède à ces achats ne le fait pas pour le transport public. Ce sera une précision à apporter.

Il faudra également aller plus loin pour se doter d'une vraie politique en aérospatiale et d'une politique de défense. La Défense nationale devrait travailler avec la base industrielle pour développer des technologies. Il faut financer un programme de recherche dans la Défense nationale. Ce sont tant de choses qui sont malheureusement absentes du budget.

Je m'excuse auprès de tous mes collègues du caractère hautement saccadé de ma présentation. J'espère qu'ils n'auront pas trop de mal à remettre ensemble les passages et en comprendre la cohérence, ce à quoi on s'attend finalement pour une politique en aérospatiale.

• (1635)

Le vice-président: Je remercie également l'honorable député de sa patience concernant les problèmes techniques durant sa présentation. Je tiens également à souligner la patience des interprètes qui travaillent pour que la présentation soit accessible à tous.

[Traduction]

Nous passons aux questions et aux observations. La députée de North Island—Powell River a la parole.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, je suis désolée d'avoir interrompu le discours du député. Je suis heureuse que l'on ait réglé le problème. Bien sûr, je remercie chaleureusement les interprètes, qui travaillent dans des conditions très inquiétantes. C'est la réalité de la COVID.

Pour ma question, je reviendrai sur un dossier qui me préoccupe beaucoup. Il s'agit des aînés. Nous savons que le gouvernement s'est engagé à bonifier la Sécurité de la vieillesse pour les personnes de 75 ans et plus. Je connais de nombreux aînés de ma circonscription qui ont 65 ans et qui ont vraiment besoin de cette prestation, surtout ceux qui reçoivent le Supplément de revenu garanti. Je suis déçue qu'on n'en ait pas parlé, étant donné qu'il s'agit des aînés qui ont les revenus les plus faibles au Canada.

Je me demande ce que le député en pense.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, cela n'a bien sûr aucun sens.

Sur cette question, je crois que les aînés de ma circonscription ne sont pas bien différents de ceux de la circonscription de ma collègue. Il n'existe pas deux catégories d'aînés. Un aîné, c'est à partir de 65 ans. Pour l'ensemble des aînés, le pouvoir d'achat est en recul depuis le début de la pandémie. Il faut également ajouter un paquet d'autres problèmes liés à la solitude et aux difficultés.

J'imagine que nous sommes nombreux à ne pas avoir vu depuis longtemps nos parents et nos grands-parents qui ont un certain âge. Si on l'a fait, on s'est empêchés de les cajoler puisqu'il fallait garder une distance. Au-delà de la solitude et de la situation financière, il faut bien sûr de la volonté politique qui n'existe pas dans le présent budget. Il aurait dû y en avoir et c'est pourquoi il aurait fallu adopter le sous-amendement du Bloc québécois.

Pour terminer, je joins ma voix à celle de ma collègue concernant les éloges que méritent nos interprètes pour leur dire qu'ils ont fait un très bon travail et que cela n'est pas évident non plus.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, comme mon collègue l'a mentionné, ce n'est pas rien d'être le troisième pôle, après Toulouse et Seattle, dans un secteur aussi important que l'aéronautique et l'aérospatiale au Québec, avec tout ce qu'il représente.

On fait souvent le parallèle entre les investissements faits dans le secteur de l'automobile en Ontario et la décision des gouvernements qui, au fil du temps, ont laissé tomber le secteur de l'aéronautique et de l'aérospatiale, qui est tellement important pour le Québec.

J'aimerais entendre les commentaires de mon collègue sur ce sujet.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Shefford, qui est également ma voisine de circonscription.

Le budget

Au-delà des investissements, une politique commence par une vision et une concertation. Si l'on veut faire une vraie comparaison avec l'Ontario, on peut voir qu'Ottawa s'assied avec l'industrie, le gouvernement provincial et les syndicats pour planifier les choses et s'entendre sur une politique.

Le regretté Jean Lapierre, qui a été un prédécesseur de ma collègue de Shefford, avait dit que l'aérospatiale était pour le Québec ce que l'automobile était pour l'Ontario. C'est tout à fait vrai. Il faut avoir cette vision, ce même sentiment que l'aérospatiale est stratégique.

• (1640)

[Traduction]

Le vice-président: Avant de reprendre le débat et conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée de Fredericton, Les affaires autochtones; le député de Bow River, La santé; la députée de Lethbridge, Les ressources naturelles.

Nous reprenons le débat. Le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country a la parole.

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue de Scarborough—Rouge Park.

Je suis fier de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer ce budget historique, qui est le tout premier à avoir été déposé par une femme ministre des Finances et le budget le plus important de mon vivant. Le budget de 2021 aidera les Canadiens à se remettre de la COVID-19 et jette les bases d'un avenir meilleur, plus résilient et plus équitable.

En tant que député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, je peux dire que le budget répond directement aux priorités dont mes concitoyens m'ont fait part lors des consultations prébudgétaires. Nous appuyons le logement abordable en élargissant la Stratégie nationale sur le logement. Nous rendons la vie plus abordable pour les aînés en bonifiant les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de plus de 74 ans. Nous effectuons des investissements sans précédent pour améliorer la vie des peuples autochtones. Nous prolongeons l'aide aux entreprises et les mesures de relance, et bien plus encore.

En tant que président du caucus libéral de la Colombie-Britannique, je peux également affirmer que le budget s'attaque à beaucoup des problèmes les plus urgents dans ma province et qu'il comprend des mesures visant à profiter des occasions incroyables qui s'offrent à nous. Dans le peu de temps dont je dispose, je me concentrerai sur une série de mesures qui sont particulièrement importantes à l'échelle locale.

La première est celle des services de garde d'enfants. Nous ne pouvons parler du budget sans mentionner l'investissement historique à hauteur de 30 milliards de dollars sur cinq ans et de 8 milliards de dollars par année par la suite visant à établir et maintenir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de haute qualité, abordable et accessible. La pandémie a montré plus que jamais à quel point la rareté des places dans les services de garde est difficile pour la population active. C'est aussi un problème d'inégalité entre les sexes, car il y a 12 fois plus de mères que de pères qui ont dû quitter leur emploi pour prendre soin d'enfants pendant la pandémie de sorte que le taux de participation des

femmes au marché du travail a atteint son niveau le plus bas en vingt ans.

La pénurie de services de garde pour enfants abordables et accessibles complique depuis des années la vie de bien des gens dans la circonscription que je représente. Par exemple, il y a plus de 5 100 enfants dans la région Sea to Sky âgés de moins de 12 ans qui ont besoin de services de garde, mais seulement 1 100 places. Les listes d'attente sont de plus de deux ans, et le coût de ces services va de 85 \$ à 100 \$ par jour. Bien des familles doivent donc verser 1 800 \$ par mois pour des services de garde ou avoir des doubles journées de travail passées à s'occuper des enfants tout en tentant de gagner un salaire. Il s'agit d'un fardeau qui a des effets négatifs non seulement sur l'économie et sur les parents, mais aussi sur les enfants.

Voilà pourquoi le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les familles canadiennes ne croulent plus sous le poids du coût élevé des services de garde d'enfants. Le budget 2021 contribuera à réduire de moitié le coût moyen des services réglementés d'éducation préscolaire et de garde d'enfants d'ici 2022, dans le but ultime de fixer à 10 \$ en moyenne le coût quotidien des services de garde d'enfants d'ici les cinq prochaines années. Nous allons continuer de déployer des efforts pour accroître le nombre de places en garderie pour que les familles canadiennes aient accès à des services de qualité en matière de garde d'enfants, sans compter les quelque 40 000 nouvelles places qui ont été créées à l'aide des investissements du gouvernement fédéral depuis 2015. Nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour soutenir les fournisseurs à but non lucratif de services de garde d'enfants afin d'accroître le nombre de places disponibles d'un bout à l'autre du pays, tout en veillant à ce que les familles qui envoient leurs enfants dans des garderies agréées puissent bénéficier d'un coût plus abordable.

En plus d'améliorer la qualité de vie des familles, nos prévisions démontrent que cette initiative stimulera la croissance économique dans une proportion pouvant aller jusqu'à 1,2 %. Presque tous les économistes s'accordent pour dire qu'aucune autre mesure que celle-ci ne pourrait augmenter autant notre PIB. C'est un programme tout indiqué pour le premier budget fédéral préparé par la première femme à occuper les fonctions de ministre des Finances au Canada.

Les femmes ne sont pas le seul segment de la société à avoir été durement touché. Étant donné que nous sommes au milieu de la troisième vague et que les restrictions de santé publique ont fait des ravages dans les petites entreprises, nous devons d'abord nous assurer de la viabilité de notre industrie existante afin de jeter les bases d'une reprise robuste. Le budget de 2021 pourvoit à ces besoins en prolongeant la subvention salariale, la subvention au loyer et les mesures d'aide en période de confinement pour les entreprises et les organismes sans but lucratif jusqu'au 25 septembre. À elle seule, la subvention salariale a soutenu plus de 621 000 emplois en Colombie-Britannique et a été une véritable bouée de sauvetage pour les entreprises.

Je sais à quel point c'est important, car le tourisme est le secteur le plus important dans ma circonscription. Il a été étranglé par des directives de la santé publique, et de nombreux endroits ont été forcés de fermer. La prolongation des programmes d'aide était donc la demande numéro un des entreprises de ma circonscription. Elles ont hâte d'accueillir à nouveau les Canadiens et le monde entier.

Le budget

Ces mesures et le nouveau programme d'embauche pour la relance économique du Canada, soit quelque 595 millions de dollars pour faciliter l'embauche ou la réembauche de travailleurs par les entreprises, ont été annoncés dans le budget 2021, suffisamment en avance pour que les entreprises puissent commencer à planifier un meilleur été et un meilleur avenir. Ces mesures, ainsi que de nouveaux investissements de 1 milliard de dollars dans le tourisme, les arts et la culture, aideront les entreprises à survivre à la pandémie. La réduction des frais de carte de crédit à laquelle nous travaillons ne pourra que contribuer à stimuler davantage la croissance à l'avenir.

Ce budget contient d'autres mesures historiques qui auront des répercussions énormes sur la Colombie-Britannique. Jusqu'à présent, la Colombie-Britannique a été mise dans le même panier que les provinces des Prairies et travaillait avec l'agence de développement régional de Diversification de l'économie de l'Ouest. Compte tenu de l'économie distincte et diversifiée de la Colombie-Britannique, la création d'une agence de développement régional distincte pour notre province est une priorité de longue date.

• (1645)

Le budget de 2021 le permet, dans le cadre de la vision définie dans l'énoncé économique de l'automne, en finançant une nouvelle agence de développement régional pour la Colombie-Britannique au rythme de 553 millions de dollars pour les cinq prochaines années. Cela permettra d'agrandir l'agence de développement régional, qui tient dans un seul bureau dans notre province, afin de répondre à toutes les priorités régionales et locales de la province, en plus de permettre aux entreprises de profiter des occasions qui se présentent dans les régions rurales et urbaines.

Certaines des meilleures occasions d'avenir pour le Canada et la Colombie-Britannique se situent dans les secteurs du numérique, des sciences biologiques et des technologies propres. Au Canada, bien que des recherches d'avant-garde soient réalisées dans les établissements d'enseignement, et que des entreprises en démarrage prometteuses en découlent, nous avons du mal à en effectuer la commercialisation et le développement. Ces entreprises prometteuses se font alors avaler par des pendants étrangers plus gros, et elles démenagent à l'étranger, ce qui entraîne un exode des cerveaux.

Ce budget s'attaque à ces défis en proposant des investissements ciblés. Plus de 2,2 milliards de dollars sont consacrés à la croissance du secteur des sciences de la vie, ce qui favorisera notre résilience pour les futures crises sanitaires. Cet investissement de 2,2 milliards de dollars comprend 92 millions de dollars pour l'entreprise adMare, de la Colombie-Britannique, pour faire en sorte non seulement de découvrir des mécanismes d'administration pour des vaccins d'avant-garde, comme nous l'avons fait pour le vaccin de Pfizer, mais aussi pour que les entreprises canadiennes puissent prendre de l'expansion, faire de la production et créer davantage d'emplois à valeur ajoutée.

Le budget de 2021 fournit aussi 360 millions de dollars afin de lancer une stratégie quantique nationale qui amplifiera les forces importantes du Canada dans la recherche quantique et renforcera le leadership d'entreprises de premier plan telles que D-Wave. L'un des quatre principaux centres quantiques sera situé en Colombie-Britannique, où nous avons déjà une expertise considérable dans ce domaine.

Un investissement de 35 millions de dollars du fédéral, assorti d'une somme équivalente fournie par la Colombie-Britannique, contribuera à la mise sur pied d'un centre britanno-colombien pour l'innovation et l'énergie propre afin de faire progresser l'expansion et la commercialisation de technologies propres en Colombie-Britannique et dans l'ensemble du Canada.

Nous avons besoin de technologies plus propres non seulement pour faire croître l'économie, mais aussi pour réduire les émissions. Les 8 milliards de dollars consacrés au fonds accélérateur net zéro dans le budget et l'énoncé économique de l'automne serviront à financer des mesures prometteuses visant à atténuer les émissions provenant des principales sources et à favoriser l'adoption généralisée de technologies propres à la grandeur du pays.

Le soutien financier que notre gouvernement a accordé par le passé a aidé l'entreprise Carbon Engineering de Squamish à devenir la principale entreprise de technologie propre en Amérique du Nord l'an dernier. Je signale que nous ajouterons un financement supplémentaire de 1 milliard de dollars pour faire en sorte que les entreprises puissent attirer des investissements du secteur privé et devenir des chefs de file comme Carbon Engineering.

L'engagement pris dans le budget de 2021 visant à réduire de moitié l'impôt des sociétés pour les entreprises qui fabriquent des technologies visant la carboneutralité favorisera non seulement le lancement de telles entreprises, mais aussi leur croissance et leur installation permanente au Canada, ce qui garantira de bons emplois pour l'avenir.

Aujourd'hui, au Sommet de la Terre, le Canada a annoncé une nouvelle cible de réduction des gaz à effet de serre pour 2030 qui est de 40 % à 45 % sous les niveaux de 2005. La décarbonisation de notre économie grâce à ces mesures, le nouveau prêt sans intérêts de 40 000 \$ pour l'amélioration du rendement énergétique des maisons et d'autres mesures du budget de 2021 seront essentielles pour atteindre ces nobles cibles et respecter les objectifs fixés dans le cadre de l'Accord de Paris.

Étant donné que nous soulignons aujourd'hui le Jour de la Terre, il convient de mentionner que le budget de 2021 prévoit des investissements de plus de 4 milliards de dollars dans des mesures visant à protéger 25 % des terres et des eaux canadiennes d'ici 2025. Ce processus créera des milliers d'emplois dans le domaine de la conservation, ce qui aidera tout particulièrement les groupes qui sont actuellement sous-représentés dans l'économie, notamment les Autochtones et les jeunes.

Cet investissement dans l'environnement est d'une importance cruciale pour mettre fin à la crise de la biodiversité au Canada. Cette crise se manifeste le plus visiblement en Colombie-Britannique avec la situation critique du saumon sauvage du Pacifique. Depuis le début des années 1990, les populations du saumon du Pacifique ont chuté dans une proportion pouvant atteindre 93 %. Aucune autre question ne rassemble plus les Britanno-Colombiens de tous les horizons que le sort de cette espèce iconique, qui est essentielle à l'économie bleue du Canada.

Pour aider à empêcher son extinction potentielle et les répercussions qu'une telle disparition aurait dans l'ensemble de l'écosystème marin, y compris sur les épaulards qui se trouvent dans une situation semblable et qui s'en nourrissent, le budget de 2021 prévoit un investissement de longue durée — 647 millions de dollars sur cinq ans — afin de stabiliser et de conserver les populations de saumon sauvage.

Cet investissement historique servira à de nouvelles éclosions, à la restauration de l'habitat et à la recherche, ainsi qu'à la création d'un secrétariat pour le saumon du Pacifique et d'un centre d'expertise en matière de rétablissement, ce qui permettra d'améliorer la gestion des pêches commerciales et récréatives.

• (1650)

Comme mon temps de parole tire à sa fin, je tiens à dire que ce budget propose des investissements essentiels pour nous permettre d'aider les Canadiens à traverser cette crise, tout en prévoyant des enveloppes ciblées pour des secteurs qui stimuleront la création d'emploi. Il y arrive en réduisant les inégalités dans notre société tout en faisant en sorte que nous ayons une relance verte et bleue. Ces mesures sont prises de façon à ce que le ratio de la dette par rapport au PIB diminue au fil du temps alors que nous récoltons les fruits de ces investissements importants dans l'économie canadienne et le bien-être de nos collectivités.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue avec qui je siège au comité des opérations gouvernementales de son discours.

Il a souligné que c'est aujourd'hui le Jour de la Terre et il n'est pas le seul à l'avoir fait d'ailleurs. Je veux pour ma part souligner une chose qui est passée sous silence, soit que c'est aujourd'hui le 70^e anniversaire de la célèbre bataille de Kapyong de la guerre de Corée à laquelle, bien sûr, de nombreux jeunes Canadiens ont pris part au sein du régiment des Princess Pats.

Outre le fait qu'il s'agit de l'une des plus célèbres batailles, cet anniversaire est important parce que Jack Shields, député d'Athabasca dans les années 1980, était un sergent de 21 ans à l'époque. Il s'est battu à Kapyong au sein des forces armées et, plus tard, il a continué de servir son pays à la Chambre des communes. Je tenais à souligner cet important anniversaire aujourd'hui. Jack est décédé en 2004, mais je veux le remercier d'avoir servi son pays en temps de guerre comme en temps de paix.

Au sujet du discours du député, je répondrai que j'ai grandi à North Vancouver. C'est là que se trouve Seaspan, un des partenaires de la stratégie de construction navale. L'entreprise devait construire le *Diefenbaker*, un brise-glace polaire pour le Canada. Le gouvernement libéral a interrompu le projet, qui est demeuré en suspens. Maintenant, ce n'est pas Seaspan qui aura le contrat ni Irving. On a annoncé que ce serait la Davie qui l'obtiendrait. Il n'y a rien dans le budget concernant ce brise-glace polaire dont le pays a désespérément besoin.

Le député peut-il expliquer pourquoi le gouvernement a retiré ce contrat à North Vancouver? Il a suspendu le projet et ne le mènera simplement pas à terme.

M. Patrick Weiler: Monsieur le Président, je remercie mon collègue le député d'Edmonton-Ouest, qui fait aussi partie du comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, de sa question pertinente. Je profite aussi de l'occasion pour lui souhaiter un joyeux Jour de la Terre, et j'aimerais, comme toujours, remercier les anciens combattants du service qu'ils ont rendu au Canada.

Nous sommes parfaitement conscients de l'importance exceptionnelle de Seaspan et de la Stratégie nationale de construction navale au Canada. Nous avons investi des dizaines de milliards de dollars dans cette stratégie, et Seaspan en a grandement profité. Cette mesure a eu des retombées énormes partout dans la région. C'est véritablement un secteur essentiel pour l'ensemble de l'économie bleue. Ce budget présente de nombreuses possibilités pour la

Le budget

côte Nord et l'ensemble de la Colombie-Britannique. Je pense avoir mentionné quelques mesures importantes qui aideront la Colombie-Britannique à demeurer un chef de file du pays au chapitre de la croissance économique.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Il a parlé de la mesure phare du budget, celle de l'implantation d'un système pancanadien de garderies. Il serait difficile de parler en mal de cette mesure, le gouvernement s'étant de toute évidence inspiré de ce qui se fait au Québec depuis plusieurs années déjà.

Je trouve curieux d'entendre des ministres libéraux dire à quel point ils n'avaient pas le choix d'investir autant d'argent parce que nous sommes en pandémie. Or cette mesure, comme plusieurs autres, me semble être une mesure électoraliste plutôt qu'une mesure dont le but est de venir en aide aux gens pendant la pandémie.

Le directeur parlementaire du budget a dit qu'on n'avait pas besoin d'aller jusqu'à 70 milliards ou 100 milliards de dollars d'investissements dans le budget, puisque l'économie reviendra progressivement à la normale dans les prochaines années.

J'aimerais savoir ce que mon collègue en pense. Est-ce qu'on a trop creusé le déficit, selon lui?

M. Patrick Weiler: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son importante question.

[Traduction]

En ce qui concerne le coût d'un programme national de garderies, il faut se demander si on peut se permettre d'en créer un, mais également si on peut se permettre de ne pas le faire. En ce moment, c'est la mesure la plus importante que nous puissions mettre en œuvre dans l'ensemble du pays pour stimuler l'économie.

Dans ce budget, nous avons proposé de faire des investissements et de faire baisser le ratio de la dette par rapport au PIB au fil du temps. Les investissements importants que nous faisons actuellement stimuleront l'économie de manière à ce que nous puissions créer des emplois et profiter des possibilités exceptionnelles qui s'offrent à nous. C'est précisément ce que feront ces investissements. Ce sont des mesures très ciblées qui contribueront directement à la création d'emplois.

• (1655)

M. Gary Anandasangaree (secrétaire parlementaire du ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Avant de commencer, monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour vous souhaiter une excellente retraite, à vous et à votre merveilleuse épouse Heather. Même si nous ne siégeons pas du même côté de la Chambre, j'ai souvent trouvé une source d'inspiration dans votre humilité et votre sens de l'intégrité. Je tenais à vous remercier et à vous féliciter de ce que vous avez fait pour la vie parlementaire. Ce fut un plaisir de travailler avec vous ces cinq dernières années.

Je m'adresse aujourd'hui à la Chambre à partir des territoires non cédés du peuple algonquin.

Le budget

Je tiens aussi à féliciter la vice-première ministre et ministre des Finances d'avoir présenté un budget que l'on peut qualifier d'historique à bien des égards, à commencer par le fait que c'est le premier à être présenté par une femme. Il s'agit d'un moment historique pour nous tous. J'appuierai bien évidemment le budget, car il apporte énormément d'espoir à énormément de gens.

Le budget poursuit trois grands objectifs: primo, venir à bout de la COVID-19 dans un combat auquel nous prenons tous part; secundo, panser les plaies causées par la pandémie; et tertio, créer des emplois et de la prospérité pour tous les Canadiens.

La COVID-19 a touché tous les Canadiens et même le monde entier. Au Canada, plus de 23 000 personnes sont décédées. Mes pensées accompagnent tous ceux qui ont perdu un membre de leur famille ou un ami durant la pandémie. Je sais que de nombreuses personnes n'ont même pas eu l'occasion de célébrer la vie incroyablement de leur être cher dans le cadre d'une cérémonie digne de ce nom au cours des 14 derniers mois. Mes pensées accompagnent aussi ceux qui ont perdu leur emploi, ou qui luttent pour sauver leur entreprise.

Au moment où je m'adresse à la Chambre, les hôpitaux de l'Ontario débordent et ils sont au bord de la catastrophe. Ils luttent contre la troisième vague et ils tentent de contrecarrer le virus. La ville de Scarborough compte parmi les foyers d'infection. Le réseau de santé de Scarborough fait un travail remarquable, à l'instar de la santé publique de Toronto, mais malgré tous nos efforts, la pandémie semble hors de contrôle.

Le gouvernement fédéral s'est trouvé en première ligne de la lutte contre la pandémie. Pour chaque dollar dépensé pour lutter contre la COVID-19 au Canada, 80 ¢ provenaient du gouvernement fédéral. Nous avons aidé les Canadiens à se relever, et nous continuerons de les aider jusqu'à la fin de la pandémie. Les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales travaillent main dans la main. Au niveau local, les Canadiens s'attendent à ce que nous collaborions tous pour trouver des solutions. Soyons bien clairs: j'ai l'intention de collaborer avec les cinq autres députés de Scarborough, ainsi qu'avec nos homologues provinciaux et municipaux.

J'aimerais maintenant saluer certains membres du réseau de la santé de Scarborough, que j'ai eu la chance de rencontrer à l'une des cliniques éphémères: la Dre Lisa Salamon-Switzman, la Dre Kanna Vela, et le Dr Mayoorendra Ravichandiran. Je veux aussi saluer le Centre de santé communautaire TAIBU, que j'ai eu l'occasion de visiter récemment pendant la vaccination, ainsi que son directeur général, Liben Gebremikael.

Comme tous les Canadiens, je connais des gens qui sont morts de la COVID-19 et d'autres qui y ont survécu. Je voudrais donc parler aux députés d'un battant de ma circonscription, Scarborough—Rouge Park.

Peter Thevarajah est propriétaire d'une petite entreprise. En janvier dernier, il a reçu un diagnostic de COVID-19. Il lutte contre cette maladie depuis trois mois avec l'aide de son épaulante famille, du personnel de Lakeridge Health, à Ajax, et de ses amis. Il a célébré son 70^e anniversaire il y a deux jours. Chose certaine, il continue de lutter un jour à la fois. Je sais qu'il va récupérer de façon miraculeuse pour retourner chez lui et prendre soin de son magnifique jardin et de ses petits-enfants.

L'anniversaire de M. Theraja s'est déroulé sous le signe de l'espoir, et beaucoup de gens voient la lumière au bout du tunnel. Lorsque les vaccins seront distribués massivement — de 48 millions à 50 millions de doses sont attendues dans les 10 prochaines semaines —, la lutte prendra fin pour l'ensemble des Canadiens.

Alors que nous sortons de la pandémie, le budget propose des façons de rebâtir en mieux. Je vais maintenant souligner quelques-uns des principaux éléments du budget.

Comme bon nombre de députés l'ont mentionné, nous célébrons aujourd'hui le Jour de la Terre. Les changements climatiques sont bien réels. Aujourd'hui, nous donnons suite à l'engagement que nous avons pris auprès des Canadiens en adoptant des cibles plus ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et construire une économie plus propre. Ce matin, le premier ministre a annoncé au sommet de la Terre que nous nous engageons à réduire nos émissions de 40 à 45 % par rapport au niveau de 2005 d'ici 2030 — notre cible précédente était de 30 %. C'est la voie que nous devons prendre pour protéger notre santé, notre économie et nos enfants.

● (1700)

Nous avons un plan crédible de lutte contre les changements climatiques, qui a fait ses preuves et qui produit déjà des résultats. Nous avons fait un investissement historique de plus de 100 milliards de dollars pour bâtir une économie plus propre et plus saine qui crée de meilleurs emplois pour tous les Canadiens. Cet investissement comprend 17,6 millions de dollars pour le climat et l'environnement; 15 milliards de dollars dans le cadre du plan climatique renforcé; 15 milliards de dollars pour le transport en commun; et 60 milliards de dollars dans un cadre pancanadien. Nous continuerons à lutter contre les changements climatiques, à investir dans un avenir plus propre et à renforcer l'économie.

Localement, à Toronto, nous appuierons beaucoup d'initiatives de lutte contre les changements climatiques, notamment le développement du parc urbain national de la Rouge, qui est devenu une réalité en 2016 grâce au travail de beaucoup de nos collègues, dont mon bon ami de Scarborough—Guildwood.

Le deuxième élément important du budget est l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Il a fallu attendre plus de 50 ans avant de voir un programme national de garderies devenir réalité. En 1970, la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada a indiqué qu'il était nécessaire d'accorder immédiatement la priorité à cette mesure. Malheureusement, il a fallu plus de 50 ans pour en arriver là, mais nous y sommes néanmoins arrivés, et il s'agit d'un moment historique à ne pas oublier.

À Toronto en ce moment, il en coûte en moyenne 1 327 \$ par enfant pour des services de garde, ce qui est inabordable pour bien des gens. Dans le budget, on promet d'élaborer un plan complet, assorti d'un financement qui permettrait une réduction de 50 % des frais moyens des services de garde d'ici la fin de l'année et des places en garderie au coût moyen de 10 \$ par jour dès 2025, et d'aider les provinces et les territoires par la suite pour mettre en œuvre un programme national de service de garde.

Le budget

Les jeunes Canadiens ont été durement touchés par la pandémie de COVID-19. J'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux jeunes de la circonscription de Scarborough—Rouge Park. Le campus de Scarborough de l'Université de Toronto, le collège Centennial, l'institut collégial Sir Oliver Mowat et l'école secondaire St. Mother Teresa sont tous situés dans ma circonscription, de même que de nombreuses écoles élémentaires. Ils ont été touchés à bien des égards.

Dans le budget, on propose d'investir 5,7 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les jeunes Canadiens à se relever et limiter autant que possible les effets de la pandémie à leur endroit. Nous prolongerons d'un an la dispense d'intérêts sur les prêts étudiants, ce qui représente des économies d'environ 1,5 million de dollars. Nous bonifierons l'aide au remboursement, de sorte que les nombreux jeunes qui gagnent moins de 40 000 \$ par année n'aient pas à rembourser leur prêt étudiant. Nous prolongeons le doublement des bourses d'études canadiennes de 580 000 étudiants et diplômés. Nous étendons le soutien aux personnes handicapées. Nous fournissons un stage à 50 000 étudiants supplémentaires ainsi que 7 000 stages supplémentaires dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse. Nous créerons 85 000 stages d'apprentissage intégré au travail par l'entremise de Mitacs.

Le budget offre tellement plus. Entre autres, il comprend une mesure réclamée par beaucoup de mes collègues et moi, notamment par la députée de Pickering—Uxbridge ainsi que par mes autres collègues directement concernés par la situation dans les établissements de soins de longue durée. Il s'agit de l'investissement de 3 milliards de dollars dans les établissements de soins de longue durée au cours des prochaines années. Nous bonifions également les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus et proposons d'autres mesures de soutien, y compris l'établissement d'un salaire minimum de 15 \$ l'heure, une mesure qui aurait dû être prise il y a longtemps pour les personnes qui travaillent dans le secteur privé sous réglementation fédérale.

En gros, le budget contient de nombreux éléments essentiels, notamment des investissements supplémentaires pour soutenir les collectivités autochtones, la lutte contre le racisme et les communautés noires.

Je suis très fier d'appuyer le budget. Je remercie tous mes collègues qui ont travaillé dur pour les Canadiens pendant la pandémie.

• (1705)

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, je veux parler des garderies. Je suis reconnaissante du soutien offert aux programmes d'éducation de la petite enfance et aux programmes de garderies pour ceux qui souhaitent s'en prévaloir et pour les plus vulnérables, c'est-à-dire les familles monoparentales à faible revenu dont les parents souhaitent ou doivent travailler; ceux-ci méritent de pouvoir compter sur des places en garderie de qualité, conçues spécialement pour eux.

Dans le cadre du plan du gouvernement, est-ce que tous les parents qui travaillent devront utiliser le système de garderies subventionnées par le gouvernement pour obtenir de l'aide financière?

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, non, je ne crois pas que les Canadiens seront obligés d'utiliser ce programme. Il sera simplement disponible pour tous les intéressés.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien écouté le discours de mon collègue. Il a abordé mon dossier préféré: l'environnement.

Le Canada est le pays du G20 où les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont les plus élevées. D'un côté, on investit, au moyen du budget, 17,6 milliards de dollars dans la relance verte; de l'autre, on dépense 17,1 milliards de dollars pour le pipeline Trans-Montain.

Est-ce ainsi que l'on a une bonne relance verte?

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, ce qui compte, c'est l'engagement pris par le premier ministre ce matin au Sommet de la Terre, en ce Jour de la Terre, je le souligne, qui consiste à réduire les émissions de 40 à 45 %. Il s'agit d'une annonce historique qui nous rapprochera de la carboneutralité d'ici 2050. Cela représente une diminution considérable par rapport à notre cible initiale de 2030. Ce budget contribuera à l'atteinte de nos objectifs environnementaux.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je tiens à souhaiter au secrétaire parlementaire de la ministre des Relations Couronne-Autochtones un heureux Jour de la Terre.

En ce qui concerne le tourisme, j'ai parlé aujourd'hui à l'Association touristique autochtone du Canada, qui représente 1 900 entreprises autochtones et plus de 40 000 employés autochtones et qui a géré un budget de 20 millions de dollars lors du dernier exercice, ce qui lui a permis de sauver des milliers d'emplois. On lui a accordé 2,4 millions de dollars dans le budget, soit 3 % de ce qu'elle avait demandé.

Dans un communiqué publié aujourd'hui, l'Association a indiqué être perplexe, préoccupée et déçue par le budget fédéral. En fait, elle a déclaré ceci: « [...] [C]e budget porte un autre coup à la sauvegarde des langues, des cultures et des modes de vie autochtones. »

Le secrétaire parlementaire demandera-t-il à la ministre des Finances de faire en sorte que le gouvernement corrige cette omission? Il y a des milliers d'employés autochtones, qui occupent des emplois essentiels, surtout en Colombie-Britannique sur le territoire des Nuu-chah-nulth, que je représente. Les libéraux financeront-ils adéquatement cet organisme afin qu'il puisse faire partie de la relance nécessaire au secteur du tourisme, qui est le secteur le plus durement touché au pays?

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, j'aime toujours les interventions de mon collègue, surtout ses efforts dans le dossier des communautés et des entreprises autochtones.

Le budget propose 18 milliards de dollars d'argent frais destiné aux communautés autochtones. Je travaille avec de nombreuses entreprises et associations commerciales de concert avec ma collègue la secrétaire parlementaire du ministre des Services aux Autochtones. Il existe de nombreuses mesures de soutien pour veiller à ce que les entreprises autochtones puissent survivre, voire prospérer. Nous espérons continuer à appuyer ce processus au cours des prochains mois et des prochaines années afin que toutes les entreprises, surtout les entreprises autochtones, puissent prospérer après la pandémie.

Le budget

• (1710)

Mme Jag Sahota (Calgary Skyview, PCC): Monsieur le Président, en tant que ministre du cabinet fantôme chargée du dossier de la condition féminine et de l'égalité des genres, je veux tout d'abord féliciter la ministre des Finances d'être la première femme à présenter un budget fédéral.

J'ai bien écouté le discours sur le budget que la ministre a prononcé lundi et je l'ai lu avec attention par la suite. La ministre a raison de dire que les thèmes de ce budget devaient être la victoire contre la COVID, la guérison des blessures économiques causées par la pandémie, ainsi que les emplois et la prospérité qu'il faut générer pour les Canadiens dans les jours et les décennies à venir. Toutefois, le budget ne fait rien de tout cela et il n'assure nullement la prospérité à long terme des Canadiens.

La ministre a indiqué que la pandémie de COVID avait eu pour conséquence le départ des femmes du marché du travail. C'est vrai. La pandémie a forcé les entreprises, petites et grandes, à cesser soudainement leurs activités. Des témoins ont expliqué au comité de la condition féminine que les femmes ont quitté le marché du travail pour diverses raisons.

Certaines l'ont quitté non pas par choix, mais parce qu'elles travaillaient dans l'une des industries les plus durement frappées, comme le commerce au détail, les voyages ou l'hôtellerie. D'autres l'ont quitté parce qu'elles devaient assumer des responsabilités additionnelles, comme enseigner à leurs enfants et prendre soin de membres de leur famille, alors que, pour d'autres, travailler à la maison n'était tout simplement pas une option.

Ces témoins ont également indiqué au comité que beaucoup d'hommes sont retournés au travail, mais que les femmes ne sont toujours pas aussi nombreuses à l'avoir fait.

La ministre est arrivée à la conclusion que la raison en est le manque de places en garderie et la nécessité d'avoir un programme universel de garderies.

Je me répète, mais des témoins ont affirmé au comité que ce n'était pas le cas et même qu'il y avait des garderies qui fermaient leurs portes en raison du manque d'enfants. En plus, un programme universel de garderie est une réponse simpliste à un problème très complexe.

Selon le plan libéral, tous les enfants seront traités de la même manière et les garderies se ressembleront toutes d'un bout du pays à l'autre. Leur plan ne tient pas non plus compte du choix des parents et du fait que ce sont les parents, et pas le gouvernement, pas des bureaucrates, qui sont le mieux placés pour savoir quelle est la meilleure solution pour leurs enfants.

Le budget libéral ne tient pas non plus compte des sensibilités culturelles qui existent dans un pays aussi vaste et diversifié que le Canada.

Dans ma culture, par exemple, nous croyons fermement qu'il est important que nos enfants reçoivent une bonne éducation, mais aussi qu'il est important de préserver et d'enseigner notre culture, notre langue et notre religion. Je sais que mes collègues du Bloc seront d'accord avec moi sur ce point. C'est pourquoi leur système provincial de garde d'enfants est unique et important au Québec. C'est exactement cela qu'il fait: il est conçu pour protéger, nourrir et inculquer la culture française, la langue française et l'histoire française.

Les Canadiens n'ont pas besoin d'un programme générique de garderies où déposer leurs enfants puis passer les prendre à la fin de la journée. Ils ont besoin d'une aide qui viendra soutenir leur choix en matière de services de garde d'enfants, qu'il s'agisse d'une garderie, de grands-parents ou d'amis, de manière à ce que la culture, la langue et les valeurs de leur choix soient enseignées à leurs enfants.

Par exemple, beaucoup de gens me racontent que, lorsque leurs enfants étaient jeunes, ils les confiaient à leur grand-mère ou à leur grand-père le jour et que c'est ainsi qu'ils ont appris les fractions. Ils ont appris que quatre quarts de tasse égalent une tasse en passant du temps de qualité à faire de délicieux biscuits et du pain, dont ils se régalaient avant que leurs parents viennent les chercher. C'est extrêmement important pour les citoyens de ma circonscription. Or, le budget libéral ne favorise pas cela.

J'aimerais par ailleurs souligner l'accent mis sur la violence fondée sur le sexe au Canada dans le budget.

Depuis son élection, le gouvernement parle constamment de violence fondée sur le sexe et de ses répercussions préjudiciables sur les femmes et les filles. En moyenne, une femme sur trois au Canada est victime d'une forme quelconque de violence au cours de sa vie. Chaque fois que la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres a comparu au comité de la condition féminine, je lui ai demandé à répétition quand les femmes et les filles canadiennes pourront enfin voir le plan d'action national du gouvernement pour lutter contre la violence fondée sur le sexe.

• (1715)

Les députés savent-ils ce qu'elle me répond? La ministre me répond toujours qu'il s'agit d'un problème important auquel le gouvernement veut s'attaquer. Cependant, il vient un temps où il faut joindre le geste à la parole sinon celle-ci ne veut plus rien dire.

Tous nos alliés qui ont signé l'accord international selon lequel la violence fondée sur le sexe représente un problème grave, voire une pandémie, qui doit être combattu, ont déjà publié au moins un plan d'action national et, dans certains cas, ils travaillent déjà sur la deuxième ou troisième version. Nous n'avons même pas encore publié notre première version.

C'est pourquoi j'ai été heureuse de voir que le budget comprend le plan du gouvernement pour lutter contre ce très grave problème. J'ai toutefois été extrêmement déçue de constater que ce n'est que maintenant, après des années de campagne et de promesses de la part du premier ministre, que le gouvernement a décidé de former un secrétariat pour élaborer le plan. L'année dernière, 160 femmes sont mortes en raison de l'échec du gouvernement.

Le vice-président: Comme il est 17 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ l'amendement dont la Chambre est saisie.

[Français]

La question porte sur l'amendement.

[Traduction]

Cela dit, comme d'habitude, si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que l'amendement soit adopté avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Le député de Kingston et les Îles a la parole.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je demande un vote par appel nominal.

Le vice-président: Convoquez les députés.

• (1800)

[Français]

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 95)

POUR

Députés

Aboultaif	Aitchison
Albas	Alleslev
Allison	Arnold
Baldinelli	Barlow
Barrett	Benzen
Bergen	Berthold
Bezan	Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)
Block	Bragdon
Brassard	Calkins
Carrie	Chiu
Chong	Cooper
Cumming	Dalton
Dancho	Davidson
Deltell	d'Entremont
Diotte	Doherty
Dowdall	Dreeshen
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster)	Falk (Provencher)
Fast	Findlay (South Surrey—White Rock)
Finley (Haldimand—Norfolk)	Gallant
Généreux	Genuis
Gladu	Godin
Gourde	Gray
Hallan	Harder
Hoback	Jansen
Jeneroux	Kelly
Kent	Kitchen
Kmiec	Kram
Kurek	Kusie
Lake	Lawrence
Lehoux	Lewis (Essex)
Liepert	Lloyd
Lobb	Lukiwski
MacKenzie	Maguire
Martel	Mazier
McCauley (Edmonton West)	McColeman
McLean	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
Melillo	Moore
Morantz	Morrison
Motz	Nater
O'Toole	Patzer
Paul-Hus	Poilievre
Rayes	Redekopp
Reid	Rempel Garner
Richards	Rood
Ruff	Sahota (Calgary Skyview)
Saroya	Scheer
Schmale	Seeback
Shields	Shin
Shiple	Soroka
Stanton	Steinley
Strahl	Stubbs
Sweet	Tochor
Uppal	Van Popta
Vecchio	Vidal
Viersen	Vis
Wagantall	Warkentin
Wagh	Webber
Williamson	Wong
Yurdiga	Zimmer— 120

Le budget

CONTRE

Députés

Alhabra	Amos
Anand	Anandasangaree
Angus	Arseneault
Arya	Ashton
Atwin	Bachrach
Badawey	Bagnell
Bains	Baker
Barsalou-Duval	Battiste
Beaulieu	Beech
Bendayan	Bennett
Bergeron	Bérubé
Bessette	Bibeau
Bittle	Blaikie
Blair	Blanchet
Blanchette-Joncas	Blaney (North Island—Powell River)
Blois	Boudrias
Boulerice	Bratina
Brière	Brunelle-Duceppe
Cannings	Carr
Casey	Chabot
Chagger	Champagne
Champoux	Charbonneau
Chen	Collins
Cormier	Dabrusin
Damoff	Davies
DeBellefeuille	Desbiens
Desilets	Dhaliwal
Dhillon	Dong
Drouin	Dubourg
Duclos	Duguid
Duncan (Etobicoke North)	Duval
Dzerowicz	Easter
Ehsassi	El-Khoury
Ellis	Erskine-Smith
Fergus	Fillmore
Finnigan	Fisher
Fonseca	Fortier
Fortin	Fragiskatos
Fraser	Freeland
Fry	Garneau
Garrison	Gaudreau
Gazan	Gerretsen
Gill	Gould
Green	Guilbeault
Hajdu	Hardie
Harris	Holland
Housefather	Hughes
Hussen	Hutchings
Iacono	Ien
Jaczek	Johns
Joly	Jones
Jordan	Jowhari
Julian	Kelloway
Khalid	Khera
Koutrakis	Kusmierczyk
Kwan	Lalonde
Lambropoulos	Lametti
Lamoureux	Larouche
Lattanzio	Lauzon
LeBlanc	Lebouthillier
Lefebvre	Lemire
Lightbound	Long
Longfield	Louis (Kitchener—Conestoga)
MacAulay (Cardigan)	MacGregor
MacKinnon (Gatineau)	Maloney
Manly	Marcil

Affaires émanant des députés

Martinez Ferrada	Masse
Mathysen	May (Cambridge)
May (Saanich—Gulf Islands)	McCrimmon
McDonald	McGuinty
McKay	McKenna
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
McPherson	Mendicino
Michaud	Miller
Monsef	Morrissey
Murray	Ng
Normandin	O'Connell
Oliphant	O'Regan
Pauzé	Perron
Petitpas Taylor	Plamondon
Powlowski	Qaqqaq
Qualtrough	Ratansi
Regan	Robillard
Rodriguez	Rogers
Romanado	Sahota (Brampton North)
Saini	Sajjan
Saks	Samson
Sangha	Sarai
Savard-Tremblay	Scarpaleggia
Schulte	Serré
Sgro	Shanahan
Sheehan	Sidhu (Brampton East)
Sidhu (Brampton South)	Simard
Simms	Singh
Sorbara	Spengemann
Ste-Marie	Tabbara
Tassi	Thériault
Therrien	Trudeau
Trudel	Turnbull
Van Bynen	van Koeverden
Vandal	Vandenbeld
Vaughan	Vignola
Virani	Weiler
Wilkinson	Wilson-Raybould
Yip	Young
Zahid	Zann
Zuberi— 213	

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare l'amendement rejeté.**AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS***[Traduction]***LOI SUR LE PARI SPORTIF SÉCURITAIRE ET RÉGLEMENTÉ**

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-218, Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs), dont le comité a fait rapport avec des propositions d'amendement.

M. Kevin Waugh (Saskatoon—Grasswood, PCC) propose que le projet de loi soit agréé.

Le Président: Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Le député de Niagara Falls a la parole.

M. Tony Baldinelli: Monsieur le Président, je demande que le projet de loi soit adopté avec dissidence à l'étape du rapport.

(La motion est adoptée.)

Le Président: Quand le projet de loi sera-t-il lu pour la troisième fois? Avec la permission de la Chambre, maintenant?

Des voix: D'accord.

• (1805)

M. Kevin Waugh propose que le projet de loi soit lu pour la troisième fois et adopté.

— Monsieur le Président, quelle journée mémorable aujourd'hui. Je suis évidemment honoré d'avoir de nouveau l'occasion de parler de ce projet de loi. Nous sommes rendus à l'étape de la troisième lecture, après une étude sérieuse par le comité de la justice.

Il convient de noter que le projet de loi C-218 revient dans cette enceinte avec un amendement mineur, appuyé par tous les partis, afin que les mécanismes de protection appropriés soient en place pour l'industrie des courses de chevaux, une industrie qui fait la fierté du Canada depuis si longtemps.

Lors des étapes de la première et de la deuxième lecture, et à l'étape de l'étude en comité, j'ai eu l'occasion de discuter de bon nombre des enjeux qui sont au cœur des paris sur une seule épreuve sportive. Même si ces paris sont interdits par le Code criminel, il n'en demeure pas moins qu'ils représentent une industrie de 14 milliards de dollars au Canada. Comme je l'ai déjà mentionné dans cette enceinte, toutes ces activités se déroulent par l'entremise de sites de paris en ligne non réglementés, non supervisés et ayant leurs assises à l'étranger, et par des preneurs aux livres du marché noir. Il n'y a aucune mesure de protection pour les consommateurs ni de programmes d'aide sur le jeu compulsif. En outre, les preneurs aux livres ne sont pas tenus de suivre des directives. Évidemment, cela signifie aussi que les retombées économiques ne profitent pas aux Canadiens.

Je ne veux pas répéter ce que j'ai déjà dit aux différentes étapes de ce processus législatif. Cependant, pour mes collègues qui n'ont pas participé à l'étude en comité, j'aimerais souligner quelques-unes des observations pertinentes qui ont été faites par les témoins lors de l'étude du projet de loi C-218 au comité de la justice.

Les premières observations viennent de Shelley White, directrice générale du Conseil du jeu responsable, un organisme indépendant qui veille à ce que des mesures de protection adéquates soient mises en place à l'égard des jeux de hasard afin d'assurer le bien-être des Canadiens et des collectivités. Elle a affirmé ceci:

[L]e CJR, en toute neutralité et indépendance, recommande l'adoption du projet de loi C-218. Il s'agit d'une occasion unique de réunir les intervenants des secteurs de la santé, de la santé mentale, de l'éducation, des services financiers et du maintien de l'ordre et ceux de l'industrie du jeu de hasard pour créer une culture canadienne du jeu responsable, fondée sur une réglementation et des pratiques de pointe axées sur les données probantes. Nous avons l'occasion d'apprendre de ce que les autres pays ont fait avant nous et d'appliquer les mesures de protection les plus élevées.

Paul Melia, président et chef de la direction du Centre canadien pour l'éthique dans le sport, a fait écho aux observations de Mme White en disant ceci:

À mon avis, le projet de loi offre une occasion d'offrir plus de services et de soutien à ceux qui risquent de devenir dépendants au jeu que dans le système actuel, où nous avons un marché non réglementé et où cette situation se présente. Nous ne sommes pas vraiment conscients de l'ampleur de la situation, des personnes qui peuvent être dépendantes et qui peuvent subir des préjudices, alors je pense qu'il y a là une occasion de fournir les services pertinents.

Je souhaitais citer tout d'abord ces deux commentaires, car ils répondent à des préoccupations souvent évoquées dans mes conversations avec mes concitoyens et dans les messages que m'écrivent des Canadiens de partout au pays.

Quand on parle du jeu sous toutes ses formes, la santé mentale et les dépendances sont des enjeux cruciaux, et à juste titre. Signalons toutefois que la situation actuelle est particulièrement difficile pour les gens qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale et de dépendance puisque, comme nous laissons les sites de paris à l'étranger et les preneurs aux livres du marché noir monopoliser les paris sur une seule épreuve sportive, il n'existe pas de protections adéquates pour les consommateurs ni de programmes d'aide pour les gens qui en auraient désespérément besoin. Comme l'ont souligné le Conseil du jeu responsable et le Centre canadien pour l'éthique dans le sport, le projet de loi à l'étude nous donne l'occasion de régler ce problème une fois pour toutes.

Je passe maintenant à une citation de Jerry Dias, président d'Unifor, qui a dit ceci :

Il va sans dire que les revenus générés dans des jeux de hasard illicites, illégaux et clandestins ne contribuent en rien à de bons emplois pour les travailleurs au Canada. Cet argent est absorbé par les exploitants étrangers et du crime organisé. Par ailleurs, en créant un marché légal et réglementé pour les paris sur un événement unique au Canada, nous pourrions aider à protéger des milliers de bons emplois syndiqués dans des emplacements de jeu de partout au pays et peut-être en créer de nombreux autres.

● (1810)

Il y a deux autres citations tirées des travaux du comité sur lesquelles je veux revenir.

La première est de Zane Hansen, le PDG de la Saskatchewan Indian Gaming Authority, qui gère plusieurs casinos en Saskatchewan, la province où j'habite. Il mentionne des aspects importants pour l'industrie du jeu, en raison de la pandémie de COVID-19. Je le cite :

Si les paris sur une seule épreuve sont approuvés pour le jeu et que nous pouvons les intégrer à notre modèle d'affaires, cela nous aidera incontestablement à nous rétablir et à aller de l'avant. Nous avançons en terrain inconnu, et nous devons ramener nos clients dans nos établissements, où ils pourront se sentir à l'aise et en sécurité.

J'ajoute que, selon moi, le témoignage de Zane Hansen est important, car en plus de nous donner le point de vue de l'industrie, il nous donne un point de vue autochtone.

Le projet de loi C-218 serait une excellente occasion d'aider le secteur du jeu à se rétablir. Ce serait vrai non seulement pour la Saskatchewan et la Saskatchewan Indian Gaming Authority, mais aussi pour tous les établissements de jeux et les collectivités au pays.

La dernière citation est de David Shoemaker, président et chef de la direction du Comité olympique canadien. J'en parle, car elle donne une vision complète du projet de loi. La voici :

Le moment est venu pour le Canada d'élargir la portée des paris sportifs. Ce projet de loi va permettre de créer de nouvelles perspectives de croissance, de réduire les paris illégaux et de générer des revenus pour l'industrie sportive et pour les gouvernements. Nous avons tout intérêt à ce que la légalisation des paris sur une seule épreuve sportive soit mise en œuvre de façon responsable, efficace et rentable.

Je ne crois pas nécessaire d'ajouter quoi que ce soit aux propos de M. Shoemaker ce soir, hormis que le soutien du Comité olympique canadien montre bien qu'il n'y a pas que du côté du sport professionnel que l'on souhaite l'adoption du projet de loi, on la souhaite aussi du côté du sport amateur. Le projet de loi C 218 est dans l'intérêt de tous les athlètes.

Nous savons que cette mesure législative à l'appui de tous les partis, de toute l'industrie et d'une kyrielle de groupes d'intervenants. N'attendons pas plus longtemps et renvoyons le projet de loi C-218 au Sénat pour qu'il y soit étudié et, espérons-le, adopté.

Affaires émanant des députés

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier le député d'avoir présenté le projet de loi et de lui avoir fait franchir les différentes étapes du processus. J'espère que, ce soir, nous pourrions l'adopter à l'étape de la troisième lecture et le renvoyer au Sénat.

Ce qui me plaît particulièrement dans ce projet de loi — et le député en a parlé dans son discours —, c'est que, puisque beaucoup de ces activités se font déjà, le gouvernement a l'occasion de créer un marché légal et d'en tirer des recettes.

Le député pourrait-il nous en dire plus à ce sujet?

M. Kevin Waugh: Madame la Présidente, je tiens à remercier le député de Kingston et les Îles de son appui à ce projet de loi, le projet de loi C-218.

Il a tout à fait raison. Le gouvernement fédéral n'a qu'à supprimer une seule ligne du Code criminel pour donner aux provinces et aux territoires le soutien dont ils ont tant besoin pour mettre sur pied des paris sur des épreuves sportives uniques. Ce n'est que la première d'une longue série d'étapes. Si nous pouvons l'adopter ce soir et le renvoyer au Sénat, qui l'examinera et proposera des amendements, s'il le désire, le projet de loi donnera ce pouvoir aux provinces qui, bien franchement, traitent déjà avec les établissements de jeux depuis plus de 30 ans. Nous attendons avec impatience que le projet de loi franchisse les étapes du processus.

● (1815)

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'avoir présenté son projet de loi. Le Bloc québécois est en faveur de ce dernier et je demande à mon collègue de nous rappeler de quelle façon son projet de loi peut aider des organisations comme Loto-Québec à ne pas subir de concurrence déloyale, par exemple de la part de casinos américains.

[Traduction]

M. Kevin Waugh: Madame la Présidente, c'est vrai que la concurrence actuelle est quelque peu déloyale. En 2018, aux États-Unis, le New Jersey a contesté un projet de loi semblable parce que le seul endroit où les gens pouvaient parier sur une seule épreuve sportive était le Nevada. Le New Jersey s'est adressé à la Cour suprême et il a eu gain de cause.

Voilà pourquoi, deux ou trois ans plus tard, plusieurs autres États, dont le Michigan et New York, qui partagent leur frontière avec le Canada, permettent aussi ce type de paris. La députée a raison. Le problème, c'est que c'est encore interdit au Canada, y compris près des frontières, comme au Québec ou en Ontario. Alors au lieu que l'argent reste ici et que ce soit les gens d'ici — les Québécois, les Ontariens et les Britannico-Colombiens, par exemple — qui en profitent, ce sont les casinos américains situés près des frontières qui engrangent les profits.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je remercie le député de Saskatoon—Grasswood d'avoir piloté ce dossier. Je félicite aussi le comité, qui a procédé avec rigueur et diligence.

Affaires émanant des députés

J'aimerais que le député m'explique une chose concernant l'argent dont le crime organisé sera privé. Selon moi, ce projet de loi permettra aussi aux corps policiers de faire des économies, car l'argent que le crime organisé retire des paris illégaux sert ensuite à commettre d'autres crimes. Il n'y a donc pas que les Canadiens en général qui y gagnent, les policiers aussi.

M. Kevin Waugh: Madame la Présidente, je remercie le député de Windsor-Ouest de tout le soutien qu'il m'a offert pour faire progresser ce projet de loi. Malheureusement, son projet de loi n'a pas été adopté lors de la dernière législature. Nous sommes donc encore une fois saisis de cette question, dans l'espoir de franchir la ligne d'arrivée cette fois-ci.

Le député de Windsor-Ouest a raison. Les témoignages entendus au comité de la justice ont souligné qu'une grande partie de cet argent va au crime organisé, ce qui lui permet de financer le trafic de drogues et d'armes. Nous n'allons pas récupérer tout cet argent. Selon l'information dont nous disposons, les paris illégaux représentent aujourd'hui 14 milliards de dollars au Canada.

Une bonne partie de cet argent doit se retrouver dans les coffres des provinces. Avec l'adoption de ce projet de loi, je pense que nous y parviendrons très bientôt.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui au sujet de ce projet de loi d'initiative parlementaire.

Je tiens à exprimer mon appui à l'égard du projet de loi C-218, Loi sur le pari sportif sécuritaire et réglementé, dont nous sommes saisis. J'en profite aussi pour féliciter et remercier d'autres députés, en particulier le député de Windsor-Ouest, qui vient de poser une question. Il a présenté un projet de loi similaire qui ne s'est pas rendu aussi loin que devrait le faire ce projet de loi après le vote d'aujourd'hui.

Le processus législatif est très intéressant: des sujets peuvent se frayer un chemin à la Chambre et faire l'objet de projets de loi qui sont présentés, puis qui n'aboutissent pas, ce qui n'empêche pas nécessairement les dossiers de gagner du terrain. Un autre député ou un gouvernement peut revenir sur la même idée. Le sujet finit par se retrouver ici. Même si le projet de loi du député de Windsor-Ouest n'a pas été adopté, il a certainement contribué à faire progresser la question à la Chambre.

Au sein de mon propre caucus, je pense au député de St. Catharines, qui parle souvent de cette question et s'assure qu'on ne l'oublie pas et que les gens continuent d'en parler. Je l'ai entendu en parler souvent lors de soupers ou de diverses occasions.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'il s'agit d'une industrie de 14 milliards de dollars au Canada. Présentement, une bonne partie de cette somme, en fait la majorité, se retrouve à l'étranger ou dans les mains du crime organisé. Nous avons l'occasion de reconnaître que ces activités se déroulent déjà et qu'il serait normal de réglementer cette industrie, de la contrôler et de retirer cet argent des poches des criminels. Ramener ces sommes au sein de l'économie légale permettra aux gouvernements fédéral, provinciaux et locaux d'en bénéficier et fera en sorte que cet argent ne soit plus absorbé par le crime organisé ou dissimulé dans des entreprises légales.

Un autre avantage serait, à mon avis, que cela favorisera l'intégrité dans le sport. Cela aura un effet bénéfique en matière de paris sportifs et aidera les policiers dans leurs efforts pour s'assurer que tout est fait dans la légalité.

Il y a de nombreux arguments qui justifient qu'on appuie ce projet de loi. Il y a la question du tourisme, en ce qui a trait aux paris sportifs et aux retombées pour différentes entreprises touristiques dans certaines régions du pays. Je pense à Niagara et à Windsor. Comme je suis de l'Ontario, ce sont les deux villes qui me viennent d'abord en tête.

Le gouvernement entend appuyer ce projet de loi. Il y a longtemps qu'on en avait besoin, et je suis heureux d'ajouter ma voix à celles qui appuient le projet de loi et de voter pour son adoption dans peu de temps.

● (1820)

[Français]

Mme Christine Normandin: Madame la Présidente, je n'arrive pas à activer ma caméra.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Effectivement, la caméra n'est pas activée. Nous allons passer au prochain orateur afin que la députée de Saint-Jean puisse régler ses problèmes techniques. Elle pourra ensuite reprendre la parole.

[Traduction]

Nous allons donner la parole à un autre député pour le moment et nous reviendrons à la députée de Saint-Jean.

Nous reprenons le débat. La parole est au député de Windsor-Ouest.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je suis reconnaissant d'avoir à nouveau l'occasion de participer à ce processus.

Je veux remercier tous les députés qui ont participé à cet effort, et pas seulement celui-ci, mais aussi le précédent et même celui d'avant, sur lequel je ferai des commentaires.

L'ancien député de Windsor—Tecumseh, Joe Comartin, a proposé un projet de loi qui s'est rendu jusqu'au Sénat. Par contre, il y est resté pendant quelques années et il n'a jamais été adopté. Dans cette optique, j'espère que le projet de loi actuel se rendra au Sénat, et que le Sénat le traitera avec un peu plus de célérité. Je remercie le gouvernement de son appui du projet de loi C-218, de même que le Parti conservateur, et j'espère que les sénateurs indépendants l'appuieront eux aussi.

Comme on l'a dit, il est très important de reconnaître que les choses ont légèrement changé. Je crois donc que le projet de loi à l'étude a plus de chances de réussite que ses prédécesseurs. La LNH, la NBA et d'autres ligues de sport professionnel se sont non seulement jointes au processus pour faire adopter ce projet de loi, mais elles l'appuient, alors qu'elles y étaient opposées auparavant. Cela était dû au fait qu'elles se trouvaient en situation de monopole, et que leur système et leur structure étaient basés au Nevada.

Ces restrictions en place aujourd'hui tirent leurs origines des États-Unis et du crime organisé qui a créé Las Vegas. Elles ont été invalidées par une décision d'un tribunal du New Jersey, qui a déclaré que les ligues ne devraient pas avoir le monopole sur une chose inventée, qu'elles n'en avaient pas nécessairement le droit. Ainsi, les restrictions, qui avaient évolué à la suite de divers recours judiciaires, ont été invalidées, créant des règles du jeu différentes entre nos deux pays.

Affaires émanant des députés

Le Canada se distingue des autres pays, puisque ce genre de réglementation existe partout en Europe et ailleurs dans le monde. Les Canadiens peuvent parier par téléphone, par ordinateur ou par divers moyens, mais cela alimente le crime organisé à l'étranger et n'aide en rien le Trésor public. Cela n'aide pas les gens à se faire traiter en cas de dépendance au jeu ni à trouver des stratégies.

L'une des choses les plus importantes que nous avons entendues au comité concernait l'aspect favorisant le jeu responsable. La législation permettrait de prévoir des stratégies pour inciter les gens à s'inscrire pour obtenir de l'aide, de réaffecter des ressources pour promouvoir le jeu responsable et de sensibiliser les gens à l'importance de signaler le problème avant qu'il ne s'aggrave. Par opposition, en ce moment, les joueurs compulsifs effectuent leurs transactions dans une cour arrière ou au téléphone avec des preneurs de paris qui ont un compte à l'étranger et qui cherchent par tous les moyens à les leurrer afin qu'ils parient encore et encore. L'étude du projet de loi a permis de reconnaître que ce dernier propose une façon responsable, morale et éthique de gérer les paris, car si nous n'intervenons pas, nous laisserons des personnes vulnérables se faire exploiter.

Je conclus mon propos en rappelant aux députés que ce n'est pas la première fois que la Chambre étudie ce dossier. Nous avons déjà adopté un projet de loi pratiquement identique à celui-ci mais qui est mort au Feuilleton du Sénat, puis, plus tard, nous avons étudié le projet de loi d'initiative parlementaire que j'ai présenté. Nous devons renvoyer ce projet de loi à l'autre endroit et faire en sorte qu'il y soit adopté. J'ai entrepris des démarches auprès de certains sénateurs déjà. J'espère que tous les députés en feront autant.

Nos travaux portent sur la COVID-19, des politiques et une vaste gamme d'autres sujets, mais il y a une chose que nous pouvons faire dès maintenant: rediriger l'argent qui va au crime organisé pour l'investir dans des initiatives visant le bien public. Nous débattons, notamment pour trouver des moyens, surtout sur le plan financier, pour aider les Canadiens à surmonter la pandémie. Dans le contexte actuel, le nombre de personnes qui utilisent des comptes en ligne et à l'étranger n'a jamais été aussi élevé.

En ce moment, nous n'arrivons malheureusement pas à aider certaines des autres industries légitimes qui sont associées aux paris sportifs, comme le casino de Windsor, entre autres. Toutefois, nous pourrions réellement empêcher ces activités de passer par le crime organisé. En adoptant le projet de loi C-218, de plus amples ressources pourraient être consacrées à soutenir les adeptes de ce type d'activités et faire en sorte que ces dernières se déroulent de manière responsable et réglementée.

• (1825)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous re prenons le débat.

L'honorable députée de Saint-Jean, que je suis heureuse de revoir, a la parole.

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui sur le projet de loi C-218.

J'ai eu le privilège d'entendre mon collègue de Saskatoon—Grasswood lors de la présentation du projet de loi et des premiers discours. J'ai trouvé ses propos très instructifs. Je me permets de

prendre la parole aujourd'hui, mais je n'ai absolument pas la prétention d'en apprendre autant à la Chambre qu'il l'a fait.

Le projet de loi C-218 est en fait relativement simple. Il est composé de trois articles: un pour le titre de la loi, un pour son entrée en vigueur et un dernier qui propose l'abrogation d'un alinéa du Code criminel qui exclut actuellement de la définition de loterie « le bookmaking, la vente d'une mise collective ou l'inscription ou la prise de paris, y compris les paris faits par mise collective ou par un système de paris collectifs ou de pari mutuel sur une course ou un combat, ou une épreuve ou manifestation sportive ». On décriminalise donc tout ce qui s'appelle pari sur un événement unique, principalement sportif.

Dans ce cas-ci, on pourrait dire que ce projet de loi est un peu comme un chat, non pas parce qu'il est appelé à dormir sur une tablette comme un chat, ce qui est le sort parfois réservé aux recommandations de certains comités qui sont tablettées par certains gouvernements, mais parce qu'il a eu plusieurs vies, comme en ont parlé des collègues plus tôt.

Lors de la 40^e législature, le projet de loi C-627, parrainé par le député du NPD Joe Comartin, n'a malheureusement jamais été appelé pour être débattu. Dans la 41^e législature, le député du NPD Joe Comartin dépose à nouveau le projet de loi, cette fois sous le numéro C-290, lequel se rend plus loin et est adopté en troisième lecture sans vote par appel nominal. À l'époque, c'est l'actuel député de Winnipeg-Nord qui parlait au nom du Parti libéral. Le projet de loi C-290 est ensuite mort du côté du Sénat.

Pendant la 42^e législature, c'est le député du NPD de Windsor-Ouest qui a présenté le projet de loi. Malheureusement, ce dernier a été défait en deuxième lecture, notamment par des votes provenant autant du Parti libéral que du Parti conservateur. Pour sa part, le Bloc québécois avait voté à l'unanimité en faveur du projet de loi.

Un des arguments avancés pour défaire le projet de loi à ce moment-là était le risque qu'il y ait de la triche si l'on décriminalisait la possibilité de parier sur des événements sportifs uniques. C'est comme si l'on disait qu'en laissant les paris sportifs entre les mains du crime organisé, on s'assurait qu'il n'y aurait pas de triche, un argument pour le moins périlleux. Quand on criminalise des choses, loin de les faire disparaître, on les transporte plutôt directement dans des mains occultes. Le présent projet de loi cherche précisément à faire sortir le pari sportif des mains du crime organisé.

Dans le cadre de la 43^e législature, cette mouture du projet de loi a déjà été adoptée en deuxième lecture avec seulement 15 voix contre. Rappelant que le gouvernement a déposé le projet loi C-13, lequel ressemble dans sa substance au projet de loi actuel, on peut s'attendre à ce que, cette fois-ci, le projet de loi C-218 se rende au Sénat.

Il y a plusieurs avantages à décriminaliser les paris sportifs sur des événements uniques. On peut penser, entre autres, à la protection des joueurs comme tels. En effet, en laissant à la mafia le contrôle des paris sportifs, on ouvre la porte, entre autres, à des prêts usuraires.

Comme l'ont déjà fait mes collègues, je me permets de rappeler le cas de ce jeune homme de Laval qui a mis fin à ses jours en décembre 2019. Il était âgé de seulement 18 ans. Après enquête du coroner, on a constaté que son suicide était lié à une dette de 80 000 \$ qu'il avait contractée sur le Web, sur une page de pari qui appartenait à la mafia montréalaise.

Affaires émanant des députés

Selon un article de l'époque, le jeune homme aurait misé sur un site en ligne. Pour accéder à ce site, l'utilisateur doit entrer un nom et un mot de passe sur la page d'accueil et peut ensuite effectuer des paris sur les résultats de match de plusieurs sports professionnels, et même sur la prochaine élection présidentielle américaine.

• (1830)

D'après nos recherches, le nom du site est enregistré auprès d'une société du Panama. Le site est hébergé sur un serveur situé au Costa Rica depuis mars 2015, mais est devenu actif seulement un an plus tard. La société qui possède le serveur héberge environ 75 autres sites de paris en ligne, selon l'outil de gestion de réseaux MyIP.ms. Le site se situe au 58^e rang pour ce qui est du nombre de visiteurs, avec environ 200 visiteurs par jour. On nous a expliqué que le pari sportif de la mafia montréalaise était dirigé par un responsable qui a, au-dessus de lui, un adjoint et des preneurs aux livres, c'est-à-dire des recruteurs. Les preneurs aux livres sont responsables des joueurs qu'ils ont recrutés. Le taux d'intérêt pour rembourser une dette grimperait de 3 à 5 % par semaine. On parle vraiment d'un contrôle par la mafia et de prêts usuraires. Dans ce cas-ci, on parle de gens qui ont perdu leur maison à cause de paris sportifs en ligne. De plus, cela ne permet pas de protéger les mineurs, qui ont facilement accès à ces sites.

La possibilité de rendre publique la possession de ces sites, notamment par des sociétés d'État comme Loto-Québec, fait que l'on peut aussi s'attendre que plus d'argent soit injecté dans la lutte contre le jeu pathologique. De la même façon, les sociétés d'État contribuent à autre chose. Il y a un retour dans la société. Par exemple, on peut penser à Loto-Québec, qui finance beaucoup d'événements, qui possède et acquiert des biens publics et qui finance des événements culturels. Il y aura donc un retour dans la société si l'on sort le pari sur des événements sportifs des mains du crime organisé.

Un autre avantage, c'est que l'on enlève des revenus au crime organisé. Au Québec, il y a eu une enquête dans le cadre du projet Colisée. À l'époque, un expert avait estimé que le clan Rizzuto, entre décembre 2004 et décembre 2005, avait réussi à accumuler environ 27 millions de dollars par année en paris sportifs illégaux. On peut s'attendre à ce que le montant soit maintenant encore plus élevé. En coupant cette partie des revenus du crime organisé, on met la hache dans la diversification de ses activités. Par exemple, quand une saisie importante de drogues est faite, il peut se rabattre sur le pari illégal pour survivre. Or, en mettant la hache dans cette source de revenus, on met à mal le crime organisé.

Mes collègues ont parlé d'un autre avantage, soit de la possibilité qu'il y ait davantage de revenus pour l'État qui se dégagent de la décriminalisation du pari sur des événements uniques. La firme Deloitte a d'ailleurs mentionné que, en ce qui a trait à l'industrie canadienne, dans les cinq premières années de la décriminalisation, on pourrait passer de revenus de 500 millions de dollars à des revenus potentiels de 28 milliards de dollars, ce qui représente une somme assez coquette.

L'expérience de nos voisins du sud démontre que la légalisation de cette industrie a pris de l'ampleur à la suite de la décision dans la cause *Murphy v. National Collegiate Athletic Assn.* En effet, plus de 25 États américains permettent maintenant la tenue de paris sur des événements sportifs.

On peut donc penser à une certaine concurrence, par exemple pour les casinos de Détroit, au Michigan, qui entreraient en concurren-

ce directe avec ceux de la circonscription du député de Windsor-Ouest. Le Québec ne serait pas en reste, puisque l'État de New York a légalisé les paris sportifs. Des maisons de jeu de Plattsburgh, qui est situé à moins de 90 minutes de la frontière des États-Unis, pourraient entrer en concurrence avec Loto-Québec, advenant la réouverture des frontières.

En conclusion, au-delà de tous ces avantages, il ne faut pas oublier les joueurs eux-mêmes. À force de parler avec mes collègues, je réalise que le pari sportif suscite de l'intérêt. Plusieurs de mes collègues seraient fort probablement heureux de pouvoir faire des paris en toute légalité, puisque cette option serait permise, sans contribuer à des compagnies qui envoient leurs revenus dans les paradis fiscaux, sans payer d'impôt. Finalement, ils pourraient le faire au moyen de plateformes en français.

Pour toutes ces bonnes raisons, le Bloc québécois appuiera avec plaisir le projet de loi C-218. Nous espérons que, cette fois-ci, il n'aura pas besoin de se rendre à neuf vies, comme un chat.

• (1835)

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous repreneons le débat. Le député de Saskatoon—Grasswood dispose de cinq minutes pour répondre.

M. Kevin Waugh (Saskatoon—Grasswood, PCC): Madame la Présidente, pour ce qui est d'interdire les paris sur une seule épreuve sportive, nous sommes très en retard sur le reste du monde, dont nos voisins du Sud. Certains croient, tout comme moi, qu'il est temps de rattraper ce retard. Au lieu d'avoir un système encadré par des mesures de protection des consommateurs et des règlements rigoureux, celui-ci est administré par des criminels et des sociétés étrangères. Au lieu de servir le bien public, les recettes financent la criminalité.

Il est temps de mettre un terme à cette situation au Canada. Ce soir, tous les partis s'entendent pour dire que les Canadiens en conviennent. J'ai bon espoir que, dans quelques instants, nous pourrions cimenter ce consensus en renvoyant le projet de loi où il doit aller, soit au Sénat.

Étant donné que c'est probablement la dernière chance que j'ai de parler de la mesure législative à la Chambre, je tiens à remercier l'ensemble des députés, tous partis confondus, qui ont appuyé le projet de loi C-218 tout au long du processus législatif. Je tiens surtout à remercier les députés de Niagara Falls, d'Essex et de Windsor-Ouest de leur excellent travail et de leur soutien dans ce dossier.

Je remercie en outre les organismes et les personnes qui m'ont fait profiter de leur expertise et qui m'ont transmis directement leurs commentaires. Je remercie également le comité de la justice. Je m'en voudrais enfin d'oublier tous mes collègues qui sont venus me parler du projet de loi. Depuis que je l'ai présenté, en février dernier, j'ai eu les commentaires d'à peu près toutes les parties intéressées, des autorités provinciales et municipales aux entreprises en passant par les organismes de santé mentale, les groupes qui font la promotion du jeu responsable, les regroupements de sportifs amateurs et professionnels, les médias et j'en passe. L'information qu'ils m'ont transmise m'a été d'une grande utilité pour la rédaction de cette mesure législative.

Nous assistons peut-être à un moment historique. L'adoption du projet de loi C-218 par la Chambre des communes prouverait que les élus du Canada sont d'avis que ce changement de cap est dans l'intérêt de tous les Canadiens. J'ose espérer qu'une fois qu'il sera adopté, nos collègues du Sénat se hâteront de l'étudier afin que cette interdiction d'un autre temps disparaisse enfin du Code criminel du Canada. Il est grand temps d'agir.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le vote porte sur la motion.

[Français]

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

Le député de Niagara Falls a la parole.

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Madame la Présidente, je demande que ce projet de loi soit adopté avec dissidence.

• (1840)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je déclare donc la motion adoptée avec dissidence.

(La motion est adoptée et le projet de loi, lu pour la troisième fois, est adopté.)

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Madame la Présidente, ce soir, en ce Jour de la Terre, je reviens sur un enjeu que j'ai soulevé le 19 février à la période des questions. Ma question visait essentiellement à mettre en évidence l'écart qui existe entre les paroles et les actes du gouvernement par rapport aux droits des peuples autochtones et à la lutte contre la crise climatique. Ces deux sujets semblent très éloignés l'un de l'autre, mais sont en fait intimement liés.

Je souhaite tout d'abord souligner qu'aucune communauté au Canada ne lutte plus ardemment pour protéger l'environnement naturel que ne le font les peuples autochtones. Les peuples autochtones sont les gardiens de la Terre-Mère. Ils connaissent et respectent ses dons et son pouvoir. Ils prônent de prendre uniquement ce dont nous avons besoin et de le faire avec précaution, en faisant attention à la quantité que nous prélevons et à la méthode utilisée, pour ne pas mettre les générations futures en péril.

En 2015, lors de la conférence issue de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le premier ministre a reconnu que « Les peuples autochtones savent depuis des milliers d'années comment prendre soin de notre planète. Les autres, nous, nous avons beaucoup à apprendre. Et pas de temps à perdre. » Il a bien dit « pas de temps à perdre. » Deux ans plus tard, le gouvernement a acheté l'oléoduc Trans Mountain avec les deniers publics. Le ministre des Finances de l'époque a dit que le projet était dans l'intérêt national et, qui plus est, représentait un investissement dans l'avenir du Canada. Cette décision va non seulement dévaster des écosystèmes indispensables, comme l'habitat des épaulards rési-

Motion d'ajournement

dents du Sud, mais il a aussi fait l'objet de l'opposition farouche des Premières Nations dont les territoires en seraient touchés.

Cette histoire se répète sans cesse. Aujourd'hui, un nouveau chapitre se joue sur le territoire des Inuits. Financer l'industrie pétrolière et minière, acheter un oléoduc et promouvoir l'énergie nucléaire, qui continuera d'avoir des conséquences désastreuses sur les écosystèmes dans des dizaines de milliers d'années, ce n'est pas l'œuvre de personnes que l'on pourrait considérer comme des chefs de file de la réconciliation ou de la lutte contre les changements climatiques. Faire fi des voix des aînés, des jeunes, des chefs héréditaires et des chefs élus, et effectuer des consultations après coup, ce n'est pas un comportement propice à la réconciliation. Incohérences, incertitude et même déception: voilà ce que connaissent les nombreux habitants du pays nommé Canada, lorsqu'ils apprennent les décisions du gouvernement concernant la crise climatique et la réconciliation.

En ce Jour de la Terre, il est urgent que le gouvernement agisse avec courage et compassion pour le bien de la planète et de tous ses habitants. Qu'est-ce que le gouvernement a à dire aux jeunes qui font la grève de l'école tous les vendredis et qui désespèrent d'obtenir une réponse crédible? Le développement et les excédents budgétaires n'auront plus de valeur lorsque le dernier cèdre ancestral aura été abattu, lorsque la dernière harde de caribous forestiers se sera éteinte et que les rivières seront polluées jusqu'à la dernière goutte. J'entends les grognements inévitables des détracteurs enclins à rejeter les paroles d'une école. Comment sommes-nous parvenus à être déconnectés du monde naturel au point de penser que nous en sommes séparés et que nous sommes supérieurs par rapport à lui?

Honnêtement, s'engager à respecter les droits des peuples autochtones et à lutter contre les changements climatiques n'est pas une chose que l'on peut faire à moitié ou sans conviction. Les Canadiens ont besoin d'un gouvernement qui prendra un engagement avec détermination, sans détour ni compromis, pour l'avenir des générations futures, un avenir où nos enfants auront droit à un monde naturel et seront conscients de leurs responsabilités envers celui-ci. Nous devons écouter, apprendre et appliquer le savoir des Autochtones, qui connaissent la terre, ses rivières, ses forêts et qui savent comment vivre en harmonie avec toutes les formes de vie, en les respectant.

Le gouvernement doit diriger cette transition, ce virage culturel nécessaire, et ce, non pas dans 10 ans, mais dès maintenant.

M. Gary Anandasangaree (secrétaire parlementaire de la ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Madame la Présidente, permettez-moi de souligner que je prends la parole sur le territoire non cédé du peuple algonquin.

Je souhaite à la députée et à tout le monde un joyeux Jour de la Terre, car il s'agit d'une journée historique à bien des égards en ce qui concerne les questions qu'elle a soulignées. Tout d'abord, le gouvernement du Canada renouvelle la relation du Canada avec les peuples autochtones, en prenant comme assises l'affirmation des droits, le respect, la coopération et le partenariat. Depuis 2016, nous avons pris une série de mesures importantes qui contribuent à une relation renouvelée et respectueuse entre la Couronne et les Autochtones et qui cadrent avec l'article 35 de la Constitution du Canada et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Motion d'ajournement

Comme ma collègue le sait, puisqu'elle a participé aux délibérations d'aujourd'hui sur le projet de loi C-15, nous avons pu renvoyer ce projet de loi important au comité et à l'autre endroit. À ce jour, neuf lois fédérales qui font référence à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, un document très important, ont été mises en œuvre. Comme je l'ai indiqué, ce document sans précédent aura force de loi au Canada d'ici quelques semaines.

Ce projet de loi, parce qu'il reconnaît les droits des Autochtones énoncés dans la Déclaration, représente un changement fondamental dans les relations avec les peuples autochtones. Nous nous engageons à poursuivre les discussions pour faire avancer les choses ensemble, à soutenir la réconciliation, à améliorer le bien-être des communautés et à renouveler les relations entre la Couronne et les Autochtones. En bref, le projet de loi C-15 vise à protéger et à promouvoir les droits des Autochtones, notamment les droits à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale, à l'égalité et à la non-discrimination pour établir des relations plus solides avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Le gouvernement du Canada a élaboré ou mis à jour des politiques et des directives pour respecter à la fois la Déclaration et le cadre constitutionnel du Canada. Ces politiques aident les fonctionnaires fédéraux dans leur travail lorsqu'il concerne les peuples autochtones et contribue à la mise en œuvre de la Déclaration. Nous sommes présents à plus de 150 tables de négociation avec plus de 500 communautés représentant plus de 1 million d'Autochtones pour appuyer leurs visions de l'autodétermination. Le gouvernement a également élaboré un nouveau cadre stratégique novateur de reconnaissance des droits des Autochtones avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et le Sommet des Premières Nations afin d'améliorer le processus de négociation des traités et de mieux promouvoir l'autodétermination en Colombie-Britannique.

Le gouvernement reste déterminé à établir une relation renouvelée et respectueuse avec les peuples autochtones.

• (1845)

Mme Jenica Atwin: Madame la Présidente, j'espère que nous pourrions à la fois promouvoir les droits des Autochtones et lutter contre la crise climatique. N'oublions pas ce qui est en jeu. Il faut penser à l'avenir de nos enfants.

D'ailleurs, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique a mentionné sa fille à maintes reprises pendant ses discours. Il a même dit qu'elle l'a exhorté à en faire davantage. Ce sont les jeunes qui me donnent de l'espoir lorsque je suis découragée. Ce sont eux qui me donnent l'énergie nécessaire pour contribuer à trouver des solutions. Ce sont les leaders d'aujourd'hui parce qu'ils sont conscients de l'urgence de la situation. Le programme de troisième année comprend notamment des notions comme les cycles biologiques, la biodiversité et les espèces en péril. Les jeunes sont capables de comprendre, alors pourquoi pas nos dirigeants élus?

Qu'il s'agisse de la militante anishinabe Autumn Peltier, qui se bat pour l'accès à l'eau potable pour tous, ou de Loïck Thomas, du Nouveau-Brunswick, qui, à l'âge de quatre ans, avait déjà ramassé personnellement 1 000 sacs de déchets, les jeunes me rappellent que la volonté de protéger l'environnement et la curiosité à l'égard du monde qui nous entoure fait partie intégrante de l'esprit humain.

Le gouvernement doit agir dans l'intérêt supérieur des jeunes Canadiens, car ce sont eux qui devront trouver les solutions aux pro-

blèmes catastrophiques auxquels le gouvernement n'a pas le courage de s'attaquer de front jusqu'à présent.

M. Gary Anandasangaree: Madame la Présidente, nous partageons la vision de la députée d'en face. Aujourd'hui, à Washington, le premier ministre s'est engagé au Sommet de la Terre à réduire nos émissions. Il s'est aussi engagé à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés à Paris et à les dépasser d'ici 2030, en plus de respecter nos cibles de carboneutralité pour 2050. C'est une journée historique à bien des égards.

Je tiens à répéter que le gouvernement a adopté une mesure législative importante pour soutenir les langues autochtones et pour affirmer la compétence des instances autochtones sur le bien-être des enfants. Il a également présenté un projet de loi visant la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, lequel a progressé dans le processus législatif ces derniers jours.

Même si nous avons réalisé beaucoup de progrès ensemble, nous savons qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. Il faut tabler sur les investissements que nous avons faits et continuer à faire avancer cette relation importante et notre pays.

LA SANTÉ

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Madame la Présidente, voici les mots qui résonnent dans ma circonscription: frustration, colère, désespoir, mécontentement, confusion, découragement, dépression, isolement et fatigue. Tout un vocabulaire nous est devenu familier: masques, travailleurs de première ligne, aucun masque, possibilité de voir sa famille, grippe, COVID-19, variants, voyage à l'étranger, aucun voyage, bulle, confinement, aucune bulle, restrictions, travailleurs de la santé, protection, quarantaine, fermeture de la frontière, exemptions, quarantaine à l'hôtel, contraventions pour ne pas avoir respecté le couvre-feu, ouverture des commerces, interdiction de funérailles, entreprises fermées de façon permanente, ouverture des écoles, passeport vaccinal, vaccination obligatoire, pénurie, distribution, préoccupations en matière de sécurité, trop contraignant, trop permissif, et ainsi de suite.

Nous en sommes au point où une grande partie des habitants de ma circonscription ne font plus confiance aux grands médias ou en ont assez de tous les propos négatifs qu'ils y trouvent. Ils sont à la recherche d'autres médias, d'autres sources d'information. Ils se tournent vers le moteur de recherche Google. Ils n'en peuvent plus et ils sont fatigués. Avons-nous perdu nos aptitudes sociales à force de communiquer seulement sur Zoom?

Plus récemment, il y a la question des vaccins. J'ai reçu ma première dose, et on parle maintenant d'un délai de quatre mois avant la deuxième, même si on nous avait dit qu'il fallait la recevoir après un mois. Au sud de la frontière, les deux doses sont administrées en un mois.

On parle aussi des États-Unis et du Royaume-Uni; parfois ils font mieux que nous, parfois pire. On parle de sources internationales. On parle de sources canadiennes. On fait toutes sortes de calculs insensés, une fois le pays se classe 42^e, une autre il est 3^e ou encore 5^e. Cela n'arrête jamais. Il est question de science et de non-science.

Les gouvernements sèment la peur dans la société et la population en a assez. Sa confiance envers les gouvernements s'effrite, parce que c'est lui qui a la responsabilité d'assurer la sécurité de la société. Les gens ont soif d'un leadership différent qui leur donnerait de l'espoir. La solution n'est pas d'envoyer des chèques avec l'argent des contribuables, car ce sont nos enfants et nos petits-enfants qui auront à payer pour ces dépenses dans le futur. Le Parlement est dysfonctionnel depuis 13 mois. Les gens veulent un gouvernement qui agit en leader, ils veulent du changement. Ils sont fatigués et épuisés et ils vivent dans un règne de terreur. Les Canadiens veulent un dirigeant positif qui leur donne de l'espoir.

C'est un peu la même situation au sujet du Trikafta et de la fibrose kystique. Des médicaments viennent d'être approuvés rapidement. Des entreprises étrangères ont développé des médicaments et, en un rien de temps, ils ont été homologués et distribués au Canada. Il y a un groupe de personnes qui sont vulnérables face aux germes comme celui de la COVID-19. Un médicament qui peut changer leur vie a été approuvé et il est utilisé ailleurs dans le monde. Qu'en est-il du Canada? La demande d'homologation est perdue dans la bureaucratie fédérale. Il restera ensuite à travailler avec les provinces. Or, dans le cas des vaccins, il n'a pas fallu beaucoup de temps pour les approuver et les distribuer aux autorités de santé des provinces pour qu'elles les utilisent. Pourquoi ne pouvons-nous pas faire la même chose dans le cas du Trikafta? C'est un très bon médicament qui peut sauver des vies.

● (1850)

Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, je vais continuer là où mon collègue a terminé, en parlant du processus d'approbation et des agents chargés de la réglementation à Santé Canada.

Le député a dit que les Canadiens avaient besoin de se sentir en confiance, de comprendre ce qui se passe et d'avoir espoir. Mon collègue est un parlementaire pour qui j'ai beaucoup de respect, et je sais qu'il a un rôle à jouer, mais je crois que la diatribe qu'il vient de lancer peut vraiment empêcher les Canadiens d'être rassurés au sujet de nos institutions, surtout les agents indépendants chargés de la réglementation à Santé Canada.

Je le répète, si ses concitoyens ne font pas confiance aux médias, il a un rôle très important à jouer: il doit leur fournir des ressources fondées sur des données scientifiques et des faits. Beaucoup de théories du complot circulent en ce moment. Bien franchement, les théories du complot sont très répandues au sein du Parti conservateur et chez les députés. En fait, un député a été exclu du Parti conservateur parce qu'il semble être allé trop loin. Toutefois, les théories du complot ne semblent pas déranger d'autres députés du parti.

En tant que parlementaires, il est extrêmement important que nous montrions aux Canadiens que les vaccins sont sécuritaires et efficaces et que nous faisons confiance aux organismes de réglementation en santé. Santé Canada est reconnu mondialement.

Le député d'en face a parlé de la vitesse avec laquelle les vaccins ont été homologués. Cela n'aurait pu se faire sans que l'on ait consenti des sommes considérables à Santé Canada et que l'on ait investi dans les ressources humaines. Étant donné le contexte de la pandémie mondiale, les fonctionnaires de Santé Canada ont travaillé jour et nuit pour être prêts à recevoir l'information et à la réviser au fur et à mesure que les vaccins étaient développés. En fait, tous les médicaments approuvés au Canada ont été soumis à un processus d'examen rigoureux. Nous avons simplement mis en

Motion d'ajournement

place des mesures pour accélérer le processus habituel en raison de la pandémie.

Si nous comparons le nombre d'heures qui ont été consacrées à ce processus à celui d'autres examens réglementaires, c'est comparable. Dieu merci, nous pouvons compter sur une fonction publique fédérale composée de personnes très dévouées. Ces dernières ont travaillé sans relâche pour pouvoir être prêtes à lancer le processus d'examen réglementaire auprès de notre organisme de réglementation de renommée internationale aussitôt que les compagnies pharmaceutiques soumettaient un vaccin.

En ce qui concerne le Trikafta, nous attendions que la compagnie pharmaceutique présente une demande, ce qu'elle a maintenant fait. Nous nous réjouissons que cette étape soit franchie. Je sais que de nombreux Canadiens ont très hâte que le processus commence. Honnêtement, la pandémie a fait ressortir de nombreux points qui nous aideront à tirer des leçons pour mettre en place des systèmes encore plus efficaces à l'avenir.

Quant aux faussetés et à la désinformation des conservateurs, j'espère que le député d'en face fera comprendre aux habitants de sa circonscription à quel point les vaccins sont sûrs et efficaces. Ces vaccins sont un des principaux outils grâce auxquels les Canadiens pourront passer au travers de la pandémie et retrouver une vie saine et sûre.

● (1855)

M. Martin Shields: Madame la Présidente, je rapportais les observations des résidents de ma circonscription. Cela ne vient pas du Parti conservateur. Ce sont les propos de mes concitoyens.

Je me préoccupe de la santé d'un autre groupe dans ma circonscription: les agents de voyage. Les femmes représentent 85 % de ces entrepreneurs. Elles ont de petites entreprises qui ont perdu leurs revenus pendant 13 mois, et cela prendra au moins 13 mois encore avant qu'elles n'obtiennent de l'argent en acceptant d'autres réservations. Elles vivent une situation épouvantable.

L'entente avec Air Canada ne les protège pas contre la perte des commissions touchées précédemment. Elles subissent un stress énorme et elles connaissent toutes des difficultés relativement à leur entreprise. Nous devons trouver le moyen d'aider les agences de voyages et de protéger la santé des agents de voyage au Canada.

Mme Jennifer O'Connell: Madame la Présidente, je remercie le député d'avoir soulevé les préoccupations des agents de voyage. J'ai entendu les mêmes inquiétudes. C'est précisément pour cette raison que le budget présenté cette semaine par la ministre des Finances vise les personnes qui ont été durement touchées ou les plus affectées par la pandémie, notamment les femmes. En fait, le budget s'attaque directement à ce problème.

Comme je l'ai dit, un certain nombre de mesures visent les secteurs concernés ainsi que les femmes qui, nous le savons, ont été durement touchées. J'invite le député d'en face à voter pour le budget et à appuyer le financement et la reprise économique que nous allons assurer aux résidents de sa circonscription et aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Motion d'ajournement

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Madame la Présidente, l'énergie est le carburant de la vie et nous avons heureusement la chance d'en avoir beaucoup. Nous n'avons pas à dépendre d'autres pays pour le carburant, ce qui nous donne un avantage concurrentiel si nous avons le bon sens de l'utiliser. Je suis toutefois extrêmement déçue par les efforts considérables que le gouvernement est prêt à déployer pour diaboliser l'industrie. Au lieu de se réjouir de ce que cette industrie apporte au Canada en générant des recettes, le premier ministre essaie de l'éliminer progressivement. Pourquoi?

L'exportation de notre pétrole et de notre gaz génère, pour le Canada, des recettes qui contribuent à financer les écoles, les hôpitaux, les infrastructures et les programmes sociaux. L'industrie apporte des avantages nets non seulement à l'Alberta et à l'Ouest canadien, mais aussi à l'ensemble du pays. Voilà pour les avantages indirects. Examinons maintenant les avantages directs.

Les hydrocarbures, qui sont la principale composante du pétrole brut, servent directement au transport des personnes, des marchandises et des aliments. Ils permettent aux agriculteurs de produire la nourriture que nous mangeons et sont utilisés dans la fabrication de nombreux médicaments qui prolongent la vie humaine. On les retrouve dans des produits dont nous avons besoin chaque jour, comme les lunettes, le matériel de soins de santé et les véhicules.

Les libéraux aiment dire que l'avenir sera vert, mais ils déforment les faits de manière éhontée. S'ils veulent se débarrasser des hydrocarbures, ils devront aussi dire adieu à toutes sortes de choses, de l'équipement de protection individuelle aux fournitures médicales essentielles, comme les seringues et les emballages sanitaires. Pensons-y un instant. Ils rabaisseraient tellement le niveau de la discussion qu'on s'attend presque à ce qu'ils se mettent à parler comme des hommes des cavernes: ça bon; ça, pas bon! Ils brossent un portrait tellement négatif du secteur pétrolier et gazier qu'on croirait qu'il s'agit d'une tare dont il faut avoir honte.

Ce dont ils se gardent systématiquement de parler, cela dit, ce sont les innovations et les avancées technologiques qui réduisent les émissions de gaz carbonique. Ils ne parlent jamais des normes incroyablement strictes que nous devons suivre, que ce soit en matière d'environnement, de sécurité ou de droits de la personne. Ces facteurs doivent absolument être pris en compte, car si le Canada renonce à renforcer et à stimuler son secteur de l'énergie, qui d'autre répondra à la demande sur le marché?

Ce sont alors les pays qui se fichent éperdument de l'environnement et qui font subir des atrocités aux gens, comme l'Arabie saoudite et le Venezuela, qui augmenteront leur production et leurs exportations, sans parler des torts immenses à l'environnement que causeront les innombrables pétroliers qui sillonneront les océans.

Le monde aura besoin de pétrole pendant encore longtemps. On estime même que la demande augmentera de 19 % d'ici 2040. En effet, à mesure que les pays en développement sortent de la pauvreté, leur niveau de vie s'améliore et ils ont besoin de plus de pétrole et de gaz. C'est une occasion dont le Canada peut profiter, car si leur approvisionnement en pétrole et en gaz ne vient pas de chez nous, il viendra d'ailleurs.

Si le premier ministre a vraiment à cœur de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, une solution évidente consiste à accroître la production ici même au Canada, puisque notre industrie travaille avec ardeur afin de réduire les répercussions environne-

mentales et d'augmenter le rendement grâce à des innovations constantes. Voilà pourquoi je trouve vraiment étonnant que le premier ministre continue d'anéantir ce secteur.

Le Canada a l'occasion d'être un chef de file et un fournisseur de ressources responsable pour des pays du monde entier. Stimuler l'industrie pétrolière et gazière du Canada ne nous permettrait pas seulement d'aider le reste de la planète en fournissant une énergie propre produite dans des conditions de travail sécuritaires et conforme aux normes environnementales les plus strictes; ce serait aussi une énorme source de richesse pour notre pays.

Nous sommes très fiers du filet social et du système national de soins de santé qui existent au Canada, mais il faut beaucoup d'argent pour les faire fonctionner efficacement. Quand le gouvernement s'emploie à éliminer des projets énergétiques ou des pipelines et qu'il diabolise l'industrie de l'énergie, il met nos systèmes d'aide sociale en péril, en fait. Le Canada mérite mieux.

• (1900)

Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, je commencerai par dire que la députée a tout à fait tort. En fait, le gouvernement a préconisé et réclamé un résultat différent en ce qui concerne le pipeline Keystone XL. Nous travaillons avec l'administration Biden afin d'appuyer le secteur énergétique canadien et ses travailleurs.

De plus, nous avons clairement fait savoir au gouvernement albertain de l'époque que nous continuerions d'appuyer les travailleurs, les familles et les collectivités touchés, tout comme nous avons été là pour eux au cours des épreuves survenues l'an dernier, la guerre mondiale des prix et la pandémie. Toutefois, nous avons maintenant une responsabilité envers ces travailleurs et tous les Canadiens: il faut rebâtir notre relation avec le principal client du Canada en matière d'énergie.

Il est important pour nous d'axer nos efforts dans trois domaines. Je vais utiliser l'exemple du Canada et des États-Unis, dont les intérêts sont étroitement liés, pour en venir à l'objet de question, soit l'importance de veiller à ce que le Canada ne se fasse pas distancer. Premièrement, les deux gouvernements sont déterminés à collaborer pour vaincre la COVID et rebâtir leurs économies, par exemple. Cela inclut le fait de travailler avec le secteur énergétique pour faire en sorte qu'il participe à la relance et soit prêt à jouer un rôle dans la transformation de l'énergie.

Le deuxième domaine est le climat. Le président Biden a désigné la crise climatique comme un problème de sécurité nationale, et il veut que les États-Unis redeviennent un allié dans ce dossier. Le Canada a déjà démontré son engagement en adoptant une politique rigoureuse sur le climat qui a l'appui de l'industrie canadienne, y compris de nombreux dirigeants du secteur pétrolier. Nous avons vu aujourd'hui qu'il existe des liens étroits entre l'approche du Canada et celle des États-Unis en ce qui a trait aux politiques climatiques.

Le troisième domaine est l'intégration économique. La relation entre le Canada et les États-Unis va bien au-delà de certains projets en particulier. D'ailleurs, c'est l'une des relations bilatérales les plus productives et les plus mutuellement bénéfiques du monde. Nous savons parfaitement que les entrepreneurs et les innovateurs de nos deux pays collaborent déjà en vue de faire des avancées dans le domaine des technologies vertes, notamment dans des secteurs comme le stockage du carbone. Nos industries de l'automobile sont profondément intégrées depuis des générations. L'industrie de l'énergie, qui crée des milliers d'emplois dans l'Ouest et dans l'ensemble du pays, est au cœur de ce partenariat.

Le Canada est la source d'énergie étrangère la plus importante et la plus sûre pour les États-Unis, qui achète notamment du pétrole brut, du gaz naturel, de l'hydroélectricité et de l'uranium canadiens. Notre expertise est importante pour les Américains. Nous pouvons fournir de l'hydroélectricité carboneutre à prix abordable à des millions de foyers américains.

C'est grâce à cette innovation, mais aussi à notre façon de prendre en compte les changements climatiques, que nous pourrions soutenir les travailleurs du secteur de l'énergie au Canada. Nous serons là pour les appuyer.

• (1905)

Mme Rachael Harder: Madame la Présidente, le Canada possède la troisième réserve en importance de pétrole brut dans le monde, et pourtant nous importons pour des milliards de dollars de pétrole de l'étranger. Actuellement, plus de la moitié du pétrole utilisé au Québec et au Canada atlantique est importé de pays comme les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Fédération de Russie, le Nigeria et la Côte d'Ivoire.

En imposant des restrictions juridiques à l'industrie pétrolière et gazière du Canada et en détruisant les projets de pipelines, le pre-

Motion d'ajournement

mier ministre stimule indirectement la production d'autres pays, où les réglementations environnementales sont peu tatillonnes et où des violations odieuses et massives des droits de la personne sont perpétrées. Le premier ministre préfère stimuler la production de pétrole souillé de sang à l'étranger plutôt que de soutenir la production de pétrole éthique ici même, chez lui.

Les Canadiens méritent mieux. Les Canadiens méritent un premier ministre qui donnera un avenir au secteur de l'énergie.

Mme Jennifer O'Connell: Madame la Présidente, encore une fois, revenons-en aux faits.

Prenons l'exemple des États-Unis et du Canada. Il y a plus de 70 pipelines et une trentaine de canalisations de transport qui relient ces deux pays. Chacun est le principal fournisseur d'énergie de l'autre pour presque toutes les sources d'énergie, que ce soit le pétrole, le gaz ou l'hydroélectricité. Ce faisant, nous nous entraînons pour assurer notre sécurité énergétique. Par ailleurs, nous faisons en sorte que les familles des deux côtés de la frontière puissent chauffer et éclairer leurs maisons et que nous puissions alimenter les industries et préserver les emplois des travailleurs.

Nous sommes absolument déterminés à construire des partenariats et à créer de bons emplois chez nous. Dans le même temps, nous nous assurons de protéger l'environnement et de respecter nos engagements en matière de changements climatiques.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 8.)

Des remerciements à l'intention d'employés	
Mme Wagantall	6035
Une athlète de London	
Mme Young	6035
Le personnel infirmier de l'Hôpital général Victoria	
M. Duguid	6035
La santé	
M. Cooper	6036
Le sport et la relance active du Canada	
M. van Koeverden	6036
Le plan conservateur	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	6036
L'environnement	
M. Redekopp	6036
L'environnement	
Mme Kwan	6036
Les changements climatiques	
M. Thériault	6037
Le Jour de la Terre	
M. Albas	6037
La Bayview Village Association	
M. Dong	6037

QUESTIONS ORALES

La santé	
M. O'Toole	6037
Mme Hajdu	6037
M. O'Toole	6037
Mme Hajdu	6038
M. O'Toole	6038
Mme Hajdu	6038
M. O'Toole	6038
M. Champagne	6038
M. O'Toole	6038
Mme Hajdu	6038
M. Therrien	6038
Mme Hajdu	6038
M. Therrien	6039
Mme Hajdu	6039
L'environnement	
M. Singh	6039
M. Bittle	6039
M. Singh	6039
M. Bittle	6039
Le budget	
M. Fast	6039
Mme Freeland	6039
M. Fast	6040
Mme Freeland	6040
M. Fast	6040
Mme Freeland	6040
La santé	
M. Martel	6040

Mme Hajdu	6040
M. Martel	6040
Mme Hajdu	6040
M. Martel	6040
Mme Hajdu	6041
L'environnement	
Mme Pausé	6041
M. Guilbeault	6041
Mme Pausé	6041
M. Guilbeault	6041
Mme Pausé	6041
M. Guilbeault	6041
La défense nationale	
Mme Alleslev	6041
M. Sajjan	6041
M. Paul-Hus	6042
M. Sajjan	6042
M. Bezan	6042
M. Sajjan	6042
Les ressources naturelles	
M. Boulerice	6042
M. Bittle	6042
Les services publics et l'approvisionnement	
M. Davies	6042
Mme Hajdu	6043
Le budget	
Mme Khera	6043
Mme Freeland	6043
Les services publics et l'approvisionnement	
M. Barlow	6043
Mme Anand	6043
Mme Findlay	6043
Mme Anand	6043
La santé	
M. Cumming	6043
Mme Hajdu	6044
Les mesures d'urgence visant la COVID-19	
M. Morrison	6044
Mme Joly	6044
L'environnement	
Mme Michaud	6044
M. Guilbeault	6044
Mme Michaud	6044
M. Guilbeault	6044
Les services publics et l'approvisionnement	
M. Steinley	6045
Mme Anand	6045
M. Shipley	6045
Mme Anand	6045
M. Brassard	6045
Mme Anand	6045
L'environnement	
M. Scarpaleggia	6045
M. Garneau	6045

Les services publics et l'approvisionnement	
Mme Shin	6046
Mme Anand	6046
La fiscalité	
M. Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	6046
Mme Lebouthillier	6046
Les langues officielles	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	6046
Mme Joly	6046
Le budget	
M. Weiler	6046
Mme Freeland	6046
Les affaires autochtones	
Mme Ashton	6047
M. Miller	6047
La santé	
M. Sloan	6047
Mme Hajdu	6047
Le resserrement des frontières	
Mme Michaud	6047
Motion	6047
Adoption de la motion	6047
Les travaux de la Chambre	
Mme Vecchio	6048
M. Rodriguez	6048

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le budget	
L'exposé financier de la ministre des Finances	
Motion	6048
M. Baldinelli	6048
M. van Koeverden	6050
Mme Pauzé	6050
M. Johns	6050
M. Dhaliwal	6050
M. Richards	6052
Mme Michaud	6052
M. Garrison	6052
M. Sidhu (Brampton-Est)	6052
M. Kurek	6054
Mme Pauzé	6055
M. Green	6055
M. Manly	6055
Mme Larouche	6055

M. Viersen	6057
M. Angus	6058
M. Manly	6058
M. Savard-Tremblay	6058
Mme Blaney (North Island—Powell River)	6060
Mme Larouche	6060
M. Weiler	6061
M. McCauley	6063
Mme Michaud	6063
M. Anandasangaree	6063
Mme Wagentall	6065
Mme Pauzé	6065
M. Johns	6065
Mme Sahota (Calgary Skyview)	6066
Rejet de l'amendement	6068

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi sur le pari sportif sécuritaire et réglementé	
Projet de loi C-218. Étape du rapport	6068
M. Waugh	6068
Motion d'adoption	6068
Adoption de la motion	6068
Troisième lecture	6068
M. Gerretsen	6069
Mme Michaud	6069
M. Masse	6069
M. Gerretsen	6070
M. Masse	6070
Mme Normandin	6071
M. Waugh	6072
M. Baldinelli	6073
Adoption de la motion; troisième lecture et adoption du projet de loi	6073

MOTION D'AJOURNEMENT

Les affaires autochtones	
Mme Atwin	6073
M. Anandasangaree	6073
La santé	
M. Shields	6074
Mme O'Connell	6075
Les ressources naturelles	
Mme Harder	6076
Mme O'Connell	6076

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>